



# *GENRE ET SEXUALITES EN MILIEU RURAL*

## *MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRETIENNE*

### RAPPORT FINAL

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse  
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie  
Associative  
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire  
Mission Expérimentation et Evaluation des Politiques  
Publiques - MEEPP  
95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13  
[www.experimentation.jeunes.gouv.fr](http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# INTRODUCTION

---

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets APDISCRI2 lancé le 9 mai 2018.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves, développer la mobilisation des jeunes au service de causes d'intérêt général et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités diversifiées et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse  
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative  
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire  
Mission Expérimentation et Évaluation des Politiques Publiques  
95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter le rapport d'évaluation remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse par l'évaluateur du projet sur le site [www.experimentation.jeunes.gouv.fr](http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr)

# FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

<p style="text-align: center;"><b>THÉMATIQUE : Lutte contre les discriminations</b> <b>Numéro du projet : AP_DISCRI2_01</b></p>
<b>LE DISPOSITIF EXPERIMENTÉ</b>
<b>Titre : Genre et sexualités en milieu rural</b>
<b>Descriptif synthétique du dispositif expérimenté :</b> projet porté par les jeunes issu·es des territoires ruraux (moins de 30 ans) afin de mettre en lumière, sensibiliser et former les animateur·ices à lutter contre les discriminations liées au genre et aux sexualités en rural.
<b>Public(s) cible(s) :</b> Le projet était destiné à 1300 personnes. Bien que fortement impacté par le Covid, il a rejoint 1460 personnes. Il s'adresse principalement aux jeunes ruraux·ales de moins de 30 ans. Bénéficiaires indirects : parents, décideur·euses public·ques.
<b>Objectifs initiaux :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Rompre le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités, que subissent les jeunes issu·es de territoires ruraux en identifiant, analysant et rendant visibles ces actes.</li><li>- Rompre le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités en leur permettant de se mobiliser pour proposer et faire avancer les dispositifs visant à lutter efficacement contre les violences sexuelles, le sexisme et la lgbtphobie en milieu rural.</li></ul>
<b>Descriptif des actions mises en œuvre :</b> <i>Objectif 1 :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Recueillir des témoignages de jeunes issu·es de territoires ruraux qui subissent des discriminations liées au genre ou à leur sexualité et en diffuser certains sur des plateformes numériques : <a href="http://uniqueenmongenre.fr">uniqueenmongenre.fr</a> et <a href="http://noshistoires.fr">noshistoires.fr</a>.</li><li>- Mener une campagne de communication avec la réalisation d'une web-série documentaire (portrait de douze jeunes ruraux·ales témoignant de leur parcours et de discriminations qu'ils ou elles ont pu subir et/ou subissent encore), d'outils de communication et de sensibilisation et la rédaction d'articles engagés dans la presse.</li><li>- Réalisation, par les équipes de jeunes, de trois diagnostics de territoires portant sur les dispositifs d'égalité de genre et d'orientation sexuelle, d'éducation à la sexualité et d'accès à la santé existants sur leur territoire. Restitution de deux des diagnostics auprès des différents acteurs politiques, éducatifs et associatifs des territoires analysés.</li><li>- Réalisation d'un colloque national avec des élu·es, chercheur·euses, associations, organisations de jeunesse pour travailler à faire émerger des recommandations à destination des pouvoirs publics.</li></ul> <i>Objectif 2 :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Organisation d'espaces de formations et d'échanges ouverts à tous·tes sur les territoires ruraux sur les questions de stéréotypes de genre et de discriminations liées aux sexualités : cinés-débats, tables-rondes, soirées-débats. Organisation de week-ends de sensibilisation et de découverte, à destination de jeunes issu·es des territoires ruraux, pour leur permettre de se former/s'informer sur des questions de genre et sexualités.</li><li>- Proposition des contenus d'animation pour la réalisation d'interventions en milieu scolaire sur les thématiques des inégalités de genre et d'orientation sexuelle ; création de modules de formation et de sensibilisation pour questionner les postures d'animation sur les sujets de genre et de sexualités dans les séjours.</li><li>- Réalisation d'un recueil de recommandations par des jeunes issu·es de ces territoires.</li></ul>

<p><b>Territoire(s) d'expérimentation :</b>  Comme prévu initialement, le projet s'est déroulé sur les territoires ruraux de Bressuire (Deux-Sèvres), des Monts-du-Lyonnais (Rhône-Loire), du Doubs avec la réalisation de diagnostics de territoires à l'issue desquels des actions de sensibilisation et de visibilisation ont été mises en place. De plus, au cours des trois années, le projet a essaimé sur les territoires de l'Indre, de la Haute-Saône, du Nord, du Loir-et-Cher, de la Vienne, de la Loire, de l'Orne, de l'Ain et de l'Anjou.</p>
<p><b>Valeur ajoutée du dispositif expérimenté :</b>  Les espaces d'échanges et de formation sur les enjeux de genre et sexualités sont trop rares en milieu rural pour que leur développement ne soit pas considéré comme une valeur ajoutée.</p>
<p><b>Partenaires techniques opérationnels :</b>  Partenaires initialement visés dans la convention : MAG Jeunes LGBT, CNEAP, Le Refuge, Planning Familial, David et Jonathan, les Eclaireurs et Unionistes de France, les MFR.  Partenaires effectifs de l'expérimentation : CNEAP, CERAS, MFR locales, Planning familial local.</p>
<p><b>Partenaires financiers (avec montants) :</b>  Fond Facebook pour le civisme en ligne : 100 000€  DGCS : 37 000€  ANCT : 10 000€  DILCRAH : 3 600€  DJEPVA : 17000€</p>
<p><b>Durée de l'expérimentation :</b>  Durée initiale : 36 mois  Durée effective : 42 mois</p>
<p><b>LE PORTEUR DU PROJET</b></p>
<p><b>Nom de la structure :</b> Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne  <b>Type de structure :</b> Association loi 1901</p>
<p><b>L'ÉVALUATEUR DU PROJET</b></p>
<p><b>Nom de la structure :</b> Pennec Etudes Conseils  <b>Type de structure :</b> Structure privée</p>

# SOMMAIRE

I.	Introduction .....	4
II.	Objectifs de l'expérimentation.....	7
III.	Public visé par l'expérimentation .....	8
1.	Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative) .....	8
1)	Public visé .....	8
2)	Bénéficiaires directs.....	8
3)	Bénéficiaires indirects.....	11
IV.	Déroulement de l'expérimentation.....	13
1.	Mise en œuvre .....	13
1)	Degré de réalisation de mise en œuvre .....	13
2)	Outils liés à la mise en œuvre du projet.....	16
3)	Difficultés rencontrées.....	17
4)	Autres enjeux liés à la mise en œuvre du projet.....	18
2.	Pilotage de l'expérimentation.....	20
1)	Partenaires opérationnels.....	20
2)	Partenaires financiers .....	20
3)	Pilotage de l'expérimentation.....	21
3.	Valorisation et communication.....	22
V.	Enseignements.....	24
1.	Impacts du Covid-19 sur l'expérimentation.....	24
2.	Modélisation du dispositif expérimenté .....	24
3.	Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif.....	28
1)	Public visé .....	28
2)	Mise en œuvre des actions.....	28
3)	Gouvernance, pilotage et partenariats .....	30
4)	Impacts sur la structure .....	30
VI.	Conclusion.....	32
VII.	Annexes .....	I

# I. Introduction

Le projet est né dans un contexte de carence d'études récentes relatives aux discriminations de genre et de sexualités subies par les jeunes en ruralité. Malgré des études sur la jeunesse et la sexualité (Blanchard, Révenin et Yvorel 2010, Amsellem-Mainguy 2011, Chartrain et alii 2013 etc.), ainsi que sur le caractère spécifique des violences sexistes et sexuelles subies par les jeunes habitant en banlieue ou dans les quartiers prioritaires de la ville (Clair, 2012, Rollin, 2012, Lebugle 2017), très peu se focalisent sur la ruralité. A titre d'illustration, une recherche Google Scholar avec les mots-clefs « lgbt », « ruralité » et « jeunesse » présentait 35 résultats en 2018, en présente 78 aujourd'hui : le sujet semble donc travaillé depuis peu. De plus, **sur le peu de travaux portant spécifiquement sur le monde rural, une infime partie aborde les enjeux des femmes**, témoignant de forts stéréotypes de genre empêchant notamment l'accès à de meilleures situations économiques.

D'autre part, des associations, mutuelles, organismes sociaux (la MSA<sup>1</sup> par exemple), de santé et de prévention témoignent de la situation critique touchant les jeunes des milieux ruraux quant aux questions de santé liées à leur sexe, leur identité de genre ou leur orientation sexuelle. **L'éloignement géographique, social et parfois culturel des espaces de soin et de prévention** augmente le risque d'enfermement et d'autolyse de ces jeunes, les contraignant parfois à la fuite vers les villes, perçues comme plus accueillantes pour des sexualités ou conjugalités non majoritaires.

Parallèlement, au sein du MRJC, des jeunes ont fait entendre leurs voix sur leurs existences non-hétérosexuelles, non-cisgenres, de femmes, dans une société sexiste. Cette prise de conscience du **Mouvement comme espace poreux avec la société**, et donc également en prise avec les stéréotypes de genre, amenant des difficultés à affirmer son orientation sexuelle, a permis d'intégrer les enjeux de ces personnes minorisées à ceux du Mouvement. Des dynamiques internes et externes au MRJC ont clamé l'urgence d'écouter les concerné-es.

C'est notamment dans ce cadre qu'un « séminaire de recherche », session de formation de cinq jours rassemblant une centaine de jeunes de 18 à 30 ans, s'est tenu en janvier 2018 sur la thématique « Egalité ». Les participant-es se sont formé-es et ont échangé sur les discriminations, les inégalités, des vecteurs d'égalité, les différences et leurs prises en compte dans le Mouvement et la société.

Le droit commun, bien que condamnant les discriminations sexistes et lgbtphobes, n'adapte pas entièrement sa réponse aux enjeux spécifiques des territoires ruraux. Malgré les lois promulguées depuis 2012 (égalité femmes-hommes, lutte contre le harcèlement, criminalité pédophile, mariage pour tous), le désengagement sur les territoires ruraux continue à se faire sentir. Les petites maternités et la proximité qu'elles offraient ferment, et le repli démographique s'accroît entraînant avec lui la paupérisation et l'isolement des territoires les plus ruraux. Les plannings familiaux existent, mais rarement en zone rurale et en trop large maillage pour couvrir l'ensemble du territoire (74 plannings familiaux sur l'Hexagone). **Le désengagement de l'Etat auprès des collectivités locales rurales au profit de zones urbanisées est marquant**, notamment au regard de la dotation par habitant-e (où un.e urbain-e vaut deux ruraux-ales).

---

<sup>1</sup> <https://lebimsa.msa.fr/prevention/des-cles-pour-la-sante-des-adolescents/>

C'est dans ce contexte que le MRJC, a travaillé en 2018 au projet « Genre et sexualités en milieu rural », soutenu à partir de 2019 par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse. Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne est une **association d'éducation populaire gérée et animée par des jeunes de moins de 30 ans**. Il offre la possibilité aux jeunes ruraux·ales, sans distinction de genre, d'origine ou de religion, de vivre des expériences d'engagement, de citoyenneté et d'exercer des responsabilités associatives. **Les projets visent à favoriser l'émancipation des jeunes dans les territoires ruraux, dans une visée de transformation sociale**. Cela passe par des actions collectives portant, entre autres, sur l'agriculture, l'alimentation, l'animation, la citoyenneté, la culture, le développement des territoires, etc. Initialement prévu sur une période de 36 mois, de janvier 2019 à décembre 2021, le projet s'est achevé en juin 2022 (42 mois) en raison du retard pris à la suite des restrictions sanitaires.

Le MRJC est une association organisée du local au national. Dans le cadre de ce projet, l'instance nationale a assuré la coordination globale du projet, le lien aux partenaires nationaux, la communication externe et a organisé deux séminaires, à mi-projet et de restitution.

Au niveau local, le MRJC est composé d'une trentaine d'antennes, comprenant chacune un·e animateur·ice permanent·e salarié·e qui encadre des équipes de jeunes bénévoles, accompagné·e d'un Conseil d'Administration. Tous et toutes sont âgé·es de moins de 30 ans. Dans le cadre de cette expérimentation, les antennes locales avaient en charge la réalisation de diagnostics de territoire, ainsi que l'organisation et l'animation d'évènements d'échanges et de formations à destination des jeunes. Ce **projet** est donc **porté** directement **par les jeunes ruraux·ales, pour les jeunes ruraux·ales**, avec un décalage dans le temps et l'espace ; la réflexion globale menant au projet dans son entièreté étant portée au niveau national, enjoignant les sections locales proches du sujet à se saisir du cadre, se l'approprier et développer, avec ses membres, un axe ou une action.

En début de projet, quatre territoires ont été sélectionnés car les dynamiques locales préexistantes étaient propices à un déploiement du projet :

- Doubs : lieu du Festival pour la paix de 2018 organisé par le MRJC au cours duquel des ateliers de sensibilisation aux discriminations sexistes et anti-lgbt ont été organisés. Il s'agit d'un département très rural à l'exception de l'agglomération de Besançon où il manque de structures LGBT, avec deux personnes du MRJC y étaient motrices sur les sujets relatifs au projet.
- Deux-Sèvres : antenne avec des militant·es fortement engagé·es sur les questions sociétales. Un travail sur les questions de genre et sexualités y était déjà mené depuis plusieurs années.
- Rhône (Monts-du-Lyonnais et Beaujolais) : le territoire comprend un tissu associatif dense avec un nombre important de néo-ruraux·ales, militant·es fortement engagé·es sur les questions sociétales.
- Oise (communauté de communes des Vallées de la Brèche et de la Noye) : la population y est jeune avec un taux élevé de non-diplômé·es et de chômage. Dans l'antenne de l'Oise, la question des rapports femmes/hommes était assez nouvelle mais fortement questionnée depuis 2018, année d'organisation par le MRJC du séminaire de formation sur cinq jours sur l'égalité. De plus, l'antenne développait des liens avec des établissements scolaires, notamment pour y réaliser des interventions en milieu scolaire.

Très rapidement, l'Oise a quitté le projet, la salariée, motrice, ayant quitté son poste plus tôt que prévu. Plus tard, le Doubs, à la suite d'un renouvellement de salariée et l'essoufflement du collectif de bénévoles, a limité son implication dans le projet. Les actions (enquête, ciné-débat, théâtre forum) ont été réalisées en 2019 et 2020 uniquement.

Cependant, le projet a largement essaimé dans le Mouvement, avec des actions dans une dizaine de départements supplémentaires : Indre, Haute-Saône, Nord, Loir-et-Cher, Vienne, Loire, Orne, Ain, Anjou. Sur ces territoires, les jeunes se sont approprié-es les projets d'animation auprès de leurs publics.

## II. Objectifs de l'expérimentation

Les deux objectifs initialement définis du projet « Genre et sexualités et milieu rural » sont restés inchangés, malgré l'impact de la crise sanitaire sur l'expérimentation :

- Rompre le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités, que subissent les jeunes issu-es de territoires ruraux en **identifiant, analysant et rendant visibles ces actes**.
- Rompre le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités en leur permettant de **se mobiliser pour proposer et faire avancer les dispositifs** visant à lutter efficacement contre les violences sexuelles, le sexisme et la lgbtphobie en milieu rural.

La formulation et la validation des objectifs du projet a été construite en interne du MRJC, appuyé par un comité scientifique allié à la thématique, détaillé ci-dessous.

Au niveau du MRJC, ces questions naissent du séminaire de formation « Egalité » de 2018. Plus précisément, il permet, par le recours à des chercheur-euses, associations, témoins, de mettre en résonance des réflexions individuelles, les transformant en sujets collectifs. Antérieurement à cela, d'autres acteurs, dont Le Refuge<sup>2</sup>, avaient commencé à mettre la lumière sur le sujet des discriminations de genre chez les jeunes en milieu rural.

Le comité de coordination interne au MRJC a donc posé ces objectifs confrontés à un comité scientifique composé de :

- Sabrina Dahache, docteure en sociologie, consultante et experte sur le développement et le genre dont le thème de recherche porte sur le genre en milieu rural.
- Yves Raibaud, géographe, maître de conférences HDR, membre du Haut Conseil à l'Egalité entre les Femmes et les Hommes. Ses recherches portent sur les thématiques des espaces du temps libre et genre ; les masculinités ; la géographie des discriminations ; les pratiques sportives et artistiques des jeunes ; l'engagement associatif dans le domaine de la santé ; l'animation socioculturelle.
- Irene Pereira, chercheuse associée en sociologie, co-présidente de l'IRESMO et auteure de plusieurs ouvrages sur le militantisme et la sociologie du travail.

Ce travail est le reflet de la méthodologie du MRJC : un **croisement entre savoirs théoriques et savoirs expérimentiels** qui permet aux acteur-ices de se saisir de l'hypothèse et de l'enrichir, et non pas de se la voir imposée.

---

<sup>2</sup> Fondation reconnue d'utilité publique qui a pour objet de prévenir l'isolement et le suicide des jeunes LGBT+, de 14 à 25 ans, victimes d'homophobie ou de transphobie et en situation de rupture familiale.

### III. Public visé par l'expérimentation

#### 1. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative)

##### 1) Public visé

Habituellement, les activités réalisées par le MRJC ont pour cible un **public issu des territoires ruraux, âgé de 13 à 30 ans**. Ce public comprend des jeunes qui ne résident pas nécessairement sur un territoire rural lors de leur engagement militant dans le Mouvement puisqu'ils et elles vivent des opportunités scolaires, universitaires ou professionnelles qui peuvent les mener vers les métropoles, conservant tout de même un attachement fort à leurs territoires.

Le projet devait initialement s'adresser à ce public, en ajoutant comme critère la **possibilité d'être victime de discriminations du fait de son genre et/ou de sa sexualité**. Cependant, au cours de la mise en place du projet, il est apparu que la **posture « d'être alliés-es »** (concept détaillé plus bas), des personnes non concernées directement par ces discriminations était importante dans le public cible du projet. Ainsi, le projet s'est rapidement adressé aux personnes qui s'intéressaient aux questions de lutte contre les discriminations liées au genre ou aux sexualités.

L'estimation initiale du nombre de bénéficiaires se répartissait comme suit, elle a été légèrement modifiée pendant la réalisation du projet comme nous le verrons plus bas :

- 1050 jeunes ruraux·ales, dont 100 participant au recueil de témoignages et 950 aux actions organisées dans le cadre du projet : 300 aux soirées, week-ends de formation ; 500 collégien·nes et lycéen·nes via les interventions en milieu scolaire (IMS) ; 100 jeunes lors des séjours ; 50 animateur·ices en formation.
- 250 adultes : 80 décideur·ses publiques locaux·ales, 30 élu·es à l'échelon national, 10 structures partenaires travaillant avec les jeunes, 40 parents informés de la démarche de projet, 60 enseignant·es, directeur·ices, CPE, etc. et 30 chercheur·ses intéressé·es par ces problématiques.
- Le grand public, soit 500 personnes ayant participé aux soirées débats ; 80 personnes participant aux restitutions des diagnostics et 1000 personnes sensibilisées via la campagne de communication.

##### 2) Bénéficiaires directs

###### a. Statistiques descriptives

	Bénéficiaires année 1	Bénéficiaires année 2	Bénéficiaires années 3-4	Bénéficiaires sur tout le projet
Jeunes	439	108	291	838
Adultes	349	57	216	622
<b>Total</b>	<b>788</b>	<b>165</b>	<b>507</b>	<b>1460</b>

## b. Analyse qualitative

Au fil des trois années d'expérimentation, ce sont finalement 40 jeunes qui ont participé aux témoignages (sur [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr), [noshistoires.fr](http://noshistoires.fr) et la web-série documentaire) et 309 personnes qui ont répondu aux questionnaires des trois diagnostics locaux mais dont les témoignages n'ont pas été analysés de manière distincte.

L'arrêt brutal des interventions en milieu scolaire en raison de la crise sanitaire (donc l'impact global sur le projet sera détaillé page 22) n'a pas permis de rejoindre les 500 jeunes initialement prévus par cette action. Cependant, la dynamique globale du projet a rejoint 838 jeunes, et cela grâce aux diagnostics, formations, espaces d'échanges et séjours (majoritairement en 2019) qui ont permis de rejoindre un large public.

Dans le cadre de cette analyse, il convient de noter que les jeunes du MRJC disposent de plusieurs casquettes : un jeune qui participe à une action de formation un jour, peut-être l'animateur d'un camp le lendemain (ce qui est encouragé pour favoriser la transmission des savoirs). **Le MRJC, dirigé par et rejoignant des jeunes de moins de 30 ans, ils et elles sont donc à la fois les bénéficiaires et les organisateur-ices des activités, animateur-ices, dirigeant-es de l'association, etc.** La distinction « jeunes » et « adultes » de la grille d'analyse proposée n'est donc pas la plus adaptée à la lecture de l'action du MRJC. Ainsi, le MRJC en propose une autre interprétation : « jeunes » correspond au public cible du projet, « adultes » correspond aux plus de 18 ans qui ne rentrent pas dans ce critère.

622 « adultes » ont donc rejoint le projet au cours des trois années (c'est-à-dire hors public cible). Il y a aussi 144 parents, 18 enseignant-es ou autres membres de l'éducation formelle. Le projet a aussi rejoint 187 personnes travaillant dans l'animation et l'éducation non-formelle. A cela s'ajoutent 9 chercheur-ses, 47 élu-es et plus de 260 « personnes du territoire » ayant participé à des soirées d'échanges ou ayant contribué aux diagnostics de territoires par leur réponse aux enquêtes locales.

Lors de la préparation du projet, il a été envisagé de rejoindre des publics mixtes. Or, parmi les jeunes, **le projet a rejoint deux fois plus de femmes que d'hommes**. Les actions pourtant ouvertes à toutes et tous ont eu plus d'écho chez un public féminin. Cela s'explique par un public davantage sensibilisé et davantage concerné par les discriminations de genre. Cependant, la part de jeunes hommes rejoints par le projet n'est pas anecdotique. En effet, ils représentent environ 1/3 des participant-es des actions menées dans le cadre du projet. Moins investis dans les espaces de pilotage du projet, ils ont répondu présents aux espaces de sensibilisation, aux sujets autour des postures d'allié-es, aux diagnostics locaux.

Pour mobiliser les jeunes ruraux-ales âgé-es de 13 à 30 ans, le MRJC a tout d'abord présenté l'expérimentation auprès des jeunes lors des temps nationaux de formations à des sujets de société tout au long de la durée du projet. En fonction des dynamiques locales, les antennes se sont saisies du sujet et de participer à l'expérimentation en mobilisant les jeunes via différents moyens : soirées débats, week-ends de formations, animations pendant les camps, thématique abordée lors des formations BAFA, etc.

En parallèle, et tout au long du projet, le MRJC a mobilisé les antennes locales en communiquant via sa newsletter interne sur les avancées du projet.

Pour faire connaître les événements organisés en local, les antennes ont communiqué à travers leurs réseaux sociaux et newsletters. Elles se sont aussi appuyées sur leurs partenaires locaux pour faire connaître le projet et ses activités associées. Le bouche à oreille entre les jeunes joue aussi un rôle important dans la communication à propos du projet.

En effet, grâce à de dernier, le MRJC a pu rejoindre un nouveau public qui découvrait que cette thématique pouvait être abordée dans une association qui avait des liens avec l'Eglise. Ce fut notamment le cas pour l'antenne de Rhône-Loire qui a mobilisé des jeunes extérieurs à son réseau habituel.

L'expérimentation a permis d'avoir une meilleure connaissance du public ciblé via deux outils :

### 1. [La réalisation de diagnostics de territoire](#)

Dans le cadre des diagnostics, les antennes locales ont diffusé sur trois territoires des questionnaires auxquels les jeunes de moins de 30 ans étaient invité-es à répondre. Ces questionnaires ont été diffusés par différents moyens : écoles et réseaux sociaux pour les Deux-Sèvres (133 réponses) ; numérique pour le Doubs (108 réponses), commerces et festival pour les Monts-du-Lyonnais (68 réponses). Les antennes locales ont aussi recueilli la parole des concerné-es directement en les invitant à témoigner leur expérience.

Les questionnaires formant la base de ces diagnostics ont brassé divers sujets : les espaces de discussions des questions de genre et de sexualités, les espaces d'information, les lieux et personnes avec qui il est facile d'en parler...

Les résultats ont permis d'identifier les caractéristiques de présence des jeunes sur ces territoires : le frein de la mobilité, les âges et raisons de présences, l'interconnaissance accrue et de faire le lien entre ces éléments et les enjeux d'éducation sexuelles.

De ces diagnostics ont émergé les recommandations de développement d'espaces physiques de rencontres, d'accueil et de sensibilisation sur les territoires ; l'application dans de bonnes dispositions de la loi sur les séances d'éducation affectives et sexuelles.

Dans les Deux-Sèvres, le diagnostic de territoire a été porté par un collectif de 5 jeunes âgé-es de 17 à 30 ans. Initialement, ils s'interrogeaient sur la place laissée au genre et à la sexualité dans notre société, sur les territoires ruraux, ainsi que le constat qu'il existe peu d'espace dédiés au genre et la sexualité dans le nord Deux-Sèvres. Ce diagnostic a été réalisé afin d'ouvrir le dialogue dans un premier temps, d'identifier les besoins, puis de proposer à leur échelle des espaces d'écoute et des actions répondant à ces demandes.

Sur le territoire des Monts-du-Lyonnais, c'est un collectif de 11 jeunes qui a mené le diagnostic afin de mettre en commun tous les constats réalisés pendant les quatre dernières années lors de différents espaces de formations, d'échanges et de rencontres ; de rendre publics les enjeux du territoire sur les questions d'accessibilité à l'information ou de vivre-ensemble en prenant en compte toutes les réalités autour des genres et des sexualités ; d'ouvrir la parole et de permettre de lancer de nouvelles réflexions sur le vivre-ensemble en rural et sur l'éducation aux genres et aux sexualités pour les jeunes.

Dans le Doubs, il s'agit d'une petite équipe de jeunes et d'une volontaire en service civique accompagnée-es de la salariée locale qui se sont saisi-es de la thématique afin de la faire vivre davantage sur le territoire par le biais d'espaces de sensibilisation, d'information et d'échanges. Pour cela, ils et elles ont commencé leur démarche en réalisant un diagnostic de territoire ayant pour but de mieux cerner les problématiques rencontrées par les personnes vivant en rural vis-à-vis de leur genre et/ou de leur sexualité.

## 2. Une étude menée par une sociologue

Afin d'apporter un caractère scientifique au projet, le MRJC a décidé de faire appel à Aude Kerivel, sociologue, pour étudier les éléments produits dans tout le Mouvement. Grâce à son travail, le MRJC dispose d'une analyse plus précise des participant·es à ses activités.

Son travail a permis de montrer que les **bénéficiaires indirects** peuvent être divisés en **3 catégories en fonction des types d'actions** :

- Les camps et temps de sensibilisation : réunissant les mineur·es et les jeunes adultes.
- Les week-ends de sensibilisation, les formations, les temps d'échanges, etc. réunissent dans la grande majorité des jeunes de 18 à 30 ans.
- Les actions grand public comme les théâtres-forums, projections de films, etc. qui ont réuni un public plus large d'adultes

La situation professionnelle des bénéficiaires est connue pour 21% d'entre eux. Elle est répartie comme suit : 42,5% d'étudiant·es du supérieur actif·ves, et 10,5% de demandeur·ses d'emploi. Cela démontre que le projet a rejoint une **diversité de publics** et semble démontrer une certaine mixité sociale (coexistence dans un même espace de groupes sociaux aux caractéristiques différentes<sup>3</sup>). En effet, cette mixité s'oppose au public traditionnel des actions associatives en général qui est plutôt constitué d'étudiant·es et de demandeur·ses d'emploi.

L'étude menée par Aude Kerivel démontre aussi qu'une large majorité des participant·es aux actions habite en milieu rural (59%). Si 41% des participant·es sont des urbain·es, il s'agit souvent de jeunes originaires des territoires ruraux qui étudient en ville.

Le glissement du public visé de « personne concerné·e » à « personne sensible aux enjeux de genre et sexualité » est à la fois cause et conséquence du travail sur la place des **allié·es, c'est-à-dire les personnes qui ne sont pas directement concernées mais qui luttent (ou cherchent à lutter) aux côtés de celles qui le sont.**

Le travail sur la posture d'allié·es permet à chacun·e de s'interroger sur sa propre posture, et éventuellement sur des positionnements qui peuvent être violents, sans que l'auteur·ice soit conscient·e des conséquences de ses actes.

Si l'enjeu de donner une place à chacun·e dans les différentes actions est fondamental, il y a à travers la définition du rôle des allié·es une possibilité d'information et de prévention en direction de celles et ceux qui potentiellement pourraient discriminer ou simplement avoir un discours malveillant ou blessant. Indirectement, la réflexion sur la place « d'allié·es » est un positionnement d'ouverture et d'acceptation de la différence.

### 3) **Bénéficiaires indirects**

Sur certains aspects, il est difficile de distinguer parmi les jeunes rejoint·es par les actions du MRJC, leur implication en tant que bénéficiaires directs ou indirects. En effet, tous et toutes sont jeunes, en lien au rural et concerné·es au moins par l'aspect genré du projet. En plus de cela, beaucoup sont aussi animateur·ices, soit professionnellement (c'est le cas des permanent·es) soit volontairement, en accueil collectif de mineur·es, ponctuellement.

---

<sup>3</sup> *Fiches repères - Les enjeux de la mixité sociale en France*, Injep, 2019

C'est à ce titre que la majorité des animateur·ices jeunesse correspondent à des membres du MRJC, donc bénéficiaires à la fois directs et indirects. Malgré tout, les interventions en partenariat avec des structures jeunesse, notamment les sessions de formations aux enjeux de genre et sexualités en milieu rural ont permis de rejoindre 75 animateur·ices jeunesse, ce qui est supérieur au nombre de celles et ceux rejoint·es par le MRJC.

Les chiffres moindres en ce qui concerne le grand public s'expliquent en grande partie par la crise Covid, l'interruption des actions et le taux de mobilisation qui n'a pas été retrouvé après les confinements.

Cependant, ce sont plus de 2 000 personnes qui ont été rejointes par la web-série « Unique en mon genre », via les publications sur la page Facebook du MRJC national et le magazine *Transrural Initiatives*. Enfin, pendant la durée du projet, le MRJC a mis en place un dispositif d'observation et d'analyse des prises de paroles pendant les temps d'Assemblée Générale, notamment en fonction du genre des participant·es. Les personnes ayant connaissance du projet ont pu conscientiser les différentes manières de prendre la parole en public. Nous pouvons les considérer comme bénéficiaires indirects, ils et elles représentent environ 500 personnes sur les trois années.

## IV. Déroulement de l'expérimentation

### 1. Mise en œuvre

#### 1) Degré de réalisation de mise en œuvre

Afin d'atteindre les objectifs précités, le MRJC a catégorisé les actions réalisées en six thématiques :

#### 1. Recueil de témoignages



Tout au long du projet, l'instance nationale comme les antennes locales ont travaillé à recueillir quarante témoignages. Pour ce faire, **les animateur·ices ont été formé·es** à écouter et **recevoir la parole des personnes sur les discriminations subies** liées au genre et aux sexualités en rural. Ils sont disponibles sur les plateformes [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr) et [noshistoires.fr](http://noshistoires.fr).

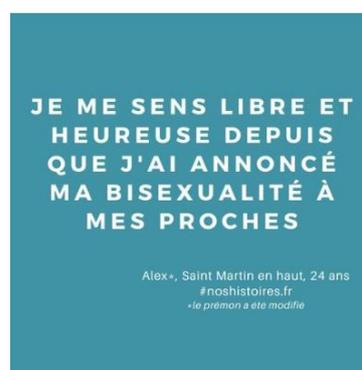
De plus, afin d'apporter des précisions sur les vécus des personnes interrogées, le **MRJC s'est entretenu avec Yaëlle Amsellem-Mainguy** (auteure de *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*) et **Perrine Agnoux** (thèse : « Le genre du rapport à l'espace. Ancrages et mobilité dans l'insertion professionnelle des jeunes d'origine populaire en milieu rural »), **sociologues**. Les interviews sont aussi disponibles sur [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr).



#### 2. Campagne de visibilité

Le MRJC a réalisé une **web-série** composée d'**interviews vidéo** de jeunes ruraux·ales qui s'expriment sur leur rapport aux questions de genre et de sexualités en milieu rural. Les thématiques abordées sont les suivantes :

- Être un couple gay en milieu rural
- Rapport au corps et accès information santé
- Être non-binaire en milieu rural
- Être une femme dans un milieu masculin
- Rapport à la sexualité, au couple
- Être une femme
- Être trans en milieu rural
- Rapport au couple et aux relations amicales
- Masculinité et milieu rural
- Parentalité et rôles sociaux de genre



Les vidéos, réalisées par la journaliste indépendante Juliette Loiseau, sont disponibles sur la chaîne YouTube du MRJC et sur le site [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr).

Localement, afin de communiquer sur la démarche directement auprès des territoires sur lesquels se sont déroulés les diagnostics de territoires, l'antenne locale de Rhône-Loire a créé une **page Instagram @genres et sexualités** reprenant des citations du site [noshistoires.fr](http://noshistoires.fr). Des **stickers** extraits de ces

publications ont aussi été distribués dans les commerces des Monts-du-Lyonnais afin que les habitant-es puissent prendre conscience des actes de discriminations liées au genre ou aux sexualités qui ont lieu sur leur territoire.



### 3. Diagnostics de territoire

Initialement, il était prévu que quatre diagnostics de territoires soient réalisés : dans les Deux-Sèvres (territoire de Bressuire), le Doubs, Rhône-Loire (territoire des Monts-du-Lyonnais) et l'Oise. Ces diagnostics ont été **intégralement réalisés par les jeunes des territoires** qui ont été formé-es pendant une semaine à la méthodologie de diagnostic au début du projet puis ont été accompagné-es par la coordination nationale et l'évaluateur du projet.

Quelques mois après le début du projet, l'antenne locale de l'Oise a dû se retirer pour des raisons internes. Le collectif porteur du territoire du Doubs s'est aussi essoufflé au fil du projet en raison du départ de certain-es bénévoles. Le diagnostic de territoire a tout de même été réalisé, sans faire l'objet d'une restitution publique. A contrario, les antennes des Deux-Sèvres et de Rhône-Loire ont présenté leurs diagnostics auprès de leurs partenaires locaux ainsi que leurs élu-es (chargé-es d'égalité sur l'intercommunalité ; responsables jeunes ; responsables de structures d'accueil, de sensibilisation). Outre les résultats qui ont démontré des lacunes envers l'accompagnement des jeunes sur cette thématique, ces restitutions ont permis de réunir l'ensemble des acteurs liés à cette thématique qui n'ont pas pour habitude de le faire. Cette initiative a donc été vivement saluée par les acteurs concernés.



#### 4. Espaces de formation et d'échanges

Une dizaine d'antennes locales du MRJC, sur les trente que compte le Mouvement, ont organisé tout au long de la durée de l'expérimentation des espaces de formations et d'échanges prenant plusieurs formes : **animations lors des camps, week-ends de formations, soirées d'échanges, diffusions de films, interventions d'associations sur un sujet spécifique**. L'implication des antennes dans cette partie du projet est le reflet de l'essaimage de cette thématique dans le Mouvement depuis 2018. En effet, malgré la crise sanitaire, cette dynamique a largement repris à la levée des restrictions.



#### 5. Projet pédagogique

Initialement, il était prévu dans le projet la mise en place d'animations, de formations et de sensibilisations lors des formations BAFA-D et lors d'interventions en milieu scolaire (IMS) réalisées par les jeunes. Cela a bien eu lieu dans la formation d'approfondissement au BAFD organisées par le MRJC en partenariat avec les Eclaireurs et Eclaireuses Unies de France, mais a été interrompu pour les IMS en raison des restrictions sanitaires dans les écoles. Quelques ateliers de sensibilisations ont malgré tout pu voir le jour en milieu scolaire en 2022. (Trame d'animation recensée dans les outils en annexe 14) De plus, le MRJC a créé une **malle pédagogique** (annexe 8) compilant les outils et documentations pouvant être utilisés pour l'animation de cette thématique dans les camps et les formations BAFA-D. Enfin, le travail réalisé dans le cadre de cette expérimentation se reflétera dans le nouveau projet éducatif du Mouvement qui sera voté en Assemblée Générale en 2023.

#### 6. Plaidoyer et recommandations

Un **premier colloque** de formation et croisement des initiatives liées à la démarche s'est déroulé en décembre 2019. Il a réuni des acteur·ices locaux·ales, des chercheur·euses et des partenaires associatifs. Un compte-rendu de séminaire a été édité, puis le MRJC a publié dans le magazine *Transurural Initiatives* un dossier intitulé « Genre et sexualités en rural : libérons la parole ! », tiré à plus de 750 exemplaires (ces deux documents sont présents dans les outils annexés).

De plus, les diagnostics réalisés dans les Monts-du-Lyonnais et sur le territoire de Bressuire ont donné lieu à des **restitutions locales** au cours desquelles les décideur·ses public·ques locaux·ales et des

acteurs de structures jeunesse étaient présents (communauté de commune, BIJ, MFR, Maison des Ado). Enfin, au niveau national, un **colloque de fin de projet** présentant les résultats du projet a été organisé en présence des différents acteurs associatifs investis dans le projet, ainsi qu'une représentante de la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH) et un représentant de la Conférence des Evêques de France. A la suite de ce colloque, un recueil de recommandations a été publié. Celui-ci est à destination des décideurs publics et des acteurs associatifs. Il a été diffusé dans les réseaux du MRJC.

## 2) Outils liés à la mise en œuvre du projet

Dans le cadre de ce projet, le MRJC a créé différents outils de pilotage, de formation et de communication :

1. Le diagnostic de territoire réalisé sur le territoire de Bressuire - Annexe 1
2. Une synthèse du diagnostic de territoire pour le rendre plus accessible aux partenaires - Annexe 2
3. Le diagnostic de territoire réalisé dans les Monts-du-Lyonnais par l'antenne de Rhône-Loire - Annexe 3
4. Le diagnostic de territoire réalisé dans le Doubs - Annexe 4
5. Les recommandations rédigées par les jeunes et issues des activités réalisées dans le cadre du projet, notamment des diagnostics de territoires - Annexe 5
6. Le récit de formation rédigé à la suite du séminaire de mi-projet de 2019 - Annexe 6
7. Le dossier publié dans la revue *TransRural Initiatives* en 2020 - Annexe 7
8. La malle pédagogique « sexygenre » contenant une médiathèque inclusive ainsi que des ressources disponibles sur internet - Annexe 8
9. Le questionnaire support de l'enquête menée dans les Deux-Sèvres - Annexe 9
10. Un fanzine sur lequel les jeunes de 13 à 30 se sont exprimés librement sur le sujet du genre et des sexualités en rural - Annexe 10
11. Un outil pour sensibiliser sur les genres et sexualités et témoigner : pour rappeler le cadre de l'atelier, ses règles et son public cible – Annexe 11
12. Un outil pour animer un atelier de discussion et d'écriture en groupe pour échanger sur les genres et les sexualités. Le déroulé y est expliqué clairement, alternant temps en petits groupes et mises en commun - Annexe 12
13. Une trame pour animer un atelier d'écriture avec les jeunes : elle comprend le matériel nécessaire et une proposition de déroulé - Annexe 13
14. Une trame pour animer des interventions en milieu scolaire (IMS) : déroulé de l'IMS, notions importantes à définir, outils d'animations et ressources pédagogiques - Annexe 14
15. Une trame de restitution de diagnostic de territoire avec différents ateliers et outils d'animation - Annexe 15
16. Stickers servant de support de communication dans les Monts-du-Lyonnais - Annexe 16

### 3) Difficultés rencontrées

Le MRJC a rencontré différentes difficultés lors de la mise en œuvre du projet. Celles-ci peuvent être classées en trois catégories :

#### 1. L'impact lié à la crise sanitaire

L'expérimentation, basée sur les rencontres, les échanges et la formation entre les jeunes et avec les acteurs en lien avec la thématique, a été fortement impactée par la crise sanitaire. Le projet a été **opérationnellement suspendu pendant près de 6 mois** et fortement ralenti pendant près d'un an.

En effet, du retard a été pris dans la réalisation de la web-série, de nombreux événements locaux ont été reportés voire annulés à terme (conférences, ateliers de sensibilisation, etc.), réunions partenariales en visio-conférence et non en présentiel influant sur la qualité des échanges. Cela a eu pour principales conséquences une **démotivation des bénévoles en local**, la **limitation des témoignages** recueillis et des relations partenariales avec un repli des associations sur elles-mêmes.

Comme vu précédemment, les restrictions sanitaires ont longtemps été mises en place dans les écoles pour limiter la propagation du virus empêchant les IMS initialement prévues.

#### 2. Le lien à l'Eglise

Le MRJC est **à la fois un mouvement laïque et un mouvement d'Eglise**, complexifiant le portage de la dynamique, surtout au niveau local. La crainte d'un « lobby LGBT » étant réelle dans ce milieu, des incompréhensions et divergences de points de vue ont émergé avec ce partenaire historique, donnant lieu à différentes réunions et médiations pour expliciter le projet, ses objectifs et ses actions. En 2018, un communiqué maladroit du MRJC à propos du droit à l'IVG a créé une attention particulière des évêques aux actions du Mouvement vu à ce moment-là comme éloigné de la parole catholique mainstream. Le projet évoquant explicitement la notion de genre et certaines antennes locales manquant de subtilités dans ce partenariat, des voix se sont élevées pour demander des explications au MRJC. Ces chaos ont eu pour conséquences positives un lien accentué entre le MRJC national et la Conférence des Evêques de France, **remettant du dialogue et de la compréhension de la vision de chacun**, là où les postures de principe l'avait rendu difficile.

Malgré tout, ce lien renouvelé n'a pas permis de dépasser certaines craintes, tuant dans l'œuf l'idée d'un questionnaire national qui aurait été à destination de tous les jeunes du mouvement et plus largement encore. L'intérêt de cette enquête à plus large échelle, largement appuyé par l'évaluateur, n'a pas fait le poids face au scepticisme et à la contrition des évêques, portés par une volonté de protection des mineur-es.

#### 3. Turn-over dans le portage du projet et l'évaluation

Le MRJC est une association entièrement gérée et animée par des jeunes de moins de trente ans. Cela a pour conséquence un turn-over important des porteur-ses de dossiers **en fonction du contexte dans lequel les jeunes évoluent** (départ pour des études, changement de travail, etc.). Même si le MRJC incite le portage collectif des dossiers pour éviter qu'ils ne soient trop fortement impactés par le départ d'une personne, certains collectifs peuvent s'essouffler.

Le projet a d'abord été impacté par des difficultés internes menant au retrait de l'antenne de l'Oise du projet, dès son lancement. Ce turn-over a aussi impacté le collectif du Doubs qui n'a pas pu restituer son diagnostic local auprès de ses partenaires.

Cependant, le changement de porteur-se du projet dans l'antenne des Deux-Sèvres et au niveau de la coordination nationale ont permis de donner un nouveau souffle au projet.

Enfin, l'expérimentation a connu un changement d'évaluateur au bout d'un an.

#### 4) Autres enjeux liés à la mise en œuvre du projet

##### a. Impact de l'évaluation

Les liens avec l'évaluation se sont concentrés au niveau national, avec quatre réunions par an : deux comités de pilotage annuels, une rencontre avec les acteur-ices de terrain ainsi qu'une autre rencontre avec la coordination nationale, souvent en visioconférence.

Le Covid a énormément freiné les échanges entre les équipes locales et l'évaluateur. Avant la crise, le premier évaluateur s'était rendu dans les antennes locales pour échanger avec les collectifs sur la manière dont ils se sont saisis du projet et les actions projetées. Malheureusement, les inquiétudes de l'évaluateur quant aux liens à l'Eglise ont occupé la grande majorité du temps de parole, laissant peu de place aux jeunes porteur-ses du projet.

L'année 2020 a vu un changement d'évaluateur chez Pennecon Conseils, avec la reprise de l'évaluation par François Morlet. Ce dernier a proposé son aide aux collectifs locaux pour travailler à la méthodologie de diagnostic de territoire, d'enquête et l'analyse des données. Malheureusement, au lieu de se nourrir l'une de l'autre, la méthode scientifique et celle de l'éducation populaire se sont opposées, créant des difficultés de communication et des dissensus. Cela s'illustre notamment par la volonté de l'évaluateur de créer une grande enquête d'envergure nationale afin d'y comparer les résultats obtenus par les diagnostics. Bien que pertinente, cette enquête n'était pas prévue à l'origine du projet et ne pouvait être portée par l'équipe de coordination du projet ; l'incompatibilité se trouvant également dans la volonté d'imposer un plus grand nombre de contraintes à des sections locales déjà affaiblies en nombre de membres porteurs par le COVID et la longueur du projet. Enfin les incompatibilités d'emplois du temps et la difficulté à trouver sa place auprès des jeunes (posture non adaptée au public, difficultés de communication, absence de contacts sur de grandes périodes, etc.) n'ont pas permis au MRJC de bénéficier pleinement du protocole d'évaluation comme cela est le cas sur d'autres expérimentations (projet MRJC « Rêves d'installation » soutenu dans le cadre du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse).

##### b. Interactions avec le droit commun

Avec les diagnostics de territoire, le projet a contribué à rendre visible les difficultés d'**accès aux droits d'information et de prévention** des jeunes des territoires ruraux en raison de leur éloignement géographique. Des trois diagnostics, est ressorti un maillage territorial trop large, créant des obstacles à l'information des jeunes sur les questions de genre et sexualités. En effet, peu d'associations et de structures parapubliques existent en milieu rural pour informer, rendre visible, conseiller et accompagner les jeunes concerné-es et leurs entourages.

Pendant le projet, le droit commun a rejoint les enjeux soulevés par la dynamique. L'Union européenne a présenté le 12 novembre 2020 sa **première stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ dans l'UE**<sup>4</sup>.

Pendant cette période, des associations de défense des droits LGBT se sont aussi créées, menant notamment à la première « **Pride des campagnes** »<sup>5</sup>.

D'un autre côté, les actions de la dynamique se sont également construites en lien avec le droit commun. En effet, une des recommandations que nous formulons à la fin du projet consiste en l'application de la loi concernant l'éducation sexuelle et affective, trop peu souvent réalisée à sa juste mesure.

---

<sup>4</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_20\\_2068](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2068)

<sup>5</sup> <https://www.fiertes-rurales.org/evenement-fiertes-rurales/>

## 2. Pilotage de l'expérimentation

### 1) Partenaires opérationnels

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
Planning familial	Association	Soutien et formation locale
Scouts et Guides De France (SGDF) / Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes De France (EEUDF)	Association de jeunesse	Pour la mise en place des supports pédagogiques
Maison Familiale et Rurale (MFR) et Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé (CNEAP)	Structures éducatives du privé	Pour le déploiement d'IMS
Agence de diffusion et d'information rurales (ADIR)	Association média	Partenaire opérationnel pour la réalisation du dossier dans la revue <i>TransRural Initiatives</i>
Centre de recherche et d'action sociales (CERAS)	Association de formation	Facilitation avec le réseau de l'Eglise
Le Refuge	Structure d'accueil de jeunes LGBT	Mise en place de la plateforme
MFR et Centre social des Monts du Lyonnais	Associations éducatives	Formation des équipes

Le projet a permis le renforcement de partenariats avec le Centre de Recherche et d'Action Sociales (CERAS), via l'accompagnement qu'a demandé les difficultés rencontrées avec les évêques.

Nous n'avons pas souhaité continuer à travailler avec le Refuge à la suite des dénonciations internes importantes en 2021, mettant en cause les dirigeants de l'association dont le président siégeait au COPIL.

Globalement les liens partenariaux se sont affaiblis avec le Covid, la crise enjoignant chaque structure à se tourner en priorité à l'interne pour faire perdurer ses activités.

### 2) Partenaires financiers

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse	44%
Cofinancements extérieurs à la structure	56%
Autofinancement	0%

Une large partie de cofinancement a été assurée par un appel à projets du Fonds pour le civisme en ligne de Facebook pour la création de la plateforme [uniqueenmongenre.fr](https://uniqueenmongenre.fr).

L'expérimentation a fait l'objet d'un soutien financier de la part des collectivités locales, ponctuel mais généralement renouvelé en fonction des projets proposés par les antennes. Le MRJC est déjà soutenu

par l'ANCT pour mener un projet de lutte contre les discriminations subies par les femmes en rural tout au long de l'année 2022. Grâce au soutien du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, le MRJC a pu mener une expérimentation d'ampleur qui donne lieu à des essaimage locaux, avec une appropriation du projet par les groupes de jeunes.

### 3) Pilotage de l'expérimentation

#### a. Modalités de pilotage

Nom de la structure	Statut
MRJC	Pilotage du projet
Pennec conseil	Evaluateur
Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ)	Suivi du projet – financeur
Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé (CNEAP)	Membre du comité
Centre de recherche et d'action sociales (CERAS)	Membre du comité
Planning familial	Membre du comité
Le Refuge	Membre du comité
Maison Familiale et Rurale (MFR)	Membre du comité

Le comité de pilotage (COFIL) se réunissait 2 fois par an pour échanger sur les avancées du projet. Le CERAS a aidé pour échanger sur le lien à l'Eglise sur cette thématique.

Les CNEAP ont également été très présents sur le déroulé du projet, bien que la dynamique des interventions en milieu scolaire ait trop peu existé.

Au niveau de la coordination du projet au MRJC, les antennes locales réalisant un diagnostic de territoire se réunissaient une à deux fois par an pour échanger les avancées et les difficultés rencontrées. Ces temps d'échanges de pratiques étaient importants pour échanger sur la méthodologie de diagnostic, mais aussi sur le travail de mobilisation des collectifs de bénévoles.

#### b. Difficultés rencontrées liées au pilotage du projet

Le MRJC a eu comme principale difficulté de se saisir pleinement des possibilités d'accompagnement du COFIL. Il a donc finalement plus joué un rôle de vis-à-vis et de prise de recul que de co-pilotage stricto-sensu. Le turn-over explique en partie la difficulté de se saisir d'espaces divers et complexes en termes d'enjeux et de représentation ; l'absence d'accompagnement de l'évaluateur sur la bonne manière de se saisir de cet espace en explique peut-être une autre partie.

Cependant, le MRJC n'a pas rencontré de difficulté particulière dans le pilotage du projet. En effet, malgré les changements de porteur-ses de projet au niveau local, comme national, le tuilage a permis d'assurer une fluidité dans la coordination.

### c. Outils relatifs au pilotage du projet

Afin de suivre le projet et de bénéficier d'un regard extérieur sur ses avancées, le MRJC a créé un comité de pilotage qui se réunissait deux fois par an. Du point de vue interne, les porteur·ses de projets en local se réunissaient aussi de façon biannuelle pour échanger sur leurs actions, obstacles et compiler leurs bonnes pratiques. La porteuse de projet au niveau national assurait la coordination du projet, appuyée de la chargée de développement sur le volet administratif.

Le MRJC a compilé les éléments scientifiques et pratiques relatifs au projet sur son *cloud* interne, l'Atelier, accessible à l'ensemble du Mouvement.

Malheureusement en raison de la crise Covid, le MRJC n'a pu rencontrer les autres porteurs de projets du programme DISCRI qu'à la fin.

## 3. Valorisation et communication

Le MRJC a communiqué sur le projet à deux niveaux :

### 1. Au niveau national

Au niveau national, le MRJC a créé la **plateforme** [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr) recensant les témoignages de jeunes sur leurs vécus sous le prisme des discriminations relatives au genre et aux sexualités en rural. Cette plateforme est accessible via le site internet du MRJC et a fait l'objet de relais sur ses réseaux sociaux nationaux. Ces derniers ont aussi servi de relais pour faire connaître le projet global auprès des jeunes.

En mai 2020, les jeunes du MRJC ont aussi publié le **dossier « Genre et sexualités en rural : libérons la parole ! »** dans la revue [Transrural Initiatives](#) comprenant 8 articles : « Sexistes et homophobes : les campagnes ? » ; « Quand « tout se sait », faire ses propres choix sexuels et amoureux » ; « Pour les femmes il n'y a jamais d'acquis » ; « Les collectifs engagés pour les paysannes » ; « Le parcours des combattant·es pour un accès à la santé sexuelle en rural » ; « Homosexualité : *je me sens moins en sécurité en ville* » ; « Eglise et sexualités : un mélange des genres » ; « Raconter pour comprendre et agir ». Celui-ci a fait suite au **colloque organisé en 2019** réunissant des sociologues, des militant·es associatif·ves et une journaliste.



Ce colloque s'est tenu le week-end du 13 décembre, afin de faire connaître le projet auprès des partenaires et des antennes locales pour les guider dans leur appropriation. Après une brève présentation des actions en cours et des prochaines étapes du projets, les participant·es ont échangé sur la construction de la féminité en rural avec l'intervention de Perrine Angoux ; la construction de la masculinité en rural avec Benoit Cocquart, sociologue ; l'approche du genre et de la sexualité dans la religion catholique avec Bertrand Evelin, frère des Oblat ; identité de genre et transidentités ; animer cette thématique auprès des jeunes avec les Eclaireuses et Eclaireurs de France et les Eclaireuse et Eclaireurs Unionistes de France.

## 2. [Au niveau local](#)

Au niveau local, les antennes ont relayé les différentes étapes du projet auprès de leurs partenaires et des jeunes via les réseaux sociaux. L'antenne de Rhône-Loire a créé une [plateforme de témoignages](#) pour les habitant·es de son territoire, et a relayé les phrases fortes sur un [compte Instagram](#) et auprès des commerces du territoire via des **autocollants**. Son objectif était de rendre visible à l'ensemble des habitant·es du territoire des actes de discriminations qui avaient lieu sur leur territoire, en pouvant reconnaître les lieux par exemple.

Le **séminaire de restitution du mois de mai 2022** a réuni à la fois les antennes locales qui ont pris part à l'expérimentation, mais aussi une chercheuse, une représentante de la DILCRAH, un représentant de la Conférence des Evêques de France, le représentant du FEJ et des associations. Les coordinatrices de deux collectifs ayant réalisé des diagnostics à Bressuire et dans les Monts-du-Lyonnais ont présenté la démarche et les résultats des diagnostics sur leurs territoires ; la spécificité des territoires ruraux pour les structures publiques et associatives travaillant sur la thématique ; travail sur les recommandations qui ont émergé du projet.

## V. Enseignements

Cette partie est conçue comme une capitalisation d'expériences des porteurs de projets actuels vers des structures potentiellement intéressées pour mettre en œuvre un dispositif similaire, en dehors de tout cadre expérimental, dans une autre zone géographique, voire à une échelle supérieure.

### 1. Impacts du Covid-19 sur l'expérimentation

La crise sanitaire a eu un impact important sur le déroulé du projet. Même si elle n'a pas conduit à une redéfinition des objectifs, du public cible ou encore du territoire d'expérimentation, elle a conduit à un **rallongement du projet de 6 mois**. En effet, l'interdiction de se réunir pendant plusieurs mois a contraint le MRJC à suspendre le projet. Ainsi, les temps de formations, les week-ends, les espaces d'échanges et de sensibilisation n'ont pu se tenir tout le temps des restrictions.

De plus, **l'ensemble des interventions en milieu scolaire prévues ont dû être annulées**, les intervenant-es extérieur-es ne pouvant se rendre à nouveau dans les collèges et lycées avant septembre 2021. En conséquence, le MRJC n'a pu sensibiliser les 500 jeunes initialement prévu-es à la lutte contre les discriminations de genre et de sexualités.

Le Covid a aussi eu pour conséquence d'**affaiblir l'engagement bénévole des jeunes**. En effet, pendant tout le temps où les jeunes n'ont pu participer aux activités organisées par le Mouvement, ils et elles se sont concentré-es sur d'autres actions plus faciles à mettre en place à distance. De plus, le report puis l'annulation de beaucoup d'activités ont provoqué un épuisement chez les bénévoles qui ne voyaient pas leurs projets se concrétiser. Ce sentiment d'épuisement et de solitude a été renforcé par les difficultés d'accès au numérique en rural. Comme nous l'expliquions en introduction, la ruralité connaît un désengagement de l'Etat important ces dernières années et cela a aussi pour conséquence le maintien de zones au sein desquelles la connexion internet est très limitée, rendant les appels en visio-conférence difficiles.

Cependant, le MRJC a très rapidement réalisé un travail de remobilisation des bénévoles, les collectifs locaux se sont à nouveau réunis et ont repris leurs actions pour contribuer à l'atteinte des objectifs du projet. Cette relance de l'activité a été largement nourrie d'un besoin des jeunes de se retrouver à nouveau pendant ces périodes d'isolement.

### 2. Modélisation du dispositif expérimenté

S'il fallait modéliser le dispositif mis en place dans une visée d'amélioration puis de transférabilité, les axes du projet pourraient être remobilisés comme suit :

Rompres le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités que subissent les jeunes issu-es des territoires ruraux en :

1. Identifiant, analysant et **rendant visible** ces actes
2. Se mobilisant pour faire avancer les dispositifs permettant la **lutte contre** les violences

## 1. RENDRE VISIBLE...



## 2. ...POUR LUTTER CONTRE

### A. IDENTIFIER

#### Résultats attendus :

- ✓ Les jeunes sont formé-es à reconnaître les discriminations.
- ✓ Les jeunes ont appris à écouter les concerné-es.
- ✓ Les jeunes ont enrichi leurs savoirs en ayant eu accès à de nouvelles ressources.

#### Outils :

- ✘ Animation d'espaces de formations et d'échanges
- ✘ Animation d'une plateforme numérique

### B. MONTRER ET COMPRENDRE

#### Résultats attendus :

- ✓ Les jeunes sont formé-es à accueillir la parole des concerné-es.
- ✓ Les témoignages des concerné-es sont recueillis.
- ✓ Les jeunes sont appris à se comprendre individuellement.
- ✓ Les jeunes ont appris à comprendre les autres.

#### Outils :

- ✘ Diagnostics de territoire
- ✘ Espaces de formations et d'échanges hors milieu scolaire

### C. DIFFUSER ET FORMER

#### Résultats attendus :

- ✓ Des espaces de rencontres et d'échanges, numériques et physiques sont créés en rural.
- ✓ Des interventions en milieu scolaire, et hors, sont réalisées.
- ✓ Les jeunes sont nourri-es des témoignages de leurs camarades et transmettent leurs savoirs.

#### Outils :

- ✘ Espaces de formations et d'échanges dans et hors du milieu scolaire
- ✘ Plateforme numérique

## 1. Rendre visible...

Rendre visible les actes de discriminations et violences de genre et de sexualités est la première étape essentielle de cette modélisation. Celle-ci se fait en deux temps : tout d'abord en identifiant ces actes, puis en les rendant visibles et en apprenant à se comprendre et comprendre l'autre. Chacune de ces étapes contient différentes actions complémentaires.

### A. Identifier les actes

- ✓ **Se former à voir**

L'invisibilisation des micro-agressions qui font le lit des discriminations est une première étape à la lutte contre ces actes. Apprendre à voir, à regarder, pouvoir qualifier ce qui est de l'ordre de la discrimination, de l'agression, de l'inégalité pour cause de genre ou de sexualité est au fondement de la lutte.

- ✓ **Écouter les concerné-es**

A destination des allié-es, l'écoute des personnes concernées, potentielles victimes de discriminations, permet d'identifier les actions, remarques et expériences de vie bien ou mal reçues.

A destination des concerné-es, cette écoute permet de se rendre compte que l'on n'est pas seul-e à vivre des difficultés, à reconnaître en l'autre des choses que l'on vit soi-même et ainsi s'éloigner de l'isolement.

- ✓ **Trouver des ressources**

Pour comprendre l'existence des inégalités menant aux discriminations, le croisement des observations et témoignages avec des ressources est nécessaire. Pour cela, il s'agit de mettre en lien des structures, associations et les nombreux documents existants.

## Outils :

### Espaces de formation et d'échanges

Ces espaces de formations et d'échanges doivent comprendre des règles de prise de parole sécurisantes et assurant la bienveillance des participant·es.

Dans cette étape du projet, les espaces de formations ont pour objectif de permettre aux participant·es de comprendre ce qui relève de la discrimination et des violences. Lors de ces temps, il leur est aussi présenté différentes ressources qui peuvent nourrir leurs réflexions.

### Plateforme numérique

La plateforme en ligne [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr) contient différentes ressources à la fois scientifiques (livres, articles, podcasts, films, etc.), mais aussi des outils d'animation des espaces d'échanges.

## **B. Montrer et comprendre**

Une fois que la première étape d'identification des actes est réalisée, il convient de les rendre visible et se comprendre soi-même ainsi que l'autre pour ne pas réaliser d'oppression à son tour.

### Accueillir la parole

Afin d'adapter son discours aux réalités des personnes concerné·es, il est nécessaire de se former à l'accueil de la parole. Ce dernier doit pouvoir se faire dans un maximum d'espaces de la vie des jeunes : écoles, familles, structures de loisirs et nécessite donc une large formation.

### Récolter des témoignages

Dans l'optique de lutte contre les discriminations, il est important d'adapter les actions de réponses aux réalités des personnes concernées. Pour cela, une phase d'entretien avec des personnes concerné·es du territoire – avec des questions circonstanciées aux réalités locales (maillage associatif, culture locale, etc.) – est intéressante et nécessaire à mettre en place.

### Se comprendre

Se comprendre soi-même lorsque l'on est concerné·e par les enjeux de genre et/ou de sexualités est une étape importante pour sortir de l'isolement. Pour cela, rencontrer d'autres personnes concernées est une étape de conscientisation, d'auto-détermination et de prise de recul à ne pas négliger.

### Comprendre les autres

Comprendre les autres et entrer dans une démarche d'alliance, « devenir allié·e » ce n'est pas seulement modifier son comportement pour ne pas perpétuer une situation opprimante pour les concerné·es, c'est aussi participer activement à lutter pour et avec les concerné·es.

## Outils :

### Diagnostics de territoires

A cette étape du dispositif il est important de réaliser un diagnostic de territoire afin de recenser les besoins des habitant·es, comprendre les enjeux, et voir dans quelle mesure le MRJC peut répondre à des manquements. Le diagnostic de territoire est un outil qui permet aussi de recueillir la parole des concerné·es, dans un objectif de rendre visible les discriminations qui ont lieu sur un territoire.

### Espaces de formation et d'échanges hors milieu scolaire

Ces espaces de formation et d'échanges hors du cadre scolaire sont essentiels pour libérer la parole des concerné·es et des allié·es. En effet, la classe n'est pas forcément l'espace dans lequel les jeunes peuvent se sentir à l'aise pour témoigner de leurs ressentis et expériences. Un lieu neutre, autre, constitué de personnes différentes de celles de leur établissement leur offre un cadre dans lequel ils et elles se sentent plus en confiance.

## 2. ...Pour lutter contre

### C. Diffuser et former

#### ✓ Créer des lieux

Physiques et numériques, ces espaces de rencontres, de reconnaissance, d'échanges et de formations représentent des étapes cruciales de prise en compte des enjeux de genre et sexualités en milieu rural. Les deux formes (présentiel et distanciel) doivent co-exister, s'adaptant ainsi aux réalités spécifiques du monde rural.

#### ✓ Intervenir à différentes échelles

##### - En milieu scolaire

Lieu principal de sociabilisation et de construction de soi entre les 6 et 16 ans, l'école ne peut être écartée des espaces d'interventions. Celles-ci doivent être conduites de manière régulières, par des personnels récemment formé-es. Adaptées au public, ces interventions traitent à la fois d'enjeux autour de l'égalité femme/homme, des relations humaines, des discriminations, de santé.

##### - Hors du scolaire

Souvent source de souffrance et premier lieu d'ostracisation, l'école ne doit pas être le seul lieu d'intervention. Les structures d'accueil hors temps scolaire (associations, groupes sportifs, séjours de vacances...) sont aussi le lieu privilégié d'écoute, sensibilisation et formation. C'est l'espace idéal pour transmettre les éléments qui permettent la création de postures d'allié-es adaptées.

#### ✓ Nourrir et transmettre

Afin que la dynamique se renforce, il est nécessaire de capitaliser les ressources produites et utilisées.

### Outils :

#### ✂ Espaces de formations et d'échanges en et hors milieu scolaire

Cette étape du projet comprend un enjeu de diffusion : des témoignages, des savoirs et des structures vers lesquelles il est possible de se tourner. Ainsi, une partie est réalisée dans le cadre scolaire via les trois formations à la vie affective et sexuelle, mais aussi en dehors de ce cadre pour les raisons précitées.

#### ✂ Plateforme numérique

La plateforme numérique [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr) a ici un rôle de centre de ressources : témoignages, outils d'animation pour les interventions en milieu scolaire, pour les espaces de formations, ressources scientifiques, structures présentes sur un territoire.

Tout au long du projet les outils sont nourris des témoignages apportés ainsi que des animations proposées. Certains peuvent de plus être diffusés sur de nouveaux territoires au sein desquels le dispositif sera déployé. Il convient tout de même de se référer au diagnostic de territoire qui sera réalisé.

### 3. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

#### 1) Public visé

Le dispositif mis en place n'a pas permis de rejoindre en quantité les jeunes victimes de discriminations en raison de leurs genre ou sexualités, réelles ou supposées, ou plus précisément, la question leur a rarement été posée. En effet, éthiquement, le MRJC n'a pas souhaité exacerber les difficultés et discriminations rencontrées par les jeunes mais a préféré **mettre l'accent sur la visibilité des identités et orientations multiples ; sur la formation des non-concerné-es afin de leur donner des outils d'« allié-es »**. Cette démarche semble avoir répondu à un besoin de ne pas forcer les gens à s'identifier ou révéler à l'ensemble du mouvement leur identité sexuelle ou de genre, tout en rejoignant un grand nombre de personnes. En effet, tout-un-chacun peut se sentir concerné-e lorsqu'on met l'accent sur la place des allié-es. Il semble aujourd'hui nécessaire que cette action continue afin de former les jeunes non-concerné-es et tous les adultes promouvant encore malgré eux des préjugés menant aux discriminations.

Cela passe donc par la formation des jeunes par des associations spécialisées via des interventions en milieu scolaire. Elles doivent être impérativement complétées par des **ateliers organisés hors milieu scolaire**, dans les lieux « neutres » (associations diverses, hors du cadre familial ou scolaire) au sein desquels les jeunes pourront apprendre à se comprendre mais aussi comprendre les autres.

Le MRJC a essayé de rejoindre un public plus large via des animations réalisées sur la place publique, cependant il est très difficile de mesurer l'impact de ces actions dans un temps aussi contraint que celui de l'expérimentation.

#### 2) Mise en œuvre des actions

La modélisation de ce dispositif est conditionnée à certaines dispositions de mise en œuvre :

##### 1. Utiliser des outils de l'éducation populaire

Tout d'abord, il est nécessaire qu'un dispositif de la sorte soit entièrement porté par des outils et dynamiques éducatives de l'éducation populaire, c'est-à-dire des méthodes qui prennent appui sur le vécu des personnes, sans chercher à les éduquer, ce sont des dynamiques collectives permettant aux opprimé-es d'accéder à des formes d'émancipation. Mettre la parole des concerné-es au centre en s'assurant que le projet soit porté par et pour elles et eux, en s'appuyant sur les allié-es est un point de vigilance primordial.

*« Personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul-e, les individu-es s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde »*

*Paulo Freire, Pédagogie des opprimés*

##### 2. Mobiliser l'ensemble des acteurs concernés

Ce dispositif peut être amélioré en mobilisant et en mettant au travail l'ensemble des acteurs concernés (association de prévention et de lutte contre les violences, Etat...) par le sujet des discriminations liées au genre et/ou aux sexualités.

Lors de l'expérimentation, **l'Education Nationale** n'a pas pu être sollicitée, or elle est la pierre angulaire des interventions en milieu scolaires et doit absolument se mettre en conformité avec la loi relative aux

3 séances d'éducation affective et sexuelle obligatoires pour chaque niveau à partir du secondaire. D'après les éléments recueillis sur les questionnaires locaux les établissements scolaires se conformant à ces obligations sont extrêmement rares, si tant est qu'ils existent réellement, en zone rurale comme ailleurs.

Une grande majorité des structures telles que les centres LGBT, associations féministes et le planning familial, interviennent en milieu scolaire, faute de personnel qualifié et volontaire dans les établissements. Cependant, elles sont bien souvent basées dans les grandes zones urbaines et surchargées, ne pouvant répondre qu'à un petit nombre de sollicitations.

Ce constat est d'autant plus présent dans le **monde rural où il existe très peu d'associations compétentes sur le sujet**, comme le démontrent les diagnostics territoriaux réalisés dans le cadre de l'expérimentation. Par exemple, à l'issue du diagnostic de territoire réalisé dans les Deux-Sèvres, le collectif recommande de développer les permanences (visibles pour être identifiées) à destination des jeunes autour des questions de sexualité ainsi que les permanences pour les personnes victimes de violences sexistes ou LGBTphobes avec des personnels formés pour permettre une meilleure prise en charge dans l'urgence comme sur le plus long terme.

### 3. Créer des espaces de rencontres

La création des espaces doit se faire **conjointement en physique et en numérique** aux conditions de transférabilité suivantes :

- Espaces physiques :

Aujourd'hui les espaces de rencontres des personnes LGBT sont quasi-exclusivement urbains. Les personnes concernées par les (potentielles) discriminations de genre et sexualités en milieu rural n'ont donc bien souvent pas d'espace qui prenne en compte cette partie-là de leur identité.

Pour répondre à ce **besoin de collectif et de reconnaissance mutuelle**, la création d'espaces de rencontres, de discussion, entre personnes concernées, pilotés, dirigés et initiés par des personnes issues des territoires est une piste de solution.

Le développement de ces espaces physiques doit **prendre en compte les spécificités du rural**, notamment la moindre densité. Pour y répondre, les points de rencontres pourront être mobiles, ponctuels et réguliers, hebdomadaires ou mensuels. Ces initiatives devront être appuyées par les pouvoirs publics et pourront être parrainées, au lancement, par des associations urbaines déjà structurées, en faisant attention à ce que la gouvernance reste dans les mains de personnes du territoire.

- Espaces numériques :

La sensibilité des jeunes aux espaces numériques et le maillage territorial rural nous invite à continuer l'utilisation d'une plateforme numérique [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr) avec différents axes :

- Témoignage (sortir de l'isolement) ;
- Animation (diffusion d'outils) ;
- Compréhension (articles journalistiques ou scientifiques) ;
- De mise en lien (associations et collectifs partenaires).

L'animation efficace d'un tel site, avec des ramifications sur différents réseaux sociaux pourra permettre de **mieux rejoindre les jeunes et les concerné-es**.

### 4. Croiser les savoirs

Enfin, les nombreux week-ends de formation portant sur les questions des discriminations liées au genre et/ou aux sexualités mis en place dans le cadre du projet ont permis de mettre en lumière une méthode d'échanges très régulièrement utilisée au MRJC : le **croisement de savoirs individuels, militants et scientifiques**. Ce croisement des savoirs permet de montrer la force d'une expression incarnée et l'importance des savoirs de l'expérience ; de passer de l'intime au politique et de mettre les travaux scientifiques au service d'un projet de mouvement militant.

Cette méthode de croisement des savoirs a été une grande richesse pour l'expérimentation et devra **faire partie des conditions de transférabilité** pour une dynamique de qualité.

La récurrence d'événements ou de séquences sur la place des allié-es au fil du projet met en lumière **l'envie des non-concerné-es de se former pour être soutien des personnes cibles de discriminations potentielles**. Ces espaces doivent pouvoir continuer d'exister, appuyés par les recommandations précédentes.

### 3) Gouvernance, pilotage et partenariats

La gouvernance du projet a eu comme particularité un portage à la fois local et national. Ce double portage a pour objectif de **permettre aux jeunes d'exercer des responsabilités dans le portage du projet et d'adapter les activités réalisées en fonction des réalités territoriales et du public cible**. Au sein du MRJC, ce fonctionnement est ancré dans la pédagogie d'éducation populaire qui est au service de l'engagement des collectifs locaux. Les permanent-es locaux-ales ont joué le rôle d'interface entre ces collectifs locaux et le pilotage national, transmettant le cadre national du dispositif. Cette organisation, au service de l'action locale joue un rôle important dans dynamique globale, limitant le pouvoir de directive de la coordination nationale au profit de l'engagement et l'autonomie des jeunes en responsabilité.

Cependant, avec cette expérimentation, le MRJC réaffirme l'importance de **laisser les projets aux mains des concerné-es qui savent l'adapter pour répondre au mieux aux besoins des bénéficiaires**.

Pour essayer ce dispositif sur de nouveaux territoires, il convient de développer des partenariats avant tout avec les structures d'accueil des jeunes concerné-es : antennes locales des plannings familiaux et centres LGBT ; voire leur création en amont.

### 4) Impacts sur la structure

La présence du projet au MRJC a eu comme impact d'accompagner et accentuer la discussion et la prise de conscience des enjeux de genre et sexualités dans des territoires ruraux et des inégalités les accompagnant souvent. La dynamique a contribué à ce que le Mouvement **se forme**, s'empare de la question, la mette au travail et **l'intègre dans ses activités**. Porter cette dynamique a permis de transmettre aux responsables concerné-es un message de soutien, de compréhension et de respect et ainsi de tendre vers une cohérence entre le projet politique du Mouvement et ce qui y est réellement vécu.

La dynamique développée s'est transmise au sein du Mouvement, a trouvé sa place dans les formations de directeur-ices et viendra sans aucun doute **influer sur le projet pédagogique** que le MRJC retravaille

sur cette année 2022-2023 et qui viendra encadrer les activités pédagogiques des sept prochaines années.

Les **séjours dédiés aux mineur-es sont de plus en plus empreints de cette attention**, tant dans les projets pédagogiques que dans des animations conduites en Accueil Collectif de Mineur-es ou dans le lien aux parents.

Ces trois dernières années ont aussi vu le travail d'un **observatoire interne**, chargé d'analyser les prises de paroles des participant-es des Assemblée Générales. Ces premières analyses ont permis au Mouvement de **prendre conscience des différences flagrantes d'occupation de l'espace en fonction du genre**. Ces observations ont abouti en un fascicule intitulé « prendre ou laisser la parole en AG », ainsi qu'un « guide politique et pratique à l'écriture inclusive ». Ces documents participent au renforcement de la normalisation de l'implication de toutes les personnes au MRJC, quel que soit leur genre et/ou leur sexualité réelle ou présumée.

L'essaimage s'est étendu sur les trois ans et c'est au total une dizaine d'antennes locales qui se sont saisies du projet. En effet, de quatre sections prévisionnellement engagées dans le projet, nous sommes passés à une quinzaine de sections organisatrices d'évènements en lien au sujet. Cet **effet « boule-de-neige », de personnes qui assistent à une formation quelque part, y trouvent de l'intérêt et cherchent à la reproduire en l'adaptant à leur public** dans un autre espace est assez significatif au MRJC. Un bon exemple de cet essaimage s'est vécu lors d'un atelier libre en Assemblée Générale lorsque des participant-es à la formation « être allié-es » organisée quelques mois plus tôt par le MRJC Anjou et Deux-Sèvres en ont proposé une retransmission.

Durant les trois années sur lesquelles le projet s'est déroulé, le MRJC a pris connaissance d'un fait d'agression sexuelle datant de plusieurs années en son sein et d'un fonctionnement interne local qui n'a pas permis la prise en compte de la parole des victimes. Une commission interne a travaillé sur le sujet, afin de faire la lumière sur ce qui avait empêché la parole de circuler, sur les mécanismes de protection d'agresseur et autres systèmes conséquents de la perméabilité de la culture du viol au sein du Mouvement. Ce travail et cette prise de conscience, bien que difficiles, ont été rendus possibles en partie grâce au travail mené dans le cadre du projet « Genre et sexualités en milieu rural ». En effet, en mettant en lumière des témoignages de vie de jeunes, leur rapport au genre et à la sexualité et les difficultés liées au regard du rural, nous a permis de prendre conscience de la gravité du sujet et de l'importance de le traiter sans omerta ni complaisance.

Vis-à-vis de l'Eglise, les relations rendues difficiles par les maladresses, les incompréhensions et les visions philosophiques différentes se sont apaisées par des liens accentués entre le MRJC national et la Conférence des Evêques de France, remettant du dialogue et de la compréhension de la vision de chacun, là où les postures de principe l'avait rendu difficile.

## VI. Conclusion

En août 2022, une session de formation d'animateur·ices (« Vacances Genre Vraiment Apprenantes ») s'est déroulée dans le Maine-et-Loire. Une trentaine de jeunes adultes, animateur·ices et directeur·ices de séjours et de formations au MRJC ont échangé et construit des outils favorisant l'animation non-genrée et la prise en compte d'enjeux d'inclusion dans l'animation.

Ce temps de travail découle directement des pistes avancées dans l'axe « Pédagogique » du projet, retardées à cause du Covid et se déroulant donc hors du délai d'expérimentation.

Une autre forme de continuité du projet prend forme avec un « séminaire de recherche », session de formation de cinq jours pour une centaine de personnes. Le prochain aura lieu en décembre 2022 et est intitulé « Rélovution : nos relations, de l'intime au politique ». Le choix de cette thématique prend ses sources dans le projet Genre et Sexualités en Milieu Rural et viendra sensibiliser aux différentes formes d'amour, de couple, de parentalité, dans une visée de lutte contre les discriminations. Les suites de ce temps de formation s'appuieront sur les réussites mises en lumière par le projet, c'est-à-dire un essaimage de week-ends de formations et d'échanges, mixant savoirs personnels, militants et scientifiques.

## VII. Annexes

Annexe 1 - Diagnostic du territoire de Bressuire .....	II
Annexe 2 - Synthèse du diagnostic du territoire de Bressuire .....	LII
Annexe 3 - Diagnostic du territoire des Monts-du-Lyonnais .....	LX
Annexe 4 - Diagnostic du territoire du Doubs .....	LXXVII
Annexe 5 – Recommandations.....	LXXXV
Annexe 6 - Récit de formation rédigé à la suite du séminaire de mi-projet de 2019 .....	LXXXVIII
Annexe 7 - Dossier publié dans la revue TransRural Initiatives en 2020 .....	CXII
Annexe 8 - Malle pédagogique « sexygenre ».....	CXXIX
Annexe 9 - Questionnaire support de l'enquête menée dans les Deux-Sèvres.....	CXXXVII
Annexe 10 – Fanzine.....	CXLV
Annexe 11 - Outil pour rappeler le cadre de l'atelier, ses règles et son public cible .....	CXLVII
Annexe 12 - Outil d'animation d'un atelier de discussion et d'écriture.....	CXLVIII
Annexe 13 - Trame d'animation d'un atelier d'écriture .....	CL
Annexe 14 - Trame d'animation des interventions en milieu scolaire (IMS) .....	CLII
Annexe 15 - Trame de restitution de diagnostic de territoire .....	CLIII
Annexe 16 - Stickers servant de supports de communication .....	CLIV

# Diagnostic de territoire En Bocage Bressuirais « Genre et Sexualité en Milieu rural »



Action menée par une équipe de jeunes du MRJC Deux-Sèvres  
Dans le cadre du projet « Genre et Sexualités en Milieu Rural » porté par le MRJC

-Février 2022-

1

## Edito

Au départ, plusieurs jeunes de la section MRJC des Deux-Sèvres se questionnent sur la place que nous laissons au sujet « genre et sexualité » dans notre société ainsi que dans nos territoires ruraux :

- Pourquoi cette thématique « genre et sexualité » est compliquée à aborder et parfois taboue dans notre société ?
- Que pensent les jeunes et les habitant-e-s de notre territoire sur ces sujets ?
- Pourquoi des jeunes se sentent discriminés concernant leurs orientations sexuelles ?
- Quelles actions pourrait-on proposer à ces sujets ?

Puis, un constat est fait : celui qu'il n'existe sur le territoire du Bocage Bressuirais, ainsi que dans les territoires alentours de la Gâtine et du Pays Thouarsais, aucune association ni espace dédié aux personnes LGBT et très peu autour du genre et des sexualités de manière générale. A travers différentes actions menées durant l'année 2019-2020 (Assemblée libre des jeunes, divers débats), les membres de notre association ainsi que les jeunes participant à nos actions ont pu nous partager les difficultés rencontrées autour de ces thématiques. Nous avons donc identifié un manque de sensibilisation, d'accompagnement et d'écoute autour de ces questions chez les jeunes de notre territoire.

Nous avons donc décidé de réaliser un diagnostic sur le territoire du Bocage Bressuirais autour des « genre et sexualité en milieu rural ». Ce projet n'est pas une fin en soi, il est pour nous un moyen d'ouvrir le dialogue sur ces sujets tout en observant le monde qui nous entoure pour nous permettre ensuite de proposer à notre échelle des espaces de paroles, d'écoutes et des actions répondant aux besoins identifiés. Nous voulons également transformer la parole ainsi recueillie en un plaidoyer pour interpeller les structures partenaires ainsi que les politiques locales sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des besoins des jeunes à ces sujets.

Ce document présente donc les résultats du diagnostic réalisé au cours de l'année 2021 et les recommandations que nous en tirons.

### *Note sur l'usage de l'écriture inclusive*

En français dit « classique », le neutre est souvent représenté par le genre masculin. Cela ne permet pas de représenter les femmes et les personnes non-binaires dans le discours. Or, les travaux de recherche sur la ruralité s'intéressant déjà assez peu à ces genres, dans notre document au sujet du genre en milieu rural traitant d'identité, d'égalité et de discriminations, il nous semblait primordial de les rendre visibles.

Dans un souci d'égalité et d'inclusion, nous avons donc choisi d'utiliser l'écriture inclusive, comme c'est d'ailleurs le cas dans la plupart des documents publiés par le MRJC. Plusieurs possibilités existent : utilisation du mot féminin puis masculin, utilisation de points médians ou autres signes typographiques permettant de séparer deux accords, utilisation de parenthèses pour les accords féminins, utilisation de mots épécènes, utilisation de néo-accords et néo-pronoms. Ces solutions présentent toutes des avantages et inconvénients dans la fluidité de la lecture, l'accessibilité et dans la visibilisation des genres. L'utilisation de mots épécènes et du point médian reste la meilleure solution que nous ayons trouvée et il s'agit de celle la plus répandue dans la communauté francophone.

## Remerciements

Nous remercions tout d'abord l'ensemble des répondant-e-s à l'enquête et les jeunes ayant accepté de participer aux entretiens. Merci M., C., C., M., G., E., P., pour la confiance accordée et les témoignages précieux.

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance envers les partenaires, notamment les structures de jeunesse et établissements scolaires, ainsi qu'à toutes les personnes ayant relayé l'enquête auprès des jeunes du territoire.

Pour leurs précieux conseils, les réflexions qu'il-elle-s ont permis de faire naître ou de nourrir, nous remercions l'ensemble des intervenant-e-s et formateur-ice-s qui ont pris part aux ateliers organisés par le MRJC dans le cadre du projet « Genre et sexualités en milieu rural ». Nous souhaitons en particulier adresser notre reconnaissance à Juliette et Samia de l'association Lallab, Stéphane du centre LGBTI de l'Anjou, Noella @nos alliés les hommes et Clément Reversé.

Nous remercions François Morlet pour l'accompagnement et les conseils dont nous avons pu bénéficier pour mener ce diagnostic.

Nous tenions également à remercier tout particulièrement les permanent-e-s MRJC nationaux pour le suivi global du dossier et sans qui ce projet n'aurait pas pu voir le jour.

Enfin, la réalisation de ce diagnostic de territoire n'aurait pas été possible sans le soutien financier ou matériel de :



# Table des matières

Edito .....	2
<i>Note sur l'usage de l'écriture inclusive</i> .....	2
Remerciements .....	3
Table des matières .....	4
Le Contexte .....	5
Le MRJC : Qui sommes-nous ? .....	5
Notre territoire : Zoom sur le Bocage Bressuirais.....	6
Un territoire rural industriel et agricole.....	6
Un territoire identifié comme vulnérable.....	7
La population cible : les jeunes de 14-30 ans en Bocage Bressuirais .....	8
Les lieux ressources « Genre et sexualité » sur le territoire .....	9
Les espaces dédiés à la jeunesse .....	9
Les espaces de santé sexuelle.....	10
Les associations féministes et LGBTQIA+ .....	10
L'enquête .....	12
La démarche.....	12
Libérer la parole et expérimenter .....	12
Le processus d'élaboration de l'enquête .....	12
Contexte de diffusion de l'enquête et sélection pour les entretiens .....	14
Les résultats de l'enquête .....	15
Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais .....	15
Les sources, espaces d'informations et de prévention.....	23
Les pressions sociales autour de la sexualité vécues par les jeunes.....	31
L'expérience des discriminations.....	36
Les résultats en bref .....	42
Les suites : préconisations et actions envisagées .....	44
Ce que nous souhaitons mettre en place en tant que MRJC.....	44
Ce que nous aimerions qu'il soit mis en place sur le territoire .....	45
Glossaire.....	47
Bibliographie .....	49

# Le Contexte

## Le MRJC : Qui sommes-nous ?

Ce projet de diagnostic de territoire en Bocage Bressuirais « Genre et Sexualité en Milieu Rural » est porté par une équipe de cinq jeunes de la section Deux-Sèvres du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne.

Le MRJC est une association qui œuvre pour l'animation et la valorisation des territoires ruraux. Elle propose aux jeunes ruraux·ales de se réunir en équipe à l'échelle d'une ou plusieurs communes afin d'agir ensemble sur leur lieu de vie. Les actions passent ainsi par des fêtes de village, des échanges internationaux, de l'accompagnement à l'installation agricole, des festivals... Le MRJC organise également tout au long de l'année des séjours éducatifs, des formations à l'animation pour expérimenter l'autonomie et la vie en groupe. Il propose aussi des formations et espaces d'échanges sur différents sujets de société (égalité, culture en milieu rural, laïcité...). Entièrement géré et animé par des jeunes de 13 à 30 ans, le MRJC constitue une expérience d'engagement et de citoyenneté. En permettant aux jeunes d'être acteur·trice·s de l'association et des projets mis en place, le MRJC est un outil d'émancipation et de transformation de la société<sup>1</sup>.

Depuis 2019, Le MRJC est engagé dans le projet « Genre et sexualités en milieu rural ». Plusieurs raisons ont motivé l'ouverture de ce dossier au niveau national. En tant que mouvement d'éducation Populaire, nous souhaitons soutenir l'affirmation de soi, libérer la parole, faciliter l'entraide et la socialisation. En tant que mouvement de jeunes, nous voulons proposer des espaces de formation et de compréhension des enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre afin de favoriser le vivre ensemble et l'épanouissement de chacun·e. En tant que mouvement rural, nous souhaitons contribuer à créer des espaces ruraux ouverts et accueillants. En tant que mouvement d'action catholique et mouvement d'Eglise nous voulons permettre de prendre le temps de se questionner sur le sens de nos actes et actions. Dans les différents territoires sur lesquels le projet s'est implanté ou essaimé, il prend différentes formes : diagnostics de territoire, débats, recueil de témoignage, campagnes de communication, rencontres nationales, espaces de formations et de d'échanges, week-ends de sensibilisation et de découverte, réalisation de projets pédagogiques, création de modules de formation et de sensibilisation.

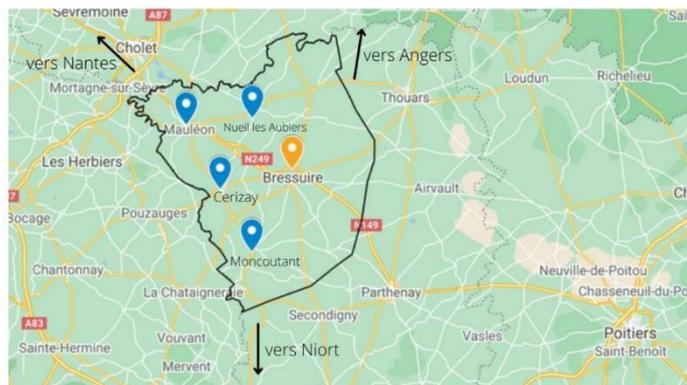
Dans les Deux-Sèvres, le projet s'est principalement concentré sur les années 2020-2021 et se poursuit en 2022. En 2020-2021, nous avons réalisé un diagnostic de territoire comprenant une enquête avec un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs auprès de jeunes âgés de 14 à 30 ans résidant sur le territoire, l'organisation un week-end de formation et de réflexion autour des questions « être allié·e des luttes féministes, LGBT et anti-racistes » ainsi qu'une dynamique de débats « genre et sexualité en milieu rural » avec une première après-midi début 2020, reprise fin 2021 lors d'une soirée. En 2022, il s'agit de la phase de rédaction du diagnostic, la formulation de nos recommandations et de leur restitution. Cette année, est également prévue plus riche en actions avec la programmation de soirée débat plus régulières, d'une conférence et d'un ciné-débat.

---

<sup>1</sup> Site internet du MRJC <https://www.mrjc.org/mrjc/>

## Notre territoire : Zoom sur le Bocage Bressuirais

Le Bocage Bressuirais est une région naturelle de France, située dans la région Nouvelle Aquitaine, au nord-ouest du département des Deux Sèvres. En 2018, le territoire comptait un peu moins de 74000 habitants<sup>2</sup>. Ce territoire a pour particularité de voir sa population augmenter au cours des dernières décennies.



Le Bocage Bressuirais correspond également à un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) : « l'agglo2B », qui compte 33 communes pour une superficie de 1378,76 km<sup>2</sup>. Ce territoire est organisé autour d'une ville centrale : Bressuire et de plusieurs petits pôles urbains : Mauléon, Cerizay, Moncoutant-sur-Sèvre et Nueil-les-Aubiers.

Il s'agit d'un territoire rural, situé en périphérie des grandes agglomérations de la région Nouvelle Aquitaine (Poitiers, Niort, La Rochelle) et à l'écart des infrastructures. Il se situe à proximité de la région Pays de la Loire (Cholet, Nantes et Angers). Il a d'ailleurs été observé que 56 % des flux domicile-travail sortants sont dirigés vers la Région Pays de la Loire<sup>3</sup>.

### Un territoire rural industriel et agricole

La ruralité caractérise ce territoire avec la présence d'usines « à la campagne », le poids de l'agriculture et de l'industrie y étant prégnants. Selon la géographe Marjolaine Gros-Balthazard, le Bocage Bressuirais est un territoire « néo-industriel », c'est-à-dire qu'il n'était pas parmi les plus industriels en 1975 mais l'était en 2012 en termes d'emploi<sup>4</sup>. Elle montre que le maintien de l'emploi industriel y est largement endogène, lié à la présence d'un tissu local d'entreprises qui parviennent à réemployer les salariés faiblement qualifiés lors de la fermeture d'un site. En effet, on y compte un réseau de 5700 PME dans divers domaines d'activité : agro-alimentaire, construction, mobilier,

<sup>2</sup> Selon le rapport de l'Insee, séries historiques du RP, exploitation principale, 2018.

<sup>3</sup> Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

<sup>4</sup> Marjolaine Gros-Balthazard, « À la découverte des territoires néo-industriels français », *Géococonfluences*, décembre 2019.

automobile qui cohabitent avec un réseau dense de TPE (très petites entreprises)<sup>5</sup>. La proportion d'ouvriers est 1,5 fois plus importante dans le Bocage Bressuirais que dans la population générale française et il s'agit de l'un des 5 bassins les plus industriels de la région Nouvelle Aquitaine en prenant en compte l'emploi généré par ce secteur.

Le territoire compte également trois fois plus d'agriculteur-ices que dans la population française<sup>6</sup>. En effet, parmi les 15 ans et plus, 3 % de la population est agriculteur.ice exploitant contre 0,8 % dans la population française globale.

Chez les actif-ve-s, les femmes appartiennent majoritairement à la catégorie des employées et les hommes sont majoritaires chez les ouvriers et les agriculteurs.

Sur les communes de Cerizay, Bressuire et Nueil-Les-Aubiers, on observe une part importante de populations issues de l'immigration<sup>7</sup>. Ces populations occupent majoritairement des emplois ouvriers précaires. Cette situation génère des problématiques d'insertion professionnelles et de logements.

### Un territoire identifié comme vulnérable

Selon les critères de vulnérabilité définis par la région Nouvelle Aquitaine dans sa politique de soutien financier, le Bocage Bressuirais est qualifié de « territoire plus vulnérable » (il s'agit du niveau de vulnérabilité le plus élevé) et ce dans les quatre critères (le revenu des ménages, l'emploi et le marché du travail, le niveau de formation de la population, la démographie et l'accessibilité aux services de la vie courante) en comparaison avec les autres communautés d'agglomération de la région. Ainsi, ce territoire bénéficie du soutien de la région pour plusieurs projets afin de redynamiser et rendre plus attractif ce territoire. Les politiques jeunesse y ont été appuyées notamment par la région ainsi que par un PIA (programme d'investissement d'avenir) dont l'association BOGAJE (Bocage Gâtine Jeunesse) a été lauréate afin d'entretenir le dynamisme et l'attractivité du territoire.

Malgré des politiques en faveur du développement durable et le développement de modes de transports collectifs (réseau de bus Tréma à l'échelle de l'agglomération, réseau de bus et trains régionaux avec un pôle multimodal à la gare de Bressuire), le « mode routier » est largement prédominant sur le territoire du Bocage Bressuirais. En matière de déplacements domicile-travail, c'est presque 85% des actif-ve-s qui utilisent une voiture. Cela s'explique notamment par le fait que certaines communes restent très largement isolées, en particulier pour les plus jeunes habitants qui ne possèdent pas de voiture. Cela crée des difficultés pour rejoindre des jeunes quels que soient les types d'actions et d'acteurs qui les proposent. En effet, malgré quelques dispositifs mis en place, l'utilisation de deux-roues ou de vélo et trottinettes, les jeunes sont peu mobiles lorsque l'on prend en compte l'étendue du territoire. Ils dépendent de leurs parents ou des transports en commun quasi inexistant mis à part les transports scolaires dans les zones les plus rurales. Il s'agit de l'une des problématiques les plus importantes vis à vis de ce public sur le territoire.

<sup>5</sup> Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

<sup>6</sup> Selon le rapport de l'Insee, RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021.

<sup>7</sup> Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

## La population cible : les jeunes de 14-30 ans en Bocage Bressuirais

Selon L'INSEE, en 2018, les 15-29 ans représentaient 10 505 personnes, soit 14,2% de la population du territoire (contre 17,5% en moyenne en France)<sup>8</sup>. Cette population se divise en 5 432 hommes pour 5 074 femmes, avec 2 854 personnes âgés de 15-17 ans, 4 264 personnes âgés de 18-24 ans et 3 388 personnes âgées de 25-29 ans.

Chez les 15-24 ans, 53% sont sans activité professionnelle (dont les élèves et étudiants), 24,4% sont ouvriers et 12,6% sont employés. Chez les 15-17 ans, 95,9 % sont scolarisés, 33,4% chez les 18-24 ans et 2,3% chez les 25-30 ans.

Le faible taux de scolarisation des + de 18 ans s'explique par la faible proposition de formations post bac, les jeunes souhaitant poursuivre des études plus longues quittent pour la plupart le territoire. En effet, le Bocage Bressuirais compte 10 collèges avec des classes de la 6ème à la 3ème (2 à Bressuire, 2 à Argentonay, 2 à Moncoutant, 2 à Cerizay, 1 à Mauléon, 1 à Nueil-les-Aubiers), 3 lycées généraux et professionnels (2 à Bressuire et 1 à Mauléon du CAP au BTS), 1 lycée agricole (Bressuire du CAP à la licence pro), 5 MFR (Moncoutant, Mauléon, Argentonay et 2 à Bressuire de la 4ème au BTS). Ainsi, les cursus post-bac sur le territoire se limitent à des formations offrant un diplôme bac+2 à bac+3, dans un nombre limité de filières (agricole, gestion et comptabilité, services, commerce et informatique).

Ces 10 dernières années, deux enquêtes se sont intéressées aux jeunes du Bocage Bressuirais. Elles ont été réalisées par Jeudevi, dans le cadre de l'Observatoire de la jeunesse permettant de définir des axes pour les politiques jeunesse sur le territoire<sup>9</sup>. Une première enquête est réalisée en 2013 et la seconde en 2021.

---

<sup>8</sup> Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

<sup>9</sup> « Un projet de territoire jeunesse en bocage bressuirais », Jeudevi, mai 2013.

# Les lieux ressources « Genre et sexualité » sur le territoire

Dans notre démarche de diagnostic, un des axes que nous avons retenus est d'identifier des problématiques qu'entraînent les inégalités d'accès aux services de prévention et d'informations et à la rareté des dispositifs pour lutter contre les violences et les discriminations liées à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle chez les jeunes du territoire, ainsi que connaître les attentes et les besoins des jeunes sur ces sujets. Pour cela, nous avons commencé par lister les quelques lieux ressources qui ont été identifiés sur le territoire et dans les territoires voisins. Comme nous le verrons par la suite dans les résultats de notre enquête, ces lieux ne bénéficient pas tous de la même visibilité entraînant parfois une méconnaissance de la part du public interrogé et donc une inégalité dans leur taux d'utilisation.

## Les espaces dédiés à la jeunesse

A Bressuire, deux espaces sont consacrés aux jeunes et constituent des lieux d'information non spécialisés au sujet du genre et de la sexualité.

- **La cité de la jeunesse et des métiers.** Elle regroupe depuis son ouverture au public le 1<sup>er</sup> septembre 2021 en un même lieu : Maison de l'emploi, Mission locale, Bureau d'Information Jeunesse favorisant la concertation et une plus grande transversalité entre les différentes structures et dispositifs d'accompagnement des jeunes<sup>10</sup>. Ce lieu s'adresse aux 11-30 ans et à leurs encadrants (parents et professionnels). Ce lieu se veut être accessible pour tou-te-s, gratuitement, sans condition et sans rendez-vous (hors période de restriction sanitaire). Un espace documentaire permet de trouver des ressources notamment au sujet de la santé avec quelques ressources de prévention autour de la sexualité. Ce lieu est également pensé comme central au cœur d'un maillage du territoire avec un réseau de Référents Jeunesse au sein d'antennes locales qui sont des professionnels auxquels les jeunes peuvent s'adresser sur les sujets du genre et de la sexualité et qui peuvent les réorienter vers d'autres professionnels si besoin. Le MRJC est un acteur partenaire impliqué dans le réseau des référents jeunesse.

Ce lieu est plutôt bien identifié par les jeunes au vu de la fréquentation quotidienne élevée entre septembre et décembre 2021. Cependant, son ouverture récente et la cohabitation de divers services ne permet pas encore de mesurer le réel impact de ce lieu pour le sujet qui nous intéresse au moment de la rédaction du diagnostic.

- **La maison des Adolescents à l'Agora-MDA à Bocapole.** Centre de prévention et de planification familiale confidentiel et gratuit, ouvert aux 11-25 ans et à leur famille avec des permanences de professionnels de santé et social (lieu d'accueil, d'écoute, de consultation, de prévention, d'accompagnement) : une assistante sociale, une conseillère conjugale et familiale, une éducatrice spécialisée, une infirmière, une psychologue ou encore une sage-femme<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Site internet de l'Agglo2B, <https://www.agglo2b.fr/12-social/jeunesse/964-cite-de-la-jeunesse-des-metiers>

<sup>11</sup> Site internet du département des Deux-Sèvres, <https://www.deux-sevres.fr/nos-missions/lenfance-et-la-famille/la-maison-de-ladolecence-ecoute-et-information-pour-les-jeunes>

Ce lieu est relativement bien connu et identifié mais il est excentré par rapport aux établissements scolaires ce qui rend la venue des jeunes complexe, notamment pour ceux qui ne souhaitent pas parler de ces sujets avec leurs parents. De plus, mis à part le mercredi après-midi, les horaires d'ouverture sont celles sur les plages horaires dédiées aux cours pour les lycéens et les collégiens, ce qui représente parfois un frein.

## Les espaces de santé sexuelle

Les professionnels de santé constituent également des personnes ressources. Deux réseaux sont mobilisés sur le territoire :

- **L'unité C.A.S.C.I.S** (Centre d'Accueil et de Soins pour la Contraception, l'IVG et la Sexualité) au sein du service Femme-Mère-Enfant de l'hôpital Nord Deux-Sèvres : consultations gynécologiques gratuites pour les mineures, des consultations pour des contraceptions d'urgence, des dépistages des infections sexuellement transmissibles (dépistages réalisés sans rendez-vous au CEGIDD en centre-ville de Bressuire le lundi et le mercredi), des consultations pour des IVG ainsi que l'hospitalisation pour des IVG<sup>12</sup>. Les consultations pour les IVG ont lieu à l'hôpital de Faye l'Abbesse qui est excentré et peu accessible autrement qu'en voiture (quelques bus dans la journée le desservent depuis Bressuire) et dans le réseau de la médecine de ville.

- **Le réseau des médecins et sage-femmes libéral**. Selon l'observatoire régional de la santé, la densité de médecins généralistes libéraux est plus faible sur le territoire en comparaison à l'ensemble de la France tandis que la densité de sage-femme est plus élevée que dans le reste du pays (9 sage-femmes recensées sur le territoire)<sup>13</sup>.

Aucun gynécologue libéral n'est recensé sur le territoire. Les plus proches se trouvent dans les territoires voisins à Thouars, Parthenay, Cholet ou Niort.

Les sage-femmes semblent être des professionnelles plutôt bien identifiées sur le territoire et sont reconnues par les jeunes pour leur travail de qualité. En effet, trois jeunes avec lesquels nous nous sommes entretenus nous ont fait part de bonnes expériences lors de consultations avec des sage-femmes et préfèrent leur approche à celle des gynécologues pour les conseils à propos de contraception.

## Les associations féministes et LGBTQIA+

Sur le territoire du Bocage Bressuirais, il n'existe aucune association dont le but premier est de défendre, accompagner ou informer les femmes et/ou les personnes LGBT+ de leurs droits ou d'organiser des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes. Seules quelques permanences autour des thématiques de violences faites aux femmes sont assurées par des associations d'envergure nationale mais la plupart du temps, il faut se rendre dans les villes les plus proches pour les rencontrer.

- **L'association du Planning Familial des Deux-Sèvres** (association d'écoute, de prévention et d'éducation populaire pour le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception, à l'avortement, à

<sup>12</sup> Site internet Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres, <https://www.chnds.fr/Planning-familial/5/13/17>

<sup>13</sup> Contrat Local de Santé, Bocage Bressuirais, Observatoire Régional de la Santé, juin 2020.

l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et combat toutes formes de violences et de discriminations) est présente à Niort. Dans le Nord Deux-Sèvres, l'association anime un groupe de parole pour les femmes victimes de violence un samedi par mois à Parthenay<sup>14</sup>.

- **Association Impulsions Femmes** créée par le Planning Familial des Deux-Sèvres, agit en faveur de l'égalité femmes-hommes par le biais de propositions culturelles, notamment par l'organisation d'un festival chaque année à Niort, aux alentours de Niort, ainsi que quelques propositions dans le Nord Deux-Sèvres<sup>15</sup>.

- **Le CIDFF 79** : association ayant pour but l'accueil, l'écoute et l'accompagnement des femmes victimes de violences sexistes<sup>16</sup>. Le siège se trouve à Niort avec quelques permanences à Bressuire, Parthenay et Thouars.

- **Des centres LGBTI** (lieu d'accueil, d'écoute, d'information au service des personnes LGBTI) sont implantés dans les préfectures des départements voisins : Centre LGBTI du Poitou (regroupement d'associations LGBTI à Poitiers dans le département de la Vienne), Centres LGBT Adheos (association ayant plusieurs locaux de permanence à Angoulême en Charente, Saintes et La Rochelle en Charente-Maritime), Centre LGBTI+ Quazar (à Angers dans le Maine-et-Loire avec une permanence un mercredi par mois à Cholet), Centre LGBT de Vendée (La Roche sur Yon), Centre LGBTQI+ Nosig (Nantes, Loire-Atlantique).

- **A Poitiers, diverses associations ou collectifs féministes et LGBT** sont actifs : les Ami.e.s des femmes de la Libération (aide les femmes victimes de la traite humaine et/ou contraintes à la prostitution), Collectif Soror Poitiers (collectif féministe, intersectionnel et inclusif), Les insolent.E.s (collectif féministe, queer, non mixte), Volar (association qui défend l'égalité femme/homme et les différentes identités, vise à la sensibilisation, à la réflexion et à l'intervention autour des thématiques de l'égalité homme-femme et de la question du genre), le collectif du 8 mars (collectif réunissant des partis politiques, des syndicats et plusieurs associations et collectifs féministes poitevins, organise des événements autour des luttes féministes, notamment la journée internationale du droit des femmes qui a lieu le 8 mars).

- De nombreuses **associations et collectifs féministes et LGBT** sont également actifs à Nantes.

- **Des collectifs de colleur-euse-s féministes et contre les violences faites aux femmes** mènent des actions à Niort, Cholet, Poitiers, Nantes et Angers pour les plus proches.

---

<sup>14</sup> Site internet de l'association Planning familial, <https://www.planning-familial.org/fr/le-planning-familial-des-deux-sevres-79>

<sup>15</sup> Site internet de l'association impulsion femmes, <https://www.impulsionsfemmes.fr/>

<sup>16</sup> Site internet du CIDFF, <https://fncidff.info/cidff-des-deux-sevres>

# L'enquête

## La démarche

### Libérer la parole et expérimenter

A travers ce projet de diagnostic de territoire, nous souhaitons avant tout accorder une grande place aux récits des jeunes du territoire sur leurs vécus et leurs sentiments aux sujets du genre et des sexualités. En effet, il est rare que des espaces permettant de libérer la parole sur ces thématiques soient mis en place et il est encore plus rare que ce soient des jeunes ruraux qui s'en saisissent. Nous partons du principe que si les faits peuvent être vérifiés de manière objective, les ressentis liés à une expérience sont propres à chacun-e et ne peuvent pas être remis en cause. L'écoute est donc le meilleur outil pour essayer de les comprendre. Les paroles recueillies dans cette enquête sont uniques et constituent donc en cela une richesse.

Nous avons pleinement conscience que la démarche entreprise pour la réalisation de cette enquête revêt un caractère d'amateur-ice. Elle comporte de nombreux biais dont nous avons plus ou moins pu identifier l'ampleur, tant dans la méthode d'élaboration du questionnaire, la manière dont nous avons mené les entretiens, que dans la méthode d'analyse des résultats. Même si nous n'avons pas les moyens de le vérifier, une majorité des répondant-e-s, s'intéressent déjà sûrement plus profondément à ces sujets pour avoir eu envie de consacrer du temps à l'enquête, ce qui pourrait créer une tendance dans les réponses qui ne refléteraient pas la réalité.

Notre démarche vise avant tout à aller à la rencontre d'autres jeunes, de confronter nos points de vue et surtout d'expérimenter en réalisant un projet collectif. En effet, la pédagogie du MRJC en tant que mouvement d'éducation populaire repose sur l'expérimentation, le Voir-juger-agir.

Ainsi, notre ambition n'est pas de réaliser une étude sociologique avec une méthode scientifique. Pour autant, nous avons souhaité rendre notre parole crédible pour qu'elle puisse avoir l'impact que nous lui destinons, nous ne voulons pas faire dire à notre enquête ce qu'elle ne dit pas. Aussi, nous nous efforcerons d'explicitier dans les lignes qui suivent les différentes étapes du processus qui nous a permis d'arriver aux résultats présentés et d'être honnête quant aux limites que nous avons identifiées. Par la suite, nous comparerons nos résultats à des études nationales réalisées par des professionnels, lorsqu'elles existent, pour éclairer nos analyses et nous prendrons soin de clarifier ce qui relève alors davantage de nos intuitions.

### Le processus d'élaboration de l'enquête

Afin de recueillir un maximum des données sur les jeunes du territoire nous avons réalisé une enquête. Elle se divise en deux volets : un volet « questionnaire » et un volet « entretiens ».

Le questionnaire a pour avantage de garantir l'anonymat des répondant-e-s parfois mineur-e-s, ce qui encourage un plus grand nombre de personnes à répondre. Même si l'honnêteté ne peut pas être vérifiée à 100%, cette méthode permet en théorie de recueillir des réponses plus sincères car les répondant-e-s n'ont pas à affronter le regard de la personne menant l'enquête sur des sujets parfois très personnels. Les personnes peuvent également choisir le moment et l'endroit selon leurs préférences pour répondre. Cependant, les questionnaires ne permettent pas de saisir certains

12

aspects émotionnels des répondant-e-s. Le nombre et la longueur des questions doivent être limités pour ne pas décourager les enquêtés ce qui empêche d'approfondir tous les aspects des sujets. De plus, la forme du questionnaire peut poser des problèmes de compréhension en l'absence d'un interlocuteur qui l'explique et qui s'assure que chacun ait saisi le sens des questions de la même façon.

C'est pourquoi, nous avons dès le départ décidé de compléter les résultats du questionnaire par des entretiens semi-directifs avec des jeunes volontaires du territoire.

Pour commencer, nous avons sélectionné les grandes thématiques que nous voulions aborder dans l'enquête et ce que nous voulions connaître :

- Les personnes LGBT (nombre de personnes LGBT et leur répartition sur le territoire)
- Savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de genre et de sexualité
- Les personnes ressources, les cours d'éducation sexuelle et la prévention (est ce que les jeunes ont des personnes à qui parler de ces sujets ? Est-ce que l'école est un vecteur d'informations, est ce que les professeurs sont perçus comme des personnes ressources ? En dehors de l'école, où et auprès de qui les jeunes s'informent ?)
- La contraception (quels moyens de contraception sont utilisés par les jeunes du territoire ? Où peuvent-ils s'en procurer ?)
- Les discriminations et les pressions sociales (Les jeunes du territoire ressentent-ils des pressions sociales à être en couple, à avoir une sexualité (première fois, régulière, par amour) ? Ont-ils subi ou ressentent-ils des discriminations en raison de leur genre ou de leur sexualité ? Ont-ils ou pensent-ils avoir déjà discriminé ? Ont-ils déjà aidé une personne victime de discrimination ?)
- Le consentement (Savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de consentement)

Ensuite, nous sommes passés à l'écriture du questionnaire. Lors de la première étape, nous avons rédigé 42 premières questions (31 QCM, 4 réponses courtes, 7 réponses longues) réparties en 8 catégories (questions générales à propos de toi, qu'est-ce que le genre et la sexualité selon toi, les espaces d'information sur le genre et la sexualité, questions à propos de ta sexualité et des types de relations, les contraceptions et moyens de protection, les discriminations, les actions auxquelles tu aimerais participer ou mettre en place suite à ce questionnaire). Puis, nous les avons fait relire à un échantillon de personnes pour éliminer des problèmes de formulation et de compréhension. Enfin, nous avons sélectionné 31 questions (26 QCM, 3 réponses courtes et 2 réponses longues) pour le questionnaire et avons choisi de garder les autres pour les entretiens. Pour le questionnaire, nous avons privilégié les QCM afin de faciliter le traitement des réponses et ne pas décourager les répondant-e-s avec un questionnaire qui serait trop long. Nous avons cependant laissé des champs libres « autre » pour beaucoup de questions afin de laisser la possibilité de saisir des identités dont nous n'aurions pas connaissance. Ainsi, la catégorie « qu'est-ce que le genre et la sexualité selon toi » a été retirée du questionnaire et nous ne l'avons gardé uniquement pour les entretiens. Nous avons récolté des témoignages supplémentaires pour cette thématique lors de l'organisation de la soirée débat en octobre 2021.

## Contexte de diffusion de l'enquête et sélection pour les entretiens

Notre enquête a été élaborée et diffusée dans un contexte particulier : la pandémie de covid-19. Ainsi, pour la diffusion du questionnaire nous avons privilégié le format numérique en ligne. Nous avons choisi le logiciel « framaforms » qui a pour avantage d'être un logiciel libre, gratuit et garantissant ne pas récolter les données personnelles. L'enquête a été partagée sur les réseaux sociaux du MRJC 79 (facebook, instagram, listing mail) ainsi qu'auprès des partenaires au contact des jeunes du territoire (MFR, collègues, lycées, référents jeunesse du territoire).

Le questionnaire a été diffusé en mai 2021 avec une première vague de réponses au cours des mois de mai à juin. Nous avons alors obtenu 64 réponses. Cependant, cette première salve ne nous semblait pas suffisante car la majorité des répondant-e-s étaient alors des jeunes âgés de 18 à 30 ans. En effet, nous passons à côté des moins de 18 ans qui constituent une part importante des jeunes résidant sur le territoire et qui selon nous constitue une population qui doit être ciblée dans les actions concernant le genre et la sexualité. Cela s'explique par une diffusion trop tardive auprès des établissements et trop proche des examens de la fin de l'année scolaire qui n'a pas permis une diffusion optimale auprès des élèves. Nous avons donc choisi d'effectuer une seconde campagne de diffusion auprès des partenaires en septembre 2021 qui a permis de récolter 69 nouvelles réponses, en majorité des jeunes collégiens et lycéens.

Lors de la clôture du questionnaire au 27 septembre 2021, nous avons donc obtenu 133 réponses. Parmi les répondant-e-s au questionnaire, nous observons une forte proportion de femmes et une faible proportion d'hommes : 60 % de notre panel de répondant-e-s sont des femmes et 36% sont des hommes. Or, selon l'INSEE sur la population du Bocage Bressuirais, les femmes représentent 48,3% des 15-29 ans et les hommes 51,7%. Cela induit donc un biais dans nos réponses car nous avons une surreprésentation des femmes par rapport à la population générale, surtout pour la tranche d'âge 19-24 ans.

L'échantillon des réponses obtenues ne correspond pas à la méthode des quotas permettant l'inférence statistique. Ainsi, les résultats n'ont pas vocation à être généralisés à l'ensemble du département des Deux-Sèvres.

Dans le questionnaire, la dernière question proposait de laisser ses coordonnées pour participer à un entretien. Douze répondant-e-s souhaitaient être recontacté-e-s et l'ont été fin septembre 2021. Finalement, sept personnes ont accepté de réaliser un entretien. Il s'agit de personnes âgées de 17 à 30 ans, 3 femmes, 1 homme et 2 personnes non-binaires, tous-tes relativement proches du MRJC.

Afin de respecter l'anonymat des personnes ayant accepté de témoigner, nous n'avons fait apparaître ni leur prénom, ni un prénom d'emprunt. Lorsque des extraits d'entretiens sont cités, nous avons choisi de mentionner leur genre, leur orientation sexuelle et leur âge déclarés en début d'entretien, qui nous semblaient être les informations principales pour comprendre d'où parlent ces personnes.

## Les résultats de l'enquête

Les résultats de l'enquête sont présentés selon 4 axes qui correspondent aux thématiques explorées dans le questionnaire et les entretiens : les identités de genre et d'orientation sexuelle, les espaces et les sources d'information et de prévention, les pressions sociales et les discriminations.

### Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais

Concernant les identités, nos objectifs étaient de chercher à quantifier le nombre de jeunes LGBT sur le territoire et de savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de genre et de sexualité. Ainsi, les réponses à l'enquête nous permettent de dégager 4 axes pour dresser cette « fresque des identités » : le genre, l'orientation sexuelle, les types de relations affectives qu'entretiennent les jeunes et le ressenti des jeunes autour de l'absence de sexualité.

Afin de rendre visible le large panel des identités de genre, de sexualités et de types de relations que vivent les jeunes du territoire, nous utilisons un vocabulaire parfois méconnu en dehors de la communauté LGBTQIA+. Afin de fluidifier la lecture, nous avons choisi de placer les définitions de ces mots dans un glossaire à la fin du dossier.

#### Le genre, entre éducation et autodétermination

Le genre est une notion complexe tant sa construction est ancienne et dans la manière dont elle permet aujourd'hui d'organiser la société. Sa définition est donc profondément liée aux contextes dans lesquels elle est employée. Il convient donc tout d'abord de présenter celle que nous retiendrons ici.

La définition du dictionnaire Larousse du mot "Genre" dans le domaine de la sociologie est la suivante : concept qui renvoie à la dimension identitaire, historique, politique, sociale, culturelle et symbolique des identités sexuées<sup>17</sup>. Cette notion récente est en constante évolution.

Ici, il s'agit bien de la dimension identitaire que nous explorerons, même si elle est intrinsèquement liée aux autres aspects qui la composent. Selon un lexique réalisé par le planning familial, l'identité de genre est expliquée comme ceci : « Femme, homme, non-binaire, de genre fluide, etc... C'est le genre auquel on se sent appartenir, l'identité dans laquelle on se perçoit : une question de ressenti. Par rapport au genre qui nous a été assigné, on peut se sentir en conformité ou non. Notre identité de genre n'est pas forcément visible »<sup>18</sup>.

Comme nous invitent à le faire ces définitions, nous partons donc du principe que l'identité de genre d'une personne est auto-déterminée. C'est pourquoi dans notre questionnaire nous avons élargie le panel des propositions au-delà de "homme" et "femme" et nous avons laissé un champ libre "autre". Lors des entretiens, nous accordions une écoute attentive aux réponses concernant l'identité de genre à laquelle s'identifient les personnes interrogées. Certains jeunes nous ont ainsi donné leur conception du mot genre et de l'évolution de ce concept. Même si tous·tes ne le formule pas de la

<sup>17</sup> Dictionnaire Larousse en ligne, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/genre/36604>, consulté le 15/02/2022.

<sup>18</sup> *Sexe, genre, orientation sexuelle ... Quelques éléments de définition*, Commission déconstruction de l'hétéronormativité, Association Planning Familial, mai 2015.

même manière, une attention est portée à l'éducation, au sexe assigné à la naissance ainsi qu'au ressenti propre à chacun-e :

« Pour moi on n'éduque pas de la même manière un petit garçon qu'on éduque une petite fille, que ça soit dans le foyer familial ou que ça soit à l'école. Il y a quelques années ce n'est pas ça qu'on utilisait comme terme, c'était le sexe. Je trouve que sexe c'est encore plus orienté homme ou femme, il n'y avait pas la possibilité je trouve avant de pouvoir être ni l'un ni l'autre et puis il y a des gens qui n'ont pas envie de se dire qu'ils sont homme ou femme et peut-être qu'on n'est pas tous vraiment des hommes ou des femmes mais bon ça c'est peut-être une autre question. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

« Je dirais que c'est comment on se sent être : femme, homme, fille, garçon. On peut aussi ne se sentir ni un homme, ni une femme, C'est relié à l'identité, pas au sexe physique. Ce n'est pas inné, ça peut changer. Au début, je pensais que c'était relié au sexe, aujourd'hui je pense que c'est devenu « comment on se sent être », que le sexe est différent du genre. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

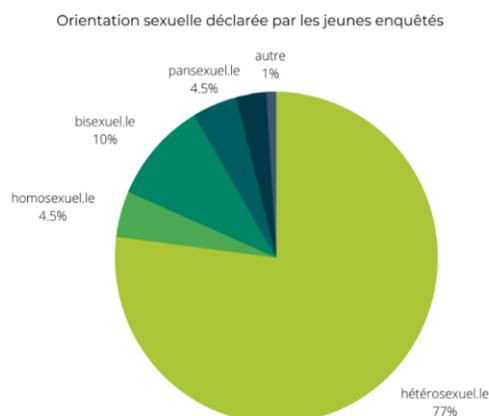
« Pour moi le genre d'une personne c'est le mélange de deux choses : c'est lié au sexe assigné à la naissance par les médecins qui doivent cocher une case très binaire, soit « m » soit « f » et c'est à partir de là que tout se construit, par l'éducation, comment on est perçu dans la société. A partir d'un moment soit très jeune ou un peu plus tard selon les personnes, on se rend compte si le genre qui nous a été attribué à la naissance c'est celui dont on se sent être ou non. » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Comme ces définitions et témoignages l'évoquent, certaines personnes situent leur identité de genre en dehors de la binarité « homme/femme ». Ainsi, 3% des répondant.e.s à notre questionnaire se déclarent non-binaire. Ce taux est plus faible que ceux relevés par deux enquêtes réalisées sur la population française. En effet, elles quantifient la part de personnes non-binaires entre 6% et 13%. En 2018, selon une étude OpinionWay pour le journal 20 Minutes réalisée en ligne du 31 janvier au 1er février 2018 auprès d'un échantillon représentatif de 820 jeunes âgés de 18 à 30 ans (méthode des quotas), **13% des 18-30 ans ne s'identifient ni comme des hommes ni comme des femmes**. La même année, une enquête YouGov est réalisée sur 1.003 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Le sondage a été effectué en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France, du 24 au 25 janvier 2018, selon la méthode des quotas. Ici, c'est **6% de la population qui ne se définit pas de manière binaire**. Notre panel, avec le public visé des 14 à 30 ans, est plus proche de celui de l'enquête OpinionWay. Si nous comparons nos résultats avec cette enquête, ils sont très largement en dessous car il y aurait quatre fois moins de personnes non-binaires dans le Bocage Bressuirais que dans la population générale Française. Pour expliquer cet écart au-delà des biais que peuvent induire le faible échantillonnage, nous supposons que cela peut venir de la spécificité du caractère rural de notre territoire d'enquête. Parmi les témoignages que nous avons recueillis une personne exprime sa vision des différences qu'il peut y avoir entre la ville et la campagne au sujet de l'identité de genre : « Je pense j'aurais eu une autre perception si j'étais née dans une grande ville avec une pride tous les ans enfin ce genre de trucs. Du coup peut être qu'on est plus, enfin c'est un peu limite et dans les clichés, on est un peu plus traditionalistes en milieu rural. Donc peut être dans notre entourage on est moins amené à se poser cette question. » Personne non-binaire pansexuelle de 17ans.

### L'orientation sexuelle : une plus forte proportion de jeunes LGB dans le Bocage Bressuirais qu'en France ?

Après le genre, nous nous sommes intéressés à l'identité relative à l'orientation et l'attirance sexuelle. L'orientation sexuelle est un terme apparu dans les années 1970, bien que des premières tentatives de classification des sexualités ont été réalisées dès la fin du 19ème siècle<sup>19</sup>. Ainsi, cette question de l'identité relative à l'attirance sexuelle est désormais quelque chose de plus en plus normalisée. Selon le dictionnaire Larousse, la définition actuelle d'orientation sexuelle correspond à l'une des composantes de l'identité sexuelle au même titre que le genre ou le rôle sexuel. Elle peut désigner le désir affectif et sexuel, l'attirance érotique pour les personnes de même sexe (homosexualité), de sexe opposé (hétérosexualité) ou indifféremment pour l'un ou l'autre sexe (bisexualité). Elle peut porter sur le comportement sexuel, affectif ou sur l'identité servant à définir subjectivement la personnalité.

Cette définition nous semble toutefois assez restrictive. Comme pour l'identité de genre, nous avons accordé une place importante à l'autodétermination en proposant un large panel d'orientations (hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, pansexuel, asexuel) ainsi qu'un champ laissé libre "autre".



Les résultats du questionnaire indiquent que 77% de répondant-e-s à notre enquête sont hétérosexuel-le-s. Ce chiffre est légèrement plus faible que celui généralement admis dans la population française. En effet, selon une étude réalisée par l'IFOP en 2018 qui concernent les personnes âgées de plus de 18 ans, les personnes se déclarant hétérosexuelles représentent 82,7% de la population<sup>20</sup>.

Au contraire, dans notre échantillon 4,5 % des personnes se définissent comme homosexuel-le, ce qui représente un taux un peu plus élevé que le chiffre présenté par l'IFOP : 3,2 %. De plus, dans notre enquête, une plus forte proportion de personnes se définissent comme bisexuelles ou pansexuelles (10% et 4,5%) par rapport aux chiffres de la même enquête réalisée par l'IFOP en 2018.

<sup>19</sup>Notamment le juriste allemand Karl Heinrich Ulrichs dans les années 1860 ou les recherches du Dr Alfred Kinsey dans les années 1950.

<sup>20</sup> François Kraus, *Observatoire LGBT+, enquête réalisée par la fondation Jean Jaurès et la DILCRAH*, IFOP, 26 juin 2018.

Selon cet institut, la population française compte 4,8% de personnes bisexuelles et 0,9 % de personnes qualifiées de « bisexuelles non assumées ». Cependant, le sondage de l'IFOP ne nous paraît pas être optimal comme point de repère et le comparer à notre enquête. Tout d'abord, la pansexualité n'est pas prise en compte. De plus, la formulation des questions permettant de définir l'orientation sexuelle des répondant-e-s nous semble porter à confusion et ne nous paraît pas respecter pleinement l'identité des personnes en les qualifiant au moment de l'analyse de « non assumé », sans s'attarder sur la réalité des vécus de ces personnes. En effet, la méthode utilisée combine l'autoidentification et la déclaration des attirances sexuelles conduisant à qualifier certaines personnes comme « bisexuelles non assumées » lorsqu'il-elle-s déclaraient une orientation hétérosexuelle et une attirance pour les femmes et les hommes. Cependant, selon les résultats de l'enquête Virage de 2015, dont le but était de caractériser les violences et les rapports de genre, il existe justement un décalage entre ces deux déclarations qu'il est nécessaire de prendre en compte<sup>21</sup>.

La part des lesbiennes, gays, bisexuels et pansexuels dans notre échantillon est au total de 19%. Ce chiffre est donc deux fois plus élevé que celui du sondage de l'IFOP.

Selon nous, cette différence peut être expliquée par au moins trois raisons. Tout d'abord, cela est peut-être dû à notre échantillon qui ne serait pas représentatif de la réalité du territoire. Les personnes qui ont répondu à l'enquête sont peut-être celles qui s'intéressent le plus aux questions de genre et sexualité et qui sont donc plus concernées par le fait d'être LGB. Une fois les questions d'échantillonnage soulevées, nous pouvons nous attarder à d'autres facteurs, notamment celui de l'âge des répondant-e-s et l'évolution de la société. Les plus jeunes assumeront peut-être plus facilement leur bisexualité et leur homosexualité. Or, notre enquête interroge une part importante de jeunes de moins de 18 ans alors que l'enquête de l'IFOP ne concerne que des majeurs.

La dernière hypothèse concerne la formulation des questions de l'enquête de l'IFOP, que nous avons déjà évoqué à propos de la bisexualité.

Concernant la bisexualité, mis à part le taux assez élevé, un autre point nous a particulièrement interrogé. En effet, sur notre échantillon, aucun homme ne s'est déclaré bisexuel. Selon l'enquête Virage, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer s'identifier comme bisexuelles : 3,4% de femmes pour 2% d'hommes<sup>22</sup>. Ainsi, ce phénomène pourrait être amplifié dans notre cas par le fait que moins d'hommes ont répondu au questionnaire. Selon la même enquête, près de la moitié des femmes bisexuelles ont moins de 30 ans. Selon Mathieu Trachman, il s'agit peut-être du signe d'une identification bisexuelle plus tolérée dans la jeunesse, car souvent perçue comme une identification transitoire ou cette fréquence dans les générations récente peut être interprétée comme un indice d'un accroissement de l'autonomie sexuelle féminine.

---

<sup>21</sup> Mathieu Trachman, Enquête *Virage*, Ined, 2015, *Population & Sociétés* n° 561, INED, décembre 2018.

<sup>22</sup> *Ibid.*

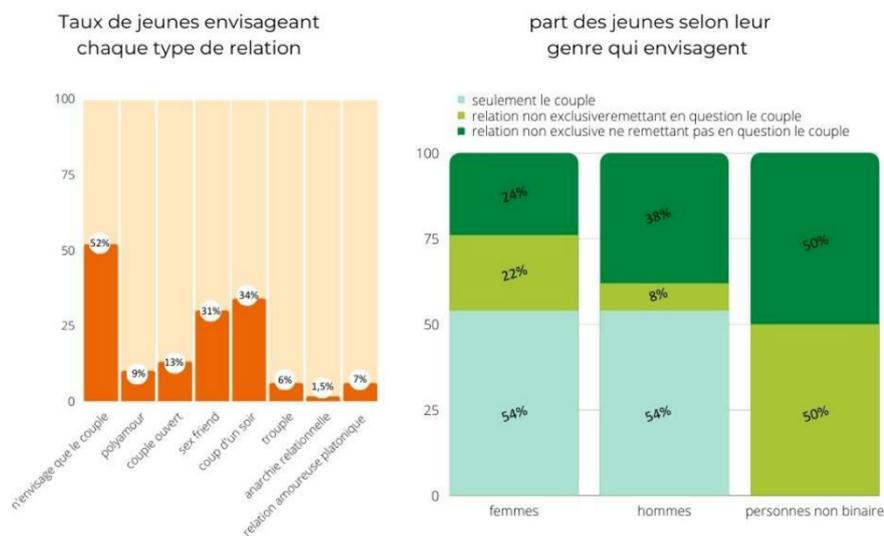
### Les types de relations affectives vécues par les jeunes : le couple traditionnel et la non-exclusivité

Après s'être attaché à l'orientation sexuelle, nous avons continué d'explorer le rapport des jeunes du territoire à la sexualité, en interrogeant les types de relations affectives qu'ils entretiennent.

Le type de relation affective romantique et sexuelle traditionnelle est le couple. Selon l'INSEE, une personne est considérée comme étant en couple si elle est âgée de plus de 14 ans et répond "oui" à la question "vivez-vous en couple". Cette définition nous apprend que le couple est quelque chose d'auto-défini selon les personnes interrogées et nécessite donc quelques précisions. Nous retiendrons donc qu'il s'agit de personnes unies par des sentiments et formant une entité. Traditionnellement, un couple est fidèle et exclusif c'est à dire que les personnes n'ont pas de relations amoureuses et/ou sexuelles extérieures au duo initial. Un couple peut être marié, lié par un pacs, vivre en concubinage ou non.

Certaines formes de relations ne répondent pas à cette définition. Ainsi nous avons interrogé les participant-e-s sur les possibilités d'autres formes de relations qu'il-elle-s envisageraient : polyamour, couple ouvert, trouple, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique, sex friend, coup d'un soir. Cependant, selon nous, ces deux dernières formes ne remettent pas en question le couple traditionnel. Il nous semble que ces relations peuvent dans la plupart des cas être vécues comme un intermédiaire dans l'attente entre deux relations "exclusives".

Parmi les réponses au questionnaire, nous avons donc fait une distinction entre le couple traditionnel, les relations ne remettant pas en question le couple traditionnel (sexfriend et coup d'un soir) et les relations qui le remettent en question (polyamour, couple ouvert, trouple, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique).



52% des répondant-e-s envisagent seulement le couple comme forme de relation.

Parmi les personnes qui envisagent d'autres formes, 22% des femmes envisagent les formes de relations qui remettent en question le couple traditionnel contre 8% des hommes. D'après les ces résultats, les femmes paraissent donc s'intéresser davantage à d'autres formes possibles de relations. Selon nous, cela pourrait être dû aux inégalités courantes au sein du couple hétérosexuel, qui désavantage les femmes dans ce type de relation et qui les pousseraient donc à réfléchir à des alternatives.

Par ailleurs, la non-exclusivité est un sujet de plus en plus traité dans les podcasts, essais et articles "féministes". Nous faisons l'hypothèse que les femmes s'informent davantage sur ces sujets, ce qui pourrait expliquer cet écart entre les hommes et les femmes très important. Par exemple, une femme que nous avons interrogée se questionne sur le sujet qui semble de plus en plus présent : « [ce sujet] me questionne oui car j'ai parfois envie d'autres personnes même si je sais que l'homme avec qui je vis, je l'aime et je me vois vivre avec lui longtemps pour toutes ses qualités. Mais je suis attirée sexuellement par d'autres hommes ou femmes. Nous en discutons avec mon conjoint car les gens qui nous entourent ont souvent des relations extra conjugales sans qu'ils soient jugés. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

La non-exclusivité semble, pour être concrétisée, demander d'abord un travail sur la jalousie et la « peur de la tromperie » fréquente dans les couples traditionnels :

« Effectivement, c'est une possibilité que je n'exclue pas. Je n'éprouve pas à l'heure actuelle de jalousie ou de sentiment possessif dans mes relations, ma crainte serait un délaissement par l'autre. Si un équilibre émotionnel et logistique (disponibilité pour se voir) est trouvé, je pense que c'est une option à laisser à la relation. Plutôt que s'interdire de tromper, nous nous disons avec mon copain « on en parle avant ». Si l'un ou l'autre à envie de tenter quelque chose avec une autre personne, on en informe tous les partis (y compris la personne tierce), on en parle et quoiqu'il arrive on assure la sécurité (test MST ou préservatif). Donc pas encore d'actualité mais oui le sujet peut m'intéresser. » Personne non-binaire hétérosexuelle de 25 ans.

« J'ai essayé à de nombreuses reprises d'être en couple exclusif, vraiment ça ne m'allait pas ! Je sentais un grand poids peser sur moi, ça ne m'arrive plus tous les quatre matins d'être très attiré pas quelqu'un, d'avoir envie d'aller plus loin, mais rien que de m'imaginer que si ça doit arriver tandis que je suis déjà en relation, alors je devrais m'empêcher de le vivre, cela me semble un grand gâchis. Avoir une connexion forte avec quelqu'un me semble une chose tellement belle et rare que je ne désire plus être dans des relations qui me l'interdirait. On a tous relativement appris à gérer sa jalousie en amitié, il me semble qu'il est également possible d'apprendre à gérer sa jalousie dans le cadre amoureux. J'aimerais quand même pouvoir échanger, discuter avec des personnes qui vivent des relations non-exclusives car je me sens assez isolée, seule sur ces questions, mais en milieu rural c'est compliqué d'en rencontrer » Femme lesbienne de 29 ans.

### *L'absence de sexualité, quelle vision de l'abstinence ont les jeunes ?*

Après nous être intéressé aux types de relations, nous souhaitons également aborder comment est vécue l'absence de sexualité par les jeunes. En effet, bien que la sexualité soit encore un sujet tabou dans notre société, son absence passé un certain âge peut surprendre, interroger, voire être considérée comme pathologique ou du moins anormale.

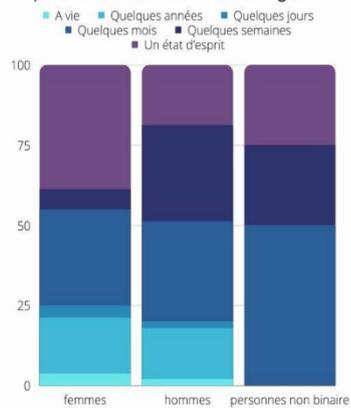
Plusieurs raisons peuvent conduire chaque personne à expérimenter une période plus ou moins longue sans rapport sexuel. Tout d'abord, il peut s'agir d'une orientation sexuelle : l'asexualité. Dans notre questionnaire, « asexuel-le » était une des réponses possibles à la question « Comment qualifiais-tu ton orientation sexuelle ». Aucun-e répondant-e n'a sélectionné cette réponse. En revanche, une personne pendant les entretiens a évoqué le fait de se placer sur le « spectre de l'asexualité » : « *Je me définis comme pansexuelle parce que je ressens du désir pour des personnes, peu importe leur genre, mais je dirais aussi que je suis quelque part sur le spectre de l'asexualité. Je ne me définis pas comme asexuelle car je ressens du désir, pour moi avoir une sexualité c'est quelque chose que j'apprécie. Après je dirais que je ne place pas le fait d'avoir des relations sexuelles comme une priorité et du coup c'est en ça que j'ai toujours senti un décalage.* » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Mis à part avec l'asexualité, nous avons abordé cette question de l'absence de sexualité par la notion d'abstinence. Le dictionnaire Larousse donne une définition de l'abstinence : « Action de s'interdire certains plaisirs, en particulier les plaisirs sexuels ; chasteté, continence. » Nous trouvons dommage de cantonner le concept d'abstinence au sens péjoratif de l'auto interdiction, pour ceci nous lui préférons la définition plus élargie de l'autrice Emmanuelle Richard dans son livre *Les corps abstinents* : « La plupart du temps, les représentations médiatiques de l'abstinence la limitent à deux aspects : soit l'abstinence voulue pour des raisons religieuses - pas de sexe avant le mariage -, très présente dans les divertissements américains, soit l'abstinence forcée - malgré tous ses efforts, une personne n'arrive pas à avoir de relations sexuelles. Dans ces représentations, l'abstinence est, sinon ouvertement moquée, au moins dépeinte comme une incongruité. Convaincue de l'existence d'une infinité d'explications autres que la religion ou l'insuccès, [je] ne relie pas non plus cette notion à un paramètre temporel. Il s'agit d'une période où un individu n'a pas de relations sexuelles avec autrui, de durée probablement plus ou moins longue en fonction du ressenti de la personne. Les raisons à l'origine peuvent être très variées. Il est possible de se sentir abstinent à partir de deux mois sans sexe comme à partir de deux ans. »<sup>23</sup> Dans notre enquête nous posons justement cette question du ressenti relatif à une notion de durée, la question était celle-ci : « À partir de quelle durée sans rapport sexuel considères tu que l'on parle d'abstinence ? ».

---

<sup>23</sup> Emmanuelle Richard, *Les corps abstinents*, Flammarion, Paris, 2020, p11-12.

Réponse à la question : " à partir de quelle durée sans rapport sexuel considères tu que l'on parle d'abstinence ? " selon le genre



D'après les résultats obtenus, le genre n'influe pas pour la majorité des durées évoquées à partir de laquelle les personnes se considèrent abstinentes. Hormis pour l'une des périodes les plus courtes. En effet, les hommes sont plus nombreux à se considérer abstinentes au bout de quelques semaines sans rapports sexuels : presque 30 % des hommes pour seulement 7 % des femmes. La réponse « un état d'esprit », qui ne fait pas référence à une durée précise est plus fréquente chez les femmes que pour les autres genres : près de 40% des femmes interrogées pour seulement 20% des hommes et 25% de personnes non-binaires.

Dans le questionnaire, nous posons également la question « pour toi est-ce nécessaire d'avoir des rapports sexuels quand tu es amoureux-se ». Les hommes sont également plus nombreux à répondre oui : 64% des hommes contre 40% des femmes, ce qui est corrélé avec la durée moindre sans rapport sexuel pour se considérer abstinent chez les hommes.

Nous faisons l'hypothèse que cet écart puisse être relié à des attentes en termes de performances qui seraient plus élevées chez les hommes. En effet, les normes relatives à la virilité se traduisent en un certain nombre d'injonctions et de mythes notamment celui du désir sexuel qui serait constant chez l'homme<sup>24</sup>.

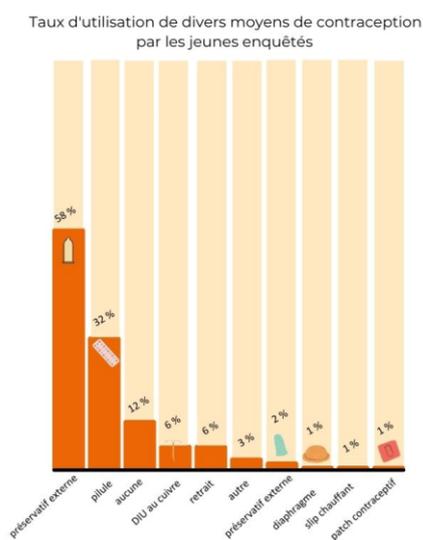
A la question « Selon-toi l'abstinence c'est ? », 60% des personnes interrogées répondent que l'abstinence est une réflexion personnelle. Cependant, cette réponse nous paraît trop englobante pour pouvoir en tirer des analyses. En effet, beaucoup de répondant·e·s ont également répondu « je ne sais pas ». Parmi les plus jeunes (14-18 ans), c'est 46% qui ont répondu ne pas savoir ce qu'est l'abstinence contre 25% des 19-24 et 9% des 25-30 ans. Cela nous semble être corrélé avec l'expérience qui croissante avec l'âge amène alors à se poser la question sur ce qu'est l'abstinence.

<sup>24</sup> Olivia Gazalé, *Le mythe de la virilité*, Robert Lafont, Paris, 2017.

## Les sources, espaces d'informations et de prévention

### Les moyens de contraception : un choix par défaut entre pilule et préservatif ?

Selon les résultats de notre enquête, le préservatif externe dit masculin et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus utilisés par les jeunes du Bocage Bressuirais. Le DIU au cuivre arrive en 3<sup>ème</sup> position mais son taux d'utilisation est très inférieur aux deux premiers.



Clé de lecture : 58% des jeunes interrogés déclarent utiliser le préservatif (seul ou combiné à une autre contraception) comme moyen de contraception

Note : Parmi les personnes n'utilisant aucun moyen de contraception, seules les personnes ayant déclaré avoir déjà eu une ou des expériences sexuelles ont été pris en compte.

Ce constat est peu étonnant car le préservatif et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus évoqués lors des interventions de prévention, ceux proposés en premier lors des consultations pour une contraception et ceux les plus accessibles. De plus, le préservatif est le seul moyen, de se protéger contre les IST. Il est à noter que la pilule est également utilisée par des personnes n'ayant jamais eu d'expérience sexuelle.

Dans les témoignages que nous avons recueillis, le préservatif externe est systématiquement mentionné. Premièrement, il existe plusieurs endroits qui permettent de s'en procurer et qui sont identifiés par les jeunes :

« Je sais qu'au lycée y'en a à l'infirmierie, par contre il n'y a que les préservatifs masculins. Sinon en grande surface ou en distributeur automatique, peut être en pharmacie je crois. Sinon sur internet. »

personne non binaire pansexuelle de 17 ans

« ça dépend si j'avais de la thune bah je vais au magasin, j'achète un paquet de préservatifs, il y en a plein. Si j'ai pas de thunes, j'allais à la maison de santé à l'université et j'avais dû demander quand j'étais au lycée à une copine d'aller en acheter ou à mes parents. Mais je crois qu'au lycée ils devaient en laisser traîner je ne sais pas trop où, peut-être dans les accueils ». Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

Ce second témoignage introduit un second aspect, il est mentionné à plusieurs reprises que l'achat de préservatif a un cout. Cependant, ils peuvent être accessibles gratuitement dans certains cas (remboursement sur prescription médicale, distribués gratuitement par des associations, dans des établissements de santé ou scolaire), ce qui facilite son accès. Bien que les préservatifs gratuits ne conviennent pas toujours, ils permettent une protection accessible au moins temporairement :

« Les préservatifs c'est un budget, ça coûte cher, [...] je me suis fait rembourser des préservatifs mais c'est pas agréable, ça sent la rose, l'horreur quoi » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Le DIU au cuivre (stérilet) suscite des craintes (douleurs, règles abondantes, grossesses extra-utérines).

« C'est un truc qui dérègle un peu, au niveau des règles c'est pas la même chose, c'est douloureux, au niveau des douleurs de règles ce n'est pas les mêmes. [...] Il y a des risques de grossesses au niveau des trompes de Fallope et c'est pas anodin comme choix » Homme cisgenre de 24 ans

Cette méthode a également été pendant longtemps considérée comme convenant aux femmes ayant déjà eu des grossesses et n'est pas proposée comme première méthode de contraception aux femmes débutant leur vie sexuelle. Souvent, avant d'arriver au stérilet, les femmes ont déjà essayé d'autres moyens :

« J'ai pris la pilule, ça ne me convenait pas parce que j'étais très tête en l'air, je sortais beaucoup et du coup je l'oubliais. Après on m'a mis un implant contraceptif qui ne m'a pas du tout convenu mais on a refusé de me l'enlever car je n'étais pas en capacité d'avoir conscience que ça m'était nécessaire. Donc à l'hôpital ils ont refusé de me l'enlever, ça a duré plus d'un an je crois, six mois un an, j'ai dû retourner chez mon médecin de famille qui a accepté de me l'arracher. Et après j'ai eu un stérilet au cuivre. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

Le préservatif interne dit féminin, le diaphragme et le patch contraceptif sont de manière générale moins connus car moins médiatisés et sont beaucoup moins accessibles. En effet, contrairement au préservatif externe, le préservatif interne n'est que très rarement proposé lors des distributions gratuites et son cout est plus élevé. Selon le Haut conseil de l'égalité, Le tarif public indicatif d'une boîte de 3 préservatifs féminins est de 8,70€ contre 1,30 € pour la boîte de 6 préservatifs masculins. Le diaphragme et le patch contraceptif représentent également un coût non négligeable et ne sont pas ou très peu remboursés par l'Assurance Maladie, ce qui représente un frein pour les jeunes.

Un témoignage est éclairant sur les raisons de la non-utilisation de préservatif interne : « Et après il existe des préservatifs féminins mais bon voilà quoi, personne n'en parle, personne ne les utilise, personne ne t'explique ». Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Le retrait, qui est une méthode peu fiable (78 % d'efficacité pratique<sup>25</sup>) revient autant que le stérilet. Cependant, il n'est utilisé comme unique méthode que par une seule personne, les autres l'utilisent en complément au préservatif et/ou à la pilule ou au DIU. Parmi les réponses « autres », la symptothermie également reconnue comme peu fiable (Elle est fiable à 98% mais pour atteindre ce

<sup>25</sup> Selon le site <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>

taux, elle nécessite une formation de plusieurs mois et une application extrêmement rigoureuse<sup>26</sup>) a été mentionnée en complément à d'autres méthodes.

12% des jeunes ayant déjà eu une ou des expérience(s) sexuelle(s) déclarent n'utiliser aucun moyen de contraception. Nous n'avons pas récolté d'information sur leur sexualité au moment de la réponse au questionnaire, ni sur le désir de grossesse. Ainsi, il n'est pas possible de connaître la proportion de sexualité à risque de grossesse et/ou d'IST parmi ces jeunes interrogés. Il est cependant à noter que parmi les personnes n'utilisant aucun moyen de contraception, la moitié sont des hommes hétérosexuels, nous pouvons donc présumer qu'une part d'entre eux laissent la charge de la contraception à leur(s) partenaire(s). En effet, mis à part le préservatif masculin dont nous avons déjà parlé, les contraceptions masculines sont confidentielles et très peu utilisées (slip chauffant, vasectomie). Parmi les jeunes interrogés, seulement une personne déclare utiliser un slip chauffant en complémentarité du préservatif masculin. Lors des entretiens, un homme a témoigné au sujet des contraceptions masculines. Il mentionne leurs caractères confidentielles et/ou peu pratiques :

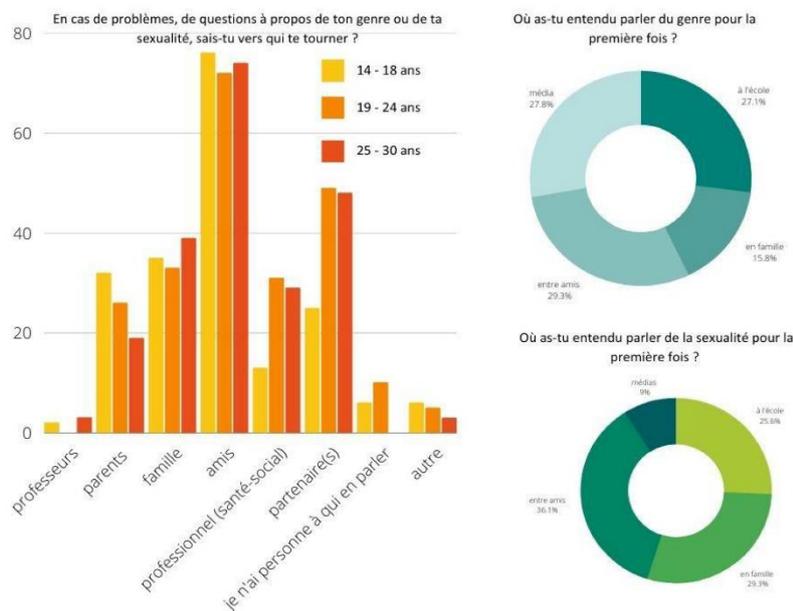
*« Je sais qu'il y a plein d'autres moyens pour la contraception masculine maintenant, il y a le slip chauffant, qui permet de faire remonter les testicules à l'intérieur mais j'ai l'impression que ça reste assez confidentiel et on ne m'en a jamais vraiment trop parlé. En plus je ne sais pas trop à quel moment je pourrais le faire, et puis il faudrait que ça soit des caleçons, il faut que ça soit confortable parce que déjà ça ne doit pas être très agréable donc il faudrait que le reste soit quali quoi. Et après il y a euh ... apparemment aux Etats Unis ils font très bien, ils sont assez doués dans tout ce qui est vasectomie, après en France apparemment c'est assez compliqué, c'est assez définitif alors qu'aux Etats Unis ils sont plus agiles à ce niveau-là, pour faire en sorte que ça soit moins définitif quoi, ils sont plus 70/30, fin 70% de réussite aux Etats Unis et 30 % en France, enfin de ce que disait ma copine, ça me paraissait quand même euh ... parfois je me dis que si un jour ça devenait compliqué... »*  
Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Pour conclure, les jeunes du Bocage Bressuirais utilisent quasi systématiquement les moyens de contraception et de protection, ce qui montre qu'ils agissent en conscience des risques liés à la sexualité. Cependant, nous pouvons nous poser la question du réel choix laissé aux jeunes dans la gestion de leur intimité et de leur corps parmi les différentes options possibles. En effet, le recours massif au préservatif et à la pilule peut être le symptôme d'un choix « par défaut », possiblement par manque d'information effectuée volontairement ou non par les différents professionnels de santé sur les différentes méthodes contraceptives et en raison des coûts liés aux autres contraceptifs.

---

<sup>26</sup> Selon le site <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>

## Vers qui se tournent les jeunes pour parler et s'informer aux sujets liés au genre et à la sexualité ?



### Les proches sont les interlocuteurs privilégiés des jeunes

Les amis occupent une place très importante tout au long de la vie des jeunes enquêtés. Ils sont les personnes avec qui les jeunes ont leurs premières discussions autour de la sexualité (pour près de 40% des jeunes c'est entre amis qu'ils ont entendu parler de la sexualité pour la première fois) et restent des interlocuteurs en cas de questions ou de difficultés plus tard dans la vie sexuelle (les 3/4 peuvent se tourner vers leurs amis en cas de problèmes ou de question à propos de leur genre ou de leur sexualité).

Un témoignage remarque toutefois qu'aborder la sexualité et les sentiments "entre mecs" est plus difficile qu'avec des femmes :

« C'est cliché mais essayer d'aborder des sentiments avec d'autres hommes cisgenre c'est souvent très compliqué. [...] systématiquement je me suis tourné vers des femmes pour parler de sexualité et avec des hommes moins souvent, mon meilleur ami il n'y avait pas de problèmes, ça arrivait régulièrement qu'on en parle. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Cependant, parler de ces sujets uniquement entre amis expose au risque que personne ne soit correctement informé et de reproduire des stéréotypes notamment vu dans les contenus pornographiques.

« J'ai dû parler sexualité avec mes copines les premières fois et très mal informée pour le coup ça c'est une certitude, avoir pleins de stéréotypes sur ce qu'était la sexualité. Savoir qu'il fallait se protéger mais sans vraiment comprendre pour pourquoi et comment, peut-être un peu influencée par la pornographie. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Les parents et la famille sont également des interlocuteurs. Pour les plus jeunes, âgés de moins de 18 ans, les parents semblent davantage parler de sexualité avec leurs enfants. En effet, la famille est le deuxième endroit le plus cité après « entre amis » où les jeunes de 14 à 18 ans ont entendu parler de sexualité pour la première fois (pour les plus de 18 ans, la deuxième réponse la plus citée après « entre amis » est « à l'école »). Pour certain·e·s, le sujet est abordé en famille mais plutôt avec les frères et sœurs, dont les vécus sont plus proches et avec qui le sujet est moins tabou :

*« Mes parents ne m'en ont jamais parlé, c'était tabou. Je me revois à 12 ans recroquevillée à lire le guide du zizi sexuel que ma sœur m'a offert. [...] Dans l'ensemble je parlais de ces choses-là plutôt avec mes amies, ou mes sœurs. Pour parler de sexualité, c'est un travail sur soi avant d'être à l'aise pour en parler avec d'autres. »* Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

En cas de problèmes ou de questions, les jeunes se tournent également en priorité vers leur famille et leurs parents (arrivent en 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> positions après les amis et les partenaires), quel que soit leur âge. Même si la part des parents et de la famille reste importante chez les jeunes âgés de plus de 18 ans (plus d'1 jeune sur 5 de plus de 18 ans se tourne vers ses parents et plus d'1/3 vers des membres de leur famille), ils se tournent néanmoins plus fréquemment vers d'autres interlocuteurs (partenaires et professionnels de santé).

Les jeunes se tournent donc en priorité vers leurs proches en cas de question et de problèmes liés au genre et à la sexualité.

#### Les professionnels : des interlocuteurs qui semblent délaissés par les jeunes du territoire

Seulement 22% des personnes interrogées se tournent vers des professionnels de santé et cela concerne davantage les plus de 18 ans (autour de 30%). Ce phénomène ne semble pas concerner seulement le genre et la sexualité. En effet, selon une enquête réalisée par Jeudevi dans le cadre du PIA Les Jeunes s'en mêlent sur les territoires du Bocage Bressuirais et de la Gâtine, les jeunes s'adressent en priorité à leur famille et cherchent des informations sur internet lorsqu'ils recherchent des informations ou ont besoin de conseil avant de s'adresser à des professionnels (arrivent en 4<sup>ème</sup> position après les amis). Cela est encore plus marqué pour la question « à qui les jeunes s'adressent en cas de coup dur » car si les jeunes s'adressent pour plus de 75% d'entre eux à leur famille ou à leur amis, les professionnels ne représentent alors que 10% des interlocuteurs. Le non-recours aux professionnels pose donc question alors qu'ils pourraient être des interlocuteurs privilégiés.

Pour en revenir au sujet de notre diagnostic, cela peut s'expliquer sur notre territoire par un manque de professionnels de santé (pour rappel, il n'y a pas de gynécologue en consultation libérale sur le territoire et le nombre de médecin généraliste libéral est inférieur à la moyenne française). Une autre raison peut l'expliquer. Dans les témoignages il a été question de violences gynécologiques et de non prise en compte de l'identité et des envies de personnes par des personnels soignants. Il a toutefois été question des sage-femmes (dont le nombre sur le territoire est supérieur à la moyenne française) qui sont perçues comme étant plus à l'écoute que des gynécologues et qui semblent donc être des interlocutrices privilégiées notamment en ce qui concerne la prescription de moyens de contraception.

« Un gynécologue m'a prescrit une pilule, après j'ai testé l'implant qui m'a pas du tout convenu et ça a été une galère monstre parce que quand ça ne convient pas à une femme il faut toujours trois plombes avant qu'il t'arrive quelque chose et qu'on daigne bouger le petit doigt. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

« J'ai subi un avortement parce que j'ai eu des complications et je suis tombée sur un médecin qui était contre l'IVG et ça ce n'est pas tolérable, qui m'a fait écouter le cœur du bébé juste avant de partir me faire opérer, c'est interdit. Et un mois avant avec mon conjoint on avait vu une gynéco qui nous avait dit « écoutez, vous êtes mignons, vous êtes jeunes, gardez-le ». C'est juste pas tolérable mais c'est, je pense, une réalité beaucoup plus présente qu'on peut le penser. Et du coup moi vraiment, je l'ai toujours dit, j'ai été sauvée par une sage-femme qui s'est interposée contre le gynéco parce que ce soir-là le gynéco ne voulait pas opérer, j'allais y passer. Il ne voulait pas m'avorter parce que ça réveillait l'anesthésiste qui était un homme également, qui n'en avait rien à foutre et c'est la sage-femme qui s'est interposée. Heureusement qu'il y a encore ces femmes qui sont engagées et c'est de moins en moins parce que qui dit engagement dit risque et tout est lié à l'argent aujourd'hui donc les gens ne veulent pas perdre leur boulot quoi. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

« Après avec ma copine, on est allé voir une sage-femme qui nous avait été recommandée parce que sa gynéco n'avait pas l'air très sympathique et pas respectueuse de ses envies et de ses droits et de ce qu'elle semblait, de son identité quoi. Sa sage-femme l'avait bien conseillée et lui avait prescrit un stérilet. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Ce type de situations vécues peut donc amener les jeunes à moins consulter pour ne pas risquer de subir ce type de violence.

Si l'école est le lieu où ¼ des jeunes ont déclaré avoir entendu du parler du genre et/ou de la sexualité pour la première fois, les professeurs ne sont que très peu mentionnés comme personnes ressources en cas de problèmes ou de questions. Seulement 3 jeunes ont répondu se tourner vers les professeurs en cas de problèmes ou de questions, alors qu'il pourrait y avoir des discussions à ces sujets avec les professeurs. Cela nous pose question : est-ce dû à un tabou dans l'éducation nationale ? Un manque de formation des professeurs ? La question de la charge de travail est également soulevée, les professeurs ont déjà beaucoup de missions, devrait-on leur ajouter du travail ? Cependant, selon nous l'école ne devrait pas seulement être un lieu où seules des connaissances sont enseignées mais également l'apprentissage du vivre ensemble et donc où le genre et la sexualité devraient être abordés. Lors de notre soirée débat organisée en 2021, les cours d'éducation sexuelle ont été évoqués, pour certains il s'agit seulement d'aborder la sexualité à des fins reproductives ou pour la prévention contre les IST. La sexualité comme moment de plaisir et de découverte du corps n'est que rarement abordé en classe alors qu'il s'agit d'un des aspects les plus importants selon les personnes qui ont pris la parole.

Un témoignage raconte la chance d'avoir eu une professeure de SVT qui parle de clitoris et de consentement mais seulement lorsque le sujet vient dans le programme qui est selon la personne interrogée mal fait :

« Peut-être qu'à l'école on n'en parlait pas assez, peut-être que l'école ce n'est pas un lieu pour ça aussi. C'est peut-être ce qu'on peut en vouloir à l'école, de ne pas avoir de programmes adaptés, c'est ce que je me rends compte avec le recul, de ne pas avoir eu à part une prof de SVT au lycée qui était au taquet pour nous parler de clitoris, de consentement et tout ça mais c'était quoi, une heure et demie par semaine et quand c'était le gros sujet, le gros chapitre et qui en profitait pour gratter

28

quelques minutes pour en parler mais les programmes sont mal faits, il n'y a pas le temps. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

### Internet, un moyen de pallier le manque de lieux ressources et de soutien physique sur le territoire ?

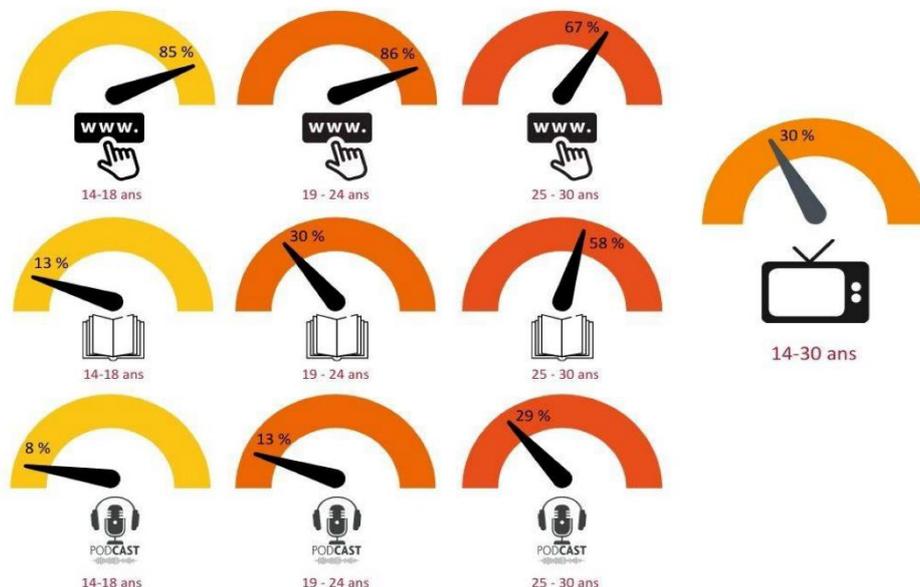
6% des personnes interrogées n'ont personne à qui parler en cas de question ou de problèmes au sujet de leur genre ou de leur sexualité. Cela est préoccupant, d'autant plus que cela concerne des jeunes âgés de 14 à 24 ans. En effet, les plus jeunes sont encore en construction de leur identité et c'est à cet âge en particulier que les besoins d'avoir des interlocuteurs sur ces sujets sont les plus forts.

La moitié des jeunes interrogés dans notre enquête pensent qu'il faudrait plus d'espaces d'information, d'écoute et de prévention sur les sujets liés au genre et aux sexualités sur le territoire. Cela reflète donc un réel besoin. Cependant, dans les témoignages que nous avons pu récolter, plusieurs personnes se questionnent sur la nécessité de lieux spécialisés sur ces sujets. En effet, plusieurs personnes pensent que si de tels lieux existaient elles ne franchiraient pas forcément le cap d'y aller ou n'en ressentent pas spécialement le besoin. Une autre raison évoquée par les jeunes est qu'en milieu rural, du fait qu'il y ait une densité plus faible d'habitants, il y a proportionnellement moins de personnes concernées par les questions relatives aux minorités de genre et sexuelles. Des lieux spécialisés pourraient être donc moins fréquentés que dans des plus grandes villes et rendrait donc moins légitime leur implantation, même si le besoin s'en fait ressentir par certains :

« est qu'il y en a assez je ne sais pas parce que enfin j'ai pas eu le besoin de rencontrer quelqu'un en physique sur ce sujet là ou avoir quelque chose de plus officiel on va dire. Mais en tout cas il ne me semble pas avoir vu de lieu d'écoute en particulier LGBT. J'ai pas été personnellement ou alors je connais très peu des gens qui ont été harcelés qui ont eu des problèmes par rapport à leur genre ou sexualité. Donc pour moi personnellement j'en éprouve pas le besoin on va dire mais en tout cas ce que je vois c'est qu'il n'y en a pas à l'heure actuelle. » Personne non binaire de 17 ans pansexuelle.

« C'est toujours bien d'avoir un lieu, une safe place où on peut parler de ça. Après il y a déjà des lieux d'écoute comme l'Agora par exemple mais du coup c'est assez général [...] On peut rattacher des problèmes qu'on a par rapport à ça à quelque chose de plus général on va dire. Mais par contre j'estime qu'ils sont capables d'être bienveillants dans des lieux d'écoute comme ça. Mais vu que déjà la communauté LGBT c'est une minorité et qu'on a une densité plus faible, est ce que ... c'est un peu embêtant à dire mais est-ce que ça « vaudrait le coup » d'avoir un endroit spécialisé dans ça quand y a pas tant de personnes qui en sentent le besoin peut être ? Et que ouais de toute façon c'est les systèmes qu'on a, j'ai l'impression qu'en milieu rural on a quelque chose très générale qui regroupe plein de choses et que dans des grandes villes ça serait plus spécialisé du coup. » Personne non binaire de 17 ans pansexuelle.

## Où trouves-tu des informations sur le genre et la sexualité ?

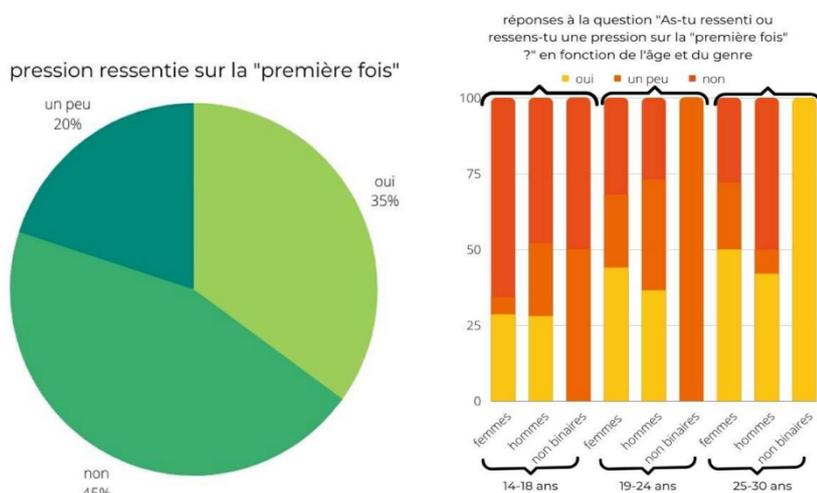


Du fait qu'il n'existe pas de lieux ressources spécialisées sur le sujet, pour leur recherche d'informations les jeunes se tournent donc vers d'autres sources.

Internet et les réseaux sociaux occupent une place écrasante, autour de 85 % pour les 14-24 ans dont plus de la moitié les utilisent comme unique source pour leur recherche d'information sur le sujet et 67 % pour les 25-30 ans. La télévision et les séries sont également une source d'information pour 30 % des jeunes quel que soit l'âge. Les plus âgés diversifient davantage leurs sources. En effet, la moitié d'entre eux utilisent également les supports papier (essais, romans, magazines, revues) et un quart écoute des podcasts. Ces supports sont moins fréquents chez les plus jeunes : moins de 15 % des 14-24 ans écoutent des podcasts pour s'informer sur les questions de genre et sexualité. L'utilisation des supports papier augmente légèrement avec l'âge si seulement 13 % des moins de 18 ans lisent pour s'informer sur ces sujets, c'est 30 % des 18-24 ans.

## Les pressions sociales autour de la sexualité vécues par les jeunes

### Les pressions à « faire sa première fois »



Quasiment les deux tiers des personnes répondantes, quelle que soit leur orientation sexuelle, indiquent avoir ressenti de la pression à « faire leur première fois ». Cela représente même un individu sur deux si on prend en compte les personnes ayant répondu "un peu de pression". Entre 14 et 18 ans, les hommes semblent ressentir un peu plus de pression que les femmes du même âge (les hommes sont moins nombreux à avoir répondu « non » que les femmes).

Cela est préoccupant car peut potentiellement provoquer des expériences mal vécues, les personnes pouvant être amenées à vouloir se débarrasser d'une virginité trop lourde à porter. Deux des témoignages récoltés abondent en ce sens :

« Oui j'ai ressenti une pression lors de ma première fois car les filles et les garçons autour de moi l'avaient déjà "fait" donc je me suis empressée de coucher avec n'importe qui. (...) Je n'étais pas en confiance la première fois » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

« Avec le recul, j'avais très envie d'essayer et en même temps ça s'est tellement mal passé que c'était gâché voilà. C'était pas royal, je me suis mis la pression tout seul, personne ne m'avais mis la pression pour quoi que ce soit, c'était que les gens en parlaient, ça avait l'air sympa, et en même temps j'étais gavé au porno (...) » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Une pression peut également intervenir plus tôt que celle autour du premier rapport sexuel. Deux personnes nous rapportent notamment une pression au collège autour du fait d'embrasser la personne avec qui elles étaient en couple :

« Plus tôt, au collège, le jeu était d'aligner les couples et de leur demander de s'embrasser « en mettant la langue » après le décompte. J'ai refusé. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

« En sixième j'ai été en couple avec un garçon mais je n'étais clairement pas amoureuse de lui car c'était pour faire comme mes copines. Et il m'a mis une très grosse pression pour qu'on s'embrasse sinon il m'avait dit qu'il me quittait et moi je n'en avais pas vraiment envie même si j'étais un peu curieuse comme tout le monde en parlait, que ça avait l'air génial et que mes copines disaient que c'était bizarre que je ne veuille pas. Et donc au final je l'ai fait mais je n'ai pas vraiment apprécié ce moment et maintenant je me dis que là ce n'était qu'un bisou mais ça aurait pu aller plus loin si on avait été un peu plus âgés. » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Les plus jeunes semblent moins ressentir cette pression que les autres, mais elle est quand même présente chez une personne sur deux pour les hommes et les personnes non binaires, et une personne sur trois chez les femmes. D'après un témoignage, la pression semble cependant s'atténuer avec le temps :

« J'ai perçu cette pression du « tu l'as déjà fait ? ». Cependant, passé un certain âge (vers 20 je dirais), la pression s'atténue car les personnes doivent partir du principe que oui ou que l'on est un cas désespéré. [...] A 18 ans je m'inquiétais de n'avoir jamais embrassé, d'être capable d'aimer quelqu'un. A 23 ans, je m'impatais et me demandais si je pouvais céder au « coup d'un soir » et au fond de moi je sais que je ne pourrai pas. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans

Tout cela traduit d'un univers où la sexualité est ressentie comme un passage obligé, une norme, un "devoir". Une pression encore très présente dans la société, qui peut être de groupe (les copains l'ont fait) ou plus générale, insidieuse. En effet, dans la culture cinématographique, les séries, les romans à destination d'un public adolescent, l'étape de la "première fois" est souvent représentée d'une manière similaire : vécue comme un enjeu de prestige social, ce qui constitue une norme.

#### *Les pressions à avoir une sexualité « régulière »*

Au moins un quart des personnes sondées ressentent au moins un peu de pression à avoir une sexualité régulière. Lorsque nous les avons interrogés au sujet du consentement, les jeunes ayant répondu (environ la moitié des répondant-e-s au questionnaire ont répondu à la question qui était facultative) semblent être bien informés. Il s'agit pour eux de quelque chose d'essentiel qui dépasse parfois le seul cadre des relations sexuelles et intimes.

« Le consentement est le fait que chaque personne doit répondre d'accord que l'Autre vienne intégrer sa bulle/sphère intime. On ne force pas les enfants à leur faire de bisous ou de câlins s'ils n'en n'ont pas envie, ça passe déjà par la petite enfance ! Si bien que peu importe l'âge, on ne nous approche pas si on ne le souhaite pas (que ce soit un bisou, un câlin, ou avoir une relation sexuelle). » Femme hétérosexuelle de 27 ans (réponse issue du questionnaire)

Les témoignages mentionnent le fait de demander et de respecter les « oui » et le « non » des partenaires, de manière claire et libre.

« Toutes les personnes concerné.e.s doivent être d'accord. Ni forcé.e.s, ni fortement conseillé.e.s, ni menacé.e.s, ni jugé.e.s ... le choix de dire oui ou non ! » Personne pansexuelle de 18 ans (réponse issue du questionnaire)

La communication est un aspect important pour beaucoup, qui évoquent le fait que les partenaires doivent se parler pour échanger sur leurs attentes, leurs désirs et se mettre d'accord. Certain-e-s

vont au-delà de la communication verbale en parlant de ressenti, ce qui rend parfois plus complexe l'interprétation.

« *Ce n'est pas seulement le fait de dire oui, c'est ressentir si la personne en a vraiment envie.* »  
Femme hétérosexuelle de 23 ans. (Réponse issue du questionnaire)

« *Le consentement c'est se dire l'un à l'autre ce dont on a envie à tout moment, quel que soit le moment du rapport, avant, pendant, après et savoir s'arrêter s'il n'y a pas consentement, le comprendre et puis en parler. Prendre le temps d'y réfléchir et de savoir ce qu'il se passe. Si on ne sait pas ce qu'il se passe s'arrêter, parfois juste ne pas savoir ce n'est pas le consentement. C'est pas toujours facile au début, même à distinguer, c'est quelque chose de subtil* »  
Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

#### Nuage de mot reprenant ce qu'évoque le consentement chez les jeunes interrogés



Cependant, du fait de cette pression, il est difficile de discerner à quel point le consentement est respecté, où se situe le réel désir ou l'envie de coller aux attentes de la société.

Deux témoignages nous éclairent d'ailleurs sur le décalage entre la théorie du consentement qui peut être abordée dans les livres ou autres ressources auxquelles les jeunes ont accès et la réalité :

« *là-dessus [le consentement] j'ai l'impression de réciter un bouquin mais euh voilà c'est comme ça que j'ai appris ce que c'était. Mais c'était assez tard par rapport à ce que moi j'ai vécu c'était plus après mes premières expériences que j'ai appris ça. Donc dans mes premières expériences parfois ça s'est mal passé ou elles n'ont pas été fructueuses parce que moi ou l'autre n'était pas sûr de ce qu'on voulait ou on n'avait pas ... Enfin, voilà, il y avait beaucoup de flou ou de difficultés à ce sujet-là.* »

Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Ainsi, la vision qu'on les jeunes de la sexualité en général et de leur propre sexualité peut également influencer cette pression ressentie.

« *Il y a autant de sexualités que de personnes, c'est différent en fonction des partenaires aussi. C'est très large. Ça demande d'être à l'aise avec son corps. Ça demande aussi beaucoup de déconstruction*

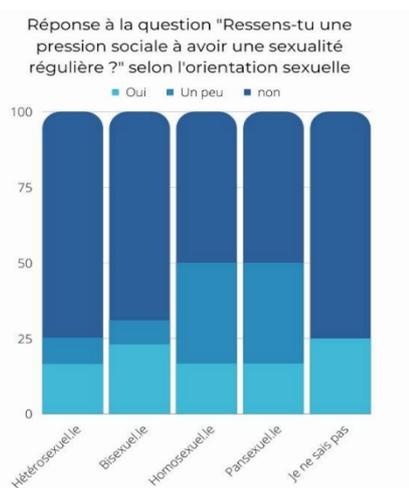
de qui on est vraiment, qui on aimerait être. Il n'y a pas que la pénétration, le plaisir masculin. La déconstruction se fait à deux, c'est beaucoup de travail. Aussi entre ce qu'on dit et pense et la réalité, plus restreinte. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

Cette personne poursuit son témoignage par la peur de décevoir son partenaire. « Je ne me sens pas totalement libérée, j'ai peur de décevoir. Dire oui ou non demande d'arriver à communiquer et se libérer, ce qui n'est pas si facile. »

Un autre point est évoqué dans plusieurs témoignages : la pression par les pairs lors de jeux ou de discussions basées uniquement sur l'aspect performance de la sexualité.

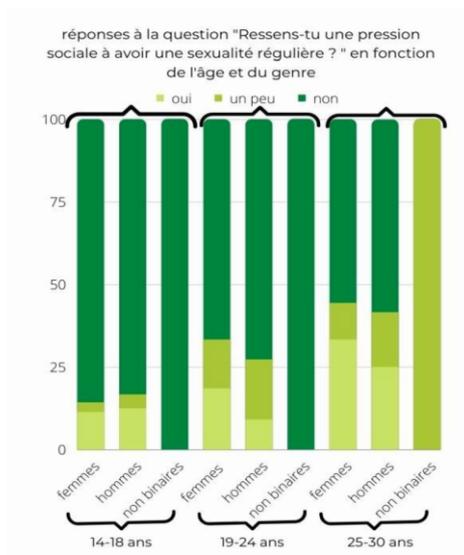
« A cause de certains jeux débiles, le piccolo par exemple, avant je pensais qu'il fallait faire l'amour plusieurs fois par semaine pour être épanouie. Il y a certaines pratiques aussi, si on ne fait pas certaines choses, on peut être vu comme coincé, has been. Comme si, si on n'avait pas tout essayé, on n'est pas cool. Mais ça nous regarde si on n'a pas envie, on n'a pas de comptes à rendre. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

« Pour ma part, je suis peu attirée par les pratiques bucco-génitales. [...] Lors des études supérieures, les filles du bus sondaient « t'as déjà avalé ? ». Il y a certaines discussions où je ne peux participer et je suis à l'écart mais c'est pour le mieux car aborder la sexualité sous cet angle de la comparaison et du sondage ne me plaisait guère. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans



Selon les résultats de notre questionnaire, cette pression est davantage ressentie parmi une partie des personnes LGB (homosexuel·le·s et pansexuel·le·s). En effet, 75% des personnes se définissant comme hétérosexuelles ont indiqué ne pas ressentir de pression à avoir une sexualité régulière (25% des hétérosexuel·le·s ressentent donc de la pression). Contre 70% des personnes se définissant comme bisexuelles (30% ressentent de la pression), et 50% des personnes homosexuelles et pansexuelles (50% ressentent de la pression).

Cette pression ressentie pourrait être due à l'envie d'appartenir à une norme en compensation de faire partie d'une minorité.



D'après les résultats de l'enquête les personnes de plus de 25 ans ressentent plus de pression à avoir une sexualité régulière que les 14-24 ans. La différence étant faible, nous supposons qu'il s'agit peut-être d'un effet d'âge et d'avancée dans la vie.

### Les pratiques taboues : les jeunes entretiennent-ils un rapport serein au corps et à la sexualité ?

La moitié des répondant.e-s déclarent ne trouver aucune pratique taboue. Parmi ces personnes, les hommes sont plus nombreux : 66% des hommes ont répondu aucune contre 47% des femmes.

Les pratiques les plus taboues sont la sodomie et la pratique du BDSM.

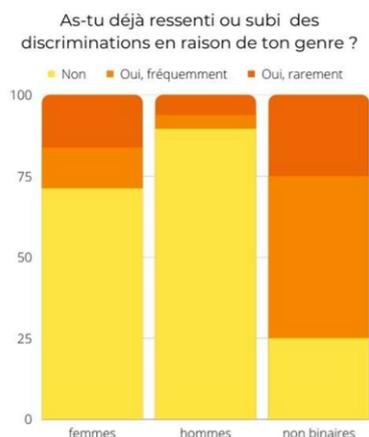
La différence entre hommes et femmes quant à leur rapport au sexe solitaire est flagrante. En effet, cette dernière pratique est un tabou uniquement chez les femmes, 17,5% des femmes considèrent la masturbation taboue contre 0% chez les hommes. La masturbation chez les hommes est présente dans la culture populaire alors que pour les femmes elle reste encore très largement invisible. Ce manque de représentation, associé à de nombreuses stigmatisations autour de la sexualité féminine entraîne encore un tabou chez les jeunes femmes. Cela nous semble traduire d'un rapport au corps qui reste plus problématique pour les femmes sur notre territoire.

Chez les plus jeunes, soit les 14-18 ans la pratique la plus tabou est "les sexto". Cette pratique est de plus en plus représentée, notamment pour les conséquences qu'elle peut engendrer (Revenge porn). Les cours d'éducation à la sexualité et les médias s'emparent de ces sujets. Les jeunes qui y sont plus confrontés, sont donc plus conscients des conséquences qui peuvent être parfois dramatiques pour les personnes visées.

## L'expérience des discriminations

Le mot « discrimination » a pour origine étymologique le latin *discriminis*, qui signifie différence ou distinction. Son sens s'est restreint depuis les années 1950 pour prendre le sens négatif qu'on lui connaît aujourd'hui<sup>27</sup>. Dans le langage courant, la discrimination est le fait de traiter de manière inégale et défavorable un ou plusieurs individus en se basant sur des critères variables. De manière plus précise, il s'agit de distinguer une personne en raison de son appartenance à un groupe social en fonction de caractères définis dans les textes juridiques.

### Les discriminations en raison de l'identité de genre



A la question « as-tu déjà été discriminé en raison de ton genre ? », les femmes sont 29% à avoir répondu oui, contre 10% des hommes. Les personnes non binaires, quant à elles, ont répondu oui à 75%. On note donc une grande disparité, déjà entre les hommes et les femmes. Et un gouffre en ce qui concerne les personnes non binaires, qui subiraient bien plus fréquemment des discriminations en raison de leur genre. Les hommes seraient les moins touchés par les discriminations liées au genre, ce que corrobore ce témoignage que nous avons recueilli auprès d'un homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans : « *Non je suis un mec cisgenre qui correspond plutôt au modèle donc on ne m'a jamais trop emmerdé, on ne m'a jamais insulté parce que j'étais un homme.* »

Parmi les témoignages faisant état de discriminations liées au genre féminin, parmi les personnes que nous avons enquêté plusieurs font référence au monde du travail :

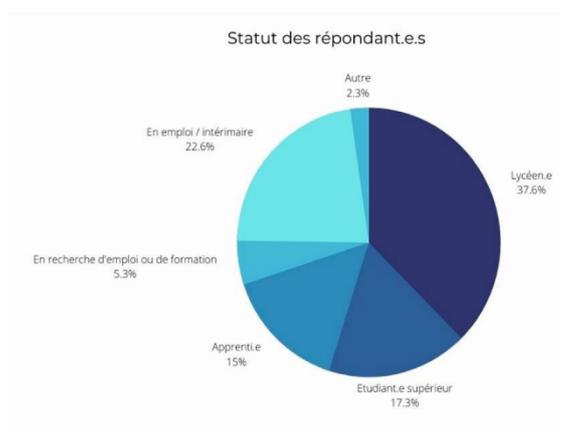
« *Oui, dans le cadre du travail, je suis une femme et j'ai souvent vécu des réunions où les hommes se parlent entre hommes.* » Femme cisgenre bisexuelle de 27 ans

<sup>27</sup> Centre National de Ressources Textuelles et Linguistiques, Ortolang, « discriminations », URL : <https://www.cnrtl.fr/definition/discrimination> [consulté le 7/03/2022].

« Dans le travail oui, mon copain a été embauché 1 mois plus tôt que moi dans la même entreprise. Certains milieux sont encore très genrés (les garçons pour brasser de la palette, les filles au conditionnement car plus soigneuses). Et il y a des réflexes dans la société que je remarque : à l'achat de MON opinel, les vendeurs se tournaient plutôt vers mon copain. Une parole que je sens moins écoutée en tant que femme dans les groupes est aussi une impression qui revient. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

Ces témoignages font état de difficultés. Cependant, d'un point de vue juridique ces témoignages ne nous permettent pas de les caractériser. En effet, il faudrait pour cela la preuve que ces traitements soient réalisés dans le but d'écarter sciemment les femmes. Un témoignage va dans ce sens « Difficile à dire si l'on est victime de discrimination, les situations sont rarement si explicites et la discrimination ne se dit pas. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

Cependant, en référence au sens courant du terme discrimination, nous trouvons étrange que les femmes aient si peu répondu "oui" ou "oui, rarement" à cette question étant donné les inégalités encore présentes. D'autant plus que dans la littérature les discriminations que subissent les jeunes femmes en milieu rural en raison du genre sont bien présentes, notamment lors de la recherche d'emploi<sup>28</sup>. Cependant, cela peut être dû au milieu social dans lequel évoluent les personnes enquêtées. Dans l'ouvrage *Les filles du coin*, il s'agit de personnes plutôt précaires, classes sociales que nous n'avons pas forcément touchées par notre enquête. En effet, dans le questionnaire, nous n'avons pas demandé la classe sociale des parents, seulement le statut des répondant.e.s et les personnes ayant témoigné lors des entretiens sont toutes diplômées.



Deux hypothèses pourraient en découler. La première serait que les choses ont effectivement évolué dans le bon sens, et ces femmes ont pu ne vivre aucune situation de discrimination. Ou bien, peut-être en ont-elles vécu mais n'en n'ont pas entièrement conscience, et cela pourrait avoir plusieurs explications possibles. Peut-être ont-elles vécu certaines discriminations, mais sans les identifier

<sup>28</sup> Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, Paris, 2021, p.146-153.

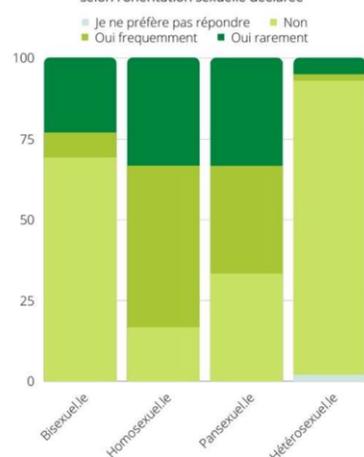
comme telles. Ou bien, elles ont pu ne pas associer certaines situations désagréables qu'elles ont pu vivre au fait qu'elles soient des femmes. Ou encore, elles se disent qu'il y a plus grave, et n'y ont pas prêté attention. De plus, le terme discrimination est lié au caractère inscrit dans la loi qui les interdits, les rendant parfois plus insidieuses et moins faciles à caractériser pour les personnes qui les subissent.

Les personnes non binaires disent subir, quant à elles, plus fréquemment des discriminations en raison de leur genre. Une raison que l'on pourrait évoquer est le fait que la non-binarité a été mise en lumière relativement récemment, et tout ce qui semble nouveau et différent, à l'écart des normes de la société fait peur. Il faudra très certainement du temps pour que la société dans son ensemble intègre la diversité des identités de genre.

« Je me souviens que toute petite, je ne portais que des pantalons, j'étais pas du tout à l'aise dans les habits typés féminins et un jour on m'a donné à porter une robe du coup j'ai porté une robe pendant toute la journée et apparemment je suis revenue à la maison j'étais très fâchée car du coup mes amis ont compris que j'étais pas un garçon. J'étais une fille, du coup ils ne voulaient plus jouer avec moi. » Personne non binaire de 17 ans parlant de son genre assigné à la naissance

### Les discriminations liées à l'orientation sexuelle

réponses à "As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ton orientation sexuelle réelle ou présumée ?" selon l'orientation sexuelle déclarée



Cette question met en lumière le fait que des personnes LGBT interrogées se considèrent comme victime de discriminations en raison de l'orientation sexuelle. Malgré le faible nombre de personnes interrogées en raison de la taille de notre échantillon, 83% des personnes homosexuelles disent avoir déjà été discriminées. C'est 50% qui le sont fréquemment et 33% rarement.

Selon Santé publique France, c'est 35% des personnes LGBT qui déclaraient avoir été victime de discrimination au cours de leur vie en raison de leur orientation sexuelle<sup>29</sup>. Ainsi, les chiffres de notre

<sup>29</sup> Discriminations : un enjeu majeur de santé publique, Santé Publique France, 17 mai 2021.

enquête sont beaucoup plus élevés. Nous nous interrogeons sur les causes, cela est peut-être dû à la spécificité rurale de notre territoire ou le mot discrimination n'a peut-être pas été interprété de la même manière par les répondant·e·s à notre enquête et à celle de santé publique France. Ces discriminations sont difficiles à caractériser comme telles au sens juridique car l'identité n'est pas nécessairement visible ou revendiquée. Cependant, des témoignages recueillis montrent que des personnes LGB sur le territoire ont vécues des situations violentes en raison de leur identité.

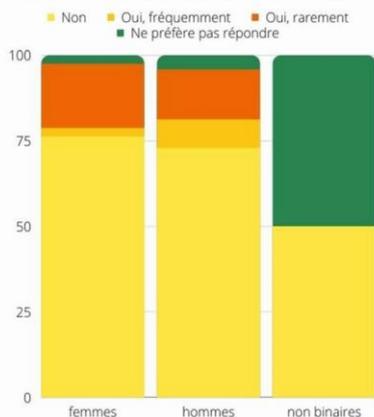
Une personne témoigne d'une agression qu'elle a subi : « *Quand j'avais 17 ans, un jour dans le jardin collectif d'un petit immeuble de deux étages. On pique-niquait avec des amies. A un moment donné avec ma copine on s'est embrassées, et la voisine de l'étage du dessus est alors sortie à sa fenêtre en nous criant presque « vous êtes dégueulasses, ça me dégoûte ». Je crois qu'on a été trop choquées pour réagir. On n'a pas compris comment quelqu'un avait pu nous dire ça, comment c'était possible, on était sidérées. C'était la première fois que je subissais une agression homophobe aussi directe.* » Femme lesbienne de 29 ans.

Une autre témoigne de remarques homophobes moins directes : « *Oui, alors ce n'était pas forcément direct mais y'a plein de moment où j'ai entendu des remarques homophobes alors que je n'étais pas out moi-même et ça a renforcé le fait que j'ai mis du temps avant de comprendre que je n'étais pas hétéro alors que j'étais pourtant attirée par des femmes. Après ça n'a jamais été directement contre moi mais plusieurs fois des personnes avec qui je pratiquais des activités sportives ont fait des remarques homophobes et ont cherché ma complicité alors que j'étais concernée donc je ne me suis pas sentie en confiance.* » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans

Les personnes se définissant comme bisexuelles ont quant à elles répondu être fréquemment discriminées pour 7% d'entre elles ou bien, rarement pour 15%. Ce chiffre plus bas pourrait s'expliquer par le fait qu'être bisexuel peut passer plus inaperçu, notamment si la personne est en couple avec un individu du genre opposé. Il est cependant à noter que les personnes bisexuelles sont amenées à vivre des discriminations propres à leur orientation différente de celles vécues par les personnes homosexuelles. Les chiffres de notre enquête relatifs à la bisexualité concernant les discriminations sont plus bas que les chiffres nationaux (santé public France). Ainsi, nous pouvons nous poser la question sur une meilleure acceptation de cette orientation sexuelle chez les plus jeunes ou sur notre territoire par rapport à des données nationales, ce qui expliquerait également la plus forte proportion de personnes se déclarant bisexuelles par rapport aux chiffres nationaux.

### Les discriminations en raison de la fréquence de sexualité (réelle ou supposée)

réponse à " As-tu déjà senti ou subi des discriminations en raison de ta sexualité réelle ou présumée (quantité qui serait trop ou pas assez selon les autres) ? " selon le genre



1/4 des personnes répondantes disent avoir senti des discriminations ou jugements en raison de leur quantité de sexualité, qu'elle soit réelle ou supposée. Les hommes semblent légèrement plus touchés par ces discriminations, 8% en ayant fait l'objet fréquemment, contre 2.5% pour les femmes. Mis à part cette différence, les chiffres ne montrent pas d'écart notable en fonction de l'orientation sexuelle ou bien de l'âge des personnes sondées.

Deux témoignages nous rapportent que les personnes préfèrent rester discrètes sur ces sujets afin d'éviter justement, ces discriminations, jugements et autres risques de harcèlement :

« Si je parlais de mes relations c'était dans un cadre très dans la confiance donc c'était pas favorable à la discrimination de toute façon. Donc non. » Personne non binaire pansexuelle de 17 ans

« Non, car de fait j'étais dans le mensonge pour éviter cela. » Femme cisgenre bisexuelle de 27 ans

Ainsi, comme nous l'avons vu dans les réponses relatives aux pressions sociales, la quantité de sexualité reste une injonction par rapport à une norme abstraite, trop ou pas assez de sexualité peut représenter un critère de jugement.

#### As-tu déjà discriminé ?

Dans la démarche du diagnostic, il nous semblait intéressant de poser cette question pour amener les répondant-e-s à se questionner. Cependant, nous n'attendions pas de réponses franches ou réellement représentatives.

Le résultat nous semble toutefois significatif car les hommes déclarant avoir discriminé sont plus nombreux que les femmes ou personnes non binaire : 20 % d'hommes déclarent avoir discriminé contre moins de 5% des femmes et personnes non-binaires, ces deux catégories étant celles déclarant subir plus fréquemment des discriminations.

*Être un-e allié-e des minorités de genre et de sexualité, une réflexion à nourrir et à entretenir dans le cadre de la lutte contre les discriminations*

Dans le cadre de ce travail de diagnostic accordant une place importante aux discriminations vécues par les jeunes sur notre territoire, venant nourrir notre démarche s'inscrivant dans la lutte contre ces situations, s'intéresser à la place des allié-e-s nous semblait primordiale. En effet, chaque personne au MRJC n'est pas concernée de la même manière par ces discriminations et lorsque nous affirmons vouloir lutter contre, il nous faut nous interroger sur la manière dont nous l'envisageons. C'est pourquoi, nous nous sommes formés sur le sujet, ce qui a permis de formuler une définition collective de ce qu'est être allié-e-s et de nous questionner sur les bonnes pratiques à avoir.

Ainsi, pour commencer, être un-e allié-e, est différent que d'être concerné-e-s par une discrimination ou une oppression. Les personnes concerné-e-s subissent directement la discrimination tandis que les allié-e-s sont toutes les autres personnes qui s'inscrivent dans une lutte. Quand une personne n'est pas victime d'une oppression systémique, cela veut dire qu'elle a des privilèges<sup>30</sup>. Un privilège est un avantage, un bénéfice, une immunité, conférée à une personne grâce à son identité sociale (choses extérieures à notre contrôle, avec lesquelles on est né.es, et qui sont immuables), économique ou politique. Un privilège ne peut pas être éliminé, mais il peut être utilisé pour aider à créer un monde avec plus de justice sociale, il s'agit alors d'une posture d'allier avec celles et ceux qui ne disposent pas de ces privilèges. Cependant, cette posture nécessite quelques notions d'éthique pour être réellement bénéfique. En effet, seules les personnes concernées par des oppressions et discriminations savent ce dont elles ont besoin. Être allié-e est donc une posture qui n'est jamais acquise, qui nécessite de s'éduquer, de savoir s'effacer pour laisser les personnes concernées s'exprimer et se retrouver entre-elles, et surtout de transmettre aux autres personnes de son entourage qui n'ont pas la même démarche d'aller s'informer.

Lors des entretiens nous avons posé la question : Quelle définition donnerais-tu du mot allié-e dans le contexte des discriminations en raison du genre et de la sexualité ?

Plusieurs réponses permettent de compléter cette définition et nourrir cette réflexion :

*« Je pense qu'un allié en tant qu'homme c'est peut être quelqu'un qui laisse les personnes concernées parler en premier-ère-s et qui sait se mettre en arrière. Cela passe par des petits gestes, ne pas couper la parole par exemple. Être allié-e je pense que c'est quelqu'un qui est déjà déconstruit, qui fait ce travail là de tous les jours et qui fait attention à la place qu'il prend parce qu'il est privilégié et qui donne un peu de cette place aux autres pour leur donner la parole. Et ça demande du temps, et il faut choisir sa cause, qui est parfois dans le social, l'aide aux plus démunis, parfois on est l'allié-e de quelqu'un qui est moins privilégié que sois et pas forcément aux féministes et aux associations*

---

<sup>30</sup> La notion de privilège est entendue ici comme le fait d'appartenir à un groupe sociale majoritaire ou valorisé et de se conformer à ses normes. Les individus de ce groupe ne sont alors pas victimes des discriminations dites systémiques. La notion de « privilège blanc », théorisée par Peggy McIntosh met en lumière que les personnes blanches sont privilégiées dans les sociétés occidentales car elles ne subissent pas le racisme systémique, le « privilège masculin » (Debby Philipps, Michael Kimmel), est quant à lui utilisé pour signifier que les hommes ne subissent pas le sexisme. Les privilèges peuvent être déclinés pour tous les critères de discriminations (privilège d'être valide, privilège hétérosexuel, cisgenre ...) Cependant, des études plus récentes montrent que ces privilèges devraient être perçus de manière intersectionnelles. En effet, une femme blanche ne subira pas les mêmes oppressions qu'une femme noire ou qu'un homme homosexuel (pour cela voir notamment les travaux de la philosophe Elsa Dorlin)

LGBT ça peut être un autre truc. Mais je pense que c'est plus que d'être juste sympas avec les filles et citer Simone de Beauvoir ou King Kong Théorie. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

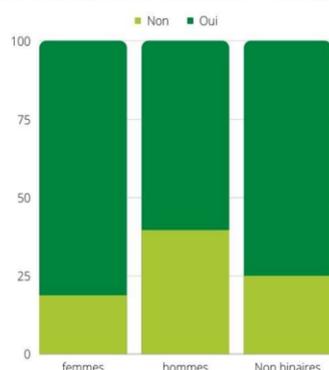
« Pour moi un allié c'est quelqu'un de cisgenre et hétéro qui sans être rattaché à la communauté [LGBT] défend ses valeurs et peut être une source de confiance, de réconfort si on ne se sent pas bien. Après, il peut y avoir les alliés à l'extérieur de la communauté, mais aussi à l'intérieur par exemple s'il y a quelqu'un de trans mais hétéro ça va être un allié pour des personnes cisgenres et homosexuelles par exemple. » Personne non-binaire pansexuelle de 17 ans.

« C'est une personne sur qui nous pouvons compter, avec qui nous pouvons échanger sans jugement. qui sera en capacité de t'aiguiller vers des personnes ressources. » femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Dans le questionnaire, nous abordions la question sous l'angle d'un apport d'aide ou du réconfort à une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité. Ainsi, 3/4 des répondant-e-s déclarent avoir déjà aidé ou réconforté une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité.

Les femmes sont plus nombreuses à le déclarer. Nous nous sommes interrogés sur les raisons : est-ce dû à leur éducation qui les dirige davantage vers le soin, l'attention aux autres, l'empathie ? Est-ce dû au fait que les femmes ont plus conscience des discriminations par le fait qu'elles en subissent plus elles-mêmes et donc vont aider les autres car les repèrent mieux ?

réponse à la question "As-tu déjà aidé, réconforté, défendu une personne qui a subi des discriminations ?" selon le genre



## Les résultats en bref

- 133 répondant-e.s : 60 % sont des femmes, 36% sont des hommes, 3% sont non-binaires.
- 77% de répondant-e-s à notre enquête sont hétérosexuel-le-s, 4,5 % des personnes se définissent comme homosexuel-le, 10% comme bisexuel-le et 4,5% comme pansexuel-le.
- 52% des répondant-e-s envisagent seulement le couple comme forme de relation. Parmi les personnes qui envisagent d'autres formes, 22% des femmes envisagent les formes de relations qui remettent en question le couple traditionnel (polyamour, couple ouvert, troupe, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique) contre 8% des hommes.
- 30% des hommes se considèrent abstinents au bout de quelques semaines sans rapports pour seulement 7 % des femmes. Les femmes sont 40% à répondre qu'il s'agit plutôt d'un « état d'esprit » pour seulement 20% des hommes et 25% de personnes non-binaires.

60% des personnes interrogées répondent que l'abstinence est une réflexion personnelle. Parmi les plus jeunes (14-18 ans), c'est 46% qui ont répondu ne pas savoir ce qu'est l'abstinence contre 25% des 19-24 et 9% des 25-30 ans.

- Le préservatif externe dit masculin et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus utilisés par les jeunes du Bocage Bressuirais.
- 6% des personnes interrogées n'ont personne à qui parler en cas de questions ou de problèmes au sujet de leur genre ou de leur sexualité. Pour près de 40% des jeunes c'est entre amis qu'ils ont entendu parler de la sexualité pour la première fois et les ¼ peuvent se tourner vers leurs amis en cas de problèmes ou de question à propos de leur genre ou de leur sexualité. Pour les plus jeunes, les parents semblent davantage parler de sexualité avec leurs enfants. Seulement 22% des personnes interrogées se tournent vers des professionnels de santé et cela concerne davantage les plus de 18 ans.
- Internet et les réseaux sociaux occupent une place écrasante dans la recherche d'informations sur le genre et la sexualité, autour de 85 % pour les 14-24 ans dont plus de la moitié les utilisent comme unique source et 67 % pour les 25-30 ans. Les plus âgés diversifient davantage leurs sources.
- La moitié des jeunes interrogés dans notre enquête pensent qu'il faudrait plus d'espaces d'information, d'écoute et de prévention sur les sujets liés au genre et aux sexualités sur le territoire.
- 2/3 des personnes répondantes indiquent avoir ressenti de la pression à « faire leur première fois ». ¼ des personnes sondées ressentent au moins un peu de pression à avoir une sexualité régulière. Cette pression est davantage ressentie parmi les personnes LGB. Les personnes de plus de 25 ans ressentent plus de pression à avoir une sexualité régulière que les 14-24 ans.
- La moitié des répondant-e-s déclarent ne trouver aucune pratique taboue, cela concerne davantage les hommes. Les pratiques les plus taboues sont la sodomie et la pratique du BDSM. 17,5% des femmes considèrent la masturbation taboue, il s'agit d'un tabou uniquement féminin.
- 75% des personnes non-binaires et 29% des femmes déclarent avoir été discriminé en raison de leur genre contre 10% des hommes.
- 83% des personnes homosexuelles et 22% des personnes bisexuelles déclarent avoir été discriminées en raison de leur orientation sexuelle.
- 1/4 des personnes répondantes disent avoir ressenti des discriminations ou jugements en raison de leur quantité de sexualité, qu'elle soit réelle ou supposée. Les hommes semblent légèrement plus touchés par ces discriminations.
- 20 % d'hommes déclarent avoir discriminé contre moins de 5% des femmes et personnes non-binaires.
- 3/4 des répondant-e-s déclarent avoir déjà aidé ou réconforté une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité. Les femmes sont plus nombreuses à le déclarer.

## Les suites : préconisations et actions envisagées

### Ce que nous souhaitons mettre en place en tant que MRJC

L'objectif initial de ce diagnostic était de recenser les besoins pour mettre en place des actions.

Pour cela nous avons demandé aux répondant-e-s les actions qu'il-elle-s aimeraient voir mises en place. Il en est ressorti que les jeunes du territoire ayant répondu à l'enquête veulent avant tout participer à des débats sur ces sujets, arrivent ensuite des propositions d'animations autour de jeux ou de films, puis des cercles de paroles et des interventions. Les thématiques qui intéressent le plus sont l'égalité femmes-hommes, le rapport au corps et la sensibilisation autour de la sexualité.

Ces réponses nous confortent donc dans l'idée de poursuivre les actions que nous avons envisagées :

- continuer de créer des espaces d'échanges et de rencontre avec diverses formes de débats et de médiation : apéro-débat avec des thématiques liées au genre et à la sexualité, ciné-débat, soirées jeux sur les thèmes genre et sexualités. Pour cela, nous envisageons d'acquérir de nouveaux supports et ressources : jeux et livres pour diversifier les approches.

Une autre demande qui est ressortie du diagnostic est une évolution des pratiques lors des cours et interventions d'éducation à la sexualité :

- Au travers des Interventions en Milieu Scolaire que le MRJC peut faire, nous souhaitons développer les thématiques relatives au genre et aux sexualités afin de prendre en compte les demandes des jeunes à la suite des cours d'éducation à la sexualité dont ils ont pu bénéficier.

Le frein majeur sur le territoire reste la mobilité des jeunes, l'une des réponses que nous pouvons apporter à cela est la démarche d'aller-vers dans les villages les plus isolés :

- le projet de la caravane du coin, transversal aux thématiques développées au MRJC Deux-Sèvres a pour objectif d'aller à la rencontre des jeunes isolés dans les villages ruraux du Bocage Bressuirais. Cette caravane permettra de rendre plus accessibles les supports pédagogiques et les ressources sur le genre et sexualité à notre disposition pour les jeunes.

## Ce que nous aimerions qu'il soit mis en place sur le territoire

Suite à ce diagnostic de territoire, nous identifions quatre axes d'amélioration sur le territoire : l'éducation à la vie affective et sexuelle à l'école, l'accès à des professionnels de santé et du social spécialisés dans la santé sexuelle et les violences, agir pour plus d'égalité dans l'espace public, à l'école et au travail, l'accompagnement et les conditions de vie des personnes LGBT.

Concernant le premier axe, autour de l'éducation à la vie affective et sexuelle à l'école plusieurs pistes sont envisageables :

- augmenter le nombre d'heures dédiées à l'éducation sexuelle pour correspondre aux préconisations des programmes de l'éducation nationale dans les établissements qui n'en bénéficient pas.

- former les professeurs, les infirmier·e·s scolaires, les CPE pour une meilleure prise en compte des diverses identités des élèves, faire de l'école un espace où le dialogue est possible autour de ces sujets et l'identifier auprès des élèves.

- adapter les discours aux évolutions de la société lors des cours et interventions aux sujets de la vie affective et sexuelle : prise en compte des sexualités non hétérosexuelles, intégrer les notions de consentement dès le plus jeune âge et de manière graduelle, parler davantage de plaisir, de sentiments et de relations au-delà de l'aspect « technique » et biologique de la sexualité et de la prévention contre les MST/IST.

Le deuxième axe autour de l'amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et d'accueil en cas de violence concerne deux propositions :

- l'une part du constat que les lieux où des professionnels sont spécialisés dans les questions de sexualité sont éloignés des lieux fréquentés par les jeunes (établissements scolaires, CJM, centre-ville ...). De plus, les démarches liées aux prises de rendez-vous sont un frein pour les jeunes en difficultés. Nous préconisons donc des permanences à destination des jeunes autour des questions de sexualité en centre-ville de Bressuire et dans les pôles secondaires (Moncutant, Mauléon, Nueilles-Aubiers, Cerizay). Ces permanences devraient également être rendues plus visibles pour pouvoir être identifiées par les jeunes.

- Nous préconisons également plus de permanences pour les personnes victimes de violences sexistes ou LGBTphobes avec des professionnels formés spécifiquement sur ces sujets pour permettre une meilleure prise en charge dans l'urgence (hébergement d'urgence, informer des droits, aide au dépôt de plainte si la personne le souhaite ...) comme sur le plus long terme (accompagnement psychologique, administratif et juridique)

Afin d'agir pour plus d'égalité entre les genres dans l'espace public, à l'école et au travail, nous émettons quelques propositions :

- Effectuer un travail de sensibilisation auprès des professionnels de l'orientation scolaire (professeurs, conseiller·e·s d'orientation, documentalistes, CPE) et des intervenant·e·s dans les processus d'orientation pour dégenrer certaines filières qui demeurent très peu mixtes. Lorsque ces professionnels seront formés, ils pourront ainsi effectuer un travail auprès des (futurs) élèves et étudiant·e·s pour rendre ces filières et métiers davantage mixtes. Nous pensons notamment aux travaux manuels souvent très masculins et les métiers du soin associés aux femmes. Cela pourrait

notamment permettre une meilleure reconnaissance de ces métiers et des compétences qu'ils nécessitent.

- Effectuer un travail auprès des recruteurs, notamment dans les secteurs industriels, pour dégenrer le travail manuel et permettre à davantage de femmes non diplômées d'accéder aux emplois peu qualifiés.

- Interdire les affiches publicitaires sexistes et sexualisantes dans l'espace public.

Le quatrième axe autour de l'amélioration des conditions de vie des personnes LGBT concerne avant tout la mise en place de lieux dédiés à ces personnes sur le territoire. En effet, même si aucun-e jeune concerné-e au cours du diagnostic n'a explicitement demandé l'ouverture d'un espace dédié aux personnes LGBT sur le territoire, leur présence pourrait justifier :

- l'existence dans les Deux-Sèvres d'une association dont l'objet serait de travailler spécifiquement sur les questions LGBT, même si nous avons conscience qu'il faut des militant·e·s et bénévoles pour la créer et l'animer.

- l'ouverture d'un lieu culturel et/ou convivial « LGBT friendly » sur le territoire

## Glossaire

LGBT : **LGBT** est un sigle désignant les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, et transgenres. Ce dernier évolué pour inclure plus d'identités de genre et orientation sexuelles. Une des évolutions du sigle LGBT que l'on retrouve fréquemment est LGBTQI+, pour y ajouter les personnes queers et intersexes et permettre de regrouper toutes les autres personnes et leurs identités dans le « + ». On peut également retrouver d'autres sigles plus ou moins longs tels que LGBTQ+, LGBTQIA+, LGBTQI2SAA, ...

Cisgenre : Une personne **cisgenre** est une personne dont le genre ressenti correspond au genre qui lui a été assigné à sa naissance.

Transgenre : Une personne **transgenre**, ou trans, est une personne dont l'identité de genre s'écarte du sexe assigné à la naissance. Les personnes transgenres peuvent choisir ou non de suivre certains des traitements médicaux.

Non binaire : La **non-binarité** est un terme générique utilisé pour catégoriser les différentes identités de genre non binaires ou genderqueer qui ne s'inscrivent pas dans la norme binaire occidentale moderne, c'est-à-dire que les personnes non-binaires ou genderqueer n'appartiennent strictement ni au genre homme, ni au genre femme. Ce terme peut par exemple regrouper les identités de genre fluide, agenre, demi-genre, androgyne, mavérique ...

Intersexe : Les individus **intersexes** sont des personnes nées avec des caractéristiques sexuelles qui ne rentrent pas dans les définitions classiques (binaire) des sexes. Le terme recouvre un nombre assez large de conditions qui peuvent se retrouver à différents niveaux : dans les chromosomes de la personne intersexe, dans son anatomie, ou au niveau de ses hormones.

Homosexuel-le-s : Une personne **homosexuelle** est attirée par les personnes du même sexe ou genre. Il s'agit d'un synonyme des mots **gay** et **lesbienne**, qui inclût les deux variantes (« homme aimant les hommes » et « femme aimant d'autres femmes »).

Bisexuel-le : La **bisexualité** est le fait d'éprouver de l'attirance sexuelle ou des sentiments amoureux pour plus d'un sexe ou genre. Plus largement, la bisexualité est le fait d'avoir des relations amoureuses ou sexuelles aussi bien avec des personnes du même genre qu'avec des personnes d'un autre genre.

Pansexuel-le : Un individu **pansexuel** peut être attiré par tous les sexes et genres. Cela comprend les personnes binaires mais également les non-binaires, ainsi que toute personne n'ayant pas de genre défini. Parfois utilisé comme synonyme ou en remplacement de bisexuel, le *bi* de « bisexualité » pouvant impliquer qu'il n'y a que deux genres.

Asexuel-le : L'**asexualité** est le fait de ne ressentir aucune attirance sexuelle. Contrairement à beaucoup, les personnes asexuelles ne ressentent aucune frustration dans cette absence de rapports intimes.

Polyamour : Le **polyamour** est une orientation et une éthique des relations amoureuses où les partenaires sont en relation amoureuse avec plus d'une personne, avec le consentement éclairé de toutes les personnes concernées.

Coup d'un soir : expression qui désigne le fait d'avoir une relation sexuelle ne connaissant pas de suite, les participants à cette activité n'ayant pas l'intention de développer une relation durable, ou même de se revoir. L'expression désigne aussi les partenaires eux-mêmes.

Sexfriend : Ami avec lequel la relation se base en partie sur le sexe.

Relation amoureuse platonique : Relation amoureuse avec une personne sans avoir de rapports sexuels avec elle.

Trouple : Le **troupe** désigne une histoire d'amour triangulaire entre trois personnes.

Couple ouvert (ou couple libre) : Un **couple libre** est une relation amoureuse dans laquelle les deux personnes se mettent d'accord pour être en couple, tout en acceptant que sa/son partenaire ait des relations amoureuses ou sexuelles avec une autre personne.

Anarchie relationnelle : L'**anarchie relationnelle** est la pratique ou la conviction que les relations ne doivent pas être liées par des règles autres que celles sur lesquelles les personnes impliquées se sont mises d'accord. Les relations amoureuses ne sont pas automatiquement classées comme étant plus importantes que d'autres types de relation.

# Bibliographie

## **Ouvrages et articles scientifiques :**

Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, Paris, 2021.

Laure Bereni et alii, *Introduction aux études sur le genre*, De Boeck supérieur, Louvain-la-Neuve, 2<sup>ème</sup> édition, 2021.

Benoît Coquard, *Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La découverte, Paris, 2019.

Elsa Dorlin, *Sexe, Genre, Sexualité : Introduction à la théorie féministe*, Presses Universitaires de France, Paris, 2008.

Marjolaine Gros-Balthazard, « À la découverte des territoires néo-industriels français », *Géocofluences*, décembre 2019.

Juliette Rennes, *Encyclopédie critique du genre*, La découverte, Paris, 2016.

Mathieu Trachman, Enquête *Virage*, Ined, 2015, *Population & Sociétés* n° 561, INED, décembre 2018.

Louis-Georges Tin, *Dictionnaire de l'homophobie*, Presses Universitaires de France, Paris, 2033.

## **Publications non scientifiques :**

« Genre », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/genre/36604> .

« Orientation sexuelle », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : [https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/orientation\\_sexuelle/186028](https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/orientation_sexuelle/186028)

« Abstinence », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/abstinence/294>

*Sexe, genre, orientation sexuelle ... Quelques éléments de définition*, Commission déconstruction de l'hétéronormativité, Association Planning Familial, mai 2015.

Olivia Gazalé, *Le mythe de la virilité*, Robert Lafont, Paris, 2017.

Emmanuelle Richard, *Les corps abstinentes*, Flammarion, Paris, 2020, p11-12

### **Rapports démographiques ou institutionnels :**

Séries historiques du RP, exploitation principale, Insee, 2018.

RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021, INSEE.

*Contrat Local de Santé, Bocage Bressuirais*, Observatoire Régional de la Santé, juin 2020.

*Discriminations : un enjeu majeur de santé publique*, Santé Publique France, 17 mai 2021.

*Les chiffres clés de la jeunesse 2021*, INJEP, mars 2021.

François Kraus, *Observatoire LGBT+*, enquête réalisée par la fondation Jean Jaurès et la DILCRAH, IFOP, 26 juin 2018.

### **Sites internet :**

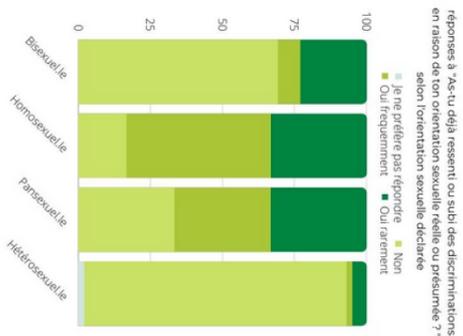
Site internet de la région Nouvelle Aquitaine, consulté le 28/12/2021, URL : <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

Site internet de l'Agglo2B, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.agglo2b.fr/12-social/jeunesse/964-cite-de-la-jeunesse-des-metiers>

Site internet du département des Deux-Sèvres, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.deux-sevres.fr/nos-missions/lenfance-et-la-famille/la-maison-de-ladolescence-ecoute-et-information-pour-les-jeunes>

Site internet du Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.chnds.fr/Planning-familial/5/13/17>

Site internet question sexualité, consulté le 29/12/2021, URL : <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>



Des personnes LGBT interrogées se considèrent comme victime de discriminations en raison de l'orientation sexuelle. Ces discriminations sont difficiles à caractériser comme telles au sens juridique car l'identité n'est pas nécessairement visible ou revendiquée. Malgré le faible nombre de personnes homosexuelles interrogées, 83% disent avoir déjà été discriminées. Les personnes bisexuelles ont quant à elles répondu être moins fréquemment discriminées.

Le fait d'être bisexuel peut passer plus inaperçu, notamment si la personne est en couple avec un individu du genre opposé. Cependant, les personnes bisexuelles sont amenées à vivre des discriminations propres à leur orientation, différentes de celles vécues par les personnes homosexuelles.

Des témoignages recueillis rapportent des situations violentes vécues par des jeunes en raison de leur sexualité.

« Quand j'avais 17 ans, un jour dans le jardin collectif d'un petit immeuble de deux étages. On pique-riquetait avec des amies. A un moment donné avec ma copine on s'est embrassées, et la voisine de l'étage du dessus est alors sortie à sa fenêtre en nous criant presque « vous êtes dégueulasses, ça me dégoute ». Je crois qu'on a été trop choquées pour réagir. On n'a pas compris comment quelqu'un avait pu nous dire ça, comment c'était possible, on était sidérées. C'était la première fois que je subissais une agression homophobe aussi directe. »  
Femme lesbienne de 29 ans.

« Oui, alors ce n'était pas forcément direct mais y'a plein de moment où j'ai entendu des remarques homophobes alors que je n'étais pas out moi-même et ça a renforcé le fait que j'ai mis du temps avant de comprendre que je n'étais pas hétéro alors que j'étais pourtant attirée par des femmes. Plusieurs fois des personnes ont fait des remarques homophobes alors que j'étais concernée donc je ne me suis pas sentie en confiance. » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans

## Sommaire

Edito.....	p.1
Sommaire.....	p.2
Zoom sur le Bocage Bressuirais.....	p.3-4
Notre méthode.....	p.5
Glossaire.....	p.6
Les résultats.....	p.7
Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais.....	p.7-10
La contraception.....	p.11
L'information, l'éducation à la sexualité.....	p.12-13
Les pressions sociales autour de la sexualité.....	p.14
La notion de consentement.....	p.15
Les pratiques taboues.....	p.15
Les discriminations.....	p.16
Etre allié.e.....	p.18
Les préconisations.....	p.19

Nous remercions l'ensemble des répondant-e-s à l'enquête et les jeunes ayant accepté de participer aux entretiens pour la confiance accordée et les témoignages précieux. Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance envers les partenaires, notamment les structures de jeunesse et établissements scolaires, ainsi qu'à toutes les personnes ayant relayé l'enquête auprès des jeunes du territoire. Enfin, la réalisation de ce diagnostic de territoire n'aurait pas été possible sans le soutien financier ou matériel de :



## Zoom sur le Bocage Bressuirais

La communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais est située au nord du département des Deux-Sèvres et de la région Nouvelle-Aquitaine. Elle compte 33 communes et s'étend sur 1378,76 km<sup>2</sup>. Le territoire est organisé autour d'une ville centrale : Bressuire et de plusieurs petits pôles urbains : Mauléon, Cerizay, Moncoutant-sur-Sèvres et Nueil-les-Aubiers.



Il s'agit d'un territoire rural, situé en périphérie des grandes agglomérations de la région Nouvelle-Aquitaine et de leurs infrastructures. Situé à proximité de la région Pays-de-la-Loire, 56% des flux domicile-travail sortants sont dirigés vers cette région.

La présence d'usines à la campagne caractérise ce territoire, avec un réseau dense de PME dans les secteurs de l'agro-alimentaire, la construction, le mobilier et l'automobile. La proportion d'ouvrier est 1,5 fois plus importante dans le Bocage Bressuirais que dans la population Française globale. Le poids de l'agriculture est également prégnant, ce territoire compte 3 fois plus d'agriculteurs.ice.s que la population française générale.

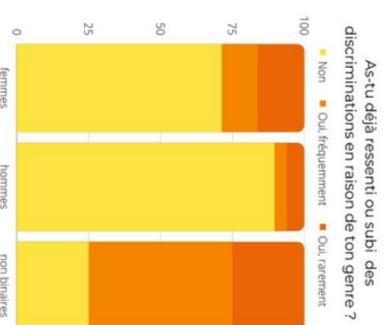
**En 2018, Le Bocage Bressuirais comptait 10 505 Jeunes âgés de 15 à 29 ans, soit 14,2% de sa population.**

5 432 hommes pour 5 074 femmes  
2 854 âgés de 15-17 ans, 4 264 âgés de 18-24 ans et 3 388 âgés de 25-29 ans

3

### Les discriminations

Dans le langage courant, la discrimination est le fait de traiter de manière inégale et défavorable un ou plusieurs individus en se basant sur des critères variables. De manière plus précise, il s'agit de distinguer une personne en raison de son appartenance à un groupe social en fonction de caractères définis dans les textes juridiques.



On note une grande disparité déjà entre les hommes et les femmes et les personnes non binaires. Une raison que l'on pourrait évoquer est le fait que la non-binarité a été mise en lumière relativement récemment, et tout ce qui semble différent, à l'écart des normes de la société fait peur. Il faudra très certainement du temps pour que la société intègre la diversité des identités de genre.

« Dans le travail oui, mon copain a été embauché 1 mois plus tôt que moi dans la même entreprise. Certains milieux sont encore très genrés (les garçons pour brasser de la palette, les filles au conditionnement car plus soigneuses). Et il y a des réflexes dans la société que je remarque : à l'achat de MON opinel, les vendeurs se tournaient plutôt vers mon copain. Une parole que je sens moins écoutée en tant que femme dans les groupes est aussi une impression qui revient. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

Ce témoignage fait état de difficultés. Cependant, d'un point de vue juridique les témoignages ne nous permettent pas de les caractériser comme des discriminations. En effet, il faudrait pour cela la preuve que ces traitements soient réalisés dans le but d'écartier sciemment les femmes. De plus, le terme discrimination est lié à leur inscription dans la loi qui les interdit, les rendant parfois plus insidieuses et moins faciles à caractériser pour les personnes qui les subissent.

16

### La notion de consentement

Selon les jeunes ayant répondu, il s'agit pour eux de quelque chose d'essentiel qui dépasse parfois le seul cadre des relations sexuelles et intimes. Les témoignages mentionnent le fait de demander et de respecter les « oui » et le « non » des partenaires, de manière claire et libre. La communication est un aspect important pour beaucoup, qui évoquent le fait que les partenaires doivent se parler pour échanger sur leurs attentes, leurs désirs et se mettre d'accord. Certain-e-s vont au-delà de la communication verbale en parlant de **ressenti, ce qui rend parfois plus complexe l'interprétation.**

« Toutes les personnes concerné.e.s doivent être d'accord. Ni forcé.e.s, ni fortement conseillé.e.s, ni menacé.e.s, ni jugé.e.s... le choix de dire oui ou non ! »

Personne pansexuelle de 18 ans

« Ce n'est pas seulement le fait de dire oui, c'est ressentir si la personne en a vraiment envie. »

Femme hétérosexuelle de 23 ans.

« Le consentement c'est se dire l'un à l'autre ce dont on a envie à tout moment, quel que soit le moment du rapport, avant, pendant, après et savoir s'arrêter s'il n'y a pas consentement, le comprendre et puis en parler. Prendre le temps d'y réfléchir et de savoir ce qu'il se passe. Si on ne sait pas ce qu'il se passe s'arrêter, parfois juste ne pas savoir ce n'est pas le consentement. C'est pas toujours facile au début, même à distinguer, c'est quelque chose de subtil » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

### Les pratiques taboues

La moitié des répondant-e-s déclarent ne trouver aucune pratique sexuelle taboue. Parmi ces personnes, les hommes sont plus nombreux : 66% des hommes ont répondu aucune contre 47% des femmes.

Les pratiques les plus taboues sont la sodomie et la pratique du BDSM. Le sexe solitaire est un tabou uniquement chez les femmes (17,5%).

Chez les plus jeunes, la pratique la plus taboue est "les sexto". Cette pratique est de plus en plus représentée, notamment pour les conséquences qu'elle peut engendrer (Revenge porn). Les cours d'éducation à la sexualité et les médias s'emparent de ces sujets, les jeunes, sont donc plus conscients des conséquences qui peuvent être parfois dramatiques.

15

### La mobilité des jeunes est l'une des problématique les plus importante vis à vis de ce public sur le territoire.

Malgré les politiques en matière de développement des transports collectifs et l'utilisation croissante des deux-roues et trottinettes, certaines communes restent très largement isolées lorsque l'on prend en compte l'étendue du territoire, en particulier pour les jeunes qui ne possèdent pas de voiture. Ils dépendent très largement de leurs parents ou des transports en commun quasi-inexistants (mis à part les transports scolaires) dans les communes les plus rurales.

**les jeunes qui souhaitent poursuivre des études quittent pour la plupart le territoire.**

Le taux de scolarisation est de 95,9% chez les 15-17 ans, 33,4% chez les 18-24 ans et 2,3% chez les 25-30 ans. Le faible taux de scolarisation des + de 18 ans s'explique par le faible nombre de formations post-bac sur le territoire.

Le territoire compte 10 collèges, 3 lycées généraux et professionnels, 1 lycée agricole, 5 MFR. Ainsi, les cursus post-bac se limitent à des formations bac+2 et bac+3 dans un nombre limité de filières (agricole, gestion et comptabilité, services, commerce et informatique).

### Quelques personnes et lieux ressources identifiés par les jeunes

**La cité de la jeunesse et des métiers :** l'Agora-MDA : Un espace documentaire avec des ressources sur la santé, au cœur d'un réseau de professionnels auxquels les jeunes peuvent s'adresser et qui peuvent les réorienter vers d'autres professionnels. Ce lieu est plutôt bien identifié par les jeunes, son ouverture est récente.

**Les professionnels de santé :** Sur le territoire du Bocage Bressuirais, il n'existe aucune association dont le but premier est de défendre, accompagner ou informer les femmes et/ou les personnes LGBT+ de leurs droits ou d'organiser des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes. Quelques permanences en faveur des victimes de violences sont assurées par des associations d'envergure nationale mais la plupart du temps, il faut se rendre dans les préfectures les plus proches pour les rencontrer.

4

## Notre méthode

A travers ce projet de diagnostic de territoire, nous souhaitions avant tout accorder une grande place aux récits sur les vécus et les sentiments aux sujets du genre et des sexualités. Notre démarche vise à aller à la rencontre d'autres jeunes, de confronter nos points de vue et surtout d'expérimenter en réalisant un projet collectif.

Ainsi, notre ambition n'est pas de réaliser une étude avec une méthode scientifique. Pour autant, nous avons souhaité rendre notre parole crédible, nous ne voulons pas faire dire à notre enquête ce qu'elle ne dit pas.

Afin de recueillir un maximum des données nous avons réalisé une enquête. Elle se divise en deux volets : un questionnaire et des entretiens semi-directifs avec des jeunes volontaires du territoire.

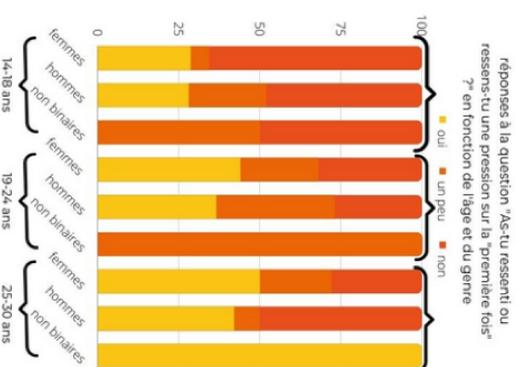
Elle a été élaborée et diffusée dans un contexte particulier : la pandémie de covid-19. Ainsi, pour la diffusion du questionnaire à partir de mai 2021 nous avons privilégié le format numérique en ligne. Il comporte 31 questions (26 QCM, 3 réponses courtes et 2 réponses longues) et traite 5 grandes thématiques :

- Les personnes LGBT
  - Les ressources, les cours d'éducation sexuelle et la prévention
  - La contraception
  - Les discriminations et les pressions sociales
  - Le consentement
- Lors de sa clôture en septembre 2021, nous avons obtenu 133 réponses.

Sept personnes âgées de 17 à 30 ans, 3 femmes, 1 homme et 2 personnes non-binaires, tous-tes relativement proches du MRJC ont accepté de réaliser un entretien. Nous y repreneons les mêmes axes que dans l'enquête en y ajoutant 2 questions permettant de savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de genre et de sexualité.

5

## Les pressions sociales autour de la sexualité



**Quasiment les deux tiers des personnes répondantes, quelle que soit leur orientation sexuelle, indiquent avoir ressenti de la pression à « faire leur première fois ». Cela est préoccupant car peut potentiellement provoquer des expériences mal vécues, les personnes pouvant être amenées à vouloir se débarrasser d'une virginité trop lourde à porter.**

« Avec le recul, j'avais très envie d'essayer et en même temps ça s'est tellement mal passé que c'était gâché voilà. C'était pas royal, je me suis mis la pression tout seul, personne ne m'avais mis la pression pour quoi que ce soit, c'était que les gens en parlaient, ça avait l'air sympa, et en même temps j'étais gavé au porno. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Une pression peut également intervenir plus tôt que celle autour du premier rapport sexuel. Deux personnes nous ont notamment rapporté une pression au collège autour du fait d'embrasser.

**Un quart des personnes sondées ressentent au moins un peu de pression à avoir une sexualité régulière.**

La vision qu'on les jeunes de la sexualité en général et de leur propre sexualité peut également influencer cette pression ressentie : la peur de décevoir son partenaire, la pression par les pairs lors de jeux ou de discussions basées uniquement sur l'aspect performance de la sexualité.

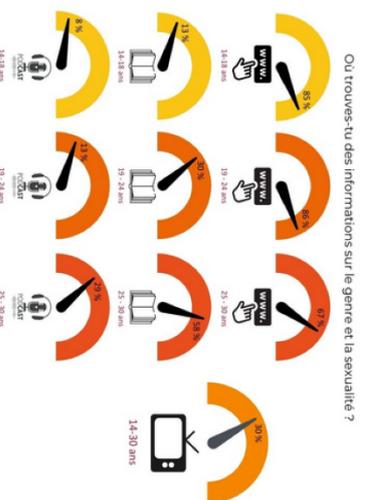
14

## Glossaire

### LGBT

Du fait qu'il n'existe pas de lieux ressources spécialisées sur le territoire, les jeunes se tournent vers d'autres sources pour leur recherche d'informations au sujet du genre et des sexualités.

Internet et les réseaux sociaux occupent une place écrasante, autour de 85 % pour les 14-24 ans dont plus de la moitié les utilisent comme unique source et 67 % pour les 25-30 ans. Les plus âgés diversifient davantage leurs sources : la moitié d'entre eux utilisent également les supports papier (essais, romans, magazines, revues) et un quart écoute des podcasts. Ces supports sont moins fréquents chez les plus jeunes.



6% des personnes interrogées n'ont personne à qui parler en cas de question ou de problèmes au sujet de leur genre ou de leur sexualité. Cela est préoccupant, d'autant plus que cela concerne des jeunes âgés de 14 à 24 ans. La moitié des jeunes interrogés dans notre enquête pensent qu'il faudrait plus d'espaces d'information, d'écoute et de prévention sur les sujets liés au genre et aux sexualités sur le territoire. Cela reflète donc un réel besoin. Cependant, dans les témoignages que nous avons pu récolter, plusieurs personnes se questionnent sur la nécessité de lieux spécialisés sur ces sujets, plusieurs personnes pensent que si de tels lieux existaient elles ne franchiraient pas forcément le cap d'y aller.

### Cisgenre

Le terme désignant les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, et transgenres. Une des évolutions du sigle LGBT pour inclure plus d'identités de genre et d'orientation sexuelles que l'on retrouve fréquemment est LGBTQI+ (Q et I pour queers et intersexes et regroupe toutes les autres identités dans le « + »).

### Transgenre

Une personne transgenre, ou trans, est une personne dont l'identité de genre s'écarte du sexe assigné à la naissance. Les personnes transgenres peuvent choisir ou non de suivre certains des traitements médicaux.

### Intersexe

Les personnes nées avec des caractéristiques sexuelles qui ne rentrent pas dans les définitions classiques (binaire) des sexes. Le terme recouvre un nombre assez large de conditions qui peuvent se retrouver à différents niveaux : dans les chromosomes, l'anatomie, les hormones.

### Homosexuelle

Une personne attirée par les personnes du même sexe ou genre. Il s'agit d'un synonyme des mots gay et lesbienne, qui inclut les deux variantes.

### Bisexual·le

Un individu pansexuel peut être attiré par tous les sexes et genres. Cela comprend les personnes binaires mais également les non-binaires, ainsi que toute personne n'ayant pas de genre défini. Parfois utilisé comme synonyme ou en remplacement de bisexuel.

### Polyamour

Une orientation et une éthique des relations amoureuses où les partenaires sont en relation amoureuse avec plus d'une personne, avec le consentement éclairé de toutes les personnes concernées.

### Asexuel·le

L'asexualité est le fait de ne ressentir aucune attirance sexuelle. Contrairement à beaucoup, les personnes asexuelles ne ressentent aucune frustration dans cette absence de rapports intimes.

Relation amoureuse avec une personne sans avoir de rapports sexuels avec elle.

### Coup d'un soir

Expression qui désigne le fait d'avoir une relation sexuelle ne connaissant pas de suite, les participants à cette activité n'ayant pas l'intention de développer une relation durable, ou même de se revoir. L'expression désigne aussi les partenaires eux-mêmes.

Ami avec lequel la relation se base en partie sur le sexe.

### Anarchie relationnelle

La pratique ou la conviction que les relations ne doivent pas être liées par des règles autres que celles sur lesquelles les personnes impliquées se sont mises d'accord. Les relations amoureuses ne sont pas automatiquement classées comme étant plus importantes que d'autres types de relation.

### Trouple

Le trouple désigne une histoire d'amour triangulaire entre trois personnes.

### Couple ouvert (ou couple libre)

Une relation amoureuse dans laquelle les deux personnes se mettent d'accord pour être en couple, tout en acceptant que sa/son partenaire ait des relations amoureuses ou sexuelles avec une autre personne.

## Les résultats

Les résultats de l'enquête sont présentés selon 4 axes explorés dans le questionnaire et les entretiens : les identités de genre et d'orientation sexuelle, les espaces et les sources d'information et de prévention, les pressions sociales et les discriminations.

### *Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais*

Le genre est une notion complexe tant sa construction est ancienne et dans la manière dont elle permet aujourd'hui d'organiser la société. Certains jeunes nous ont donné leur définition de ce concept. Même si toutes ne le formule pas de la même manière, une attention est portée à l'éducation, au sexe assigné à la naissance ainsi qu'au ressenti propre à chacun-e.

« Je dirais que c'est comment on se sent être : femme, homme, fille, garçon. On peut aussi ne se sentir ni un homme, ni une femme, c'est relié à l'identité, pas au sexe physique. Ce n'est pas inné, ça peut changer. Au début, je pensais que c'était relié au sexe, aujourd'hui je pense que c'est devenu « comment on se sent être », que le sexe est différent du genre. »

Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

Certaines personnes situent leur identité de genre en dehors de la binarité « homme/femme ». Ainsi, 3% des répondant-e-s à notre questionnaire se déclarent non-binaire. Ce taux est plus faible que ceux relevés sur la population française. En effet, les enquêtes nationales quantifient la part de personnes non-binaires entre 6% et 13%. Pour expliquer cet écart au-delà des biais de notre enquête, nous supposons que cela peut venir de la spécificité du caractère rural de notre territoire.

« Je pense j'aurais eu une autre perception si j'étais née dans une grande ville avec une pride tous les ans enfin ce genre de truc. Du coup peut être qu'on est plus, enfin c'est un peu limite et dans les clichés, on est un peu plus traditionalistes en milieu rural. Donc peut être dans notre entourage on est moins amené à se poser cette question. » Personne non-binaire pansexuelle de 17ans.

7

### *L'information, l'éducation à la sexualité*

Les amis occupent une place très importante pour les jeunes enquêtés : ils ont leurs premières discussions autour de la sexualité entre pairs et restent des interlocuteurs en cas de questions ou de difficultés plus tard dans la vie sexuelle (les ¾ déclarent se tourner vers leurs amis en cas de problèmes ou de question à propos de leur genre ou de leur sexualité). Cependant, parler de ces sujets uniquement entre amis expose au risque que personne ne soit correctement informé et de reproduire des stéréotypes, notamment ceux des contenus pornographiques.

Les parents et la famille sont également des interlocuteurs. Pour les plus jeunes, âgés de moins de 18 ans, les parents semblent davantage parler de sexualité avec leurs enfants. Pour certain-e-s, le sujet est abordé en famille mais plutôt avec les frères et sœurs, dont les vécus sont plus proches et avec qui le sujet est moins tabou.

Seulement 22% se tournent vers des professionnels de santé et cela concerne davantage les plus de 18 ans. Dans les témoignages il a été question de violences gynécologiques et de non prise en compte de l'identité et des envies de personnes par des personnels soignants qui peuvent être des freins.

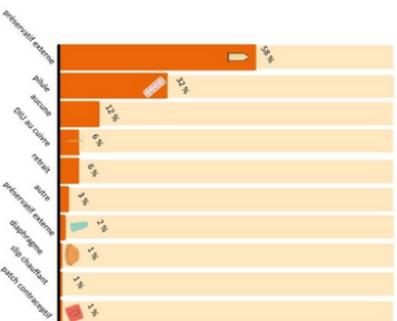
« J'ai subi un avortement parce que j'ai eu des complications et je suis tombée sur un médecin qui était contre l'IVG et ça ce n'est pas tolérable, qui m'a fait écouter le cœur du bébé juste avant de partir me faire opérer, c'est interdit. Et un mois avant avec mon conjoint on avait vu une gynéco qui nous avait dit « écoutez, vous êtes mignons, vous êtes jeunes, gardez-le ». C'est juste pas tolérable mais c'est, je pense, une réalité beaucoup plus présente qu'on peut le penser. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

L'école est le lieu où ¼ des jeunes ont déclaré avoir entendu du parler du genre et/ou de la sexualité pour la première fois. Cependant, pour certains jeunes les cours d'éducation à la sexualité ne sont pas suffisants, ils abordent souvent la sexualité seulement à des fins reproductives ou pour la prévention contre les IST. La sexualité comme moment de plaisir et de découverte du corps n'est que rarement abordé en classe alors qu'il s'agit d'un des aspects les plus importants selon les personnes interrogées.

12

## La contraception

Taux d'utilisation de divers moyens de contraception par les jeunes enquêtés



le préservatif externe dit masculin et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus utilisés par les jeunes du Bocage Bressuirais. Ils sont les plus évoqués lors des interventions de prévention, ceux proposés en premier lors des consultations pour une contraception et ceux les plus accessibles. Le préservatif interne dit féminin, le diaphragme et le patch contraceptif sont de manière générale moins connus car moins médiatisés.

« Je sais qu'au lycée y'en a à l'infirmerie, par contre il n'y a que les préservatifs masculins. » personne non binaire pansexuelle de 17 ans

L'achat de préservatif a un coût : le tarif public indicatif d'une boîte de 3 préservatifs féminins est de 8,70€ contre 1,30 € pour la boîte de 6 préservatifs masculins. Cependant, ils peuvent être accessibles gratuitement dans certains cas ce qui facilite son accès.

Le DIU au cuivre (stérilet) suscite des craintes (douleurs, règles abondantes, grossesses extra-utérines). Souvent, avant d'arriver au stérilet, les femmes ont déjà essayé d'autres moyens

Parmi les personnes n'utilisant aucun moyen de contraception, la moitié sont des hommes hétérosexuels, qui laissent donc la charge de la contraception à leur(s) partenaire(s). En effet, mis à part le préservatif masculin, les contraceptions masculines sont confidentielles et très peu utilisées (slip chauffant, vasectomie) et ne protègent pas contre les IST.

L'orientation sexuelle peut désigner le désir affectif et sexuel, l'attrance érotique pour les personnes de même sexe (homosexualité), de sexe opposé (hétérosexualité) ou indifféremment pour l'un ou l'autre sexe (bisexualité). Comme pour l'identité de genre, nous avons accordé dans l'enquête une place importante à l'autodétermination en proposant un large panel d'orientations (hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, pansexuel, asexuel) ainsi qu'un champ laissé libre "autre".

**77% de répondant-e-s à notre enquête sont hétérosexuel-le-s.**

Ce chiffre est légèrement plus faible que celui généralement admis dans la population française : selon l'IFOP en 2018 parmi les personnes âgées de plus de 18 ans, les personnes se déclarant hétérosexuelles représentent 82,7% de la population.

**La part des lesbiennes, Gays, Bisexual-le-s et Pansexuel-e-s dans notre échantillon est au total de 19%.**

Dans notre échantillon 4,5 % des personnes se définissent comme homosexuelle, ce qui représente un taux un peu plus élevé que le chiffre présenté par l'IFOP : 3,2 %. Dans notre enquête, une plus forte proportion de personnes se définissent comme bisexuelles ou pansexuelles (10% et 4,5%) par rapport aux chiffres de la même enquête nationale : 4,8%.

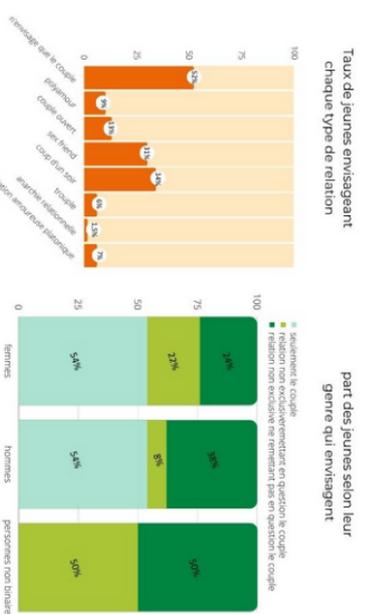
Sur notre échantillon, aucun homme ne s'est déclaré bisexuel. Selon l'enquête Virage (INED, 2015), les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer s'identifier comme bisexuelles : 3,4% de femmes pour 2% d'hommes et près de la moitié des femmes bisexuelles ont moins de 30 ans. Selon Mathieu Trachman, il s'agit peut-être du signe d'une identification bisexuelle plus tolérée dans la jeunesse, car souvent perçue comme une identification transitoire, ou l'indice d'un accroissement de l'autonomie sexuelle féminine.

Le type de relation affective romantique et sexuelle traditionnel est le couple fidèle et exclusif c'est à dire que les personnes n'ont pas de relations amoureuses et/ou sexuelles extérieures au duo initial. Certaines formes de relations ne répondent pas à cette définition. Ainsi nous avons interrogé les participant-e-s sur les possibilités d'autres formes de relations qu'il-elle-s envisageraient : polyamour, couple ouvert, troupe, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique, sex friend, coup d'un soir.

**52% des répondant-e-s envisagent seulement le couple comme forme de relation.**

**Parmi les personnes qui envisagent d'autres formes, 22% des femmes envisagent les formes de relations qui remettent en question le couple**

**traditionnel contre 8% des hommes.**



La non-exclusivité est un sujet de plus en plus traité dans les podcasts, essais et articles "féministes". Nous faisons l'hypothèse que les femmes s'interrogent davantage sur ces sujets, ce qui pourrait expliquer cet écart entre les hommes et les femmes très important. "Nous en discutons avec mon conjoint car les gens qui nous entourent ont souvent des relations extra conjugales sans qu'ils soient jugés." Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

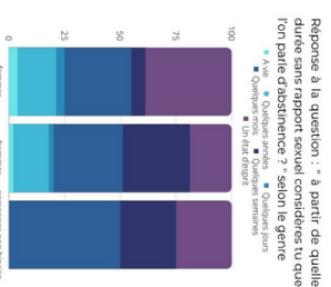
D'après les témoignages, la non-exclusivité semble, pour être concrétisée, demander d'abord un travail sur la jalousie et la « peur de la tromperie » fréquente dans les couples traditionnels

9

Nous souhaitons également aborder comment est vécue l'absence de sexualité par les jeunes. En effet, bien que la sexualité soit encore un sujet tabou dans notre société, son absence passé un certain âge peut surprendre, interroger, voire être considérée comme pathologique ou du moins anormale.

Plusieurs raisons peuvent conduire chaque personne à expérimenter une période plus ou moins longue sans rapport sexuel. Tout d'abord, il peut s'agir d'une orientation sexuelle : l'asexualité. Dans notre questionnaire, « asexuelle » était une des réponses possibles à la question « Comment qualifierais-tu ton orientation sexuelle ». Aucune réponse n'a sélectionné cette réponse.

En plus de l'asexualité, nous avons abordé cette question de l'absence de sexualité par la notion d'abstinence.



Dans le questionnaire, nous posions également la question « pour toi est-ce nécessaire d'avoir des rapports sexuels quand tu es amoureux-se ». Les hommes sont plus nombreux à répondre oui : 64% des hommes contre 40% des femmes, ce qui est corrélé avec la durée moindre sans rapport sexuel pour se considérer abstinent chez les hommes.

Nous faisons l'hypothèse que cet écart puisse être relié à des attentes en termes de performances qui seraient plus élevées chez les hommes.

10



# Introduction

Ce diagnostic a été réalisé par un collectif de jeunes ruraux, impulsé par le MRJC en septembre 2019.

Le MRJC en lien avec les jeunes du territoire a constaté, en 2018, une volonté de la part des jeunes d'échanger autour des genres et sexualités ainsi que des manques d'information et d'espaces d'échanges pour les jeunes sur ces questions-là. Suite à ce constat ainsi qu'une volonté du mouvement national de traiter des questions de genres et sexualités en milieu rural, le MRJC Rhône Loire, s'est emparé de la question localement sur le territoire des Monts du Lyonnais. Un collectif s'est constitué autour de cette question. Il a été un espace de formation sur ces sujets, il a été un espace d'échange pour ses membres, il a été un espace de diagnostic sur le territoire auprès des jeunes (et moins jeunes) ruraux, qui a mené à ce travail, et enfin il a été un moyen de réaliser des actions auprès des habitant.e.s.

Ce travail est issu des réflexions communes de 11 jeunes du territoire, alimentées par les résultats d'une enquête auprès des habitant.e.s, ainsi que 13 témoignages personnels. Il est donc représentatif d'une vision qui n'est pas universelle sur le territoire mais qui essaye de s'en rapprocher au mieux. Le lien avec le réseau associatif et les structures jeunesse a aussi apporté des réalités vécues sur le territoire par les différents publics touchés.

Les objectifs derrière ce rapport sont : de pouvoir mettre en commun tous les constats faits durant ces 4 années de réflexion, de rendre public les enjeux du territoire sur les questions d'accessibilité à l'information ou de vivre ensemble, en prenant en compte toutes les réalités autour des genres et sexualités. C'est aussi un moyen d'ouvrir la parole et de permettre de lancer de nouvelles réflexions sur le vivre ensemble en rural et sur l'éducation aux genres et sexualités pour les jeunes.

# Glossaire

<b>Territoire</b>	4
Situation géographique	4
Une communauté de communes	4
Un territoire associatif	5
Accessibilité	5
Des lieux de vie sociale	5
<b>Démographie</b>	5
<b>Focus sur jeunes ruraux</b>	6
Un attachement au territoire	7
Beaucoup d'interconnaissance	8
Les transports, un frein majeur	8
Une éducation sexuelle scolaire inégale	9
<b>Lieux ressources</b>	9
Des associations culturelles qui sensibilisent	9
Des espaces pour les jeunes en dehors du cadre scolaire	10
Des collectifs spontanés qui émergent	10
Des associations LGBT et Féministes différente en milieu rural	11
Un collectifs devenu un espace ressource pour les jeunes	11
<b>Les enquêtes locales</b>	12
Déroulé	12
Les résultats	12
Un site internet de témoignages	13
Des atelier pour animer des espaces d'expression	13
Des espaces de confiance	14
Conclusion et prolongement	14
Ressources sur les genres et sexualités	16

# Territoire

## Situation géographique

Les Monts du Lyonnais se situent entre Lyon et Saint-Etienne, le territoire est donc entouré d'un tissu urbain très dense en activités économiques, sociales et culturelles, auxquelles il est relié par ses transports, trois lignes de bus régulières rejoignant chacune des métropoles. Le paysage des Monts du Lyonnais est très vallonné (relief de colline et de basse et moyenne montagne, l'altitude moyenne avoisine les 600 mètres) et constitue un espace majoritairement rural marqué par une agriculture dominée par l'élevage laitier. Il s'agit de la zone la plus agricole du département où cohabitent des agriculteur.ice.s installé.e.s depuis longtemps, des jeunes installé.e.s et de nouvelles formes d'agriculture (en collectif, proposant de nouveaux produits, avec de moins en moins de production laitière...). On remarque par ailleurs sur le territoire une activité économique importante qui se caractérise par la diversité des industries de transformation.



## Une communauté de communes



La communauté de communes est répartie sur 32 communes dont 4 concentrent davantage de services, établissements scolaires et transports : Saint Symphorien sur Coise, Saint Martin en Haut, Sainte Foy l'Argentière et Saint Laurent de Chamousset. Les autres communes comprennent entre 138 et 1442 habitant.e.s, ce qui témoigne de réalités différentes entre petites villes et villages étalés en hameaux, zones beaucoup plus reculées.

Historiquement, trois communautés de communes entre les départements du Rhône et de la Loire constituaient le territoire des « Monts du Lyonnais », un territoire qui s'est rassemblé en une seule et même communauté de communes du même nom dans le cadre du nouveau schéma de coopération intercommunal de 2016, tout en se séparant de la communauté de communes de Forez en Lyonnais, située dans la Loire, qui devait initialement y être rattachée. La

scission entre territoire administratif et territoire vécu se reflète également dans les dynamiques associatives et institutionnelles, soit plutôt tournées vers l'historique communauté de commune Chamousset en Lyonnais, au nord, soit plutôt vers celle des Hauts du Lyonnais, au sud.

## Un territoire associatif

Au niveau associatif, un large tissu est présent, surtout dans la partie sud, avec des associations sportives, culturelles, solidaires, pour la jeunesse ou le troisième âge. Des cafés associatifs naissent dans certains villages, les commerces de proximité sont encore présents dans la plupart des communes et les politiques locales encouragent largement la consommation de produits locaux, notamment issus de la production agricole du territoire, par des marchés réguliers et le maintien de petits commerces.

## Accessibilité

Le territoire compte également plusieurs équipements sanitaires et sociaux : des structures d'accueil collectif pour les jeunes enfants (crèches, centres de loisirs, MJC, centres sociaux), quatre hôpitaux locaux, trois EHPAD associatifs, un ESAT, un foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapé.e.s, un centre médical. La population a globalement accès aux outils informatiques.

## Des lieux de vie sociale

On recense de nombreux lieux publics de rencontre, entre services et commerces de proximité, équipements sportifs (piscines, gymnases, stades et city stades), culturels (bibliothèques, cinémas) ou de loisirs, structures sociales (pôle emploi, mission locale), places de marchés, parcs, écoles, collèges, lycées, espaces associatifs, bars et restaurants... Cependant, ces lieux de socialisation sont davantage présents sur les plus grosses communes qui concentrent des services, commerces, équipements sportifs et socioculturels souvent absents des villages : structures sociales, MJC, collèges, lycées, commerces de bouche, restaurants, marchés forains, gymnases... On retrouve toutefois des espaces de vie sociale incontournables dans presque toutes les communes : bar, boulangerie ou dépôt de pain, salle des fêtes, stade de foot... Ces lieux sont marqueurs de l'identité du territoire puisqu'ils sont vecteurs de traditions telles que les comices agricoles, tournois de foot, fêtes de conscrits ("classes", fête de village intergénérationnelle), bals de village...

## Démographie

La communauté de communes des Monts du Lyonnais compte 35 088 habitant.e.s (Insee, 2018). Si la densité est plutôt faible (88,3 habitant.e.s par km<sup>2</sup> d'après les chiffres de l'Insee), on constate depuis les années 70 un essor démographique croissant, ce qui témoigne donc de la dynamique et de l'attractivité du territoire. On peut supposer que cette croissance démographique est liée au phénomène de périurbanisation et à l'exode urbain entraîné par la

recherche d'une meilleure qualité de vie en dehors de la métropole de Lyon, récemment par exemple, suite au confinement.

La population est plutôt vieillissante : les personnes retraité.e.s représentent 28,3 % de la population de plus de 15 ans, la tranche d'âge des 60 à 74 ans est passée de 12,1 % à 15,6 % de la population globale entre 2008 et 2018. Les 15-29 ans sont aussi moins nombreux que les autres tranches d'âge définies par l'Insee. En effet, les jeunes post bac se retrouvent souvent en études sur la métropole de Lyon mais reviennent toutefois s'installer sur le territoire dans les secteurs industriel, agricole et tertiaire. Par ailleurs, beaucoup d'habitant.e.s vivent dans les Monts du Lyonnais et travaillent à Lyon. La population de 15 à 64 ans présente sur le territoire est une population jeune (les élèves, les étudiant.e.s et les stagiaires non rémunéré.e.s représentent 8,2 %) et active (79,4 %). Il y a beaucoup de familles, de jeunes parents qui viennent s'installer comme de natif.ve.s retraité.e.s.

Le taux de chômage est plutôt faible (7,2 % sur la communauté de communes contre une moyenne nationale de 13,4 %), le territoire comporte 76 emplois pour 100 actif.ve.s d'après un article de Lyon Capital.

La catégorie sociale majoritaire est populaire, les catégories socioprofessionnelles sont par ordre croissant : les ouvrier.e.s (16,1 %), les professions intermédiaires (15,7 %), les employé.e.s (15,1 %), puis, seulement après, les cadres et professions intellectuelles supérieures (5,8 %). Le rapport interdécile est de 2,5 sur le territoire contre 3,7 sur l'ensemble du département, or, au-dessus de 3, cet indicateur indique un écart important entre taux de richesse et taux de pauvreté. On considère donc que les Monts du Lyonnais rassemblent une population diversifiée avec quelques inégalités mais pas complètement fracturée.

En 2007, l'agriculture représentait près de 11 % des emplois du territoire, soit 1385 actifs agricoles pour 970 exploitations<sup>1</sup>.

## Focus sur jeunes ruraux

Les moins de 30 ans représentent 35,2 % des habitant.e.s de la communauté de communes, 20,7 % pour les 0 à 14 ans et 14,5 % pour les 15 à 29 ans (Insee, 2018). La proportion de jeunes sur le territoire est en baisse depuis 2008, d'autant plus pour la tranche d'âge des 15-29 ans qui est passée en 10 ans de 16 à 14,5 % de la population. Cela s'explique par le départ de

	2008	%	2013	%	2018	%
<b>Ensemble</b>	<b>32 470</b>	<b>100,0</b>	<b>34 471</b>	<b>100,0</b>	<b>35 088</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	7 050	21,7	7 608	22,1	7 276	20,7
15 à 29 ans	5 184	16,0	5 049	14,6	5 101	14,5
30 à 44 ans	7 258	22,4	7 219	20,9	6 761	19,3
45 à 59 ans	6 279	19,3	6 922	20,1	7 415	21,1
60 à 74 ans	3 932	12,1	4 637	13,5	5 468	15,6
75 ans ou plus	2 768	8,5	3 036	8,8	3 067	8,7

nombreux. ses jeunes pour les études : bien que certain.e.s reviennent s'installer sur le territoire et qu'il y a de nouveaux.elles arrivant.e.s chaque année. Ces dernières années (en

<sup>1</sup> Source : <http://www.monts-du-lyonnais.fr/agriculture.htm>

l'occurrence entre 2013 et 2018), la hausse de la population tenait davantage au solde naturel soit aux naissances et décès (0,4 %) qu'au solde apparent des entrées et sorties (0,0 %).

Les jeunes des Monts du Lyonnais sont scolarisé.e.s dans les villages, des écoles élémentaires étant présentes dans la plupart des bourgs, et sont ensuite regroupé.e.s dans les villages « centres » pour le collège et le lycée : Saint Martin en Haut, Saint Symphorien sur Coise et Saint Laurent de Chamousset. Après le cursus commun, une grande partie des jeunes partent en étude à Lyon ou St Etienne, ou ailleurs, dans d'autres villes de France, et quittent le territoire pour y revenir ou non. Une autre partie reste sur le territoire pour travailler ou faire des formations type MFR, formation professionnelle en alternance...

## Un attachement au territoire

On observe globalement un attachement fort au territoire pris en charge par les jeunes, par l'intermédiaire d'événements notamment portés par les maisons des jeunes dans les villages : bals, soupes au choux, fêtes des conscrits...

Ces espaces permettent des rencontres, des lieux de socialisation mais sont aussi parfois des espaces où se reproduisent des mécaniques sociales discriminantes, voire agressives, alimentées par l'alcool et les effets de groupe.

*“J'organise la vogue en 2017 avec la Maison des Jeunes de mon village, c'est le premier soir, je suis entourée de mes potes, dans un contexte de fête joyeuse [...] et là un type dit « ah là y'en a une grosse de fraise » et il m'attrape le sein en le pressant un peu. Évidemment personne ne réagit [...]”*  
Témoignage noshistoires.fr

D'après l'enquête effectuée par la communauté de communes dans le cadre de sa politique jeunesse, les jeunes ont à cœur leurs origines, l'histoire de leur village, le passage des traditions. Au quotidien, ils et elles se retrouvent au sein des maisons des jeunes, lieux de socialisation propres à chaque commune et pris en charge de manière autonome par des associations de jeunes, mais surtout dans les espaces publics : stades et city stades, places de villages... Les acteurs locaux soulignent cependant que ces espaces extérieurs sont souvent privatisés par les garçons au détriment des filles, en particulier lorsqu'il s'agit de lieux plutôt connotés “masculins” comme les skatepark ou city stade, soulevant la question de la place des filles sur l'espace public.

Cette question de l'espace public se retrouve aussi pour les publics plus âgés, les bistros de villages accueillent aussi une grande majorité d'hommes.

*“Je n'étais entourée que d'hommes, beaucoup plus âgés que moi, je n'avais pas l'impression d'être à ma place et je le sentais avec des regards insistants et des réflexions : “c'est pas souvent qu'on voit des jeunes filles ici”, “attention à lui il vous parle que pour vous draguer”.”*  
Témoignage noshistoires.fr

On observe qu'une part des jeunes délaisse ces espaces au profit de terrains d'expression favorisés par la présence des structures associatives (MJC, centre socioculturel, MRJC). Des collectifs de jeunes se créent aussi tous les ans via ces acteurs locaux pour proposer des projets, soutenus par la communauté de communes : Mont' en Scène et Lez'Arts des Champs, deux associations d'événements culturels itinérants dans les Monts du Lyonnais ou encore C-isme, collectif de lutte contre les discriminations envers les minorités. D'une manière ou d'une autre, les jeunes présent.e.s sont donc investi.e.s dans l'activité locale, que ce soit par l'intermédiaire des espaces et événements traditionnels de socialisation, ou, au-delà des villages, par l'intermédiaire des associations culturelles.

## Beaucoup d'interconnaissance

Par leur scolarité, par les espaces de rencontre et le bassin de vie centralisé dans les communes, les jeunes se connaissent et se côtoient régulièrement dans leur village. Ce phénomène crée une culture commune, à la fois positive dans l'accompagnement de chacun et chacune dans son parcours de vie mais qui amène aussi des jugements sur des parcours "différents" de la norme de cette culture cisgenre et hétérosexuelle.

*"Souvent les gens se sentent le besoin de commenter, pour me montrer à quel point iels sont tolérant-es, avec des phrases du type "oui, j'ai entendu ça, ça ne me dérange pas!" ou "je n'ai pas de problème avec ça, chacun fait comme il veut"... Je sais que ça part d'une bonne intention, mais à chaque fois ça me met quand même doucement en colère, que les gens se sentent le besoin de me donner leur avis."*

*Témoignage noshistoires.fr*

*"Je passe le nombre de fois où l'on me surnommait de "lèche-timbre" et tous les surnoms qu'on aime tant nous donner..."*

*Témoignage noshistoires.fr*

*"[...] Et depuis ce jour, pendant 3 ans, à chaque fois qu'il me croisait, j'avais le droit à un "sale pute", " salope", et ses copains l'aidait, on aurait dit que c'était un jeu pour eux, ils avaient le sourire quand ils faisaient ça, même aujourd'hui je ne comprends pas comment on peut faire ça à quelqu'un..."*

*Témoignage noshistoires.fr*

## Les transports, un frein majeur

La mobilité demeure le principal frein pour les jeunes dans les Monts du Lyonnais. Il y a en effet très peu de lignes de bus en dehors des gros bourgs, et celles-ci sont davantage tournées vers les villes de Lyon et Saint Etienne qu'orientées sur les mobilités intérieures au territoire. La ligne du 2Ex notamment, qui relie Saint Symphorien sur Coise et Saint Martin en Haut bien qu'elle n'emprunte pas la route des plus petites communes, passe toutes les heures en semaine, voire toutes les demies-heures le matin et le soir, ce qui témoigne de son caractère essentiel pour les habitant.e.s. Les personnes l'empruntent parfois pour se rendre au travail, ou bien pour des rendez-vous ponctuels ou pour les loisirs. Ce sont également des dizaines de lycéen.e.s et étudiant.e.s qui prennent le 2Ex chaque semaine pour se rendre à Lyon, puis rentrer chez leurs parents le week-end. La communauté de commune a réalisé au sujet de la

mobilité une enquête auprès des jeunes, enquête qui révèle effectivement des difficultés en matière de déplacement, et donc d'accès aux loisirs. La mobilité constitue pourtant un levier important d'autonomie et d'insertion professionnelle, mais en dehors de la voiture qui rend les adolescent.e.s dépendant.e.s de leurs parents, le vélo est réservé aux sportif.ve.s, au vu des côtes qui séparent les villages et les scooters sont moins présents qu'avant.

*“Il y a vraiment quelque chose qui a changé par rapport à moi quand j'étais jeune : les jeunes se déplaçaient en mobylette ou en scooter, et en fait il y a eu beaucoup d'accidents et je pense que les parents d'aujourd'hui veulent plus, enfin ils ont peur. J'avais regardé du coup les plaques d'immatriculation des deux roues, l'évolution au fil des ans sur notre territoire, et il y a de moins en moins de deux roues en fait. Du coup je pense que les jeunes ont encore moins de mobilité qu'avant.”*

*Témoignage de la directrice du centre social de Saint Symphorien sur Coise*

## Une éducation sexuelle scolaire inégale

Dans les collèges et lycées des Monts du Lyonnais, l'éducation sexuelle en milieu scolaire est abordée dans certaines structures mais pas toutes. Des associations comme le planning familial ou les MJC amènent des ressources et proposent des interventions, cependant tous les établissements ne proposent pas toutes les séances conseillées, avec des programmes souvent hétéronormés et peu développés.

*“J'avais des cours d'éducation sexuelle, et malheureusement, c'était ma mère et le prof d'anglais qui faisait ces cours. J'étais obligé d'y aller mais c'était des critères très stéréotypés de relation hétéro. Moi je disais, bon, j'ai des petits soucis, je flashe de temps en temps sur tel ou tel personne. Mais j'avais pas cette ouverture d'esprit en tous cas.”*

*Témoignage noshistoires.fr*

## Lieux ressources

Les Monts du Lyonnais accueillent un tissu associatif actif sur des questions de culture et de lien social. Il existe de nombreuses propositions pour les jeunes et les moins jeunes, aussi bien dans le cadre scolaire que quotidiennement.

## Des associations culturelles qui sensibilisent

Les Monts du Lyonnais constituent un vivier de lieux ressources avec de nombreux espaces de lien social portés par les associations. Sur le territoire, un centre social coordonne chaque année avec plus d'une dizaine d'autres associations la semaine de la tolérance, une semaine autour d'un sujet discriminant pour une partie de la population. En 2019 durant cette semaine intitulée “Homophobie, pas mon genre”, de nombreuses propositions pour échanger avec la population ont été organisées collectivement par les associations : un café discussion, des interventions en milieu scolaire, un spectacle de théâtre, des projections-débat... Cet événement récurrent permet de sensibiliser les habitant.e.s et permet aussi des espaces de formation. Cet exemple est une partie de toutes les propositions culturelles faites sur le territoire par des associations. Par la culture, d'autres associations, non portées directement

sur des questions de genres et sexualités mais s'y intéressant, peuvent proposer des spectacles, films, concerts qui amènent le débat. La Fabrik par exemple, une association de programmation culturelle invite régulièrement des artistes en résidence qui traitent de sujets de genres, de construction sociale, etc... Mont' en Scène, une association d'art de rue qui propose un festival chaque année, amène dans sa programmation différents artistes qui traitent aussi par le biais culturels de ces enjeux. Une ferme agricole, la ferme de la Maladière, propose elle aussi une programmation de conférences gesticulées où la thématique du féminisme, entre autres, est amenée.

## Des espaces pour les jeunes en dehors du cadre scolaire

Sur le territoire, plusieurs espaces jeunes sont accessibles. Deux Maisons des Jeunes et de la Culture font de l'accueil les mercredis, samedis et pendant les vacances scolaires. Le centre social de Saint Symphorien sur Coise fait de "l'aller vers" en utilisant un camion pour être présent dans les villages alentour pour les jeunes dans les espaces publics. Le MRJC propose aussi de "l'aller vers" en animant des équipes de jeunes régulièrement dans les villages. Tous ces espaces sont des lieux de rencontre entre jeunes accompagnés par des animateur.ice.s salarié.e.s qui sont attentif.ve.s aux réflexions des jeunes et proposent des animations pour y répondre collectivement. Les questions sur les genres et les sexualités sont récurrentes et de plus en plus présentes chez les jeunes du territoire selon le constat collectif des animateur.ice.s des structures.

En lien avec les associations culturelles et en réseau sur le territoire, les acteur.ice.s de la jeunesse travaillent sur des thématiques communes liées notamment plus récemment aux genre et aux sexualités. Une coordination des animateur.ice.s jeunesse s'est créée depuis 2021 pour se former à aborder la sexualité et l'intimité avec les jeunes, ainsi qu'à proposer des animations non genrées. Ce collectif échange aussi des méthodes, des outils pédagogiques ainsi que des ressources à mettre à disposition des jeunes du territoire dans les différentes structures.

## Des collectifs spontanés qui émergent

Pendant les 3 ans de diagnostic, les membres du MRJC ainsi que les habitant.e.s ont pu voir apparaître et participer à la création de différents collectifs informels. Ces groupes répondent à des besoins de rencontre, de lutte ou d'échange sur des questions de féminisme ou de lutte LGBTQI+. Un groupe d'ami.e.s issus de la MJC de Saint Martin en haut souhaitant accompagner la transition d'une personne transgenre de leur groupe a créé un collectif nommé C-isme pour sensibiliser sur ces questions à travers des vidéos sur les réseaux sociaux. A l'initiative d'habitantes du territoire, un collectif informel intitulé "les apéros meufs" à créé des espaces d'échanges en non-mixités pour les femmes du territoire. Ce collectif se retrouve régulièrement chez les habitantes pour traiter de différents sujets tels que : la santé, les relations, le féminisme, la colère... Enfin un autre collectif de colleuses des Monts du Lyonnais, qui lutte et sensibilise sur les violences et les discriminations liées aux genres et aux sexualités, a été créé pour réaliser des actions de collage dans l'espace public sur le territoire.

## Des associations LGBT et Féministes différentes en milieu rural

Le Planning Familial, est une association d'éducation populaire féministe qui milite pour le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception, au droit à l'avortement et à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Rattaché à la ville de Lyon, le Planning Familial est présent sur le territoire à travers des interventions en milieu scolaire, ainsi que des permanences régulières dans deux maisons des services (à Saint Symphorien sur Coise et à Saint Laurent de Chamousset). Ce dispositif est en développement et cherche à s'adapter aux problèmes de mobilité des jeunes pour proposer des accompagnements en ultra local via un véhicule itinérant.

Aussi, le public touché par le Planning Familial à Villeurbanne, est diamétralement opposé au public touché en zone rurale. En effet, dans les Monts du Lyonnais, 59% de la population touchée sont des hommes, et moins de la moitié sont des femmes. En parallèle, à Villeurbanne, c'est 83 % de femmes qui composent le public touché, avec une évolution de personnes trans depuis les 3 dernières années en zone urbaine. Dans les Monts du Lyonnais, il n'y a pas de recensement de personnes trans dans le public du Planning Familial. Cela s'explique par la présence du Planning Familial dans les milieux scolaires, qui sont en milieu rural plus masculinisés et aussi que les jeunes en besoin d'accompagnement à la transidentité iront plutôt chercher des réponses en milieu urbain, où plus de propositions sont faites.

Le Planning Familial est la seule association ayant comme projet politique l'accompagnement et l'éducation à la sexualité présente dans les Monts du Lyonnais. On pourra retrouver un grand nombre d'autres associations féministes ou luttant pour l'égalité des droits et l'accompagnement des personnes LGBTQI+ dans la zone urbaine de Lyon : SOS Homophobie, Centre LGBTI+, le Refuge, Chrysalide, Arcenciel...

## Un collectifs devenu un espace ressource pour les jeunes

Le collectif lancé dans le cadre de ce diagnostic par le MRJC à tout d'abord rassembler 3 personnes engagées au MRJC dans son fonctionnement et intéressées par des questions de genres et sexualités. Très vite, par la communication externe et les réseaux sociaux, des personnes non issues du MRJC mais présentes dans le tissu associatif local ont intégré le collectif. Ces personnes recherchaient des espaces d'échange et d'action autour de ces thématiques. Le collectif a évolué pendant trois ans mais les participant.e.s y ont toujours trouvé un espace de débat sur des questions intimes, personnelles et à la fois politiques sur les genres et sexualités. Le diagnostic a été en quelque sorte un prétexte, pour les membres du collectif, pour pousser leurs réflexions et agir sur le territoire pour ouvrir la parole. Ils et elles ont apprécié de pouvoir aborder collectivement des sujets encore tabous et qui nécessitaient de l'échange.

# Les enquêtes locales

## Déroulé

L'enquête locale a été amorcée par un collectif qui s'est constitué pour son intérêt autour de ces questions-là, composé de 6 personnes de 19 à 30 ans, constitué à 80 % de femmes au démarrage et tous.tes issu.e.s du territoire des Monts du Lyonnais.

Après des réflexions internes sur la définition des genres et sexualités, du territoire, et du partage des envies, un questionnaire est sorti à destination de la population des Monts du Lyonnais. Ce questionnaire sondait le degré d'aisance des habitant.e.s des Monts du Lyonnais pour parler de féminisme, d'égalité hommes-femmes, d'homosexualité ou de transidentité dans 4 milieux différents : avec des ami.e.s, avec la famille, à l'école ou au travail (selon les âges) et dans l'espace public.

## Les résultats

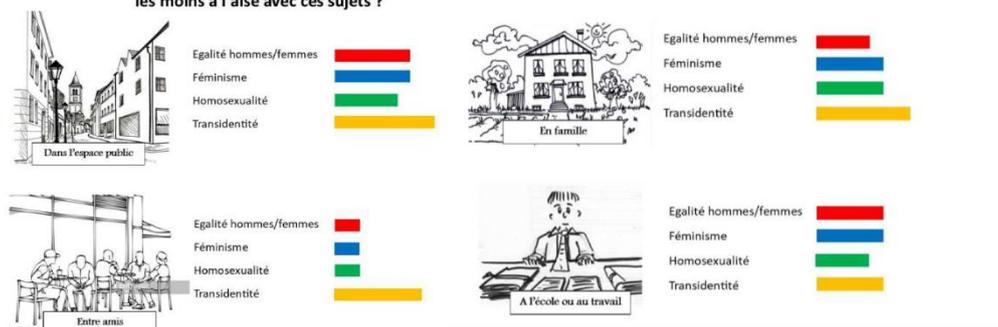
L'enquête a suscité 68 réponses, 69 % de femmes ce qui est un chiffre conséquent. Les espaces de recueil des témoignages se sont fait en ligne, dans des commerces du territoire : épicerie, médecin, bar, bibliothèque... et sur un évènement culturel animé "les Rois Vagabonds", avec un appel à témoignages.

L'échantillon représente 28 % d'étudiant.e.s et collégien.ne.s, lycéen.ne.s, 67 % de population active, et 4 % de retraité.e.s. Parmi les actif.ve.s, la représentation agricole est de seulement 5 % pour les 94 % de personnes interrogée qui sont du milieu rural (bourg ou campagne)

On remarque que 62 % des personnes travaillant dans le secteur public (enseignement, médical, social...) sont des femmes, dans un secteur de soin et d'engagement auprès des populations locales.

Les résultats de cette enquête montrent que la transidentité est très tabou voir a besoin d'être définie dans tous les espaces cités plus haut et que l'espace le plus compliqué pour aborder ces questions était l'espace public.

Dans les différents espaces, lesquels rendent les participant.e.s les moins à l'aise avec ces sujets ?



45 % des personnes interrogées sont très à l'aise pour aborder la question de l'égalité hommes-femmes et il n'y a que dans le secteur privé, la famille ou les amis, où les personnes ne sont vraiment pas à l'aise pour en discuter, cela représente seulement 5 % mais c'est le seul domaine où les personnes sont plus catégorique et on coche 1 sur une échelle de 1 à 5. Quant aux autres espaces, les réponses sont plus mitigées.

Il y a peu de variables de génération, 58 % des 12-25 ans n'est pas à l'aise avec des questions de transidentité, 65 % des 25-50 ans non plus et 40 % des plus de 50 ans

## Un site internet de témoignages



Suite à cela, une campagne d'appel à témoignage a été pensée pour donner la parole à des personnes concernées par les thématiques citées plus haut, sous la forme d'un site Internet : [noshisoires.fr](http://noshisoires.fr). Plusieurs extraits ont pu être intégrés au compte rendu de ce diagnostic que vous avez pu lire plus haut.

L'objectif de ce site est de pouvoir rendre visibles les vécus, les histoires d'habitant.e.s des Monts du Lyonnais sur des questions de genres et de sexualités. Il recueille des témoignages de femmes, de personnes homosexuel.le.s, transgenres, non-binaires, pansexuel.le.s ... et s'adresse à tous et toutes. Ce sont des témoignages qui peuvent raconter des expériences liées au territoire, qu'elles soient positives ou difficiles, des expériences de parcours, finalement l'endroit où se rencontrent orientations sexuelles ou identités de genres avec le territoire.

**AUJOURD'HUI, 7 ANS  
PLUS TARD, JE  
PRENDS CONSCIENCE  
À QUEL POINT  
C'ÉTAIT GRAVE**

Rose\*, 17 ans  
\*le prénom a été modifié

Le lien avec le territoire était essentiel pour montrer que "chez nous" aussi se vivait des choses en lien avec notre orientation sexuelle ou notre identité de genre, c'est un moyen de sensibiliser et conscientiser la réalité des vécus, dans les Monts du Lyonnais.

Aujourd'hui ce sont 13 témoignages qui sont accessibles en ligne et sur une page Instagram. Ce site est actif et peut être alimenté par d'autres témoignages.

## Des ateliers pour animer des espaces d'expression

Suite à la création du site Internet, le collectif a travaillé sur une animation clé en main pour proposer des espaces d'expression et ouvrir la parole dans des groupes de jeunes. Cet outil est à destination des animateur.ice.s de jeunes et a été animé avec 3 groupes différents durant l'année 2021.

A partir des témoignages recueillis sur le site Internet, et des définitions de "sexualités", "intimité" et "genres", écrites collectivement, les participant.e.s peuvent échanger entre eux sur les problématiques sociétales que provoquent les normes. A la fin de cet atelier, chaque jeune peut prendre un temps personnel pour se questionner sur soi.

Les retours des jeunes suite à ces ateliers sont souvent tournés sur l'éducation des garçons et des filles, sur la manière de vivre ensemble. Ils et elles questionnent aussi beaucoup le côté systémique de la culture commune qui véhicule les normes autour de genres et sexualités, par le cinéma, les publicités, les livres, les jeux vidéo...

## Des espaces de confiance

Pendant le diagnostic, les jeunes participant.e.s au MRJC ont pris conscience du besoin d'échanger sur des questions intimes et taboues.

En vivant des ateliers, en participant à des jeux de sensibilisation, en étant membre du collectif ou encore en échangeant en temps informel avec des animateurs et animatrices, les jeunes ont identifié le MRJC comme un espace où ces sujets pouvaient être abordés. Certain.e.s jeunes ont pu alors se confier, et trouver des espaces "refuge" pour exprimer certains maux intimes. Nous, jeunes responsables du MRJC, affirmons qu'il y a besoin d'espace où les jeunes se sentent en confiance, en dehors du cadre familial, en dehors du cadre scolaire et avec des personnes responsables pour les accompagner dans leur développement.

## Conclusion et prolongement

Ce diagnostic a été un tremplin pour aller plus loin et agir pour la jeunesse, et le territoire des Monts du Lyonnais, dans l'objectif que chaque habitant.e trouve sa place sans condition de genres et d'orientation sexuelle.

Le territoire des Monts du Lyonnais est en constante évolution, des collectifs sont nés depuis 3 ans et des propositions culturelles vont dans le sens de l'ouverture. Mais nous voyons des difficultés dues à la situation géographique et culturelle, d'accès à l'éducation à la sexualité, à la déconstruction des normes de genres, à l'ouverture sur les différentes orientations sexuelles et identités de genres encore peu visibles sur le territoire.

Nous souhaitons pouvoir proposer des pistes de réflexions abordées pendant nos recherches qui n'ont pas encore pu voir le jour mais qui nous tiennent à cœur de vous partager, dans l'attente de pouvoir se pencher dessus :

- A la suite des ateliers avec les jeunes, plusieurs d'entre elles et eux ciblent l'éducation comme un réel moyen de résoudre les problèmes de sexisme, d'homophobie ou de transphobie dans la société. Nous souhaitons interpeler les établissements scolaires dans l'ouverture à ces questionnements (le patriarcat, le consentement, l'homosexualité...) par l'accueil d'interventions.
- La transidentité est tabou et très mal appréhendée par les institutions, les structures, et les personnes, en milieu urbain, mais encore plus en milieu rural. Nous souhaitons pouvoir proposer des espaces d'échange avec les habitant.e.s pour aborder cette question avec des personnes trans, directement concernées, qui pourront témoigner.
- Le travail de l'ADEAR (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural), de la Confédération Paysanne ou encore des CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural), mettent en valeur des problématiques de sexisme, liées à l'activité agricole. L'agriculture représente une grosse part de l'activité rurale et est encore aujourd'hui très masculinisée. Nous pensons qu'en abordant et

partageant ces travaux, cela serait favorable à un mieux vivre ensemble dans les territoires ruraux.

Durant ces 3 années, le collectif s'est appuyé et à partagé un grand nombre de ressources, sur différents supports (podcasts, page instagram, bande dessinée...) et en a fait une bibliothèque. Consultable en annexe.

## Ressources sur les genres et sexualités

### **BD**

- Le cœur des femmes, Aude Mermillod (la femme, question de gynécologie et violence)
- Le bleu est une couleur chaude, Julie Maroh (homosexualité)
- Peau d'homme, Hubert et Zanzim (inégalités de genre)
- Appelez moi Nathan, Catherine Castro (parcours d'un jeune homme trans)
- Il est où le patron ?, Maude Benezit et des paysannes en colère (place de la femme dans le monde paysan)
- Simone Veil, P. Bresson, H. Duphot (avortement)
- Le manifeste des 343 salopes, A. Laffitte, H. Strag (avortement)
- La rose la plus rouge s'épanouit, Liv Stromquist (relation amoureuses, parallèle société de consommation et relation humaine)
- Reconnaî'trans, Laurier the fox (témoignages de personnes trans illustrés)
- Tout va bien, Charlie Genmor (aussi sur Instagram) (roman graphique)
- Un autre regard, Emma
- Des princes pas si charmants, Emma

### **Livres**

- Le cœur des femmes, Martin Winckler
- Avorter aujourd'hui, Olivia Benhamou (contexte de l'avortement dans les années 2000)
- Réinventer l'amour, Mona Chollet (relation amoureuse)
- Sorcières. La puissance invaincue des femmes, Mona Chollet
- King Kong Théorie, V. Despentes
- Confession d'un masque, Mishima

### **Séries**

- Sense8 (LGBT, transidentité, féminisme, place de l'amour)
- Dickinson
- Skam France (ou autre pays ex : Skam Norvège, saisons sur différentes thématiques)
- Sexe Education
- Euphoria

### **Film**

- La vie d'Adèle
- Océan
- Le portrait de la jeune fille en feu (film historique, romance entre deux femmes)
- Love Simon
- Baisé caché
- Young Royal
- Super nova
- 120 battements par minutes
- Enola Holmes
- Les quatre filles du Docteur March

- Divines
- Tom Boy
- Filmographie de Xavier Dolan
- Les Figures de l'ombre
- Documentaire « Petite fille »

#### **Podcast**

- Affaire sensible sur l'avortement
- Les couilles sur la table
- Le cœur sur la Table

#### **Vidéo YouTube**

- Acte et sens sur l'amour
- L'amour dure 90 secondes
- Acte et sens sur la thématique de l'amour
- « L'amour dur 90 secondes » conférence d'une femme
- Hparadoxae (transidentité et autisme)
- Entre mecs

#### **Jeux**

- Sexploration
- Non mais genre !

#### **Compte Insta et autre**

- Compte de Collage féministe (+ nom de la ville)
- Soan\_t\_informe
- aggressively\_trans
- transnoir
- transcripteur
- lanuitremueparis
- mariebongas
- Paint (LGBT)
- colorsofmarion
- noustoutes (ne prend pas en compte le meurtre des femmes trans)
- Camille et Justine
- Gouine des champs
- Charlie Genmor

#### **Autres :**

- Le point Q (newsletter sexo)
- Mixicamp, outils pour les animateur.ice.s "vers l'égalité des genres"

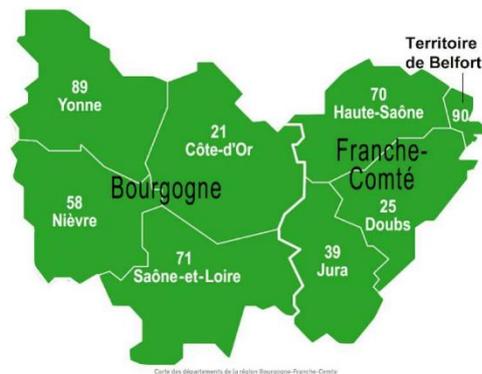
#### **Marque de vêtements qui ne fait pas de distinction sur les genres**

- Insame

## Diagnostic « Genre et Sexualité en milieu rural »

### I. La Bourgogne-Franche-Comté, de quoi on parle ?

La région Bourgogne Franche-Comté est située dans le nord-est de la France, limitrophe à la Suisse et non loin de l'Allemagne.



Sa superficie est de 47 784 km<sup>2</sup> pour une densité de 59 habitant-e-s/km<sup>2</sup>.

La région BFC est entourée du Grand-Est, Ile-de-France, Centre Val de Loire et l'Auvergne-Rhône-Alpes.

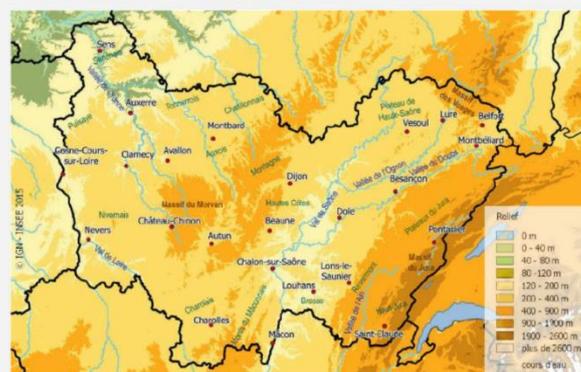
Le chef-lieu de la région est Dijon et sa présidente est Marie-Guite Dufay (du Parti Socialiste).

Si on s'axe davantage sur la Franche-Comté, on peut voir qu'elle est composée de quatre départements, le Territoire de Belfort, le Jura, la Haute-Saône et le Doubs. D'une superficie de 16202.34 km<sup>2</sup> dont 5232.6 km<sup>2</sup> pour le Doubs.

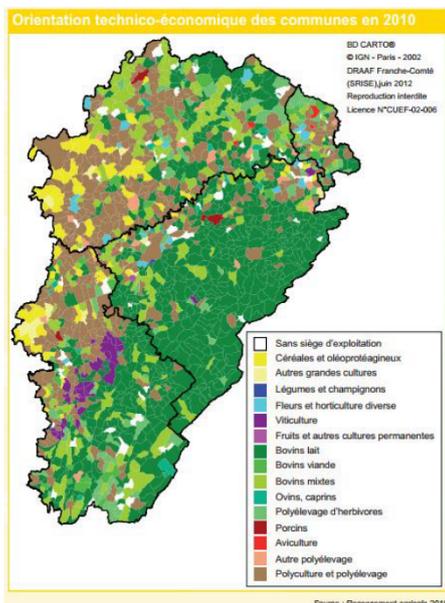
Le relief de la région BFC est dominé par trois massifs avec les Vosges dans le Nord-Est, le Jura à l'est et le Morvan à l'Ouest. Le point culminant étant au Jura (Crêt Pila) avec 1 495 mètres.

- Une région très vaste, scindée en deux par le Morvan

Géographie physique de la Bourgogne-Franche-Comté



La région Bourgogne-Franche-Comté est une région à caractère agricole et rurale, son agriculture repose sur 4 grandes productions :



- La vigne, qui s'étend sur 34 000 hectares à 99% en Appellation d'Origine Protégée (AOP) dans le Jura et les départements de l'ex région Bourgogne.
- Le lait, avec près de 700 millions de chiffre d'affaire est essentiellement valorisé dans la production de fromages dont un volume important provient du Massif du Jura.
- La viande bovine, réalise un chiffre d'affaire de 850 millions avec des exploitations principalement tournées vers l'activité de naisseur. Elles sont situées majoritairement dans la Saône et Loire et dans la Nièvre.
- Les grandes cultures (blé, orge, maïs), réalisent un milliard de chiffre d'affaire et sont principalement concentrées sur les plateaux de la Côte d'or, de l'Yonne, de la Nièvre et de la Haute-Saône.

La nouvelle région conserve un profil avant tout rural, elle ne possède pas de grandes métropoles de plus de 400 000 habitant.e.s. C'est une région moins urbanisée, moins dense en termes de population.

Elle possède une structure sociale plus homogène, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres est moins important. La région est d'ailleurs classée quatrième en termes d'emplois agricole.

L'absence de grandes métropoles contribue à un vieillissement notable de la population, les 18-30 ans s'exportent et les retraité.e.s restent. La région est dans les dernières régions de France en termes de proximité des équipements pour les habitant.e.s. Certaines zones possèdent des structures de santé, des établissements publics éloignés des habitants.

La carte représente le taux de couverture fibre par département en BFC au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.

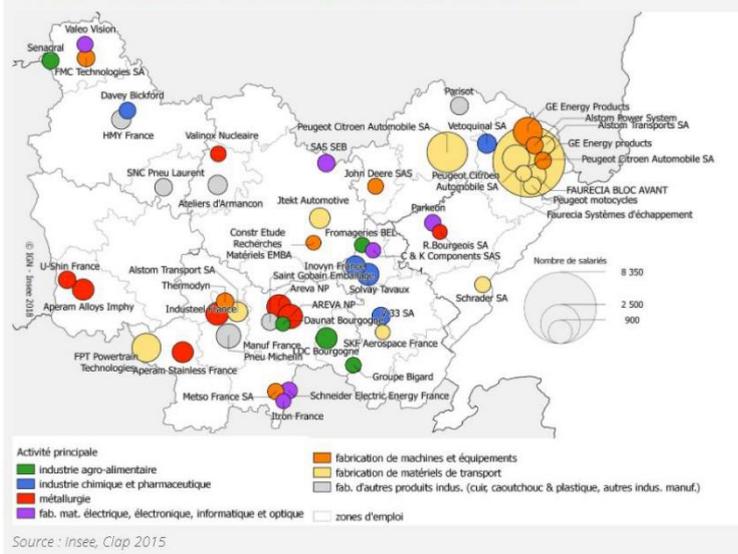
En 2020, la région BFC reste à la traîne sur la fibre et la 4G. Selon le baromètre ZoneADSL elle est dernière au classement fibre et 11<sup>ème</sup> au classement 4G des régions. L'accès internet reste donc médiocre encore dans la région. Cependant le Doubs est le département avec le taux de couverture fibre le plus élevé, avec le Territoire de Belfort.



La Bourgogne-Franche-Comté reste une région industrielle. Par exemple PSA à Sochaux est le deuxième site industriel le plus important de France. Elle est la première région industrielle en termes d'emploi (17.3% de ses emplois sont exercés dans l'industrie).

figure 2 – L'industrie encore très présente, des établissements aux quatre coins de la région

Les 50 plus grands établissements industriels de la région, par effectif et activité

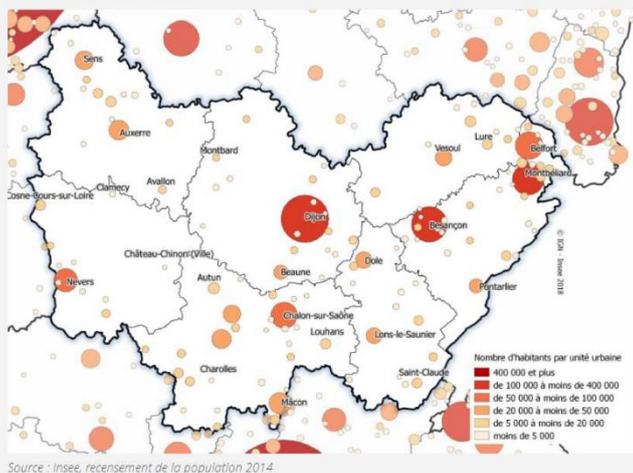


En BFC on compte 2 813 289 habitant-e-s.

Comme dit précédemment, la région BFC reste rurale et ne possède que trois villes de plus de 100 000 habitant-e-s. Dont le chef-lieu du Doubs, la ville de Besançon avec 116 676 habitant-e-s.

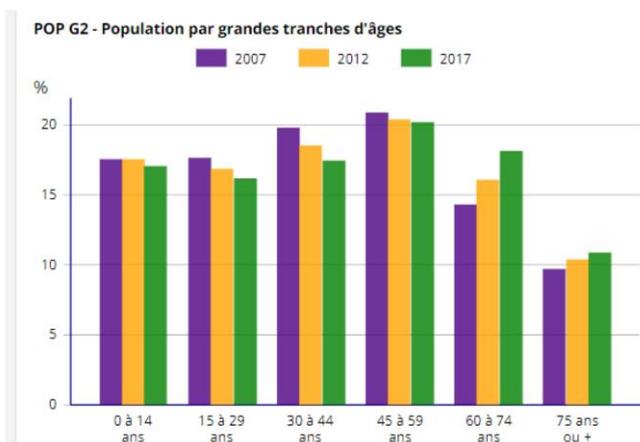
figure 1 – Seules trois agglomérations dépassent les 100 000 habitants

Population des unités urbaines



Selon l'INSEE près des deux tiers de la population de la région BFC habitent à la campagne, en Haute-Saône 58%, idem dans l'Yonne et 51% dans la Nièvre.

Il y a 1 489 communes, soit 38% des communes de BFC, qui sont confrontées aux enjeux de l'hyper-ruralité : faible densité, enclavement géographique, vieillissement de la population, faibles ressources financières, manque d'équipements et de services.



La région BFC compte 26 868 naissances par an pour 30 091 décès. On voit un vieillissement de la population entre 2007 et 2017.

En 2012, elle compte 470 425 jeunes de 15 à 29 ans soit 17% de la population régionale, elle a perdu en moyenne 0.9% de sa population jeune par an entre 2007 et

2012. Une baisse qui peut s'expliquer par le départ de nombreux jeunes vers d'autres régions pour se former ou trouver un emploi. La part de jeunes dans cette tranche d'âge est plutôt inégale sur le territoire, avec 13.9% dans la Nièvre, 19.5% en Côte d'Or, elle dépasse 18% (moyenne nationale) dans seulement 3 départements : La Côte d'Or, le Doubs et le Territoire de Belfort. Dans le Doubs, il y a Besançon qui regroupe 28.8% de jeunes qui ont entre 15 et 29 ans.

## II. Parler Genre et Sexualité dans le Doubs

La ville de Besançon de sa superficie de 65.1km<sup>2</sup> offre un panel d'associations de culture, loisirs, sport et vie sociale, de santé et action sociale, d'éducation et de formation, d'environnement et patrimoine, etc. on en compte 2974.

Parmi ces associations on en compte quelques-unes qui offrent un lieu pour les personnes s'identifiant/s'intéressant à la communauté LGBTQ+.

Le refuge, situé au 34 rue Ronchoux à Besançon, est une association nationale, qui propose un hébergement temporaire pour des jeunes de 18 à 25 ans en rupture familiale. Des soirées abordant diverses thématiques sont proposées, comme des cinés-débats ou encore des rencontres littéraires avec différents partenaires. Entre-autre, c'est un lieu d'accueil et d'échanges, qui offre un espace sécurisant et rassurant.

L'association Nouvel Esprit, qui organise des événements, apéro, exposition de photographies, pour lutter contre les discriminations. C'est une association militante qui vise à l'égalité des droits. Iels organisent des moments communautaires conviviaux et familiaux pour partager et informer dans le but de mobiliser et de continuer à trouver (ou prendre) une place dans une société qui reste à convaincre.

SOS Homophobie est une association qui lutte contre les infractions à caractère homophobe ou transphobe, pour les droits civiques et la reconnaissance des personnes LGBTQ+. Elle fait également des interventions en milieu scolaire pour expliquer avec pédagogie son combat et sa nécessité.

Le Mouvement d’Affirmation des Jeunes lesbiennes, Gais, Bi et Trans, est une association qui permet d’apporter aux jeunes LGBTQ+ toutes les opportunités de dialogue afin de mieux vivre et affirmer leur orientation sexuelle ou identité de genre, et lutter contre les discriminations et le sexisme.

Il y a aussi le CICS, le Centre d’Information et de Consultation sur la Sexualité, c’est un Centre de Planification et d’Education Familiale. Des locaux sont ouverts la semaine pour informer des lois et droits en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle. C’est un lieu où les jeunes peuvent obtenir des réponses à leurs questionnements et iels proposent aussi des consultations gratuites auprès de différents professionnel-le-s médicaux (médecins, psychologue, conseiller-ère conjugales, familiales).

On peut également trouver quelques médecins sur le réseau des Médecins Gay-Friendly LGBT. Dans le domaine de la santé, une relation de confiance est indispensable pour une prise en charge de qualité. Ce réseau permet de rencontrer des professionnels dont on sait par avance la bienveillance à l’égard de leur clientèle, pour qu’iels puissent se sentir capable de s’exprimer sans craintes, sans appréhension et sans retenue. Ce sont également des professionnel-le-s de santé sensibilisés aux problèmes spécifiques que les personnes concernées peuvent rencontrer.

Dans le Doubs, deux médecins généralistes sont recensés sur le réseau à Besançon, le Docteur Perrot et la Doctoresse Lambert Briquez. Une gynécologue est recensée sur Montbéliard, la Doctoresse Koenig.

Il existe aussi sur Besançon, des associations féministes telle que Osez le féminisme 25 qui lutte contre l'imbrication des systèmes d'oppression, racisme et sexisme, pour la libération des sexualités des femmes, contre la lesbophobie et pour la visibilité des lesbiennes.

Également l'association Solidarité femmes de Besançon, composée de militantes féministes qui viennent en aide bénévolement aux femmes victimes de viols ou de violences conjugales. C'est un centre d'hébergement et de réinsertion sociale qui dispose d'une trentaine de places pour femmes et enfants. L'association effectue également des missions de prévention auprès de publics jeunes ou professionnels.

Le Centre d'Information sur les Droits de Femmes et des Familles, permet d'informer dans une approche globale sur les droits des femmes et des familles, de faire évoluer leur place dans la société, de favoriser l'autonomie des femmes et contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'association Tente Beauté Mobile est une association caritative offrant la possibilité à des personnes en situation de fragilité sociale, physique et/ou psychique de bénéficier de soins socio esthétiques, de coiffure et de conseils en image, pour qu'elles reprennent confiance en elles et en leurs capacités socio-professionnelles.

La ville de Besançon offre tout de même quelques espaces sécurisant d'information, d'accueil et d'échanges. Cependant toutes les associations et médecins répertoriés sont localisés sur Besançon, étant une grande ville bien desservie elles sont accessibles facilement pour les citoyen·e·s. À contrario les zones rurales, représentant une grande majorité du Doubs, subissent un désert rural quant aux services sur le genre et la sexualité. De même qu'il est difficile pour les ruraux non véhiculés de se déplacer et rendent l'accès aux services dans Besançon difficiles. Pour une ville de 116 676 habitant·e·s, le nombre d'association abordant les sujets d'homosexualité et de transidentité reste faible d'autant plus si on prend en compte la superficie entière du Doubs.

Ce qui pose question, c'est comment rendre accessible cette notion de genre et de sexualité dans les milieux ruraux. En milieu rural on vit et on travaille très souvent dans un cadre familial, on connaît très bien son village, son entourage et on fait partie d'une communauté bien définie géographiquement. Ça peut être un avantage comme un inconvénient, être homosexuelle ou transgenre à la campagne entraîne souvent un repli sur soi. La peur de l'incompréhension de l'entourage familial, amical et social apparaît comme un obstacle. Le fait que ces lieux sécurisants d'échanges, d'informations et de questionnements ne soit que basé dans les grandes villes comme Besançon renforce les cas d'isolements en zones rurales et rendent ces questionnements « tabou ».

### III. Enquête GSMR au MRJC

En 2020, une petite équipe au MRJC de Franche-Comté s'est réunie pour échanger et proposer des actions autour de la thématique « Genre et Sexualité en Milieu Rural ». Accompagnée de l'animatrice permanente et d'une service civique, iels ont pu se regrouper à plusieurs reprise. A la suite de quoi en est ressortie l'envie de faire vivre d'avantage cette thématique par le biais de sensibilisation, informations, échanges, soutiens permettant aux volontaires de partager leurs expériences de vie.

Afin d'approfondir leurs questionnements, iels ont monté·e·s une enquête quantitative ayant pour but de cerner quelles sont les problématiques que rencontrent les personnes vivant en milieu rural vis à vis de leur genre et/ou leurs sexualités. (*Résultats de l'enquête en Annexe*).

Cette enquête aborde plusieurs thème comme les stéréotypes de genre, le sexisme ordinaire, la santé reproductive, les exemples et influences, les études, emploi et responsabilités, les violences LGBTQ+, le Coming Out et les agressions, attouchements, insécurités et violences conjugales.

Ce questionnaires s'adressant à tou·te·s a pu récolter 108 réponses (majoritairement des femmes, 68.5% et 3.7% de non-binaire). La moitié des participant·e·s ont entre 13 et 30 ans et l'autre moitié ont plus de 30 ans dont 25.9% ont plus de 60 ans. Iels sont globalement issu de milieux ruraux (seulement 24.1% habitent en zone urbaine). Le fait de cette grande majorité de ruraux permet d'identifier, grâce à leurs réponses, comment y sont perçues les questions de genre et de sexualité. Cependant 58 des participant·e·s vivent actuellement dans le département du Doubs ce qui ne peut pas nous permettre d'assimiler ces résultats spécifiquement au Doubs.

Sur ces 108 réponses, 9 personnes s'identifient homosexuel·le, 8 bisexuel·le, 9 pansexuel·le et 83 hétérosexuel·le. L'enquête démontre que la notion des stéréotypes de genre en milieu rural est bien questionnée, 54.8% des personnes ont au moins une fois subi des discriminations par rapport à leur genre ou leur orientation sexuelle. Seulement 18.1% n'ont jamais ressenti le besoin de remettre en question les rôles que l'on assigne à leur genre. On compte aussi 68.6% qui estiment ressentir l'impact de stéréotypes de genre dans leur quotidien. Une grande partie témoignent que ce sentiment se fait ressentir dès le plus jeune âge, par exemple au fait de genrer les jeux, activités physiques et loisirs, esthétiques et vestimentaires, certain·e·s témoignent d'avoir souvent entendu de n'être pas suffisamment féminine, ne pas se salir si on est une fille, la danse n'est que pour les filles et inversement les sports de balles pour les garçons. Et ceux jusqu'à même l'âge adultes, avec les métiers physiques pour les hommes, la garde des enfants et entretien de maison pour les femmes. D'autres témoignages nous montrent que ces stéréotypes de genre sont parfois poussé bien plus loin, allant jusqu'à ne s'adresser qu'aux hommes pour des questions de bricolage, de même qu'un homme ne pleure pas, il doit être « viril », etc. Il y a même 88.9% des

7

Dynamique Genre & Sexualité en Milieu Rural

participant-e-s qui ont déjà entendu, fréquemment et occasionnellement, des phrases misogynes ou misandres. Globalement 57.4% estime ressentir le sexisme ordinaire dans leur quotidien. 38.9% ont déjà été insulté-e, agressé-e, à cause de leur genre ou de leur orientation sexuelle et 55.6% ont déjà dû modifier leur comportement dans certains lieux pour éviter des situations. 59.8% se sont déjà senti-e en danger dans la rue, transport ou lieu public. Seulement 16.7% connaissent des structures pour trouver de l'aide et peuvent s'y rendre facilement.

Globalement cette enquête n'apporte pas de résultats fiables quant à la sexualité et la transidentité, qui ne permettent pas d'en tirer une analyse concrète. Mais les participant-e-s ont fait remonter les inégalités de genre en milieu ruraux.

A la suite de cette enquête, le MRJC a voulu apporter en Franche-Comté des actions de sensibilisations et des dossiers pédagogiques. Un dossier pédagogique « Les menstruations en camp » a été co-écrit pour apporter des outils aux animateur-ice-s, il retrace un peu l'histoire des menstruations, présente les différents types de protections périodiques, les différents types de symptômes, les cas d'endométrioses. Dans ce dossier on peut également y trouver des outils d'animations pour amener un échange avec les jeunes. Mais également des outils pour sensibiliser au fait de rendre le camp accessible pour les personnes menstruées, comme mettre des sacs poubelles dans les toilettes, avoir la possibilité d'installer des toilettes fixes avec une intimité pour les camps en itinérances et bien d'autres encore.

Au-delà de dossier pédagogique, iels ont mis en place des actions comme un Théâtre Forum sur le genre et la sexualité, grâce à l'aide d'une intervenante. Où une dizaine de participant-e-s ont pu échanger leurs idées et comment iels pourraient améliorer les choses. Également sous forme théâtrale, lors d'un camp d'été, 13 jeunes ont monté un spectacle à la fin du séjour (représentation ouverte), pour représenter la sensualité et la sexualité autour de plusieurs scénettes, comme l'intersexualité, les différents moyens de contraception et les nombreux effets négatifs pour la femme, le harcèlement de rue et agressions.

En tant que MRJC, la section souhaite continuer à intégrer ces questionnements dans leurs actions. Garder un esprit inclusif pour tou-te-s et être un lieu sécurisant et ouvert à la discussion et que nos jeunes puissent se sentir libre d'être soi-même. La section laissera la possibilité à une équipe de jeunes si elle le souhaite, de se réunir pour monter des projets dans l'optique de faire grandir cette thématique dans son territoire.

# Genre et sexualités en Milieu Rural

## Les recommandations

Depuis 2019, le MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne) mène le projet « Genre et Sexualités en Milieu Rural » avec le soutien du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse pour atteindre les objectifs suivants :

Rompres le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités, que subissent les jeunes issu-es de territoires ruraux en identifiant, analysant et rendant visible ces actes.

Rompres le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités en leur permettant de se mobiliser pour proposer et faire avancer les dispositifs visant à lutter efficacement contre les violences sexuelles, le sexisme et la lgbtphobie en milieu rural.

Durant trois ans et demi, le MRJC a animé divers temps d'échanges entre jeunes.

Une plateforme internet<sup>1</sup> a été développée, permettant le témoignage, la transmission d'éléments de compréhension et d'outils d'animation. Deux diagnostics territoriaux illustrant les besoins des jeunes à l'échelle d'une intercommunalité ont été réalisés (Mont du Lyonnais<sup>2</sup> ; Bocage Bressuirais<sup>3</sup>).

Cette variété de propositions nous permet de formuler des recommandations à l'attention des pouvoirs publics et du monde associatif concernés par les enjeux d'égalité, de jeunesse et de ruralité.

Le MRJC est un mouvement d'éducation populaire laïque et un mouvement d'Eglise. Cette double appartenance est une richesse à de nombreux égards. Elle permet notamment de parler de spiritualité (sujet relativement tabou), d'être accessible aux jeunes en questionnement sur leur vie intérieure ainsi que d'amener certains milieux religieux à voir autrement leur rapport à la société.

Cette dynamique GSMR en a été impactée. Elle a soulevé des dissensus, tensions et échanges vifs, pointant du doigt une zone sensible dans le paysage catholique. Le travail effectué par le MRJC n'a pas vocation à changer l'institution religieuse ni à initier un mouvement séparatiste mais participe aux « options sociales de l'Eglise » en se mettant à l'écoute des éloigné-es du pouvoir et en favorisant leurs voix.

<sup>1</sup> <https://www.uniqueenmongenre.fr/>

<sup>2</sup> <https://www.uniqueenmongenre.fr/diagnostic-de-territoire-monts-du-lyonnais/>

<sup>3</sup> <https://www.uniqueenmongenre.fr/diagnostic-de-territoire-deux-sevres/>

## Recommandation 1 : RENDRE VISIBLE

Favoriser la visibilité des variations de genres et de sexualités, c'est favoriser la connaissance des jeunes concerné-es quant à l'existence de pairs ; permettant ainsi de rompre l'isolement. C'est aussi rendre explicite leurs existences aux yeux des non-concerné-es.

### - Assurer les formations obligatoires en éducation affective et sexuelle

Les diagnostics locaux ont pointé les manques ou manquements de l'éducation nationale quant à ses engagements. En effet, la loi dispose une obligation de 3 séances « d'éducation affective et sexuelle » par an<sup>4</sup> aux collèges et lycées. Bien souvent, les établissements manquent de moyens pour former des équipes de personnels volontaires et font appel à des associations spécialisées.

Ces structures externes (Planning familial, CIDFF, Centres LGBT...) sont bien souvent éloignées et surchargées, ne pouvant répondre qu'à un petit nombre de sollicitations. Ce constat est d'autant plus présent dans le monde rural où il existe très peu d'associations compétentes sur le sujet<sup>5</sup>.

## Recommandation 2 : DEVELOPPER DES ESPACES

### - Espaces physiques

Aujourd'hui les espaces de rencontre des personnes LGBT sont quasi-exclusivement urbains. Les personnes concernées par les (potentielles) discriminations de genre et sexualités en milieu rural n'ont donc bien souvent pas d'espace qui prenne en compte cette partie-là de leur identité. Pour répondre à ce besoin de collectif et de reconnaissance mutuelle, la création d'espaces de rencontres, de discussion, entre personnes concernées, pilotés, dirigés et initiés par des personnes issues des territoires est une piste de solution.

Le développement de ces espaces physiques doit prendre en compte les spécificités du rural, notamment la moindre densité. Pour y répondre, les points de rencontres pourront être mobiles, ponctuels et réguliers, hebdomadaires ou mensuels. Ces initiatives devront être appuyées par les pouvoirs publics et pourront être parrainées, au lancement, par des associations urbaines déjà structurées, en faisant attention à ce que la gouvernance reste dans les mains de personnes du territoire.

<sup>4</sup> <https://www.education.gouv.fr/education-la-sexualite-1814>

<sup>5</sup> Carte des Planning Familiaux : <https://www.planning-familial.org/fr/pres-de-chez-vous>

### - Espaces numériques

La sensibilité des jeunes aux espaces numériques et le maillage territorial rural nous invite à continuer l'utilisation d'une plateforme numérique avec différents axes :

- témoignage (sortir de l'isolement) ;
- animation (diffusion d'outils) ;
- compréhension (articles journalistiques ou scientifiques) ;
- de mise en lien (associations et collectifs partenaires).

L'animation efficace d'un tel site, avec des ramifications sur différents réseaux sociaux pourra permettre de mieux rejoindre les jeunes et les concerné-es.

## Recommandation 3 : INCLURE LES CONCERNE-ES

Les nombreux week-ends de formation mis en place dans le cadre du projet ont permis de mettre en lumière une méthode d'échange très régulièrement utilisée au MRJC : le croisement de savoirs individuels, militants et scientifiques. Ce croisement des savoirs permet de montrer la force d'une expression incarnée et l'importance des savoirs de l'expérience ; de passer de l'intime au politique et de mettre les travaux scientifiques au service d'un projet de mouvement militant.

La récurrence d'événements ou de séquences sur la place des allié-es au fil du projet met en lumière l'envie des non-concerné-es de se former pour être soutien des personnes cibles de discriminations potentielles. Ces espaces doivent pouvoir continuer d'exister, appuyés par les recommandations précédentes.

Au sein du mouvement, cette dynamique a permis de mettre en lumière le chemin à parcourir, l'animation de ces enjeux d'inclusion à continuer. En avril 2022 et dans la lignée directe des travaux menés lors de l'expérimentation, le MRJC a publié un rapport<sup>6</sup> mettant en lumière des violences sexistes et sexuelles ayant existées en son sein et décryptant les éléments qui les ont permis. Pour le MRJC, une grande partie de la suite du travail permis par le FEJ se trouve dans la mise en place des préconisations de ce travail.

---

<sup>6</sup> <https://www.mrjc.org/app/uploads/2022/04/Rapport-CIP-VF-publique.pdf>



# GENRE ET SEXUALITÉS EN MILIEU RURAL

## RECIT DE FORMATION

MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRÉTIENNE





# SOMMAIRE

---

**04**

NOS PROJETS EN 2019

---

**05**

DERRIÈRE LES MOTS,  
NOUS VOULONS...

---

**07**

LES GENS DU COIN :  
LA DIFFÉRENCE DE  
GENRE EN MILIEU RURAL

---

**13**

LE MILIEU RURAL À  
L'ÉPREUVE DES GESTIONS  
DES SEXUALITÉS

---

**19**

AGIR SUR CES  
QUESTIONS EN TANT  
QU'ACTEUR DE JEUNESSE

---

**22**

CONCLUSION

---

## Avant-propos

Ce document résulte du week-end de formation réalisé le 13, 14 et 15 décembre. Ce week-end s'intègre au dossier "Vivre Ensemble" du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne. En 2018, un séminaire national et des week-ends locaux ont fait remonter un besoin et une envie des militant.e.s d'aborder les questions de genre et de sexualités. Un des constats était le manque d'espace et de référence par rapport à ce sujet et sa particularité en milieu rural. Le projet « Genre et Sexualités en Milieu Rural » est donc né. Cette dynamique locale et nationale a pu prendre de l'ampleur et voir le jour grâce aux soutiens du Fond d'Expérimentation Jeunesse Discrimination et au Fond Facebook pour le Civisme en Ligne.

## POURQUOI LE MRJC PORTE CETTE DÉMARCHE ?

- En tant que **mouvement d'Éducation Populaire**, nous souhaitons soutenir l'affirmation de soi, libérer la parole, faciliter l'entraide et la socialisation.  
*« Aujourd'hui, au quotidien il existe peu de lieux pour parler d'éléments constitutifs de nos vies mais qui sont néanmoins essentiels à l'épanouissement des hommes et des femmes. [...] C'est dans une perspective de transformation des rapports sociaux et de transformation sociale que nous avons un devoir d'agir sur ces points-là. »*
- En tant que **mouvement de jeunes**, nous voulons proposer des espaces de formation et de compréhension des enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre afin de favoriser le vivre ensemble et l'épanouissement de chacun.e.  
*« Le « faire couple » est une préoccupation importante dès l'adolescence, tout comme l'entrée dans la vie amoureuse. Nous voulons nous permettre de nous interroger sur ces choix de vie, qu'ils se vivent seul ou à deux, entre personnes de même sexe ou non. »*
- En tant que **mouvement rural**, nous souhaitons contribuer à créer des espaces ruraux ouverts et accueillants.  
*« Nous jeunes du MRJC, voulons des milieux ruraux facteurs d'émancipation pour les habitants, pour la jeunesse et nous permettant à tous d'y trouver notre place et de nous y engager. »*
- En tant que **mouvement d'action catholique et mouvement d'Église** nous voulons prendre le temps de se questionner sur le sens de nos actions.  
*« Nous voulons permettre à ceux qui le souhaitent de vivre et de découvrir le message de l'Évangile, qui est pour nous un message d'Amour et de partage [...] Nous proposons une approche collective de la spiritualité, non pas en proposant une façon collective de penser mais en créant des espaces à chacun pour forger sa propre spiritualité »*

03

# NOS PROJETS EN 2019

## PLATEFORME "UNIQUE EN MON GENRE"



Cette plateforme rassemble des témoignages, des analyses d'expert.e.s et des outils d'animation pour parler des questions de genres et sexualités en Milieu Rural.

N'hésitez pas non plus à y laisser votre témoignage.

Retrouvez nous sur [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr)

## WEB-SÉRIE "UNIQUE EN MON GENRE"

Chaque mois un témoignage de jeunes ruraux et rurales qui nous racontent leur quotidien et leurs luttes.

Abonnez-vous à la Chaîne Youtube **MRJCJeunesRuraux** pour recevoir les nouveautés.



04

# DERRIÈRE LES MOTS, NOUS VOULONS...

Nous voulons rompre le silence et l'isolement sur les discriminations de genre et de sexualités que subissent les jeunes issu·e·s des territoires ruraux en proposant des espaces d'échanges.

## Rompre le silence et l'isolement

C'est lutter contre les tabous qui limitent la reconnaissance et l'acceptation des personnes dans leurs identités. C'est faire évoluer les représentations pour sortir du cycle : méconnaissance, défiance, peur et rejet. C'est aussi permettre aux personnes concernées de trouver des pair·e·s, des espaces et lieux ressources.

## Discriminations sociales et systémiques

Un traitement défavorable et/ou de rejet, provoquant l'exclusion sociale d'une personne ou d'un groupe de personnes en fonction d'un des critères (plus de 25) définis par la loi (sexe, orientation sexuelle, lieu de résidence, etc.) dans certains domaines (accès aux services, accès à l'emploi, loisirs, etc.).

## Genre

Le genre est à la fois une construction sociale et culturelle (hiérarchisation, rôles, attentes, représentations, etc.) et une construction identitaire personnelle (ressenti, expression, etc.). Il peut être pensé indépendamment du sexe biologique et peut se situer sur un spectre entre féminité et masculinité.

On le caractérise selon différents critères :

- Se reconnaître ou non dans un genre (genré·e /agenre)
- Conforme (cisgenre) ou différent (transgenre) de celui assigné à la naissance
- Binaire (femme/homme) ou non-binaire.
- Stable ou fluide dans le temps (*genderfluid*)

05

## Sexualités

La sexualité regroupe les notions d'orientation, de comportement et de pratiques sexuelles.

**L'orientation sexuelle** définit les personnes envers lesquelles on peut être attiré·e (hétéro-, homo-, bi-, pan-) ou l'absence d'attirance (asexuel·le, etc.)

**Le comportement sexuel** définit l'attitude relationnelle adoptée à un moment donné.

**Les pratiques sexuelles** constituent les actes et attitudes expérimentées lors d'un rapport sexuel incluant la masturbation.

On distingue l'attirance sexuelle de l'attirance romantique.

## Espaces d'échange et de formation

**Espaces d'échange** : Espaces sécurisés permettant aux personnes concernées, aux proches et aux allié·es d'être, de se rencontrer et d'échanger sur leurs vécus.

Ils permettent de partager des solutions et des outils ainsi que de co-construire des opinions, des représentations symboliques, des revendications et actions.

**Espaces de formation** : Espaces permettant la transmission de savoirs et de connaissances dans l'objectif de déconstruire les idées reçues des participant·es, de les informer et de les outiller pour être elleux-mêmes actrices de cette déconstruction.

Ils permettent d'être une porte d'entrée vers des contenus et des structures ressources (associations spécialisées par exemple).

Ces espaces, d'échange et de formation, visent à créer des collectifs de pensée et d'actions autour de ces questions.

## Jeunes issu.e.s des territoires ruraux

Lien et sentiment d'appartenance à une zone géographique souvent caractérisée par une diversité de paysages, de faibles densités de population (villes, villages, espaces naturels, espaces agricoles, etc.) ainsi qu'une forte interconnaissance. Aujourd'hui, on les caractérise aussi par leur éloignement des services publics et des espaces de décisions et d'informations.

06

# LES GENS DU COIN : LA DIFFÉRENCE DE GENRE EN MILIEU RURAL

## La construction de la féminité en milieu rural

**Perrine AGNOUX, doctorante en sociologie. Propos issus de ses travaux de thèse « Rapport au territoire et construction de la féminité en milieu rural »**

Le contexte économique et social est moins favorable aux femmes qu'aux hommes en zone rurale. En effet, les perspectives d'emploi pour les femmes sont très restreintes (le tertiaire, les emplois agricoles, industriels et artisanaux demeurant l'apanage des hommes). Les jeunes femmes, pour la plupart, ne vont pas à l'encontre de ce schéma genré. Elles se destinent encore beaucoup aux métiers du soin, de l'esthétique, etc. Malgré un faible accès à la mobilité, elle est néanmoins plus importante pour elles que pour les jeunes hommes dans la recherche d'un emploi.

Pour autant, bien qu'exposées à une situation moins favorable que les jeunes hommes, les jeunes femmes disposent de ressources dans leur parcours vers l'emploi et l'indépendance (aide de la famille ou de la belle-famille, réseau,...). Les ressources économiques des parents, ont une influence majeure sur la manière dont le parcours d'une jeune femme va se dessiner tout comme le capital culturel (le niveau de diplôme, la possession de biens culturels comme des livres, tableau, ainsi que l'aisance à s'exprimer en public) dans une moindre mesure.

Il est important de souligner que les spécificités du mode de vie rural et les rôles sociaux attendus des jeunes femmes en milieu rural se caractérisent par leur ambivalence.

La forte interconnaissance des espaces est souvent décrite seulement comme un avantage et un moyen de sentir protégée (ex : reconnaissance, réseau), ou bien seulement comme une contrainte qui pèse sur les jeunes femmes (ex : pression à la « respectabilité » dans la vie affective et sexuelle). En réalité, cela dépend de la situation de chaque jeune femme et de la manière dont elle la vit.

La valorisation du don de soi chez les femmes illustre bien cette ambivalence. L'investissement d'une jeune femme dans la vie domestique et ménagère est susceptible de lui garantir l'aide de ses parents, de sa famille proche. Elle peut être valorisée dans ce rôle. Mais c'est un rôle qui peut devenir un poids conséquent, notamment quand la jeune femme en vient à assumer un rôle familial de substitution. De la même manière, les jeunes femmes peuvent être sollicitées pour assurer des responsabilités dans le milieu associatif (clubs sportifs, comité des fêtes, etc). C'est à la fois une ressource (prestige, réseau et intégration en découlent), et une contrainte (temps bénévole et investissement des jeunes femmes qui est beaucoup moins mis en avant que celui des hommes – moins de reconnaissance obtenue, des missions avec une moindre visibilité).

Enfin, l'isolement des jeunes femmes en milieu rural est à relativiser. Comme les jeunes hommes, elles disposent de temps de loisir (salle de sport, zumba,...). Néanmoins leurs activités sont moins visibles (cours de sport en salle et rencontre au domicile plutôt qu'au café ou au bar).

Dans son étude sur des jeunes filles de milieu rural et de milieu populaire, Perrine a trouvé des points communs permettant de dégager 3 profils types.

### Les filles du coin

Issues de classes populaires stabilisées (parents ouvriers ou employé-es, souvent actifs tous les deux et propriétaires).  
Départ du domicile parentale à condition d'avoir une stabilité matérielle puis installation à proximité : attachement à l'espace local, projets d'accès à la propriété dans le coin.

### Les échappées

Issues de classes populaires précarisées (familles mono-parentales ou mono-actives, maladies des parents, activité en pointillés ou inactivité de la mère, relation souvent distendues avec le père). Départ du domicile parentale souvent associée à l'installation en couple et à un éloignement relationnel des parents. Volonté de vivre à distance du territoire d'origine.

### Les étudiantes

Issues de classes populaires stabilisées (parents petits indépendants agriculteurs ou artisans, et propriétaires) voire petites classes moyennes.  
Décohabitation pour motifs scolaires accompagnée par les parents et recohabs provisoires fréquentes (stages, fin de formation...). Rapport stratégique à la mobilité géographique malgré un attachement à l'espace local.

“ Depuis que je suis petite, je me suis toujours sentie en décalage par rapport aux autres « filles » et aux attentes que les gens pouvaient avoir envers moi à cet égard. [...] Je me souviens du jour où j'ai décidé que je ne porterai « plus jamais » de robes, après que des garçons m'aient couru après pour soulever ma jupe dans la cour de l'école maternelle. J'ai donc adopté un style vestimentaire plus « masculin » dès lors, qui avait pour moi l'avantage d'être pratique, confortable, de me faire discrète et d'éviter de subir la drague des gros relous (quoi que ...). J'étais également très sportive et je pratiquais des disciplines « peu féminisées » : foot, judo, ...

Ce qui m'a valu, de la part de mon entraîneur, les mots qui m'ont le plus blessé ; j'étais un « garçon manqué ». Cette expression me décrivait comme une erreur, un échec de la nature. Depuis je le comprends différemment, je perçois que c'est la société qui échoue à m'identifier et me faire entrer dans une case, et que l'erreur ce n'est pas moi mais le fait de vouloir à tout prix m'attribuer des qualités particulières en fonction de critères arbitraires. ”

Anonyme – 25 ans - Seine / Maine et Loire



“ Mon travail consiste à être surveillante de travaux en travaux d'assainissement dans les travaux publics. Nous sommes deux à réaliser ce travail, moi, femme et mon collègue homme. Au quotidien dans notre travail, je remarque que nos collaborateurs sont différents quand ils ont affaire à lui ou à moi. Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, vu que c'est un milieu d'homme, quasi exclusivement, ils sont beaucoup plus collaborants avec moi qu'avec lui. J'ai eu des retours, par « ragot » que mes équipes chantier me trouvaient en adéquation avec mon poste et le fait que je sois une femme, n'a jamais posé problème, au contraire. ”

Louise – 29 ans – Deux Sèvres

**Vous pouvez aussi regarder les témoignages de Sonia, Lucile, Anne-Lise et Maëlys sur [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr)**



## La construction de la masculinité en milieu rural

**Benoit Coquard, sociologue ; extrait issu de ses propos enregistrés dans le podcast "Les couilles sur la table - épisode #28 : Les gars du coin". À retrouver sur Binge Audio.**

Les modèles de masculinité dans les milieux ruraux ont évolué. Avec la désindustrialisation, une partie des jeunes hommes cherchent à éviter de reproduire la condition ouvrière du père.

L'un des modèles de masculinité très valorisé chez les jeunes hommes est le statut du « vrai pote sur qui on peut compter ». Cependant, il ne s'agit pas d'une valorisation de l'amitié masculine quelle qu'elle soit. Benoît a constaté que les jeunes hommes récemment arrivés dans le territoire ou ceux qui ne sont pas assez intégrés n'ont pas accès à ce statut (ce n'est donc pas en fait une question de mérite personnel).

Chez les petits notables, représentés par les artisans et les agriculteurs sur le terrain d'enquête, montrer « qu'on mène soi-même sa vie » a beaucoup de valeur (savoir tenir tête au patron, ne pas se laisser imposer trop de contraintes, comme les 80 km/h par ex.).

Contrairement à ce qui se passe dans les cités, la construction de la masculinité en milieu rural se fait sans confrontation directe avec les jeunes hommes bourgeois qui y sont très peu présents. Les jeunes hommes ne se sentent donc pas dévalorisés dans leur masculinité (pas de mise en concurrence), "ils ne se voient pas comme des ploucs".

.....

“ En première, j'ai rencontré une fille. On s'est mis en couple assez vite. Cependant, en terminale, mes potes du collège avec qui j'étais très proche, ont commencé à me reprocher le temps que je passais avec elle. J'ai donc commencé à prendre des distances avec eux. Au bout de quelques mois, mon meilleur ami de l'époque m'a confronté à un dilemme, soit eux, soit elle. Après ces séances, j'ai décidé



de les voir une dernière fois, de les confronter à leur comportement, voir si ils s'excuseraient, et si non, couper les ponts avec eux. Je ne les ai plus revu, mais je ne regrette rien puisque je suis toujours en couple avec cette même personne.

Aujourd'hui, grâce à des recherches comme celles de Benoit Coquard ou d'Isabelle Clair, je comprends mieux ce qu'il s'est passé, à la fois la raison pour laquelle ça été très dur psychologiquement et aussi la réaction de mes potes. Parce que je mettais sur un même plan ma relation amoureuse et amicale, que je ne faisais pas ou plus passer « les potes avant tout », ils m'ont sanctionné elle et moi.

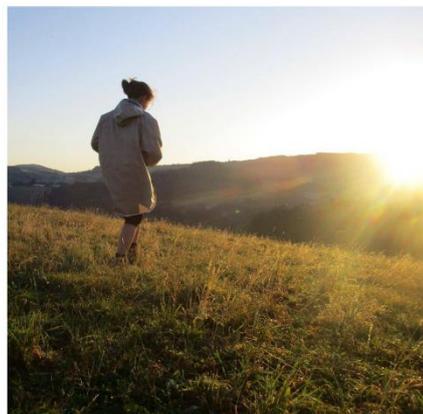
Valentin - 24 ans - Mayenne

# L'approche du genre et la sexualité dans la religion catholique

**Bertrand Evelin, frère des Oblat et aumônier national au MRJC, propos issus de ses recherches et études sur l'approche du genre et de la sexualité au sein de la religion chrétienne.**

En cours

“ Voici deux moments qui m'ont fait faire des bonds de géant dans mon éducation sexuelle, dans ma vie . J'ai passé mon lycée dans un internat catho et le prêtre qui était en charge de l'internat faisait venir des intervenants pour nous parler de sexualité. On a étudié un livre qui s'appelle « Youcat » du Pape Benoit XVI. C'est un livre qui répond à des questions sur la vie sentimentale et sexuelle, qui m'a énormément inspiré moi qui n'aimais pas lire. Plus tard j'ai passé un Week-end sur la sexualité proposé par une communauté religieuse.



C'était très professionnel et on a vécu des moments forts. Ils ont séparé les garçons et les filles, on a parlé de sexualité. Pour moi, c'était un des plus beaux moments de mon éducation sexuelle, on a parlé honnêtement même de choses très osées. La parole était libérée. C'est une méthode que j'encourage vivement. ”

Baptiste - ... - Hautes-Pyrénées

11

## Identité de genre et transidentités

L'identité de genre d'une personne est le genre auquel une personne s'identifie (homme, femme, non binaire). Il peut être différent de celui assigné à la naissance. Il est important de souligner que l'expression de genre, c'est-à-dire la façon d'utiliser des codes sociaux et corporels attribués à un genre particulier, n'est pas nécessairement en corrélation avec l'identité de genre (on peut s'identifier comme femme et avoir une apparence masculine).

“ Je n'ai jamais correspondu aux normes du genre féminin, j'ai toujours été androgyne dans ma tête et mes vêtements. Entre 19 et 22 ans je me suis beaucoup demandé si j'étais transgenre, ça a été à la fois douloureux, de remettre en question, voir rejeter mon corps, de jalouser le corps des hommes et en même temps il me semble que ça m'a permis d'incarner la question de « qu'est-ce que le genre » et de mieux comprendre pourquoi je rejetais ces deux carcans « femme/homme ». Au final, j'ai demandé à mes amis de me genrer au masculin parfois, mais j'avais décidé de ne pas trancher, de ne pas choisir. Aujourd'hui je me reconnais bien dans le concept assez récent de non-binarité. ”

Perrine – 27 ans – Deux Sèvres



“ J'ai l'impression qu'aux alentours de mes 8, 10 peut-être 12 ans, j'ai commencé à vraiment me rendre compte que je ne collais pas à l'image sociale de la femme, à l'archétype. Aujourd'hui avec le recul, mon auto-éducation et l'accompagnement de mes pères je sais que j'ai toujours su dans ma tête, dans mon corps, dans ma projection que j'ai vécu mon identité sans me conformer à l'image que ma famille ou la société projetait de moi. Ça me semble tellement évident de pas vouloir être considéré comme les femmes qui m'entourent, car je ne leur ressemble pas et je ne veux pas être traité comme les femmes le sont aujourd'hui dans la société. Je me revendique homme et je traîne majoritairement avec des mecs. Je n'ai pas découvert mon genre, j'ai juste mis des mots que ce que vivais au quotidien. Une fierté de ne pas m'être laissé dicté mon identité. ”

Anonyme – 25 ans - Inconnu

**Vous pouvez aussi regarder les témoignages de Lucie et Mika sur**  
[uniquenmongenre.fr](http://uniquenmongenre.fr)

12

# LE MILIEU RURAL À L'ÉPREUVE DES GESTIONS DES SEXUALITÉS

## Sexualités

**Denis Quinqueton, codirecteur et responsable des études LGBT à la Fondation Jean Jaures ; propos issus d'une enquête sur la sexualité des français réalisé par l'IFOP de juin à septembre 2017 auprès de 7 403 personnes de 18 à 69 ans.**

D'un point de vue historique, au 20ème siècle, le développement du chemin de fer et la démocratisation de son usage ont changé la vie de beaucoup de gens et, dit-on, nous ont préservé d'une société trop endogame (partenaire choisi.e à l'intérieur du groupe à a fois social et local) en rendant possible, par exemple, des mariages inter-régionaux. Au 21ème, la généralisation en cours de l'accès numérique à la connaissance, à l'information, contribue à unifier la société et ses mœurs. La sexualité peut se définir selon 3 critères : **l'autodéfinition, les pratiques et les attirances.**

Au niveau de **l'orientation sexuelle**, sur l'ensemble des personnes interrogées 90% se disent hétérosexuelle, 7% se disent lesbienne, gay, homosexuel.le ou bisexuelle et 3% ne définissent pas leur orientation sexuelle ou n'ont pas souhaité répondre. Les habitant.e.s des communes rurales sont très proches de cette moyenne nationale.

Concernant la **situation conjugale**, un écart assez important se creuse entre l'ensemble de la population et les communes rurales. Les habitant.e.s du milieu rural ont répondu à 74% être en couple (pour 67% sur l'ensemble de la population). Les femmes sont en couple plus jeunes. Au sein de cette catégorie les personnes partageant un logement avec cette personne sont légèrement plus importantes en milieu rural (90% en rural et 88% sur l'ensemble). La vie commune vient généralement dans un second temps et est fortement tributaire des conditions économiques d'existences des opportunités qu'offre le lieu de résidence.

Que ce soit sur le **nombre de partenaires sexuels**, le **nombre de rapports sexuels** au cours du mois précédent ou sur **les pratiques sexuelles**, on ne remarque pas de différences territoriales notables. Les différences les plus notables sont liées à une différence de genre et d'âge

.....

“ Je me souviens très bien comment une collégienne en 5ème avait eu le malheur de raconter à sa meilleure amie son expérience réjouissante de la masturbation (d'ailleurs pas évoquée, dans les séances « vie affective et sexuelle »). [...] C'était le souci, c'était mal vu – quand dans le même temps, les garçons commençaient à parler librement de leur masturbation. Par ailleurs, les filles étaient très dures envers les « chaudasses » et les « salopes », entendez les filles qui avaient une relation amoureuse avec un garçon, puis rapidement avec un autre, etc. Il suffisait que la fréquence dépasse un peu la norme attendue et respectable. C'est cela que je retiens de l'ambiance autour de la sexualité. ”

Léa – 24 ans - Deux-Sèvres

13

“

Je ne me suis jamais intéressée à la sexualité. Mais, étant en couple hétéromantique et étant très curieuse, je m'y suis essayé, essayé et réessayé. Et plus j'essayais, plus je me rendais compte que je n'aimais pas ça. [...] J'ai cherché ce qui n'allait pas chez moi, mais je n'ai rien trouvé. Je suis allée consulter toute une série de médecins et de thérapeutes, mais aucun n'a pu m'aider et leur rencontre a été plus ou moins violente. Pendant ce temps, étant en couple, je ressentais une forte pression de la société à pratiquer des actes sexuels. [...] À ce moment-là, je me forçais à pratiquer une certaine sexualité par « devoir conjugal », tout en culpabilisant de ne pas réussir à cacher à mon copain que quelque chose n'allait pas. Ce n'est que quelques années plus tard, en poursuivant mes recherches sur internet que j'ai découvert le mot « asexualité ». Je n'aime ni les cases, ni les étiquettes, mais cette étiquette-là m'a permis de comprendre que ce qui m'arrivait n'était ni une maladie, ni un traumatisme, mais une orientation sexuelle. Elle m'a permis de beaucoup déculpabiliser et d'accepter que j'avais le « droit » de ne pas avoir envie de faire l'amour ou d'avoir des rapports sexuels. J'ai beaucoup souffert de ne pas connaître l'existence de l'asexualité. Aujourd'hui j'essaie d'en parler autour de moi, pour faire connaître aux gens l'existence de cette orientation sexuelle. Ce n'est pas toujours facile. Certains vont jusqu'à nier l'existence de l'asexualité et dans ces cas-là j'ai l'impression que c'est mon existence et mon identité que l'on nie. Aujourd'hui, je vais mieux, je continue à découvrir mon corpus, ma sexualité ou mon absence de sexualité, mais j'ai trouvé les mots pour y penser et en parler. ”

Claire - 26 ans - Haut-Rhin

“

Armée de romans, aidée du fonds « éducation sexuelle » de la médiathèque de ma ville et d'internet, la découverte de la sexualité a été pour moi sereine et enthousiasmante. J'ai eu par ailleurs la chance d'avoir des parents qui m'ont toujours répété, à mes frères et sœurs et à moi, que l'on était libre d'aimer qui l'on voulait, quel que soit son sexe (ils ne disaient pas « quel que soit son genre », ça ne faisait pas encore partie de leurs réalités). J'imagine que ce climat a joué dans l'absence de questions que je me suis posée concernant mon orientation sexuelle. Quand ma première relation amoureuse s'est nouée avec une jeune femme, je ne me suis pas sentie différente ou hors-norme. Je crois que c'est une chance. Au collège et au lycée, j'ai eu trois fois accès aux séances d'éducation à la vie affective et sexuelle avec de bons intervenants (ça compte!). Pour ma part, j'avais déjà rangé la sexualité du côté des jeux et du plaisir. En revanche, je sentais la différence de mon vécu d'avec celui d'autres jeunes. ”

Léa – 24 ans - Deux-Sèvres

**Vous pouvez aussi regarder les témoignages de Lucile et Anne-Lise sur [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr)**

## Accès à la santé

L'information santé-sexualité est beaucoup portée par les interventions extérieures au sein des collèges et lycées. En milieu rural, l'éloignement des centres médicaux rend plus difficile l'accès à l'information ainsi qu'à des soins de première nécessité.

“ J'avais 16 ans et j'étais interne dans un lycée à 1h de chez mes parents et à 30 min d'une ville. Cela fait plusieurs années que j'ai des relations avec des garçons sans qu'elles soient à long terme. Suite à tous les cours de préventions sur le sexe et ses dangers, je me suis décidée à faire un dépistage MST pour me rassurer. Mes heures de cours et les horaires de bus ne collaient pas avec les ouvertures du centre de dépistage. J'ai donc demandé à ma grande sœur de passage de m'accompagner dans cette épreuve qui était difficile à surmonter, j'avais peur de comment ça allait se passer. Quelques semaines plus tard j'ai reçu un appel du centre en me disant que je pouvais passer récupérer mes résultats. Ma sœur n'était plus là, je n'avais pas de possibilité d'y aller seule ; j'étais obligée de demander à ma mère. Je lui ai dit que je ne voulais pas en parler, elle a été compréhensive et m'a ramené mon dossier. ”

Fanette -20 ans - Tarn

“ Quand j'avais 16-17 ans, on parlait beaucoup du papillomavirus et de son vaccin. J'ai demandé à ma médecin généraliste (de famille) de m'expliquer ce que c'était, quels étaient les risques et l'intérêt du vaccin. Elle m'a parlé des facteurs à l'origine du papillomavirus, des risques liés à la sexualité. Pour conclure : le moins risqué c'est l'abstinence. Elle m'a expliqué que lors d'un rapport sexuel, le pénis du garçon, corps étranger, rentre dans le vagin de la fille (déjà, qui lui avait dit que j'étais hétérosexuelle et que je voulais faire du sexe avec pénétration ?!). Le vagin en question pouvait alors se sentir agressé et développer le papillomavirus. Le risque était accru si on avait plusieurs partenaires au cours de sa vie (?!) Elle avait conclu que de toute façon, la seule manière de ne pas courir de risque dans la sexualité, c'était l'abstinence. Je suis repartie sans réponse sur le vaccin et avec une vision de la sexualité pas très positive. ”

Manon – 28 ans - Doubs



15

# Homosexualité

**Denis Quinqueton, codirecteur et responsable des études LGBT à la Fondation Jean Jaurès ; propos issus d'une enquête IFOP en ligne réalisée en 2019 avec la Fondation Jean Jaurès et la DILCRAH auprès de 3 013 personnes âgées de 18 ans et plus et d'une partie spécifique de cette enquête auprès de 1 229 personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres.**

La société accepte globalement bien l'idée de l'homosexualité. On peut considérer que le sujet de la perception de l'homosexualité est une question désormais tranchée. Au sein des personnes interrogées, 85% affirment que l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité (89% en rural) et 72% vivrait « bien » qu'un de leurs enfants soient homosexuel.le.s (76% en rural). Ces chiffres positifs ont énormément progressé en un demi-siècle et sont à peu près stables. Ce qui n'était pas envisageable dans les années 1960 est à présent admis et/ou reconnu et/ou accepté, y compris dans la sphère familiale. Les espaces ruraux semblent plus apaisés sur cette idée que les espaces urbains.

La norme vis-à-vis de la perception de l'homosexualité s'inverse par rapport aux décennies précédentes. Il y a une recrudescence d'intolérance dans la tranche d'âges 18 - 24 ans. Que près de 20% des jeunes gens nés au moment où la France adoptait la loi sur le Pacs, il y a 20 ans, considèrent l'homosexualité comme une « perversion » ou une « maladie » nourri une inquiétude et souligne l'importance de l'éducation affective et sexuelle.

Concernant le vécu de personnes LGBT, les 18-24 ans sont plus discriminé.e.s. Parmi elles, celles habitant dans une commune rurale sont 79% à affirmer ne pas avoir eu le sentiment de subir de la discrimination en lien avec leur orientation sexuelle/identité de genre (70% sur l'ensemble). Deux interprétations sont possibles, soit la réalité des relations en milieu rural contourne les clichés et les préjugés, soit cela marque une vie sociale plus réservée dans un groupe de population plus restreint.



Un grand nombre des discriminations subies par la population interrogée sont provoquées par des élèves et étudiant.e.s dans un établissement scolaire (28%) ou des supérieur.e.s hiérarchique ou des collègues de travail et des voisins ou habitant.e.s des alentours du domicile (23%). On observe moins de discriminations aux logements en milieu rural qu'en milieu urbain (-8%). Cette différence s'explique sans doute par un marché du logement en milieu rural peu tendu voire en crise contrairement à celui du milieu urbain, ne laissant pas de place pour faire jouer des mécanismes de discriminations dans le choix des acheteuses ou des locataires. Les espaces dans lesquels se manifestent des injures ou des menaces verbales ne sont pas toujours les mêmes entre milieu rural et milieu urbain. C'est particulièrement visible pour les discriminations de rue, subies à 25% pour l'ensemble de la population interrogée, alors seul 16% des habitant.e.s des communes rurales disent en avoir déjà subies. Cette raison peut sans doute s'expliquer par une interconnaissance plus forte en milieu rural, les habitant.e.s privilégiant des espaces restreints. De la même manière, seul 16% des personnes issues des milieux ruraux déclarent avoir fait l'objet au cours de leur vie d'atteintes à leurs biens ou d'agressions physiques ou sexuelles, alors qu'elles sont 26% dans l'ensemble de la population.

**Colin Girault, doctorant en sociologie et maître de conférence au CRESPA ; propos issus de ses travaux de thèse « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine »**

La grande ville est par excellence l'espace de visibilité des réalités et vécus homosexuels. L'ambition de la thèse de Colin est de raconter des parcours et modes de vies peu connus pour plusieurs raisons, notamment parce que ce public est peu sollicité et peu répondant et que l'histoire se construit en milieu urbain.

Il existe des représentations préexistantes mais très binaires spatialement et socialement, donnant une vision trop homogénéisante. D'un côté, la ville ouverte, perçue comme un espace accessible et tolérant, « éduqué », offrant un sentiment de protection par l'anonymat, avec des bars et des lieux de rencontre. De l'autre, les espaces périurbains et ruraux perçus comme conservateurs, moins tolérants voire hostiles avec une mise en avant d'un mode populaire et de rejet. L'importante réception médiatique du livre « En finir avec Eddy Bellegueule » d'Edouard Louis, qui insiste sur la difficulté de vivre son homosexualité à la campagne et la nécessité quasi vitale de migrer dans les grandes villes, en est l'illustration.

Dans l'inconscient collectif quand on parle d'homosexualité et du rural, trois idées reçues se dégagent : l'invisibilité des personnes homosexuelles, la figure du rejet et la perception d'un espace que l'on fuit.

Des études ont cherché à observer la visibilité de l'homosexualité en milieu rural. Celle-ci a été définie comme collective, institutionnelle et associative. Avec ces critères, il est très peu probable de retrouver en milieu rural ces marques de visibilité. Comme dans de nombreuses études sur d'autres sujets, on cherche à regarder le rural avec les mêmes lunettes que l'urbain. On définit la visibilité urbaine, et on s'étonne de ne pas la retrouver en rural. Ça ne signifie pas que les gens sont individuellement invisibles, peu de gens se cachent et restent dans le placard. En revanche on trouve des formes plus fines, plus nuancées et plus diverses de conceptions de l'homosexualité. L'inexistence de lieux identifiés n'est pas forcément vécue sur le mode du manque et/ou de la souffrance de ne pas pouvoir s'exprimer entre pair-e-s.

Concernant l'hostilité et le rejet, il y en a, mais pas plus qu'ailleurs. Au sein de la famille, la présence d'un enfant homosexuel peut venir bousculer les représentations et la structure famille hétéronormée ; de même pour le milieu professionnel. De par la présence des personnes homosexuelles, de fait, l'homosexualité intègre les vies et bouscule les normes, n'empêchant pas les socialisations. L'existence de ces minorités vient progressivement changer socialement la majorité hétérosexuée au cours du temps.

Par rapport à la vision où le milieu rural est un espace que l'on fuit, il faut d'abord prendre en compte la diversité des territoires et ne pas mettre tous les territoires ruraux dans une même catégorie. Concernant les trajectoires des personnes homosexuelles trois trajectoires se dégagent : - les locaux « pur jus » qui restent sur leur territoire - les « 100% néoruraux » qui arrivent de métropole et n'ont souvent jamais connu le rural et - ceux qui partent et reviennent après « l'expérience de la ville ».



**Vous pouvez retrouver le témoignage de Olivier et Hugo sur [uniqueenmongenre.fr](http://uniqueenmongenre.fr)**

17

## Témoignages

“ J’ai découvert que j’étais lesbienne vers mes 20 ans. Être lesbienne est une des facettes de ma personnalité qui en comprend de nombreuses autres. J’ai grandi sans repères sur l’homosexualité en rural. Je ne connaissais personne dans mon entourage « adulte » qui était en relation avec une personne du même sexe. Je me rappelle que quelque fois on parlait des vieux garçons ou vieilles filles qui habitaient à l’orée du village. Si on réfléchit deux minutes, on se doute bien qu’ils ou elles sont en couple. En ne mettant pas de mots, on invisibilise et chacun achète une part de la paix sociale. En milieu rural, c’est difficile de se construire hors des normes, car nous n’avons pas de miroir. Nous grandissons dans un environnement qui ne nous dit pas que c’est possible, que ça existe. Aujourd’hui, de plus en plus de couples de femmes ou d’hommes s’installent en agriculture. Je rêve, que nous serons chacun et chacune à notre manière, les miroirs de jeunes ruraux.ales qui ne se demanderont plus : Est-ce que c’est possible ? ”

Aline – 28 ans - Tarn

“ Quand j’étais petite, vers 6 ans, je me souviens avoir demandé ce que voulais dire le gros-mot « PD », et que ma mère m’avait expliqué très succinctement, l’air gênée que ça venait du mot pédéraste qui voulait dire deux hommes amoureux ou quelque chose comme ça. Donc vers 6 ans j’ai appris avec un grand étonnement que deux hommes avaient le droit d’être amoureux, que c’était relativement admis. Mais vu la façon dont ma mère en parlait, ajouté au fait que ça soit aussi une insulte, j’avais deviné que ce n’était pas très valorisé dans la société. Mais quand même j’avais considéré ça comme un nouveau possible et c’était déjà réjouissant. [...]Ce n’est donc que vers onze ou douze ans que j’ai découvert l’existence des lesbiennes, et que j’ai donc compris que je n’étais pas un extra-terrestre, seule « fille » sur terre à être amoureuse de femmes. Avec du recul aujourd’hui ça me semble complètement incongru de n’avoir eu accès à cette information que si tard. ”

Perrine – 27 ans - Deux-Sèvres



18

# AGIR SUR CES QUESTIONS EN TANT QU'ACTEUR.TRICE DE JEUNESSE

## Penser et animer cette question avec son équipe



**Maud, responsable de la commission mixité des Éclaireuses et Éclaireurs de France et membre de comité de rédaction du guide Mixicamp.**

Dans un premier temps, nous nous sommes partagé nos contextes d'équipes dans lesquels on souhaite travailler les questions de mixités ainsi que des documents cadres sur lesquels s'appuyer (Rapport d'Orientations, Projet Educatif, Plaidoyer pour l'Egalité, Cadre GSMR – au MRJC) ce qui permet de corréliser le cheminement collectif et personnel, mais aussi d'asseoir la légitimité de la démarche vis-à-vis de l'équipe, des jeunes, des parents, des inspecteurices jeunesse & sport, etc.

Dans un second temps, nous avons fait une lecture du guide "Mixicamp" pour en sortir différents éléments.



### Ce que l'on dit, ce que ça dit

Le langage contribue à façonner nos représentations du monde. Agir sur le langage c'est donc aussi agir sur la réalité.

Les propos sexistes, homophobes, ou transphobes sont des paroles qui renforcent des stéréotypes ou des mots insultants qui ne visent pas une personne en particulier. Par ex : « c'est un truc de pédé » ; « Laura et Marine sont pas encore revenues de la douche ; en même temps c'est normal ce sont des filles ». **L'objectif, c'est de réagir.** Réagir, c'est sortir le propos de la banalité, offrir un miroir qui appelle la réflexion sur des phrases et des représentations réflexes.

Un des aspects de ce que l'on appelle la « norme hétérosexuelle » est que, de prime abord, tout fonctionne dans notre tête comme si tout le monde était hétérosexuel. **Faire exister dans notre langage la possibilité de l'homo ou de la bisexualité** est donc important pour « normaliser » les différentes orientations sexuelles et amoureuses. On peut dire systématiquement « ton copain ou ta copine ». Ouvrir cette double possibilité peut amener à des commentaires négatifs ou interrogatifs : c'est alors l'occasion d'échanger sur ce sujet.

### En équipe de responsables, de groupe, de formation...

Si l'équipe reproduit parfois des schémas ou des déséquilibres genrés, c'est aussi le premier levier pour agir. Voici des points d'attentions :

La composition de l'équipe et la prise de responsabilité :

- Inciter et accompagner les personnes à **prendre des responsabilités à l'intérieur de l'équipe** selon des schémas non genrés.

## Les principes de fonctionnement de l'équipe

- Se **dire explicitement** que l'on sera vigilant.e.s à nos propres attitudes / propos sexistes, que l'on respectera les identités de genre, et permettra aux personnes de s'exprimer à ce sujet (faire un tour des prénoms et des pronoms).
- **Débriefier ensemble** quand on identifie des situations problématiques (ex : une réaction différente avec un garçon qui pleure qu'avec une fille qui pleure ; des garçons qui n'écoutent que les responsables hommes ...) et échanger sur comment on pourrait agir pour la suite.
- Être vigilant.e.s aux **temps de parole** dans l'équipe, aux interruptions. S'encourager à participer aux temps informels du genre opposé au sien (ex. : en tant que responsable femme, aller faire un tour dans la partie de foot), à se former sur des domaines nouveaux.

## La relation avec les parents



- S'adresser aux **pères comme aux mères** pour donner des informations sur les enfants ou en demander.
- **Solliciter tous les parents pour les différents coups de main** : coudre n'est pas réservé aux mères, et réparer les tripattes aux pères. On peut même proposer d'en faire des temps d'apprentissage.
- **Expliciter auprès des parents l'importance de l'égalité des genres** dans son association, notamment **dans le projet pédagogique**. Même si ce n'est pas un objectif spécifique de l'équipe, on peut inscrire une simple phrase "*l'équipe sera par ailleurs vigilante aux questions d'égalité entre les filles et les garçons et à éviter les propos discriminant pendant le camp*".
- **Ne pas supposer que toutes les familles sont hétérosexuelles** quand on discute avec un.e parent, soutenir si besoin la place des **familles homoparentales** dans le groupe.

## Le contenu de nos activités

S'il est bien sûr intéressant de proposer des temps spécifiques sur l'égalité, la première étape est d'être attentif.ve à ne pas reproduire des stéréotypes dans les activités habituelles, et à proposer des contenus dans lesquels tout le monde peut trouver sa place.

### Des activités variées auxquelles tous.tes peuvent participer

- Proposer des activités qui permettent à **chacun.e d'exprimer ses capacités et d'en développer de nouvelles** : activités physiques, d'expression artistiques, corporelles, d'adresse, de patience, de repérage...

### Un imaginaire qui évite ou questionne les stéréotypes

- Être vigilant.e aux trames basées sur des films / livres connus, parfois très stéréotypés, et qui rendent difficile d'imaginer des variations par rapport à l'original (que le héros devienne une héroïne, ou soit amoureux d'un garçon).
- **Créer des rôles de filles complexes** (gentilles, méchante, rusées,...) et des relations entre des personnages féminins qui ne passent pas toujours par des hommes (la femme, la sœur, la mère...).
- **Éviter le syndrome de la schtroumfette** (seule fille dans un monde de garçon)
- Intégrer **la possibilité des personnages homosexuel.les** sans en faire forcément un élément de l'intrigue.
- En tant que responsable, incarner des personnages du genre opposé au sien, sans cliché ou caricature.

# Animer des temps avec des jeunes

**Albane, membre de la commission mixité des Éclaireuses et Éclaireurs Unioniste de France.**



Nous nous sommes beaucoup questionnés sur la posture que l'on doit avoir pendant l'animation d'un tel temps.

Avant de proposer une animation, il faut analyser en amont et connaître son groupe. C'est mieux que l'ambiance avant soit plutôt **calme**. Éviter de terminer une olympiade juste avant ! Les soirées sont souvent propices à ces temps d'échanges plus intimes. Prévoir de pouvoir **prendre le temps**, un créneau de 2h est souvent idéal.

Il faut aussi prendre un temps en amont entre animateurices pour être au **clair sur le positionnement** : Sommes nous tous sur la même ligne ? Quelle posture ? Quel propos (homosexualité, prostitution, porno, avortement, PMA, GPA...) ? Proposer aussi un temps en adéquation avec la posture de tout le monde. N'importe qui peut animer un temps sur la sexualité. **Plus l'animation est structurée, plus les animateurices seront à l'aise.**

Cela peut être bien sans être nécessaire de se renseigner en amont, notamment sur les questions physiologiques et de contraceptions. Il faut également être à l'aise avec le fait que les animateurices ne savent pas tout, il faut **savoir verbaliser ses limites**. Des participant.e.s peuvent également être en capacité de répondre. Que ce soit personnel ou pour le groupe, **ne jamais laisser les personnes sans réponse**. Concernant l'utilisation du « je » ou d'exemples personnels que ce soit pour les participant.e.s comme pour les animateurices, cette question n'a pas été tranchée.

Au début du temps, il est important de poser un cadre de bienveillance pour les

animateurices et pour les jeunes afin de **créer un espace où les participant.e.s se sentent libre de parler**. L'animation doit

permettre de laisser parler les personnes, qu'il y ait une bonne distribution de la parole, et que chacun soit attentif.ve aux modes de prise de parole. Il faut veiller à **ne pas laisser les moqueries et les rires s'installer**.

Dans l'idéal, sa posture doit donner de l'importance au moment sans l'aborder de manière grave ou sans importance. Il faut **dédramatiser le sujet avec sérénité**. Il est important d'éviter d'avoir une posture jugeante et culpabilisante, de formuler des conseils trop précis, d'expliquer par concept sans être dans une posture d'écoute, de poser trop de questions pouvant mettre mal à l'aise la personne. Dans ce cas-là, il est possible de juste demander à la personne de reformuler son propos (la question miroir) et notamment de creuser dans le cas de questions à l'apparence provocatrices.

Si des problématiques ressortent de ce genre de temps, il faut mesurer le degré de problématique des paroles du / de la participant.e.. Si cela est trop important il ne faut pas hésiter à couper la conversation et **redonner un autre espace pour en échanger en plus petit collectif**. Si des prises de paroles peuvent dégager un mal-être ou des questionnements, il faut se donner la possibilité d'en reparler avec la personne à la suite de l'animation.

Il est très important de **dissocier le temps sexualité/rapport amoureux et temps sur la contraception et prévention**. À mélanger les deux, il y a des risque le message de fin soit « Attention la sexualité est dangereuse ».

# CONCLUSION ET LE MRJC DANS TOUT ÇA ? LES SUITES

## Les préconisations face à ce qu'il s'est déjà passé

### Objectifs généraux à long terme

- Construire un lien apaisé avec l'Église sur ces sujets
- Que le sujet soit reconnu et accepté par toutes les sections, qu'il ne soit plus un non-sujet
- En faire une question transversale, qui traverse toutes les thématiques du MRJC
- Faciliter l'accès des jeunes de milieu rural à une information et des échanges sur la question



### Objectifs opérationnels (à 2-3 ans)

#### Avoir des temps de rencontres entre l'Église et les personnes qui portent le sujet

Nous prévoyons des rencontres qui seraient réalisées à différents moments et à différents échelons, national et en section, et pourraient rassembler des clercs, des volontaires de l'Église ou des décideurs financiers et les personnes qui portent le sujet au sein du MRJC. Ces temps pourraient être médiés à l'aide d'outils de communication non violente et / ou d'un-e médiateur-trice. Nous pourrions également faire appel à différents partenaires comme David et Jonathan, Coexister, etc.

## **Animer les enjeux du dossier "Genre et Sexualité" auprès de toutes les sections**

Plusieurs pistes ont été évoquées :

- Faire une plénière centrale sur les thématiques *Genre et sexualité en milieu rural* ou *Travailler l'inclusion*, au congrès 2020 ou 2021
- Prévoir un temps d'aération de théâtre-forum sur la thématique *Genre et sexualité en milieu rural*, au congrès 2020 ou 2021
- Faire un atelier à destination des militants (hommes) du MRJC qui se sentent en difficulté ou déstabilisés face à cette thématique (qui n'en ont pas toujours conscience d'ailleurs). Il est important que cet atelier soit animé par des hommes concernés ou déconstruits. L'objectif est de montrer aux militants en quoi ils sont concernés et l'impact qu'a le patriarcat sur eux
- Faire une rencontre entre toutes les sections qui ont fait un diagnostic pour agréger les résultats

## **Former aux enjeux du dossier genre et sexualité au sein du mouvement et à l'externe**

Plusieurs pistes ont été évoquées :

- Création d'un module de BAFA pour animer ces questions au sein d'une équipe d'animation : sous forme de kit et en collaboration avec nos partenaires.
- Prévoir un stage de recherche sur l'amour et la sexualité en 2022.
- Se doter d'outils pour que le MRJC puisse intervenir auprès des jeunes (catéchèse, interventions en milieu scolaire, camps). Exemples d'outils :
  - Création de chansons
  - Outils de théâtre-forum
  - Création de jeux
  - Diffuser différentes ressources sur le sujet
- Continuer à faire des efforts pour se mettre en relation avec les actrices qui font déjà ça sur nos territoires (EEDF, EEUDF, Civam, etc.)

## **Outils des problématiques liées à ce dossier au sein du mouvement**

Créer une ligne d'appel d'astreinte pour répondre à l'ensemble des personnes en animation et direction pour répondre à ces questions-là ou mutualiser la ligne d'appel des éclair.euse.s.

Ce qui se fait actuellement sur les territoires :

- Doubs : Création d'outils, notamment avec du théâtre forum + enquête pour réaliser un diagnostic de territoire. Cette section a accès à des services d'information et de prévention au sujet de la masculinité toxique, du sexisme ordinaire et de la charge mentale.

# GENRE ET SEXUALITÉS EN MILIEU RURAL

## RECIT DE FORMATION

MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRÉTIENNE

*Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne est une association qui œuvre pour l'animation et la valorisation des territoires ruraux. Il propose aux jeunes ruraux·ales de se réunir pour agir ensemble sur leur lieu de vie. Les actions sont autant des évènements festifs que des débats, des séjours éducatifs, des formations sur différents sujets de société...*

*Le 13, 14, 15 décembre 2019, un week-end de formation a été réalisé dans le cadre du projet "Genre et sexualité en milieu rural" du dossier "Vivre Ensemble" du Mouvement rural de Jeunesse Chrétienne.*

MRJC

2 rue de la Paix - 93500 Pantin

[www.mrjc.org](http://www.mrjc.org)





## Transrural initiatives

est publiée par l'Adir, association d'édition de :



Le réseau des Centres d'Initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale ([www.civam.org](http://www.civam.org)).



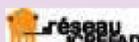
Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation. ([www.mrjc.org](http://www.mrjc.org)).



Le Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (Relier) considère qu'il est nécessaire de soutenir le développement d'autres activités à la campagne et, face aux interrogations de notre société, qu'il est urgent de leur donner un sens : s'installer à la campagne, monter une entreprise rurale, c'est d'abord faire le choix d'un mode de vie. Depuis 1984, l'association d'éducation populaire Relier contribue à créer et animer des lieux d'échange et de mise en lien des personnes qui font le choix de s'installer et vivre en milieu rural ([www.reseau-relier.org](http://www.reseau-relier.org)).



Le centre de ressources sur les pratiques et les métiers du développement local Cap Rural a pour vocation de promouvoir le développement des territoires ruraux et périurbains de Rhône-Alpes. Depuis 1996, Cap Rural porte le projet d'espaces ruraux vivants aux fonctions diversifiées (productive, résidentielle, touristique et nature), composés par une mixité de populations et d'activités, et mettant en œuvre de réelles dynamiques économiques, sociales et environnementales, dans le cadre de relations équitables avec les espaces urbains ([www.caprural.org](http://www.caprural.org)).



Le Réseau des Créfad est une coordination d'associations se reconnaissant dans des valeurs communes en référence au Manifeste de Peuple et Culture comme l'éducation populaire, la laïcité, la lutte contre les inégalités, les injustices, ou encore dans l'entraînement mental. Ses membres travaillent les thèmes de l'accompagnement, de l'habiter, de la vitalité des territoires ruraux, de la jeunesse, de l'interculturel, du rapport à la lecture et à l'écriture. Ils œuvrent ensemble pour se renforcer, s'inspirer et se soutenir mutuellement, construire du neuf ([www.reseaucrefad.org](http://www.reseaucrefad.org)).

**Directeur de publication :** Raphaël Jourjon - **Équipe de rédaction permanente :** Fabrice Bugnot, Jade Lemaire - **Ont participé à ce numéro :** Isabelle

Barnier, François Bausson, Hugues Boiteux, Mathilde Bourgerie, Michel Carré, Céline Champouillon, David Chomentowski, Solène Cordonnier, Aline Coutarel, Germain Coutarel, Valentin Douillet, Anne-Lise Hervieu, Raphaël Jourjon, Cédric Letourneur, Etienne Martin, Lucie Martin, Rémi de Montaigne, Jean-Claude Moreau, Jean-Marie Perrinel, Justine Raynouard, Pauline Salcedo, Jeanne Vanderkam, Claire Wolfarth.

**Notes de lecture et revue de presse :** Alain Chanard

**Maquette :** Catherine Boé  
**Impression :** Evoluprint, Bruguère  
**Administration / Rédaction :**  
58 rue Regnault - 75 013 Paris  
Tél. 01 48 74 52 88

Site internet : [www.transrural-initiatives.org](http://www.transrural-initiatives.org)

Mail : [transrural@globenet.org](mailto:transrural@globenet.org)

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : MRJC

ET DE LA COUVERTURE DU DOSSIER :

Sandra-Vanessa Liégeois

Reproduction autorisée sous réserve de demande  
- n°CPPAP : 0620G86792 - ISSN : 1165-6166 -  
Dépôt légal : mai 2020.

## sommaire

### vivre ensemble

#### Société

- 4 Face à la pandémie, les circuits courts ?
- 5 Regard critique sur la ville intelligente, la smart city
- 7 Les tiers-lieux contre les déplacements pendulaires ?

#### Santé

- 8 Les Agences régionales de santé, ces pompiers pyromanes

#### Culture

- 10 Les droits culturels ou la nécessaire transition vers une culture de liens



### un autre développement

#### Initiative

- 15 Coaraze, préserver la vie locale de l'affluence touristique

#### Aménagement

- 16 Villes : « Small is beautiful » ?

#### Agriculture

- 18 Les PAT font-ils avancer la transition agro-écologique ?

#### Idées

- 19 Perspectives pour les effondrés ?

#### Initiative

- 21 « Deux tiers des aires d'accueil sont situées à côté de sources de pollution »

### ménager les ressources

#### Agriculture

- 12 La méthanisation est-elle une caution aux élevages industriels ?

#### Aménagement

- 14 Ouverture des vannes pour la libéralisation de l'eau



#### Quatrième de couverture

Pendant la crise du Covid-19, les « fenêtres en lutte » se sont multipliées. Julien Frégé, l'homme sur la photo, a vite compris que relever la culture ne serait pas prioritaire. Il a rencontré Alix Montheil, auteur du cliché, à l'École supérieure d'art dramatique de Paris il y a dix ans. Expulsés de leur logement au début du confinement, les amis se sont rabattus sur un hangar dont Alix a hérité à La Croisille-sur-Briance (Haute-Vienne). Est née l'idée d'en faire un lieu de création pour la Compagnie AlixM ([cicalixm.com](http://cicalixm.com)) et les troupes amies « pour pallier la fermeture des espaces où l'on peut jouer, ne plus être dépendants d'un système libéral qu'on subit alors qu'on le dénonce ». À terme, les habitant-es du coin s'y retrouveraient pour festoyer, partager et des liens seraient tissés avec des maraîcher-ères ou des artisan-es locaux-ales.

(Ré)abonnez-vous à **Transrural initiatives** sur la boutique en ligne de la revue

22 Le vin et les arts,  
un pont entre France et Roumanie

**Culture**

23 *Vitis Prohibita*,  
une histoire des cépages interdits

**Chronique**

24 La guerre des mots – acte XXXV



découvrir

25 En revues

26 Au fil des lectures

I à XII DOSSIER

**Genre et sexualités en rural :  
libérons la parole !**

Des femmes plus précaires assignées à des rôles et métiers peu reconus, des normes hétérosexuelles plus prégnantes, des professionnelles de santé moins accessibles... À travers de nombreux témoignages, ce dossier, qui s'inscrit dans le projet de lutte contre les discriminations de genre et de sexualités en milieu rural du MRJC, explore les stratégies déployées par les jeunes souhaitant d'affranchir des normes en vigueur et interroge la façon dont l'état et les associations peuvent favoriser l'existence d'une diversité apaisée et l'émancipation féminine dans tous les territoires.



SANDRA VANESSA LIEGEOIS

**LES MÉCANISMES  
DE LA DOMINATION ORDINAIRE**

**E**n novembre dernier, lors du dernier comité d'orientation de l'Agence de diffusion et d'informations rurales (Adir), association éditrice de *Transrural initiatives*, nous débattions de l'écriture inclusive. Pourquoi l'utiliser ? Quelles conséquences sur nos habitudes d'écriture et de lecture ? Quelles règles se donner ? Parce que l'Adir est un collectif de structures mais aussi d'individus aux sensibilités différentes, parce que nous ne souhaitons pas imposer de norme et parce que nous n'avons pas pris le temps de définir des règles précises sur ce que serait la meilleure manière de ne pas exclure le féminin dans notre écriture, nous avons fait le choix de laisser à chaque personne la possibilité d'utiliser des substantifs féminins (autrice et non auteur), la double flexion (paysans, paysannes), des mots englobants (paysannerie) ou épiciennes (personnes), le point-médian... ou non. Difficile de ne pas évoquer ce sujet alors que nous publions dans ce numéro un dossier sur la question du genre et des sexualités en milieu rural, construit avec le MRJC, et dans lequel nous avons tenté de systématiser une écriture inclusive !

Comme le sous-titre de ce dossier - « *libérons la parole* » - le suggère, nous nous incluons au même titre que nos membres dans un combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes. « *L'écriture inclusive est un sujet engageant pour toute communauté qui décide de s'en saisir (...). Ce changement ne consiste pas seulement à ajouter des points ici et là (...). En attirant l'attention sur les modalités de l'expression, sur le fonctionnement de l'outil qui nous sert à penser et écrire, sur les lieux parfois obscurs où se cache le sexisme, l'écriture jette une lumière crue sur les mécanismes de la domination ordinaire. Elle est un levier de redistribution du pouvoir au sein d'une organisation* », lit-on dans la postface du livre d'Eliane Venot, *Le langage inclusif : pourquoi, comment*, publié en 2018 aux éditions Mots-Cles.

Ces mécanismes de domination et les défaillances de nos systèmes économiques et politiques sont aujourd'hui mis en lumière par l'épidémie de Covid-19 et sa gestion. Hébétés par le cirque médiatique, le confinement et les mensonges gouvernementaux, conscients de ne pas avoir le recul suffisant ni l'envie, nous avons fait le choix de repousser au prochain numéro, dans un dossier, un traitement plus poussé de ce moment particulier.

Parmi les nombreuses interrogations sur les changements qui pourraient résulter de cette crise, citons tout de même la tribune publiée fin avril par la revue en ligne *Terrestres* : « *Les mesures de distanciation interpersonnelle et la peur du contact avec l'autre générées par l'épidémie entrent puissamment en résonance avec des tendances lourdes de la société contemporaine* », écrit notamment le collectif Écran total, craignant que « *la possibilité que nous soyons en train de basculer vers un nouveau régime social, sans contact humain, ou avec le moins de contacts possibles et régulés par la bureaucratie* ». Alors à bientôt, de vive voix !

FABRICE BUGNOT, RESPONSABLE DE LA RÉDACTION

1 - Il revient dans son chapitre deux sur l'histoire de la masculinisation du français, rappelant ainsi que la société médiévale connaissait maîtres, tavernières ou baronnes et que la condamnation des noms féminins progresse à partir de la naissance de l'Académie française en 1635 ou que l'accord des adjectifs au profit du masculin pluriel est justifié par le fait que « *le genre masculin est réputé plus noble que le féminin, à cause de la supériorité du mâle sur la femelle* », selon un ouvrage sur la grammaire en 1767.

2 - [www.terrestres.org/2020/04/27/ne-laissons-pas-sinstaller-le-monde-sans-contact](http://www.terrestres.org/2020/04/27/ne-laissons-pas-sinstaller-le-monde-sans-contact).

<http://boutique.transrural-initiatives.org>



- Sexistes et homophobes, les campagnes ? ..... II
- Quand « tout se sait », faire ses propres choix sexuels et amoureux. III
- « Pour les femmes il n'y a jamais d'acquis » ..... V
- Des collectifs engagés pour les paysannes ..... VI
- Le parcours des combattant·es pour un accès à la santé sexuelle en rural ..... VIII
- Homosexualité : « Je me sens moins en sécurité en ville » ..... IX
- Eglise et sexualités : un mélange des genres ..... X
- Raconter pour comprendre et agir .. XI

**L**es paysannes ont dû lutter pour acquérir le statut de conjointe collaboratrice puis de cheffe d'exploitation au même titre que leur mari. Plus diplômées que les hommes, les femmes des milieux ruraux ont aussi des conditions d'emploi plus précaires qu'eux, en partie parce qu'elles sont assignées à des rôles et métiers peu reconnus, traditionnellement associés à la féminité, comme l'aide aux personnes âgées. Elles risquent leur réputation locale en s'écartant des normes de genre qui vont jusqu'à brider leur sexualité. Ces normes s'appliquent aussi aux garçons, dont la virilité ne doit pas être mise en doute par une orientation homosexuelle. Faut-il fuir la campagne, plus conservatrice que la ville dans l'imaginaire collectif, pour vivre sa différence ? La réalité est plus nuancée. Quelles sont les stratégies déployées par les personnes, en particulier les jeunes, souhaitant d'affranchir des normes de genre et de sexualités en milieu rural ? Comment l'État, à travers ses programmes d'éducation à la sexualité et de santé sexuelle, pourrait permettre l'existence d'une diversité apaisée et l'émancipation féminine dans tous les territoires ? Quelle place les associations prennent-elles ou doivent-elles prendre dans cette démarche ?

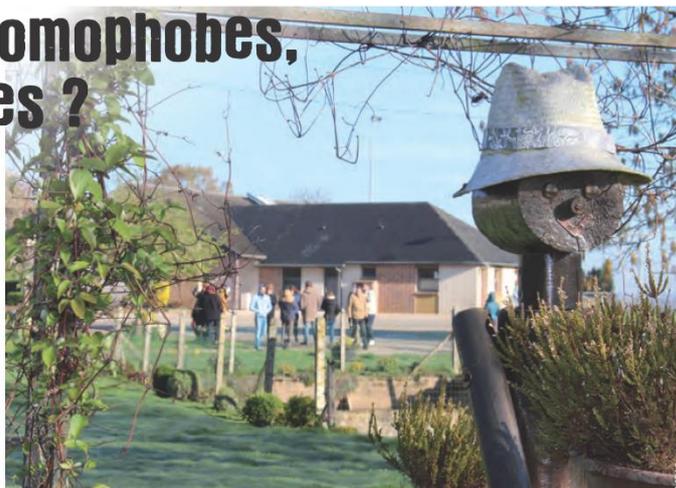
Engagé dans un programme de trois ans sur les questions de genre et de sexualités en milieu rural, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), souhaite « rompre le silence et l'isolement sur les discriminations de genre et de sexualités que subissent les jeunes issus des territoires ruraux ». Dans le milieu associatif et syndical paysan, nombreuses sont les structures à s'intéresser à la place des femmes dans les fermes et les campagnes, dénonçant les discriminations dont elles sont victimes tout en mettant au jour leur rôle d'innovatrices. Des espaces de non-mixité émergent pour libérer la parole et permettre l'émancipation. Ce dossier est l'occasion de faire un tour d'horizon des constats et des pratiques individuelles, collectives, institutionnelles et associatives sur ces questions.

Les particularités démographiques et d'aménagement des territoires ruraux en font des lieux où l'épanouissement des femmes et des minorités de genre et sexuelles est plus difficile qu'ailleurs.

## Sexistes et homophobes, les campagnes ?

Il n'existe pas d'études récentes sur les discriminations liées au genre et aux sexualités que subissent les jeunes des territoires ruraux français, alors qu'il y en a de nombreuses sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville<sup>1</sup>. L'absence de travaux spécifiques au rural est une constante, comme le souligne le Commissariat général à l'égalité des territoires<sup>2</sup>. Mais les rares études sur les femmes rurales révèlent de fortes discriminations de genre qui les empêchent d'accéder à une meilleure situation économique. Les associations, mutuelles, organismes de santé et de prévention témoignent aussi de situations critiques touchant les jeunes ruraux-ales victimes de discriminations liées à leur orientation sexuelle, pour souligner le risque d'enfermement ou leur fuite vers la ville. D'après plusieurs témoignages, il est également plus difficile pour des jeunes ruraux-ales LGBTQI+ d'affirmer leur identité sexuelle. Peu de structures d'information et d'éducation à la sexualité existent sur les territoires ruraux (planning familial, centre LGBT, lieux d'accueils de femmes victimes de violences conjugales, etc.)

**ISOLEMENT DES PERSONNES LGBTQI+**  
«Lorsqu'on compare au milieu urbain, la principale différence se situe au niveau de l'isolement. (...) parce que la population est moins nombreuse, les personnes LGBT s'affirment moins. Plus on est dans un petit patelin, plus c'est difficile à faire», explique Line Chamberland, titulaire de la Chaire de recherche sur l'homophobie et professeure à l'Université du Québec à Montréal. En France, la ligne téléphonique Fil vert de l'association Refuge voit une augmentation des jeunes ruraux-ales LGBTQI+ appelant pour trouver écoute et soutien. Les



D'après plusieurs témoignages, il est plus difficile pour des jeunes ruraux-ales LGBTQI+ d'affirmer leur identité sexuelle.

responsables se trouvent désemparés devant le manque de structures relais, situés exclusivement en milieu urbain. «Ce que nous aimerions offrir à ces jeunes, c'est juste des espaces de sociabilité leur permettant d'exprimer leur situation sans crainte de jugement», mentionne Nicolas Noguier, président du Refuge.

Le monde rural n'est pas resté à l'écart de la profonde transformation de la société française qui s'est opérée depuis 2012 suite aux lois sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, la lutte contre le harcèlement, la criminalité pédophile, le

mariage pour tous, l'abolition du système prostitutionnel... Cependant, il manque les dispositifs nécessaires pour faire appliquer ces lois dans les territoires ruraux, dans un contexte de désengagement de l'État. Dans ces conditions, les structures associatives qui maintiennent la cohésion sociale ne sont pas en mesure de lutter pleinement contre ces discriminations. Elles sont même parfois entraînées à les reproduire, en témoignent la faible offre de loisirs en direction des jeunes filles ou le maintien des traditions viriles dans certaines activités sportives ou festives. ■■■

### UNIQUE EN MON GENRE, C'EST QUOI ?

Le MRJC s'est engagé en 2019 dans un projet sur trois ans de lutte contre les discriminations de genre et de sexualités en milieu rural. Ce projet, financé par le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, ainsi que par le Fonds pour le civisme en ligne de Facebook, passe par l'organisation de séminaires, week-ends de formation, enquêtes ou encore théâtres-forums un peu partout en France, mais aussi par une web-série de témoignages ainsi qu'un site Internet de ressources, baptisés « Unique en mon genre ». Pour en savoir plus : [www.uniqueenmongenre.fr](http://www.uniqueenmongenre.fr).

### ■ ■ ■ L'ÉDUCATION POPULAIRE POUR CONSTRUIRE LE VIVRE ENSEMBLE

Au MRJC, en tant que mouvement d'éducation populaire, nous souhaitons soutenir l'affirmation de soi, libérer la parole et faciliter l'entraide et la socialisation. Nous menons depuis 2019 le projet « *Unique en mon genre - genre et sexualités en milieu rural* » (cf. encadré p.11). Nous proposons des espaces de compréhension des enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre afin de favoriser le vivre ensemble et l'épanouissement de chacun·e. Nous recueillons la parole de personnes concernées, afin de comprendre les particularités de certains territoires et sensibiliser les habitant·es, élu·es et acteur·rices de jeunesse aux questions de genre et de sexualités en milieu rural pour agir collectivement contre ces discriminations.

■ MATHILDE BOURGIERE (MRJC)

1 - Cf. les travaux des sociologues Zoé Rollin, Isabelle Clair ou Amandine Lebugle.

2 - [www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/dossierobsnov2014femmeterritoiresruraux.pdf](http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/dossierobsnov2014femmeterritoiresruraux.pdf).

### QUELQUES DÉFINITIONS

**Discrimination** : Traitement défavorable et/ou de rejet, provoquant l'exclusion sociale d'une personne ou d'un groupe de personnes en fonction d'un des critères (plus de 25) définis par la loi (sexe, orientation sexuelle, lieu de résidence, etc.) dans certains domaines (accès aux services, accès à l'emploi, loisirs, etc.).

**Genre** : Le genre est à la fois une construction sociale et culturelle (hiérarchisation, rôles, attentes, représentations, etc.) et une construction identitaire personnelle (ressenti, expression, etc.). Il peut être pensé indépendamment du sexe biologique et peut se situer sur un spectre entre féminité et masculinité. On le caractérise selon différents critères :

- Se reconnaître ou non dans un genre (genré·e/agenre) ;
- Conforme (cisgenre) ou différent (transgenre) de celui assigné à la naissance ;
- Binaire (femme/homme) ou non-binaire ;
- Stable ou fluide dans le temps (genderfluid).

**Sexualité** : Regroupe trois notions. L'orientation sexuelle définit les personnes envers lesquelles on peut être attiré·e ou l'absence d'attraction. Le comportement sexuel définit l'attitude relationnelle adoptée à un moment donné. Les pratiques sexuelles constituent les actes et attitudes expérimentées lors d'un rapport sexuel incluant la masturbation. On distingue l'attraction sexuelle de l'attraction romantique.

**LGBTQI+** : Sigle, parfois raccourci en LGBT, rassemblant des réalités de genre et de sexualités hors de la norme actuelle. Il signifie : lesbienne, gay, bisexuel·le, transgenre, queer (rassemble toutes les identités sortant de la norme), intersexe (qualifie les personnes dont les caractéristiques sexuelles biologiques varient de la norme) et + car cette liste n'est pas exhaustive. La norme actuelle est d'être une personne cisgenre, hétérosexuelle, monogame et dyadique (dont les organes génitaux sont sans ambiguïté mâles ou femelles).

En rural, peut-être plus qu'ailleurs, l'hétéronormativité façonne les jeunes et leur assigne des rôles genrés prédéfinis.

## Quand « tout se sait », faire ses propres choix sexuels et amoureux

Comme les urbain·es, les habitant·es des espaces ruraux n'échappent pas aux injonctions à la norme hétérosexuelle, appelée hétéronormativité. Or, du fait d'un entre-soi plus marqué et d'une forte interconnaissance, ces injonctions sont plus efficaces et ont des effets sur les rapports des individus au genre, constate Isabelle Clair, sociologue et chargée de recherche au CNRS, ou sur leurs relations amoureuses et sexuelles.

Ces injonctions créent et reposent sur l'existence de groupes de sexes distincts, séparés mais complémentaires, filles ou garçons, auxquels des normes de genre

sont associées. Il est attendu que les garçons soient virils, tandis que les filles doivent être féminines sans trop l'être et ne doivent pas avoir de sexualité en dehors d'un cadre conjugal pour être respectables. Dévier de ce cadre, c'est remettre en cause l'ordre hétérosexuel et par là-même la séparation et la prétendue « complémentarité » entre les sexes. Si l'attitude d'un homme est jugée trop féminine, il sera catégorisé comme homosexuel et si l'on juge que la sexualité d'une fille est trop libre, que cette dernière est trop féminine, elle sera vue comme une « fille facile ». Or, dans un cadre rural où « tout se

sait » ne pas respecter les normes, c'est risquer l'exclusion et donc l'isolement. Dans ce contexte, la conjugalité semble être une des stratégies pour éviter l'exclusion.

### LE COUPLE COMME ENJEU DE RESPECTABILITÉ

Selon une étude du Commissariat général à l'égalité des territoires<sup>1</sup>, 62% des ruraux·ales contre 57% des urbain·es vivent en couple. Régissant à la fois les relations amoureuses et sexuelles, le couple est aussi très vite imbriqué dans la sphère familiale du fait de l'absence de lieux dans lesquels les jeunes peuvent ■ ■ ■

■ ■ ■ se retrouver. En outre, il permet de préserver et confirmer le genre des individus et ainsi d'éviter tout stigmate. Comme le dit la sociologue Isabelle Clair : « *la vertu des filles confirme la virilité des garçons ; en miroir, la virilité des garçons offre une garantie de bonne image sexuelle aux filles* »<sup>2</sup>. Le couple agit aussi comme une instance de contrôle et de surveillance, notamment pour les filles. Bien que, selon Clair, leur entrée dans la sexualité est plus précoce en milieu rural, elles sont constamment rappelées à l'ordre, par leur mère notamment, sur ce que doit ou ne doit pas être leur sexualité, comme c'est le cas dans les cités avec les grands frères. « *La sexualité, je l'ai longtemps cachée, parce que c'est ce qu'on me demandait de faire d'une certaine manière, donc c'était toujours une vigilance permanente de pas me faire chopper, comme si c'était quelque chose de grave, un crime* », témoigne Lucile<sup>3</sup>, originaire de l'Ain. Le couple n'est cependant pas seulement un moyen d'afficher son adhésion aux normes de genre établies et donc de montrer sa respectabilité « sexuelle ». Il permet aussi, notamment pour les femmes, mais aussi pour les hommes les plus précaires professionnellement, de s'assurer une bonne réputation en démontrant la stabilité de leur ménage, notamment avec enfant(s). C'est sans doute l'une des explications de la conjugalité et la parentalité plus précoces dans les milieux ruraux. Finalement, dans les espaces ruraux, bien que les « rôles publics – et valorisés comme tels – sont dévolus aux hommes » comme le dit Benoît Coquard, sociologue à l'Inrae, ils ont peu de marge de manœuvre en dehors du couple face à leur expression et identité de genre. Les filles peuvent, elles, se réapproprier des attributs considérés comme masculins pour se déssexualiser et ne pas risquer de jugements stigmatisants.

#### LES PERSONNES LGBTQI+, INVISIBLES MAIS TOLÉRÉES

L'interconnaissance élevée qui caractérise souvent les milieux ruraux peut à la fois être vue comme une source de difficultés pour se construire en tant que jeune non hétérosexuel, mais également comme une protection face à une certaine violence.



Pour vivre heureux-ses, vivons caché-es ?

Les normes hétérosexuelles sont très présentes en rural, il est donc fréquent de penser ces espaces comme des environnements hostiles aux homosexuels et personnes LGBTQI+. Différents ouvrages (*En finir avec Eddy Bellegueule* d'Édouard Louis et *Retour à Reims* de Didier Eribon) et témoignages relatent l'expérience de la fuite des milieux ruraux, jugés trop néfastes ou conservateurs, vers la ville, jugée plus accueillante. C'est une réalité pour certain-es, pas pour tout le monde ni dans tous les milieux ruraux. Beaucoup font le choix d'y rester. Il est fréquent de croire qu'il n'y a pas ou peu de communauté homosexuelle en milieu rural, mais comme le dit Colin Giraud, sociologue à l'université Paris-Nanterre, on ne peut observer l'urbain avec les mêmes lunettes que le rural, où l'on trouve très peu de lieux ou d'organisations collectifs, institutionnels et associatifs.

#### GRAINTE DE CHOQUER

L'homosexualité y est davantage vécue comme une expérience privée, réservée à l'intimité, voire à la sexualité, qui n'a donc pas sa place dans l'espace public. Pour autant, cela ne signifie pas forcément qu'elle y soit cachée. Comme le mentionne Marianne Blidon, géographe à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, cette absence de signes visibles peut être expliquée par une interconnaissance élevée, mais aussi par le poids des normes hétérosexuelles qui induit la crainte de choquer.

En raison de l'invisibilisation des relations non hétéronormées, il est fréquent que les personnes LGBTQI+, privées de modèles de référence, éprouvent des difficultés à s'affirmer, voire à s'identifier comme telles. « *Nous grandissons dans un environnement qui ne nous dit pas que c'est possible, que ça existe* », explique Aline<sup>3</sup>, 28 ans, originaire du Tarn.

Enfin, les espaces ruraux apparaissent pour certain-es plus sereins que les villes. Peu se risquent à être qualifiés d'homophobes par le voisinage et les agressions et discriminations homophobes y sont moins nombreuses. Selon l'observatoire des LGBTphobies 2019<sup>4</sup>, 16% des personnes interrogées en rural disent avoir fait l'objet d'injures ou menaces verbales au moins une fois au cours de leur vie, contre 25% pour l'ensemble de la population.

■ VALENTIN DOUILLET ET CLAIRE WOLFARTH (MRJC)

1 - [www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/dossierobsnov2014femmeterritoiresruraux.pdf](http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/dossierobsnov2014femmeterritoiresruraux.pdf).

2 - « Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel », dans *Agora débats/jeunesses* 2012/1 (N° 60), [www.cairn.info/revue-ajora-debats-jeunesses-2012-1-page-67.html](http://www.cairn.info/revue-ajora-debats-jeunesses-2012-1-page-67.html).

3 - Témoignages recueillis dans le cadre du projet « Unique en mon genre » du MRJC.

4 - Étude Ifop pour la Fondation Jasmin Roy-Sophie Desmarais menée auprès de 1 229 personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres de 18 ans et plus.

Perrine Agnoux, doctorante à l'Université de Bourgogne, s'intéresse aux trajectoires des jeunes femmes de milieu populaire en rural, et met en évidence la précarité de leur statut par rapport à celui des hommes de même milieu, pourtant moins diplômés.

## « Pour les femmes il n'y a jamais d'acquis »

**U**otre thèse, « Du côté de chez soi. Rapport au territoire et construction des féminités populaires en milieu rural », s'appuie sur de nombreux entretiens avec des jeunes femmes issues de baccalauréats professionnels des secteurs sanitaires et sociaux. Pourquoi avoir ciblé ce public ?

**Perrine Agnoux :** Je suis originaire d'un département rural du centre de la France et je voulais voir si les jeunes femmes qui y restent travailler tirent des bénéfices de leurs ressources locales de la même façon que les jeunes hommes ! J'ai regardé où il y avait du travail féminin localement, et puisque c'est un département à la démographie vieillissante, il y a dans la voie scolaire une surreprésentation des filières du secteur médico-social.

**Ces bacs pro sont obtenus presque exclusivement par des jeunes filles... pourquoi ?**

**PA. :** Les formateurs, conseillers d'orientation ou les professionnels essaient d'attirer

des hommes dans ces professions d'aides à domicile, aides-soignantes, etc. mais elles sont très mal rémunérées et reposent beaucoup sur des compétences naturalisées comme féminines, notamment prendre soin des autres. Dès l'enfance, les compétences relationnelles sont plus développées chez les filles et leur travail domestique est plus important que celui demandé à leurs frères. Les jeunes femmes de classes populaires qui ont des difficultés scolaires vont reconnaître dans ces filières les compétences qu'elles ont développées dans le cadre familial et qui sont sources de valorisation sociale.

**Mais une fois embauchées, elles doivent tout donner à leur boulot...**

**PA. :** Quand elles sont jeunes, on attend d'elles qu'elles soient dévouées avant tout à leur travail. Les aides-soignantes, les aides à domicile peuvent être appelées en urgence n'importe quand. Dans ces emplois, la pénibilité implique de nombreux arrêts

maladie et changements de plannings. Les femmes qui les encadrent promeuvent un modèle de classe moyenne qui place en priorité l'émancipation matérielle et celle-ci passe par le travail. Avoir des obligations familiales importantes – des parents qu'il faut véhiculer, des grands-parents malades – peut constituer un frein sur le marché du travail. C'est paradoxal, car c'est ce contexte familial qui les a orientées vers ces métiers dont elles parlent comme d'une « vocation ». La maternité aussi est vue comme un handicap : les jeunes mamans sont stigmatisées parce qu'elles n'auraient pas le sens des priorités. Ces normes sont bien reçues par ces jeunes femmes. Celles devenues mères jeunes le présentent sans exprimer de regrets mais comme un « accident ».

**Vous distinguez trois catégories de jeunes femmes selon leur rapport à ces injonctions. Quelles sont-elles ?**

**PA. :** Il y a celles qui se reconnaissent dans cet idéal de dévouement et ont les ressources pour le mettre en œuvre. Elles accèdent ainsi à une stabilité matérielle mais leur position reste précaire : certaines regrettent de devoir faire du travail à la chaîne en Ehpad ou que dans l'aide à domicile il y ait tant de *burn out*. Ensuite il y a celles qui ne peuvent pas mettre en application ce modèle faute de ressources. C'est là une spécificité du monde rural : pour celles qui n'ont pas de permis de conduire, l'accès à l'emploi est très difficile. Et dans un milieu où l'interconnaissance est plus forte qu'ailleurs, certains noms de famille, de gens du voyage par exemple, constituent de véritables stigmates. Ces filles-là veulent parfois partir mais n'ont pas forcément les moyens de sortir d'un système d'échange avec leur famille ou leurs amis. Le troisième groupe, ce sont celles parties étudier à la ville. Elles sont plus nombreuses que les étudiants : parmi les 18-24 ans restées dans le département étudié, ■■■



Les jeunes femmes de milieu rural populaire sont souvent orientées très tôt vers les services à la personne, mal rémunérés.

■ ■ ■ il n'y a que 8 femmes pour 10 hommes. Leurs parents peuvent être issus des petites classes moyennes, leurs mères sont au comité des fêtes, voire élues municipales, leurs pères dans l'équipe de foot ou de rugby. Elles reviennent souvent, ont une petite réputation locale et même si elles savent qu'il n'y aura pas forcément tout de suite un emploi pour elles, leur objectif est de revenir s'installer en étant plus diplômées.

**Même la position des plus installées dans l'espace social semble fragile...**

P.A.: Le parcours idéal, qui consiste à attendre d'être installée professionnellement, conjointement puis d'avoir des enfants, étape ultime et consécration, tient à peu de choses. Elles sont toujours susceptibles de perdre leur emploi, par exemple à cause d'un problème de santé, ce qui

n'est pas rare parmi les enquêtées. Leurs mères ont souvent eu des troubles psychologiques parce que les métiers du soin impliquent un gros travail émotionnel. Et puis dans un espace de forte interconnaissance, elles sont sensibles à la valeur symbolique d'une réputation bienveillante si bien que le moindre écart peut réduire à néant leurs efforts. Beaucoup d'inquiétude liée à la fragilité de leur statut est ressortie dans les entretiens.

**Cette fragilité existe-t-elle autant chez les hommes de leur milieu ?**

P.A.: Beaucoup moins, parce que les hommes ont une stabilité professionnelle et matérielle plus importante car les compétences masculines sont plus reconnues. Ils sont aussi plus établis au niveau résidentiel : beaucoup d'enquêtées vivent chez

leur conjoint, souvent plus âgé et dont la réputation est déjà solidement établie. Tandis que pour les femmes, il n'y a jamais d'acquis. Je pense à une rupture liée à l'infidélité d'une enquêtée. Non seulement cet épisode a nui à sa réputation, mais ses ami-es, voire sa famille se sont détournés d'elle. Cette asymétrie dans le couple peut favoriser des violences : les femmes tirant plus que les hommes des ressources matérielles et symboliques de leur couple, cela rend la rupture tellement coûteuse qu'elles vont accepter de vivre ces situations de violence en se disant que ça va passer.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR JADE LEMAIRE (TRANSRURAL)

1 - C'est la notion de capital d'autochtone illustrée notamment dans les ouvrages *Les gars du coin* de Nicolas Rénahy et *Ceux qui restent* de Benoît Coquard.

## UN INTÉRÊT DE PLUS EN PLUS MARQUÉ POUR LES FEMMES DE MILIEU RURAL :

Les campagnes et leurs habitants font aujourd'hui l'objet d'un intérêt inédit de la part des chercheurs et des pouvoirs publics, et les femmes n'en sont pas exclues. Parmi les publications récentes, on peut citer l'étude de Yaëlle Amsellem-Mainguy sur « Les filles du coin », évoquée dans *TRI* n°473, le rapport chiffré du Commissariat général à l'égalité des territoires sur les femmes dans les territoires ruraux ou encore les préconisations du Centre Hubertine-Audert pour l'égalité entre hommes et femmes dans les territoires ruraux franciliens, le tout étant disponible en ligne.

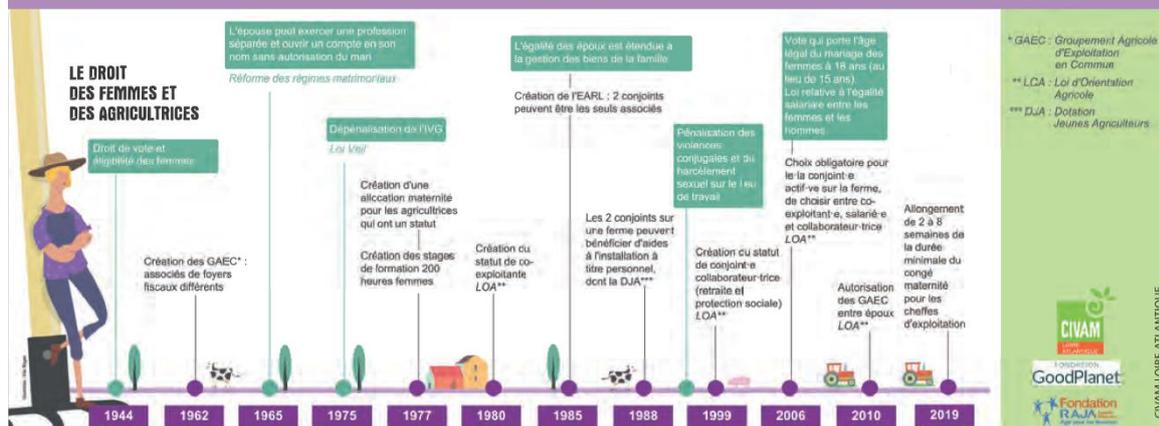
Malgré des avancées depuis les années 1970, la multiplication des initiatives de collectifs, associations et syndicats montre que le combat des paysannes pour leurs droits n'est pas terminé.

## Des collectifs engagés pour les paysannes

Le rôle des paysannes dans l'Occident moderne a longtemps été celui de subordonnées au chef de famille. Après 1945, les discours changent mais leurs droits restent bien maigres. Le statut de conjoint-e collaborateur-riche n'a été créé qu'en 1999 (cf. schéma). De plus, les femmes sont éloignées de la production au profit d'activités de « support » (administratif, vente, transformation...) jugées comme secondaires et leurs travaux domestiques sont invisibilisés. « *Les agricultrices ont longtemps été des travailleuses "invisibles" dont le travail n'était pas salarié ni reconnu* », insiste un rapport d'information du Sénat<sup>1</sup>. Aujourd'hui, environ un tiers des actif-ves agricoles - 110 000 cheffes d'exploitation,

26 000 collaboratrices et 409 000 salariées - sont des femmes contre moins de 10% dans les années 1960. Elles sont de plus en plus présentes parmi les jeunes installées - un tiers des moins de 40 ans -, dans les filières production de l'enseignement agricole ou dans les organisations agricoles. Depuis une quinzaine d'années, les médias mettent davantage en avant des agricultrices y compris des éleveuses et les tâches dites féminines, comme l'accueil ou la transformation, sont redevenues visibles. Mais les inégalités subsistent. Selon la Mutualité sociale agricole, les revenus des cheffes d'exploitation sont en moyenne inférieurs de 30% à ceux des hommes, de même pour leurs retraites, qui plafonnent

entre 500 et 600 euros par mois pour celles n'ayant pas eu d'autre profession. Elles restent aussi presque absentes des mandats « prestigieux » des organisations agricoles notamment dans les champs syndicaux, économiques et techniques, selon Clémentine Comer, docteure en science politique<sup>2</sup>. Enfin, si les agricultrices ont acquis une certaine autonomie, notamment au travers d'activités de diversification, « *les conditions de domination auxquelles elles étaient soumises sont restées les mêmes* »<sup>3</sup>, le patriarcat s'exprimant simplement différemment. Le machisme, la discrimination dans l'accès aux ressources financières et foncières ou la remise en cause de leurs compétences subsistent.



■ ■ ■ En face, on observe depuis une dizaine d'années une multiplication des études, films ou livres pour documenter le vécu des femmes paysannes, leur approche particulière, leurs difficultés ; et de collectifs plus ou moins formels de femmes, à la fois espaces d'entraide, de partage, de réflexion et d'action. C'est le cas dans plusieurs groupes Civam comme l'Adage35 qui intervient dans les lycées agricoles ou organise des formations techniques non-mixtes ; la FDCivam44 qui a par exemple participé à une étude sur le rôle des femmes dans l'engagement des fermes vers un système économique et autonome et a monté une pièce de théâtre ; la FDCivam31 qui accompagne des femmes à la création d'activité... Les premières rencontres nationales du réseau sur ce sujet ont été organisées en octobre

dernier autour du rôle et de la place des femmes dans les évolutions agricoles et sociétales. En 2015, l'étude Carma<sup>4</sup> montrait déjà l'importance du rôle des femmes dans l'évolution des modèles agricoles sur les plans technique (agriculture biologique, nouvelles productions, adaptation du matériel...), économique (diversification, vente directe...), organisationnel et social (accueil, lien aux acteurs des territoires...).

On pourrait également citer l'Atelier paysan, qui travaille avec différents partenaires sur l'innovation, notamment sur le

**EN 2015, L'ÉTUDE CARMA MONTRAIT DÉJÀ L'IMPORTANCE DU RÔLE DES FEMMES DANS L'ÉVOLUTION DES MODÈLES AGRICOLES.**

matériel agricole ; le Groupe de recherche-action sur l'agroécologie paysanne, qui a co-publié un guide sur l'installation des paysannes ; ou les « Josianne » au sein du réseau des Associations de maintien pour l'agriculture paysanne d'Île-de-France. Le syndicat agricole Confédération paysanne, de son côté, travaille depuis longtemps sur le sujet, notamment au sein de sa commission « femmes » en portant des revendications auprès des pouvoirs publics sur les statuts, les retraites, les remplacements pour le congé maternité... La Fadear<sup>5</sup>, elle, va rendre prochainement une synthèse de 150 témoignages sur l'installation des paysannes afin de construire un plaidoyer sur le sujet, car des freins et stéréotypes subsistent. Si l'on juge que les femmes ont joué un rôle important dans l'évolution de l'agriculture vers des modèles plus en accord avec les attentes sociétales, le nombre de nouvelles installées aura son importance dans les changements futurs.

■ FABRICE BUGNOT (TRANSRURAL)

## PATRIARCAT ET PRÉDATION DES TERRES, DEUX FACES D'UNE MÊME MÉDAILLE

L'écoféminisme, mouvance militante née dans les années 1970, lie historiquement l'oppression des femmes et la destruction de la nature. Ainsi, l'essayiste Silvia Federici rappelle<sup>1</sup> que le capitalisme est né d'une accumulation de richesses via notamment l'extension de la propriété privée au détriment des communaux (prairies, lacs, forêts, pâturages sauvage...). Désastre écologique, cette privatisation des communaux est aussi une tragédie sociale. Silvia Federici montre que la fonction sociale de ces terres « était particulièrement importante pour les femmes qui [...] [en] dépendaient davantage pour leur subsistance, leur autonomie et leur socialité. [...] Dans l'Europe précapitaliste, la subordination des femmes aux hommes était modérée par le fait qu'ils avaient accès aux communaux, alors que dans le nouveau régime capitaliste, les femmes elles-mêmes devenaient les communaux, dès lors que leur travail était défini comme ressource naturelle, en dehors des rapports marchands. » Exclues progressivement du salariat, celles-ci furent « confinées au travail reproductif », sommées de donner naissance aux nouveaux travailleurs productifs. Aujourd'hui, divers mouvements se réclament de l'écoféminisme, comme Navdanya, l'association indienne fondée par la physicienne Vandana Shiva, qui recueille et diffuse les graines et les savoir-faire des grands-mères paysannes contre les semences Round-up ready de Monsanto. J.L.

1 - Dans *Caliban et la sorcière, Femmes, corps et accumulation primitive*.

1 - Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires, juillet 2017.

2 - En quête d'égalité(s). La cause des agricultrices en Bretagne entre statu quo conjugal et ajustement catégoriel, 2017.

3 - Agricultrices et diversification agricole : l'empowerment pour comprendre l'évolution des rapports de pouvoir sur les exploitations en France et aux États-Unis, Alexis Annes et Wynne Wright, Cahiers du Genre, 2017.

4 - Contribution des agricultrices au renouvellement des métiers agricoles, analyse de 27 parcours d'agricultrices, février 2015.

5 - Fédération des Adear (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural).

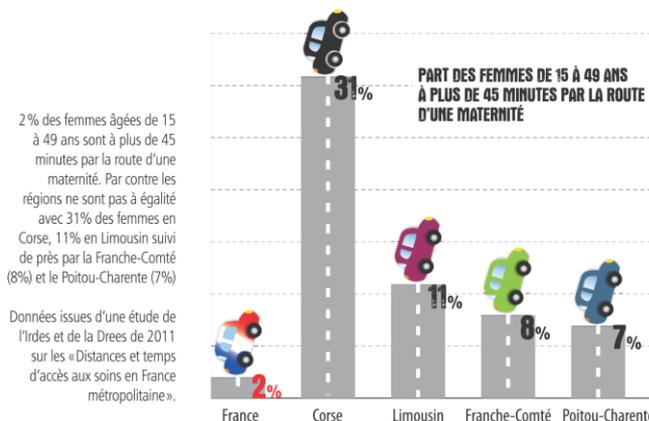
En rural, l'accès à l'information sur la sexualité et à la santé sexuelle est rendue difficile par la faible densité des praticien·nes et des équipements.

## Le parcours des combattant·es pour un accès à la santé sexuelle en rural

Si la sexualité des Français·es ne diffère pas vraiment selon les territoires, l'accès à l'information et à la santé sexuelles - médecins, gynécologues, sages-femmes et hôpitaux - est plus compliquée dans les campagnes. « Quand j'avais 16-17 ans, on parlait beaucoup du papillomavirus et de son vaccin. J'ai demandé à ma généraliste de famille de m'expliquer ce que c'était. [...] Elle a conclu que, la seule manière de ne pas courir de risque dans la sexualité, c'était l'abstinence. Je suis repartie sans réponses sur le vaccin et avec une vision de la sexualité pas très positive. »<sup>1</sup> Comme a pu l'expérimenter Manon, 28 ans, originaire du Doubs, les professionnel·les du monde rural travaillent de manière plus isolée que les professionnel·les en ville. Le gouvernement a bien adopté en 2017 une « stratégie nationale de santé sexuelle » mais aucune proposition concrète n'est faite pour les espaces ruraux. En 2015<sup>2</sup>, 98% de la population accédait à un·e médecin généraliste en moins de 10 minutes de route mais de plus en plus de territoires se retrouvent sans médecins. Bien que des aides à l'installation aient été mises en place, leur impact est encore à prouver.

### DES SPÉCIALISTES DIFFICILES D'ACCÈS

En rural, du fait de la faible densité de gynécologues, sages-femmes, maieuticiens, les moyens de contraception sont plus difficiles d'accès, ce qui accroît les risques de grossesse non désirées et le non-traitement des infections sexuellement transmissibles. En 2017, 15%<sup>3</sup> des femmes avaient déjà renoncé à un soin en gynécologie. Les principaux facteurs de renoncement aux consultations préventives soulevés lors des entretiens avec des ruraux et rurales sont les délais d'attente, le fait de ne pas se sentir en confiance avec les praticien·nes les plus proches et les difficultés d'accès, comme a pu le vivre Fanette, 20 ans, dans le Tarn alors qu'elle était en lycée agricole : « J'avais 16 ans et je devais faire mon



premier dépistage pour me sécuriser dans mes relations. J'étais très inquiète. Mes cours et les horaires de bus n'étaient pas compatibles avec les heures d'ouverture du centre de planification situé à 15 minutes de voiture puis 30 de bus. J'ai dû demander à ma grande sœur de passage de m'y accompagner». Les études sont souvent fondées sur l'hypothèse que l'ensemble de la population a accès à une voiture, mais de nombreuses femmes et particulièrement les jeunes ne sont pas véhiculées.

### MÈRES ET BÉBÉS EN DANGER

Un autre problème met en danger la vie de nombreuses mères et bébés : de plus en plus de maternités ferment et notamment celles implantées loin des métropoles. Le collectif « C'est pas demain la veille », qui milite pour la réouverture de la maternité du Blanc (Indre), fermée en 2018, a recueilli le témoignage de Nicolas, futur père, sur le moment où sa conjointe a perdu les eaux : « J'ai immédiatement appelé les urgences de Poitiers pour leur demander si nous devions nous rendre à la maternité. Mon interlocuteur m'a dit qu'à distance, il ne pouvait pas savoir. Que c'était

à nous de décider de faire ou pas une heure de route. » 2% des femmes âgées de 15 à 49 ans sont à plus de 45 minutes par la route d'une maternité mais ce pourcentage national cache de fortes disparités régionales<sup>4</sup>. C'est pourquoi le 22 et 23 mars 2019, 16 territoire(s) en lutte contre la fermeture de leur maternité ont signé un manifeste national « Renaissance des maternités condamnées » et continuent de lutter au travers de nombreuses actions : inauguration d'aire d'accouchement sur le bord de la route, cours d'accouchement en voiture, marches, manifestations...

■ ALINE COUTAREL (MRJC)

1 - Témoignage recueilli dans le cadre du projet « Unique en mon genre » du MRJC.

2 - D'après un dossier de 2017 de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques : « Déserts médicaux : comment les définir ? Comment les mesurer ? »

3 - Sondage réalisé entre 2015 et 2017 auprès des assurés fréquentant l'accueil des CPAM par l'Observatoire des non-recours aux droits et aux services.

4 - D'après une étude de l'Irdes et de la Drees de 2011 sur les « Distances et temps d'accès aux soins ».

Le collectif informel Psst - Pas seul sur terre - s'est constitué en 2016 dans les Monts du Lyonnais. Ces témoignages sont issus du troisième épisode du podcast<sup>1</sup> réalisé par ce collectif sur les questions d'homosexualité et de ruralité, dans le cadre de la semaine de la tolérance du 16 au 22 novembre 2019.

## Homosexualité : « Je me sens moins en sécurité en ville »

« Quand on explique à son entourage qu'on ne se tient pas forcément la main dans l'espace public, qu'on ne va pas se faire un bisou, ils ne comprennent pas. Pour eux, c'est le quotidien, c'est une banalité. Il faut que l'entourage arrive à comprendre que si on se protège, c'est qu'il y a un risque. Ce n'est pas quelque chose que l'on invente, il suffit de regarder les médias ou les rapports sur les agressions homophobes. Ça fait partie du quotidien. Mais est-ce que l'on fait attention au risque de gâcher des moments de plaisir ? C'est toute la question. »

« Lorsque j'étais ado, avec mon petit ami de l'époque, on passait un temps sur les quais de Saône comme tous les amoureux, côte à côte, mais peut-être un peu trop proches pour les jeunes qui passaient à ce moment-là et on a été menacés d'être jetés dans la Saône. Ça devenait vraiment violent. C'est là qu'est née chez moi une forme de vigilance par rapport à l'espace public. Je ne le qualifierais pas comme dangereux, mais c'est un lieu dans lequel je ne dois pas laisser ma vigilance car je ne sais pas qui s'y trouve. Je me sens moins en sécurité en ville, dans des lieux où je ne connais personne, je n'ai pas la garantie qu'on me viendrait en secours. Lorsqu'on s'est fait agresser sur le quai, d'autres personnes se baladaient et détournaient le regard, continuaient de marcher comme si c'était une simple altercation entre jeunes. »

« On ne se sent jamais vraiment safe. Même dans une boîte LGBT à Lyon. Sauf chez soi... J'ai déjà eu peur en sortant de croiser des gens mal intentionnés. Ça n'est pas forcément lié à la sexualité mais si tu sors d'une boîte LGBT, tu peux te faire insulter par rapport à ça. Par rapport à tout en fait. Surtout en ville, c'est flippant. En campagne, il n'y a personne, donc... »

« Je me sens beaucoup plus en sécurité dans les Monts du Lyonnais qu'à Lyon ou dans une grande ville. Pour moi il y a moins de risques, il n'y a pas cet anonymat, de personnes qui peuvent faire irruption à l'importe quel moment dans ma vie, ma vie privée. »

« Dans les Monts du Lyonnais, de mon point de vue, il n'y a pas d'espace hyper safe où tu es sûr de ne pas avoir une remarque ou un regard déplacé. Après, je n'ai pas l'impression qu'il y ait un endroit où je n'ai pas du tout envie de dire ou montrer que je suis lesbienne. Mais il n'y a pas d'espace où on sait qu'on peut rencontrer d'autres personnes homosexuelles. »

« J'ai grandi à la campagne jusqu'à 15 ans puis j'ai vécu en ville. Je l'ai vécu comme une libération par rapport à mon image. Je me suis senti vachement plus libre par rapport à cette question, peut-être aussi car il n'y a plus les parents. Les seules expériences amoureuses que j'ai pu avoir, c'est en ville. »

« À Grenoble, j'ai découvert un monde un peu alternatif où on parle de genre, de non-binarité, de lesbiennes... Ça m'a ouvert une porte, je me suis dit : Ça existe, on peut en parler et vivre plein de choses facilement, sans peur de jugement ou de regard. »

« Ni en ville, ni en campagne, je ne me projette à m'afficher en couple. Je ne me vois pas prendre la main de mon copain. Sauf si on est seuls dans la montagne ! »

« Ma dernière expérience en ville a été plutôt désagréable. Je suis allée au cinéma avec ma copine et en se promenant main dans la main dans la rue, en l'espace d'un quart d'heure, on s'est fait siffler avec des regards vraiment malaisants. Je ne retrouve absolument pas ça à la campagne. Peut-être que les gens ne se permettent pas de faire ça, car tout le monde se connaît ? »

« J'ai essentiellement grandi à la campagne, pas très loin de grandes villes. Si je devais faire un choix aujourd'hui, ce serait de vivre à la campagne. Plus jeune, adolescent, c'était la ville car il y avait un facteur rencontre, anonymat, mais aussi de plaisir. Mais la campagne c'est là où je me sens bien, je m'épanouis et je suis reconnu. On a besoin d'avoir une place dans la société et le fait d'être dans un village, reconnu pas forcément en tant que couple homosexuel, mais exister aux yeux des gens, faire partie d'une vie associative et de village, c'est très important. »

<sup>1</sup> - Retrouvez les autres émissions sur : [www.mixcloud.com/PSSTlemission](http://www.mixcloud.com/PSSTlemission).

Les positions d'une partie de l'Église sur les questions de sexualité ou de genre excluent une partie des croyant-es de la communauté des chrétien-nés.

## Église et sexualités, un mélange des genres

Le MRJC, en tant que mouvement d'Église, c'est-à-dire reconnu par l'Église catholique, se retrouve dans une position délicate en parlant de genre et de sexualités. En effet, ces sujets sensibles le sont encore plus au sein des institutions de l'Église catholique. Son catéchisme dit ainsi « *qu'un rapport sexuel n'est ordonné que dans le cadre de la procréation* ». C'est-à-dire que le sexe pour le plaisir est vu comme déviant, anormal. Ainsi, la masturbation, les pratiques non procréatives ou l'utilisation de la contraception sont déconseillées et jugées contraires à la morale, au même titre que les actes homosexuels. La subtilité, c'est que l'Église ne condamne pas les personnes homosexuelles, elle invite les fidèles à les accueillir « *avec compassion, et sans discrimination injuste* »<sup>1</sup>. Pourtant, l'attitude stigmatisante de certain-es responsables a pour effet d'exclure de la communauté des chrétien-nés<sup>2</sup> les personnes souhaitant vivre ouvertement leur amour.

### ORDRE NATUREL OU SOCIAL. LE GENRE EN QUESTION

Concernant les questions de genre, l'Église considère qu'il en existe deux, différents et complémentaires. Elle se positionne contre « *la théorie du genre* », expression qu'elle utilise pour contrer les études montrant que le genre est social et non naturel, tout en défendant une certaine vision des rôles que doivent tenir hommes et femmes. Par exemple, Jean-Paul II écrit en 1995 dans sa *Lettre aux femmes* que malgré l'égalité de dignité entre hommes et femmes, il existe un « *génie de la femme* » dont Marie est le parfait exemple en temps qu'« *épouse et mère* ». Les femmes auraient des attitudes et traits de caractère propres, liés à la possibilité d'enfanter. Cette position patriarcale les maintient encore aujourd'hui hors des instances de décision des corps ecclésiastiques. Cependant, cette vision et cette organisation sont en train d'être retravail-



Le MRJC crée avant tout des espaces d'expression et de réflexion afin que chacun-e se forge un avis.

lées suite à la crise de la pédocriminalité qui a secoué l'Église dernièrement.

### LE MRJC SOUS UNE VOLÉE DE BOIS VERT

Le MRJC est un mouvement d'Action catholique reconnu par l'Église catholique. Cette reconnaissance donne une portée et une responsabilité à sa parole, engage l'Église et participe à sa pensée sociale<sup>3</sup>, et cela n'est pas du goût de tous-tes en son sein. Une partie de l'épiscopat et des responsables de l'Église a fait le choix de retirer ses subventions au mouvement, rappelant régulièrement que le MRJC pourrait quitter l'Église... s'il en faisait le choix, quand d'autres continuent d'entretenir des relations de confiance et d'engagement avec nous.

« *Le MRJC est fait d'individus qui sont dans la société et donc qui pensent et agissent de manière plurielle. Il peut exister un écart entre ce que pensent ces individus et la position officielle de leur institution* », répond Jean-Yves Baziou, prêtre dans le Finistère, ancien doyen de la faculté de théologie de Lille, à celle et ceux qui souhaiteraient que le MRJC répète mot à mot le discours des autorités de l'Église.

Notre mouvement crée avant tout des espaces d'expression et de réflexion afin que

chacun-e se forge un avis. C'est ainsi qu'il aborde ces questions de genres et de sexualités en milieu rural. « *Une posture pastorale serait de l'accompagner à élaborer sa propre pensée car, rappelle Jean-Yves Baziou, un des rôles des responsables de l'Église c'est de protéger la diversité interne* ». Cette posture de dialogue et d'ouverture s'ancre profondément dans l'enseignement social de l'Église, car c'était celle de Jésus. « *Le prix à payer quand on veut vivre une pluralité, c'est d'argumenter. Argumenter à partir de l'Évangile et de la "tradition", c'est-à-dire l'Histoire, de l'Église* » expose Jean-Yves Baziou. C'est peut-être le défi du MRJC pour aborder ces questions et ainsi structurer des espaces d'échange et de construction de soi au sein d'un collectif de confiance.

■ LUCIE MARTIN ET FRANÇOIS BAUSSON (MRJC)

1 - Catéchisme de l'Église catholique de 1992.

2 - Les chrétien-ne-s suivent les enseignements du Christ Jésus. Les catholiques sont une des familles de chrétiens, organisés en diocèses dont le responsable de l'unité est l'évêque.

3 - L'enseignement social de l'Église est un ensemble hétéroclite de textes - en particulier ceux des conciles et des Papes - et de discours des acteurs de l'Église qui permettent de guider l'engagement des chrétiens dans la société.

Face au manque de témoignages et d'études sur le genre et les sexualités en rural, le MRJC est parti à la rencontre des habitant-es des campagnes. Une démarche qui lui permet de sensibiliser le grand public, former ses animateur-rices et interpeller les pouvoirs publics.

## Raconter et comprendre pour agir

Lorsque le MRJC s'est emparé en 2018-2019 des questions de genre et de sexualités en rural avec l'envie d'agir contre les discriminations, nous nous sommes heurtés au manque de récits, d'études et de lieux de ressources sur le sujet. Au MRJC, faire entendre notre voix, réaliser des diagnostics de territoire et organiser des événements constitue depuis longtemps la base de notre action. C'est la pédagogie issue des mouvements d'action catholique : le « voir, juger et agir » qui pour l'occasion est devenu « raconter, comprendre et agir ». Les récits de discriminations se font de plus en plus nombreux dans la société mais leurs origines restent majoritairement urbaines. Est-ce qu'une lesbienne agricultrice, un habitant d'un hameau ou une personne trans habitant un petit village ont les mêmes vécus que des urbain-es ?

Sonia (Ain) affirme avoir découvert le harcèlement de rue en ville ; Mika (Meurthe-et-Moselle) raconte sa transition dans un petit village ; Anne-Lise (Maine et Loire) questionne la différence d'accès à l'information, Hugo et Olivier (Ain) déjouent les clichés en étant un couple gay éleveurs de poulet.<sup>1</sup> Bien que les questionnements soient souvent proches, les réalités et les vécus sont souvent différents. Des collectifs locaux se sont montés pour répondre à ces interrogations : Pourquoi cette thématique est compliquée et parfois taboue dans notre société ? Pourquoi énormément de jeunes se sentent discriminés concernant leurs orientations sexuelles ? Que pensent les jeunes et les habitant-es de leur territoire ? Le MRJC a lancé « Unique en mon genre », une web-série de témoignages et une plateforme sur internet, pour faire entendre

d'autres voix, les récits de vie de ruraux et rurales qui parlent face caméra ou écrivent leur vécu - de femme, homme, non-binaire, trans, hétéro, gay, lesbienne -, leur rapport au corps, à l'éducation, à la famille ou aux normes sociales et des questions qui soulèvent l'interconnaissance, la présence ou l'absence d'espaces d'échanges, etc. Produire ces témoignages demeure difficile.

### TÉMOIGNAGES INTIMES ET DIAGNOSTICS DE TERRITOIRE

Nous n'apprenons guère à parler de nous et encore moins de ce qui nous est intime mais nous restons persuadés de l'importance de ces témoignages et de la force collective qu'ils peuvent avoir.

Ils vont de pair avec l'analyse et la prise de recul sur nos vies. Nous avons lancé nos propres diagnostics de territoires, par des ■■■

## ÉGALITÉ DES SEXES : DU PROGRAMME PÉDAGOGIQUE À LA RÉALITÉ DES CAMPS SCOUTS

**En favorisant la solidarité et la mixité, les animateur-rices des Éclaireuses et éclaireurs de France luttent pour l'égalité des genres.**

Les équipes d'animation des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF) sont régulièrement confrontées aux questions de genres et de sexualités. Elles sont d'abord réfléchies en équipe en amont du séjour dans nos projets pédagogiques. Nous sommes également attachés à les faire vivre sur nos séjours à travers nos valeurs et la méthode scout. Un des piliers de cette méthode est la vie en petites équipes. Chacun-e dans son groupe de 5 à 6 personnes a un rôle (intendant-e, trésorier-ère, infirmier-ère, coordinateur-ice, responsable matériel, secrétaire) et des responsabilités associées, adaptées à son âge. Cet apprentissage est valorisé lors de l'exploration en autonomie, où chacun-e peut mettre en pratique ses connaissances. De plus, tout le monde est confronté à toutes les tâches, autant faire le feu que la vaisselle. Cela permet de sortir de sa zone de confort et d'acquérir de nouvelles compétences. La coéducation est une des valeurs des EEDF : chacun-e a quelque chose à apprendre de l'autre et à l'autre. Une autre valeur est la solidarité : elle pousse les jeunes à s'entraider et à se soutenir.

Plusieurs camps proposent la mixité des couchages, tout en donnant la possibilité d'un couchage non mixte (conformément à la loi). Cela permet de faciliter la rencontre de personnes qui se côtoient peu sur le camp. Malgré cela on remarque que ces inégalités existent encore. Trop souvent les garçons (animateurs ou jeunes) s'occupent du matériel et du bois pendant que les filles sont infirmières. Un point d'attention est à avoir concernant la diversité des activités proposées, les imaginaires stéréotypés, le temps de parole en réunion des responsables, la répartition des animateur-rices en fonction des tranches d'âge (en 2016 aux EEDF, 70% des animateur-rices des 6-8 ans sont des femmes contre 40% pour les 11-14 ans). Le groupe de travail national « Genre & Sexualités » a été créé en 2016 pour amener ces questions dans l'association, créer des outils et former les équipes d'animation pour aller vers une égalité réelle des genres et une éducation à une sexualité choisie et libre. Le livret Mixicamp<sup>1</sup> a été créé dans ce contexte et afin de faire avancer les réflexions concernant la mixité.

JUSTINE RAYNOUARD ET GERMAIN COUTAREL (BÉNÉVOLES EEDF)

<sup>1</sup> - <https://galilee.eedf.fr/wp/genre-et-sexualites/>

■ ■ ■ personnes concernées pour des personnes concernées. Trois collectifs se sont formés dans le Doubs, les Deux-Sèvres et le Rhône. Martin, animateur des Deux-Sèvres, va rencontrer des acteur·rices du territoire et ses habitant·es : « Cette enquête a plusieurs objectifs : identifier les actions et dispositifs présents sur le territoire, connaître les sentiments et les visions des habitant·es sur le sujet, identifier ce qui le rend complexe ». Dans les Monts du Lyonnais (Rhône), le diagnostic sur les réalités locales se fonde sur des temps d'échanges chaque dernier mercredi du mois. « Dans un premier temps, l'objectif est d'aller à la rencontre des habitant·es et de se nourrir de leur vécu, piocher dans différents milieux sociologiques et professionnels, pour récupérer des récits de vie et opinions », raconte une membre du collectif. Le travail de ces collectifs va s'étaler jusqu'en 2021. La matière qu'ils auront recueillie et analysée nous permettra à la fois de nourrir nos actions et d'interpeller les pouvoirs publics sur les potentielles défaillances observées.

#### SENSIBILISER TOUS LES PUBLICS

Nous voulons donner à voir d'autres réalités et libérer la parole dans un cadre sécurisant. C'est aussi ce que dit Sarah, animatrice dans le Rhône : « Nous voulons agir avec des publics peu atteints par ces questionnements pour sensibiliser, améliorer et apporter ce que chacun a appris au cours de ce cheminement ». « Nous espérons nous produire en théâtre forum, pour aborder par des saynètes des situations qui posent problème avec un public qui sera invité à les résoudre et à se questionner sur ses propres expériences. Avec le temps, nous souhaitons sensibiliser un plus large public », déclare Léa, membre du collectif du Doubs. L'enjeu est d'arriver à conjuguer à la fois paroles, écoute, partage et action. Des événements portés par des groupes de jeunes du MRJC sont organisés dans plusieurs départements comme ce fut le cas d'une journée sur la place des femmes en rural dans l'Indre, une formation sur être LGBTQI en rural dans le Centre, sur les questions de genre en Vienne, des vacances jeunes adultes en Haute-Saône...



Des collectifs locaux du MRJC passent par le théâtre forum pour sensibiliser les jeunes et le grand public aux questions de genre et de sexualités.

Le MRJC accompagne toute l'année des groupes de jeunes et propose des séjours éducatifs sur les vacances. Aborder ces questions avec les plus jeunes a rapidement été intégré dans la dynamique. Sarah (Rhône) affirme que « les jeunes se questionnent sur la féminité, l'égalité homme/femme, la mixité, le changement, l'acceptation de chacun et chacune, l'inclusion et beaucoup d'autres sujets tels que le genre et la sexualité ». Il est important que les animateurs et animatrices puissent proposer un environnement sans stéréotype et des espaces de parole bienveillants. Dans ce cadre, nous travaillons avec les Éclaireuses et éclaireurs de France et les Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France à proposer des programmes de formation (cf. encadré p.XI) sur les questions de genre et sexualités au sein des formations aux diplômes d'animation et de direction (BAFA et BAFD).

#### TROIS SÉANCES D'ÉDUCATION SEXUELLES PAR AN À L'ÉCOLE

Nous souhaitons également interpeller le ministère de l'Éducation nationale et les établissements sur le non-respect de la loi de 2003 ayant rendu obligatoires trois

séances d'information et d'éducation affective et sexuelle dans le courant de chaque année scolaire. Le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a pointé le manque de moyens humains et financiers des établissements ruraux, c'est pourquoi nous demandons qu'une partie des dotations aux établissements soient fléchée spécifiquement sur l'animation de ces séances par des structures de terrain.

Sans témoignages et sans études, pas de données tangibles, pas de visibilisation, pas de prise de conscience et pas d'action ni associative, ni des pouvoirs publics. Ainsi, en partenariat avec d'autres associations, nous tâchons d'apporter nos pierres à l'édifice du vivre ensemble afin de permettre à chacun et chacune de se sentir à sa place dans nos territoires. Une participante du projet Unique en mon genre a écrit : « Je rêve que nous soyons chacun et chacune à notre manière les miroirs de jeunes ruraux et rurales qui ne se demandent plus : est-ce que c'est possible ? »

■ ALINE COLTAREL (MRJC)

1 - Témoignages recueillis dans le cadre du projet « Unique en mon genre » du MRJC.

Ce dossier a été réalisé avec le MRJC et le soutien du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse de l'Injep



# Transrural initiatives

Vous pouvez vous abonner  
ou commander un numéro en ligne sur :  
<http://boutique.transrural-initiatives.org>

## La revue associative des territoires ruraux

*Transrural initiatives* est une revue bimestrielle portée par des organisations de développement agricole et rural qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire. En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles. *Transrural* entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Agriculture et société : vers un nouveau contrat ; Repenser l'accueil des migrants dans les territoires ruraux ; Les champs de la culture revisités...).

Sans publicité, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



## BON D'ABONNEMENT

### Pour un abonnement d'un an (6 numéros de 40 pages) :

- Tarif normal (individus) : 55€ ;
- Tarif réduit (étudiants, chômeurs, temps partiel subi, abo. groupés – à partir de 5 personnes) : 45€ ;
- Tarif associations : 60€ ; Tarif institutions (collectivités, bibliothèques...) : 90€ ;
- À l'étranger : tarif normal : 65€ ; tarif institution : 95€.

Société : ..... Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

CP/Ville : ..... Tél. / mail (en cas de retour de numéros) : .....

Je souhaite recevoir une facture :  OUI  NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue,  
indiquez ici les coordonnées de la personne de votre choix, nous lui enverrons un numéro :

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Mail : .....

Réglement par chèque à l'ordre de Transrural initiatives ou par mandat administratif  
Transrural initiatives - 58, rue Regnault - 75013 Paris  
[transrural@globenet.org](mailto:transrural@globenet.org)





## La médiathèque inclusive - Les Bandes dessinées

Nom	Support	Auteurs	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>Cher corps</i>	BD	Léa Bordier	à partir de 14 ans	12 témoignages dessinés de femmes sur leurs rapports au corps	corps ; témoignages ; femmes	+ série Youtube et Podcasts
<i>Culottés 1&amp;2</i>	BD	Pénélope Bagieu	à partir de 10 ans	Histoires de femmes libres, engagées et culottés	histoire ; femmes	+ série france TV
<i>La charge émotionnelle et autres trucs invisibles</i>	BD	Emma	à partir de 15 ans	Des scènes de vie pour comprendre la charge émotionnelle et l'impact sur les relations Hommes-Femmes de celle ci	société ; charge mentale ; couple ; féminisme	aussi sur la page Facebook de Emma
<i>Le rose la plus rouge s'épanouit</i>	BD	Liv Strömsquist	à partir de 16 ans	Disséquer les comportements amoureux à l'ère du capitalisme et les interroger	sentiments ; relations ; amour ; couple	
<i>Le vrai sexe de la vraie vie 1&amp;2</i>	BD	Cy	à partir de 15 ans	Petites histoires de sexes racontées sans filtre comme dans la vraie vie	sexualité ; corps ; relations	
<i>Les crocodiles</i>	BD	Thomas Mathieu	à partir de 14 ans	Harcèlement de rue et harcèlement sexuel au quotidien raconté à partir de témoignage	harcèlement ; culture du viol ; relations homme-femme	



## La médiathèque inclusive - Les Bandes dessinées 2

Nom	Support	Auteurs	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Les princes pas si charmants</i>	BD	Emma	à partir de 15 ans	les inégalités subies dans le privé sont un reflet de la société et du système où nous vivons. cette Bd aborde les privilèges masculins, l'histoire de l'exploitation et de la division en classes, la galanterie comme forme de pouvoir...	Société ; sexisme ; charge mentale ; inégalités ; féminisme
<i>Les règles ... Quelle aventure !</i>	BD	Elise Thiebaut et Marion Malle	à partir de 12 ans	Parler des règles, c'est aussi parler du patriarcat, de sexualité, de religion... cette BD aborde le sujet avec humour, de façon décomplexée et décalé, avec de solides références culturelles, mythologiques, médicales et féministes pour piquer la curiosité et enrichir la connaissance.	Règles ; questions ; histoire ; corps ; femme
<i>Les sentiments du Prince Charles</i>	BD	Liv Stromquist	à partir de 15 ans	Bande dessinée qui alterne fiction et analyse documentée et met à mal les idées reçues sur la relation amoureuse. Cet album est un appel à la prise de conscience et à la libération.	amour ; relation ; sentiments ; couple
<i>Pénis de table</i>	BD	Cookie Kalkair	à partir de 15 ans	Sept mecs sans tabous racontent sans tabou tout sur la sexualité masculine.	corps ; hommes ; genre ; relations



## La médiathèque inclusive - Les Bandes dessinées 3

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Pucelle</i>	BD	Florence Dupré la Tour	à partir de 15 ans	Depuis sa plus tendre enfance, Florence ignore tout ce qui se passe... en-dessous de la ceinture. Elle imagine que le papa met la petite graine dans le nombril de la maman, et puis de toute façon, il est tacitement interdit, dans la famille, de parler de « la chose qui ne doit pas être dite ».	témoignage ; enfance ; sexualité
<i>Sea sexism and sun</i>	BD	Marine Spaak	à partir de 14 ans	Le sexism, nous l'expérimentons d'abord intimement, au sein de notre famille, au travers de notre rapport aux autres et à nous-mêmes, dans la rue : nous grandissons avec, sans même nous en rendre compte. Mais le sexism n'est pas qu'une affaire personnelle, il est aussi politique !	sexisme ; féminisme ; corps ; société
<i>Sex story</i>	BD	Philippe Brenot et Laetitia Coryn	à partir de 14 ans	Une histoire du sexe est la première histoire de la sexualité en bande dessinée.	sexualité ; histoire
<i>Tant pis pour l'amour</i>	BD	Sophie Lamode	à partir de 15 ans	Comment sortir d'une relation toxique ?	relation ; amour ; sentiment ; couple



## La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>C'est mon corps</i>	Livre	Martin Winckler	à partir de 12 ans	Foire aux questions sur les évolutions des corps des femmes.	femmes ; corps ; contraception ; sexualité ; puberté ; gynécologie	
<i>Corps amour sexualité les 100 questions que vos enfants vont vous poser</i>	Livre	Charline Vermont	à partir de 5 ans	Un manuel d'éducation au corps et à la sexualité adapté à tous les âges.	sexualité ; questions ; corps ; éducation	L'animatrice du compte orgasme&moi
<i>Je ne suis pas viril</i>	Livre	Ben Nevert	à partir de 14 ans	Comment devient-on un homme aujourd'hui ? Ben Névert aborde la masculinité à travers sa propre histoire. Et si, une fois débarrassé des idées reçues, on essayait de repenser la définition même de la virilité ?	corps ; homme ; virilité ; éducation	auteur d'une chaîne youtube
<i>Le chœur des femmes</i>	Livre ; Roman	Martin Winckler	à partir de 16 ans	Jean est une jeune interne en gynécologie quand elle arrive dans le service du docteur Karma elle découvre qu'est ce qu'être un.e soignant.e et déconstruit tout ce qu'elle a appris	corps ; gynécologie ; médecine ; femmes	adaptation BD 2021



## La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans 2

Nom	Support	Auteurs	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Le sexe et l'amour dans la vraie vie</i>	Livre	Ghada Hatem-Gentzer et Clémentine du Pontavice	à partir de 14 ans	Pour que les ados trouvent des réponses à leurs questions le moment venu	adolescence ; questions ; sexualité ; corps
<i>Les sexes innombrables - Le genre à l'épreuve de la biologie</i>	Livre	Thierry Hoquet	à partir de 16 ans	Croisant des outils empruntés à l'épistémologie, à l'histoire des sciences et au féminisme, cet essai brise le cercle des questions : le genre précède-t-il le sexe, ou le sexe précède-t-il le genre ?	genre ; sexualité ; science ; corps
<i>Marinette 20 histoire sur la vie</i>	Livre	Marie Papillon et Blanche Sabbah	à partir de 10 ans	20 sujets de la vie et les questions que les enfants posent avec des réponses simples et honnêtes. la vie, la mort l'amour, la masturbation, les règles...	questions ; sexualité ; amour ; société ; corps
<i>« On en a gros » chroniques d'un sexisme ordinaire</i>	Livre	Gomargu	à partir de 12 ans	À travers de courtes saynètes, Gomargu traite de grands sujets qui animent encore le débat aujourd'hui : invisibilisation des femmes dans l'espace public, harcèlement de rue, injonctions à la féminité et à la maternité...	féminisme ; sexisme ; société



## La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans 3

Nom	Support	Auteurs	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Sexpérience</i>	Livre	Isabelle Filliozat et Margot Fried-Filliozat	à partir de 12 ans	Un outil de prévention pour les ados et jeunes adultes. Isabelle Filliozat et Margot Fried-Filliozat, mère et fille, ont uni leurs talents pour apporter aux jeunes les connaissances, valeurs humaines et compétences émotionnelles et sociales fondamentales sur le sujet sensible de la sexualité et de la relation à l'autre.	adolescence ; questions ; sexualité ; corps
<i>Sorcières</i>	Livre	Mona Chollet	à partir de 16 ans	Mais qui étaient au juste celles qui, dans l'Europe de la Renaissance, ont été accusées de sorcellerie ? Quels types de femme ces siècles de terreur ont-ils censurés, éliminés, réprimés ? Ce livre en explore trois et examine ce qu'il en reste aujourd'hui, dans nos préjugés et nos représentations.	femmes ; sorcières ; histoire
<i>Réinventer l'amour</i>	Livre	Mona Chollet	à partir de 16 ans	Nombre de femmes et d'hommes qui cherchent l'épanouissement amoureux ensemble se retrouvent très démunis face au troisième protagoniste qui s'invite dans leur salon ou dans leur lit : le patriarcat. Sur une question qui hante les féministes depuis des décennies et qui revient aujourd'hui au premier plan de leurs préoccupations, celle de l'amour hétérosexuel, ce livre propose une série d'éclairages.	amour ; relation ; sentiment ; couple



## La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans 4

Nom	Support	Auteures	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Sur le féminisme (décolonial)</i>	Livre	F. Vergès	à partir de 16 ans	Met en évidence les ambiguïtés du féminisme occidental qui, sans en prendre conscience, est tout de même influencé par une pensée capitaliste et colonialiste	féminisme ; capitalisme ; colonialisme
<i>Tout nu ! le dictionnaire bienveillant de la sexualité</i>	livre	Myriam Daguzan Bernier	à partir de 12 ans	Répond sans tabou et avec ouverture aux nombreuses questions que se posent les ados. C'est le dictionnaire inclusif et positif indispensable pour entamer la discussion, dédramatiser, expliquer et rassurer.	adolescente ; questions ; sexualité ; corps



## La médiathèque inclusive - Les films, séries et documentaires

Nom	Support	Auteures	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>120 battements par minute</i>	film	Robin Campillo	à partir de 16 ans	Une histoire de act up, association de défense des personnes atteintes du sida	engagement ; sida ; histoire ; sexualité	
<i>Option éducation sexuelle</i>	docu	Marie-Pierre Jaury	à partir de 14 ans	Dans un lycée de la banlieue parisienne, une douzaine d'adolescent.es, en classe de seconde générale ou professionnelle, assistent à un cours pas comme les autres : option éducation sexuelle.	éducation ; sexualité ; corps ; relation	france 5
<i>Girl</i>	film	Lukas Dhont	à partir de 16 ans	Lara, 15 ans, rêve de devenir danseuse étoile. Avec le soutien de son père, elle se lance à corps perdu dans cette quête d'absolu. Mais ce corps ne se plie pas si facilement à la discipline que lui impose Lara, car elle est née garçon.	genre ; corps ; sport	
<i>Libre.s</i>	série	Ovidie	à partir de 14 ans	Nous sommes submergés d'injonctions, d'idées reçues et de représentations ultra-normées. Stop aux diktats sexuels !	corps ; relations ; sexualité ; femme	Sur arte et d'après la BD
<i>Petite fille</i>	docu	Sébastien Lifshitz	à partir de 16 ans	Sasha, né garçon, se vit comme une petite fille depuis l'âge de 3 ans. Le film suit sa vie au quotidien, le questionnement de ses parents, tout comme le combat incessant que sa famille doit mener pour faire comprendre sa différence.	genre ; enfance ;	



## La médiathèque inclusive - Autres supports

Nom	Support	Auteurs	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>Causette</i>	Magazine	Causette média	à partir de 12 ans	Causette est un magazine féminin : publication d'information politique et générale sur la société, l'égalité, le féminisme ...	femmes ; société ; corps ; culture	
<i>La princesse et le dragon</i>	Album jeunesse	Michael Martchenko	à partir de 3 ans	Album jeunesse contre les stéréotypes. Les aventures d'une princesse pas comme les autres !	stéréotype ; sexisme ; enfant	
<i>Long cheveux</i>	Album jeunesse	Benjamin Lacombe	à partir de 6 ans	Album jeunesse contre les stéréotypes. C'est l'histoire de Loris, un petit garçon aux cheveux longs que l'on prend souvent pour une fille. Pourtant les héros aux cheveux longs ne manquent pas	stéréotype ; sexisme ; enfant ; corps	
<i>Survivre au sexisme ordinaire - Analyses et techniques de 18 féministes pour le mettre K.-O.</i>	Revue	Collectif d'écrivaines	à partir de 15 ans	Dix-huit personnalités féministes, venues d'horizons divers, s'emparent de ces "petites phrases" et proposent leur analyse ou leurs conseils pour se défendre, répliquer et lutter ainsi avec impertinence contre le sexisme ordinaire.	sexisme ordinaire ; féminisme ; égalité	Librio (n° 1294) - Idées Paru le 03/03/2021



## Sexy web - Chaînes Youtube

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Cher corps</i>	youtube	à partir de 14 ans	témoignages de femmes sur leur rapport au corps	corps ; témoignage ; femmes	et BD de Léa Bordier
<i>Entre potes</i>	youtube	à partir de 12 ans	relations, sentiments, rapport au corps raconté entre potes.	hommes ; corps ; sexualité ; amitié	auteur Ben Nevert
<i>Game of Hearth</i>	youtube	à partir de 16 ans	Une chaîne qui parle d'écologie politique et de féminisme, à travers les écrits théoriques.	écologie ; féminisme ; théorie	<a href="https://www.youtube.com/c/GameOfHearth/videos">https://www.youtube.com/c/GameOfHearth/videos</a>
<i>La conquête du clito</i>	youtube	à partir de 15 ans	vidéo sur l'histoire du clitoris	Histoire ; sexualité ; clitoris ; corps	Chaîne c'est une autre histoire
<i>Le tribunal de l'érection</i>	youtube	à partir de 15 ans	vidéo sur l'histoire de l'importance de l'érection dans le rapport au corps masculin et sa place dans la juridiction	Histoire ; sexualité ; érection ; corps	Chaîne c'est une autre histoire
<i>Martin sexe faible</i>	youtube	à partir de 12 ans	le monde où les relations hommes-femmes sont inversées	relation hommes-femmes ; patriarcat ; société	



## Sexy web - Chaînes Youtube 2

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Océan</i>	youtube	à partir de 15 ans	Le parcours de transition d'un genre à un autre	corps ; genre ; témoignages	websérie sur france TVslash
<i>On en parle</i>	youtube	à partir de 12 ans	L'idée de la série : représenter au mieux les adolescents de 2020, à travers la France et leur donner un espace de paroles total pour témoigner de sujets qui les concernent actuellement. puberté, harcèlement, amour ...	adolescence ; témoignages	Léa bordier
<i>Parlons peu mais parlons</i>	youtube	à partir de 14 ans	Foire aux questions sur le corps et la sexualité	sexualité ; tabou ; corps	
<i>Quand c'est oui c'est oui</i>	youtube	à partir de 12 ans	Chanson humoristique sur le consentement	consentement ; sexualité	chanson



## Sexy web - podcasts

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Kiff ta race</i>	podcast	à partir de 15 ans	rapport au corps et racisme	corps ; racisme ; féminisme	
<i>La poudre</i>	podcast	à partir de 15 ans	témoignages et parcours de Femmes	femme ; témoignages ; féminisme	
<i>Les couilles sur la table</i>	podcast	à partir de 15 ans	questions et intervenants sur le patriarcat	patriarcat ; féminisme	
<i>Un podcast à soi</i>	Podcast	à partir de 15 ans	Un Podcast à soi : intimité et expertise, témoignages et réflexions, pour aborder les questions de genre, de féminismes, d'égalité entre les femmes et les hommes	témoignages ; féminisme ; égalité	Arteradio ; Charlotte Bienaimé



## Sexy web - Instagram

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Jouissance club</i>	instagram	à partir de 16 ans	Dessins explicatifs et éducatifs sur la sexualité et le plaisir	sexualité ; corps	existe en livre
<i>Orgasme &amp; moi</i>	instagram	à partir de 15 ans	Parler de sexualité, de corps, d'éducation sans tabou et avec pédagogie	éducation ; sexualité ; corps	
<i>Pépites sexistes</i>	instagram	à partir de 12 ans	Publicités et objets sexistes	pub ; sexisme ; garçon/ fille	
<i>Salomé.evas</i>	instagram	à partir de 16 ans	Éducation féministe à la vie affective et sexuelle	féminisme ; sexualité ; corps	
<i>T'as pensé à</i>	instagram	à partir de 15 ans	Témoignages sur la charge mentale	charge mentale ; couple ; témoignage	



## Sexy web - Site web

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Kaléidoscope</i>	site web	tous	Livres jeunesse pour un monde égalitaire	enfant ; jeunesse	<a href="https://kaleidoscope.quebec/?fbclid=IwAR2hilm2RtGw0tZTOSbU8V2D0cmP7I2xObG6VjA7Poo2T0cs3DjmaUNxOaKE">https://kaleidoscope.quebec/?fbclid=IwAR2hilm2RtGw0tZTOSbU8V2D0cmP7I2xObG6VjA7Poo2T0cs3DjmaUNxOaKE</a>
<i>Le petit guide anti-sexiste pour passer les fêtes</i>	questionnaire	à partir de 14 ans	Quelques réponses bien faites à des réflexions de sexisme ordinaire.	sexisme ; féminisme	<a href="https://formdivers.typeform.com/ta/rfM1LT">https://formdivers.typeform.com/ta/rfM1LT</a> collectif Nous toutes
<i>Madmoizelle</i>	site web	à partir de 12 ans	Magazine féminin et féministe en ligne	femme ; corps ; société	articles ; podcast ; vidéos
<i>Unique en mon genre</i>	site web	à partir de 14 ans	Rapport au corps et genre et sexualité en milieu rural	corps ; genre ; rural ; sexualité	MRJC



## Enquête genre et sexualité en milieu rural

Ce questionnaire est réalisé par le MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne) des Deux-Sèvres dans le cadre d'une dynamique de réflexions autour des thématiques du genre et de la sexualité en milieu rural. Les réponses à cette enquête serviront à mieux connaître les vécus et les besoins des jeunes du territoire du Bocage Bressuirais à ce sujet pour développer nos futures actions.

Toutes les personnes âgées entre 14 et 30 ans résidants dans une commune du Bocage Bressuirais sont invitées à répondre au questionnaire.

Les informations récoltées sont anonymes sauf si vous souhaitez nous laisser votre contact en fin de questionnaire (facultatif). Les données sont récoltées via Framiforms, pour en savoir plus sur Framiforms [cliquez ici](#). Elles seront sauvegardées sur un fichier informatisé et seront supprimées à la fin de l'enquête. Elles ne seront accessibles qu'aux membres du MRJC 79 prenant part à la réalisation de l'enquête.

Vous pouvez enregistrer un brouillon et reprendre le questionnaire plus tard si besoin. L'envoi du questionnaire vaut consentement pour le traitement de ces données. Vous pouvez à tout moment nous demander d'accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données (voir « contacts »). Consultez le site [cnil.fr](http://cnil.fr) pour plus d'informations sur vos droits.

Le temps de remplissage du questionnaire est d'environ 5-10 minutes.

Merci d'avance pour votre participation !

Contacts : [deuxsevres@mrjc.org](mailto:deuxsevres@mrjc.org) / 06.07.44.35.88

**Dans quelle commune habites-tu ? \***

.....

**Quel âge as-tu ? \***

.....

**Quelle est ton identité de genre ? \***

- Femme
- Homme
- Non-binaire
- Agenre
- Genderfluid
- Cisgenre
- Transgenre
- Je ne sais/ne veux pas répondre
- autre (préciser)

.....

**Comment qualifierais-tu ton orientation sexuelle ? \***

- Hétérosexuel.le
- Homosexuel.le
- Bisexuel.le
- Pansexuel.le
- Asexuel.le
- Je ne sais/ne veux pas répondre
- Autre (préciser)

.....

**Quel est ton statut ? \***

- Collégien.e
- Lycéen.e
- Étudiant supérieur
- Apprenti.e
- En recherche d'emploi ou de formation
- En emploi intérimaire
- Autre (préciser)

.....

**Où as-tu entendu parler du genre pour la première fois ? \***

- à l'école
- En famille
- Entre amis
- Médias (lecture, internet, télé)

**Où as-tu entendu parler de sexualité pour la première fois ? \***

- à l'école
- en famille
- entre amis
- médias (lecture, internet, télé)

**En cas de problèmes, de questions à propos de ton genre ou de ta sexualité, sais-tu vers qui te tourner ? \***

- Profs
  - Parents
  - Famille
  - Ami.e.s
  - Professionnel de socio-médical
  - Autre
- .....

**Dans quels médias préfères-tu trouver des informations sur la sexualité ? \***

- Roman
  - Essai
  - BD
  - Revue
  - Internet
  - Podcast
  - Télé
  - Série
  - Réseaux sociaux
  - Autres (préciser)
- .....

**Penses-tu qu'il a assez de lieu d'information, de conseil, d'écoute autour du genre et de la sexualité autour de chez toi ? \***

- Assez de lieu
- Il faudrait plus d'espaces sur ces thématiques
- Il faudrait moins d'espaces
- Sans opinion

**As-tu eu des expériences sexuelles ? \***

- Oui
- Non

**As-tu ressenti ou ressens-tu une pression sur la "première fois" ? \***

- Oui
- Non
- Un peu

**Ressens-tu une pression sociale à avoir une sexualité régulière ? \***

- Oui
- Non
- Un peu

**Y a-t-il des pratiques que tu considères tabous ?**

- Fellation
  - Cunnilingus
  - Sodomie
  - BDSM
  - Sexto
  - Utilisation de sextoys
  - Sexe solitaire
  - Aucunes
  - Autres (préciser)
- .....

**Selon toi l'abstinence c'est ?**

- Une réflexion personnelle
- Un choix religieux
- Quelque chose de subi
- Une situation agréable
- Une situation désagréable
- Je ne sais pas

**A partir de quelle durée sans rapport sexuel considères-tu que l'on parle d'abstinence ?**

- Quelques jours
- Quelques semaines
- Quelques mois
- Quelques années
- Un état d'esprit
- A vie

**Pour toi, est ce nécessaire d'être amoureux pour avoir des rapports sexuels ? \***

- oui
- non

**Pour toi, est-ce nécessaire d'avoir des rapports sexuels quand tu es amoureux.se ? \***

- oui
- non

**Ressens-tu une pression à être en couple ? \***

- oui
- non

**As-tu déjà envisagé d'autres types de relation que le couple exclusif (relation entre deux personnes excluant la possibilité d'avoir des relations sexuelles et/ou amoureuses en dehors de ce couple) ?**

- Non
- Polyamour
- Couple ouvert
- Sex friend
- Coup d'un soir
- Troupe
- Anarchie relationnelle
- Relations amoureuses platoniques

**Pour toi, qu'est-ce que le consentement ? Est-ce important pour toi ?**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Quel(s) moyens de contraception et/ou de protection utilises-tu ? \***

- Préservatif externe (dit masculin)
  - Préservatif interne (dit féminin)
  - Pilule
  - Diaphragme
  - DIU au cuivre (stérilet au cuivre)
  - DIU hormonal
  - Implant contraceptif
  - Injection d'hormones contraceptives
  - Slip chauffant
  - Stérilisation contraceptive
  - Retrait
  - Digue dentaire
  - Cape cervicale
  - Patch contraceptif
  - Spermicide
  - Anneau vaginal
  - Aucune
  - Autre
- .....

**As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ton genre ? \***

- Oui, fréquemment
- Oui, rarement
- Non
- Je ne préfère pas répondre

**As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ton orientation sexuelle réelle ou présumée ? \***

- Oui, fréquemment
- Oui, rarement
- Non
- Je ne préfère pas répondre

**As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ta sexualité réelle ou présumée (quantité qui serait trop ou pas assez selon les autres) ? \***

- Oui, fréquemment
- Oui, rarement
- Non
- Je ne préfère pas répondre

**Penses-tu déjà avoir discriminé une personne en raison de son genre, de sa sexualité, de son orientation sexuelle ? \***

- Oui mais plus maintenant
- Oui
- Non
- Je ne préfère pas répondre
- Je ne sais pas

**As-tu déjà aidé, réconforté, défendu une personne qui a subi des discriminations ? \***

- oui
- non

**A quel(le) genre(s) d'action(s) aimerais-tu participer sur les thèmes du genre et de la sexualité ?**

- Débat
- Jeux
- Cercle de parole
- Table ronde
- Interventions
- Spectacles
- Projections de films
- Manifestations
- Café polyamoureux
- Autre

.....

**Y a-t-il des sujets particuliers autour du genre et de la sexualité dont tu aimerais plus parler, en apprendre davantage ?**

- Égalité femmes/hommes
- Questions trans
- Homosexualité
- Rapport au corps
- Sensibilisation autour de la sexualité
- Modèle de relation
- Autre

.....

**Veux-tu nous faire part de quelque chose d'autre ? Une idée ? un témoignage ? une réflexion ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Souhaiterais-tu participer à un entretien pour parler de ces sujets avec nous ?  
Si oui veux-tu nous laisser ton contact ?**

.....  
.....  
.....

scandre  
la Sexualité ?  
rque?

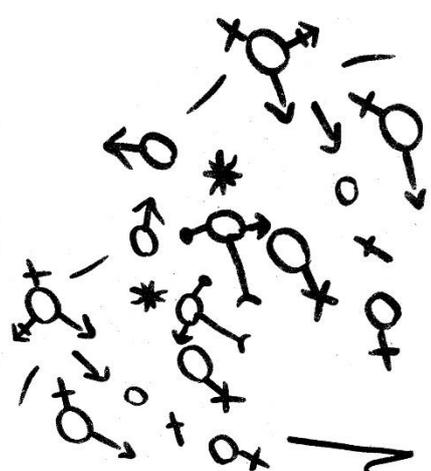
comment on se sent être  
peut changer  
identité, pas au sexe physique  
ni un homme, ni une femme



ce n'est pas tolérable

au sexe SOLITAIRE est flagrant  
est un tabou uniquement chez l'les  
reart. La masculinité comme tabou

La véritable violence, la violence la plus impardonnable, c'est surtout  
ce lie que l'on s'inflige à soi-même quand on a trop peur d'être qui  
l'on est. (Senseb, Nomi Marks)



TITRE

Miss  
Madame  
maieur  
ademoielle

DOS

Le document que vous vous apprêtez à lire est un fanzine, une production atypique, auto-publiée à petite échelle par des amateurs, se prêtant volontiers au ton humoristique ou à la parodie. Les textes et illustrations que vous y trouverez ont été réalisés par des jeunes de 17 à 30 ans, dans le cadre d'un atelier d'écriture qui avait pour objectif de permettre à des jeunes de s'exprimer librement autour des sujets du genre et des sexualités. Ces sujets personnels, sensibles et parfois tabous, sont souvent relégués à la sphère de l'intime. Or, en tant qu'adolescents et jeunes adultes, nous vivons une période de construction de nos identités, de quête de sens à donner à nos vie. Nous souhaitons changer le monde en nous autorisant à rêver et parfois en ouvrant nos esprits au-delà des normes établies. Ainsi, certains textes sortent des sentiers battus, soit par leur fond, soit par la forme qui leur est donnée. Certains sont poétiques ou humoristiques et d'autres viennent exprimer des revendications. Nous avons choisi de les publier, non pas dans le but de mettre mal à l'aise le lecteur, mais afin de rendre visible les expériences et les réflexions de certains jeunes et surtout d'ouvrir le dialogue.

Comment faire ruda  
la pression face à  
une piste mathématique  
 $P = \frac{F}{S}$  en Rascal

femme, homme, fille, garçon  
c'était  
peille au sexe  
aujourd'hui  
devenu  
sexe différent du genre  
« comment on se sent être »



étroit contre l'VG et ça  
c'est interdit

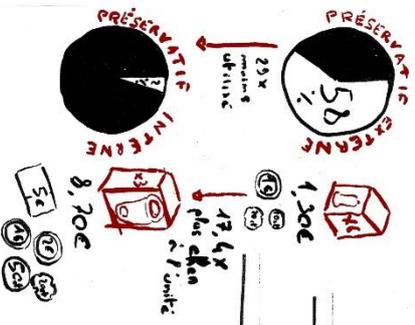
La différence quant à leur rapport  
; En effet cette dernière pratique  
femmes? 17,50% des femmes considè  
contre 0% 0% des hommes;

Besoin de contraceptions masculines  
 le slip chauffant  
 le slip qui met le feu

**nous avait dit « écoutez, vous êtes mignons, mais c'est, je pense, une réalité vraiment, je l'ai toujours dit »**



12% des jeunes sont en sur le désir à l'heure proportion de sexualité à l'heure à noter que des hommes hétérosexuels passent à leur(s) partenaire(s) Parmi les jeunes les contraceptions du préservatif masculin sujet de contraceptions pratiques



Bleu ou Rose?

Violet.

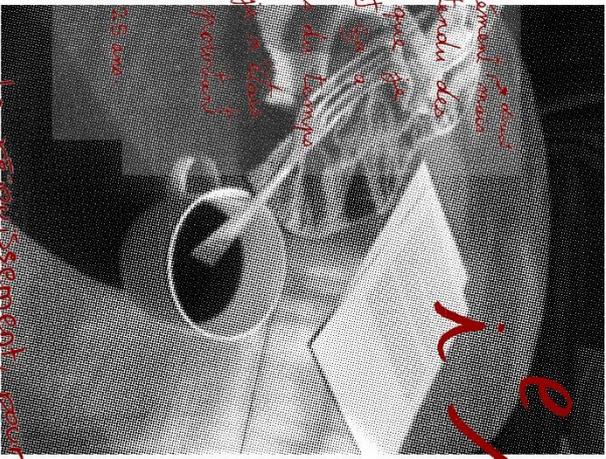
Dans le questionnaire, nous abordons la question sous l'angle d'une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité. Ainsi, nous nous sommes interrogés sur les raisons de couple traditionnel

"oui, alors ce n'était pas forcément comme y'a plein de moment où t'a entendu des remarques homophobes alors que ça n'était pas tout moi même et ça a renforcé le fait que t'ai mis du temps avant de comprendre que ça n'était pas l'été alors que t'étais attirée par des femmes. " Femme cisgenre homosexuelle de

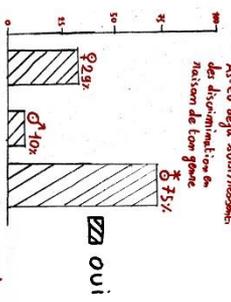
Préfecture du Val de Sèvre

A l'attention de Mme secrétaire d'Etat chargée de l'égalité homme-homme

Madame, je dois attirer de toute urgence votre attention sur la multiplication des cas d'adultère sur mon territoire; la complaisance à cet égard de la presse locale est elle-même préoccupante. Pour ne citer qu'un exemple des propos rapportés dans les journaux : "Mais oui, dans mon entourage, plusieurs personnes vivent des aventures extracroissantes de l'opinion vis-à-vis de ces pratiques ouvrira la voie à une mise en cause de nos principes de tolérance de nos valeurs républicaines. Je dois attirer de toute urgence votre attention sur ce sujet. Je vous en remercie, Agnès ACTISSER



le repassement pour j'aur vraiment



## Annexe 11 - Outil pour rappeler le cadre de l'atelier, ses règles et son public cible

### Où :

Les locaux des structures, les lieux de séjour, les établissements scolaires (à voir si la proposition de planning familial ne va pas être confondu)

Centre social de Saint Sym, MJC Saint Sym, MJC Saint Martin, Centre social de Chazelles, MJC Chazelles.

(La Maladière, l'Étais atelier d'écriture ?, Médiathèque st sym, st mart )

### Quand :

Pendant l'été 2021 (de juillet à septembre voir plus)

Projet des Diabolors, Mont'en scène, camps MRJC,

Si c'est trop tard pour les structures d'animation on anticipe la rentrée scolaire en prenant contact avec les lycées, collèges.

### Comment :

#### Prise de contact :

Appel avec ces questions :

Présentation du projet, diagnostic, site noshistoires et des questionnements que nous portons,

- Est-ce que c'est des questions que vous abordez déjà
- Est-ce que vous vous sentez ou sentiriez à l'aise pour animer ces questions là dans votre structure
- Si vous l'avez déjà fait, comment vous l'avez fait ? quels outils ? comment ça a été vécu ?
- Est-ce que vous pensez avoir des espaces/temps pour prévoir un atelier de ce type là pendant l'été ? plus tard ?

Expliquer que nous souhaitons avoir des témoignages de personnes concerné.e.s et faire de la sensibilisation autour de ces questions. expliquer pourquoi c'est intéressant pour vous, pourquoi c'est intéressant pour nous.

- Est-ce que ça vous parle d'animer des espaces en non mixité ?
- Besoin particulier du public sur ces questions là, et des anims sur de l'animation de cette thématique (posture, outils, cadre...)

Proposer une rencontre pour mettre en œuvre un outil clair et adapté.

Après le retour des structures : [retravail sur l'outils](#)

[Proposition](#) en allant les rencontrer.

## Annexe 12 - Outil d'animation d'un atelier de discussion et d'écriture

### Outils d'animation- Genres et sexualités en milieu rural

Un atelier de discussion et d'écriture en groupe pour échanger sur les genres et les sexualités.

**Durée :** 1h20

**Groupe** de 6 à 20 personnes environ

**Espace** ouvert ou fermé

**Materiel :**

- Témoignages écrits et disposés partout dans l'espace ( grande lessive ou punaisé sur les murs)
- balle ou objet à se lancer
- stylos / feuilles
- Dixit ou outil de bilan

#### Déroulé

Introduction du temps - présentation du site internet - des raisons pour lesquels on invite le groupe a participer...

- **Brainstorming pour se plonger dans la thématique - 10 min**

Utiliser un objet à se lancer (ballon, balle, peluche...) et chaque personne qui la reçoit dit le premier mot qui lui vient à l'esprit quand elle entend le mot : Genre, puis sexualité, puis intimité.

*Pour s'appuyer :*

**Genre définition :** *Le genre n'est pas défini par le sexe. Le sexe est biologique, le genre désigne les rôles, les constructions que les individus acquièrent durant leur vie en fonction de la société dans laquelle elles et ils évoluent. On naît avec un sexe, on ne naît pas avec un genre, on le construit.*

A la fin de chaque tour ou quand plus personne n'a d'idée, définir ensemble les mots pour résumer les idées que l'on veut mettre derrière.

- **Explication les mots et les choses que l'on va discuter, dans l'objectif que tout le monde soit d'accord avec ce dont on va parler, et avoir un cadre commun - 5 min**

**Sexisme :** *Le sexisme utilise les différences physiques entre les sexes pour hiérarchiser les capacités, les statuts et les droits entre femmes et hommes. Le sexisme est une discrimination qui peut se traduire par des gestes, des paroles, ou des agressions. Le terme renvoie à la domination intériorisée qu'exercent les hommes sur les femmes.*

**Transidentité :** *Personne dont l'identité de genre est différente de celle assignée à la naissance.*

**Homosexualité :** *Personne attirée sexuellement et/ou affectivement par des individus de genre identique au sien.*

**Oppressions :** *Quand on parle des oppressions on parle de ce que les personnes vivent selon leur point de vue qui est situé en fonction du groupe social de chaque personne (femme, homosexuel, trans...) On*

*peut parler d'oppression seulement quand on est concerné par des discriminations liées à notre genre ou notre orientation sexuelle (les hommes cis ne sont donc pas concernés)*

- **Poser un cadre de sécurité : écoute, bienveillance, brancher sa curiosité bienveillante plutôt que son jugement, faire preuve d'empathie, confidentialité.**

Les témoignages et les échanges sont souvent issus des histoires personnelles et pour pouvoir échanger sereinement un cadre doit être posé avant. Les échanges doivent être bienveillants et on peut se mettre d'accord pour que ce qui est dit reste dans le cercle et n'est pas redit à l'extérieur.

- **Arpentage sur les témoignages qui existe déjà avec des questions qui permettent de s'interroger sur sa propre expérience - 15 min**

Prendre 15 min de déambulation où chaque personne peut se balader et lire les témoignages du site [noshistoires.fr](http://noshistoires.fr) affichés dans tout l'espace. (Le temps peut être accompagné d'un fond musical)

Chaque personne peut choisir à la fin de la lecture, un témoignage près duquel elle se positionne pour le temps suivant.

- **Discussion autour d'un témoignage en petit groupe - 10 min**

A partir du témoignage choisi, des groupes se forment et prennent 10 min pour échanger sur ces questions

- Pourquoi est-ce que j'ai choisi ce témoignage ?
- A quoi le témoignage fait référence sur la société aujourd'hui ?
- Est-ce que j'ai des pistes de solution pour éviter ce genre de situation ou pour améliorer ce problème dans société ?

- **Mise en commun des échanges - 10 min**

Chaque petit groupe peut faire un résumé de ses échanges aux autres groupes qui peuvent réagir, compléter...

- **Temps personnel et invitation à témoigner - 20 min**

Pour terminer, chaque personne peut prendre un temps personnel pour réfléchir seul à ces questions. L'animatrice propose à ce moment-là un formulaire de témoignage si certaines personnes veulent témoigner sur le site internet d'un vécu.

- Est-ce que ça fait référence à des choses que j'ai vécu, à mon expérience sur mon genre ma sexualité
- Comment je vis le fait d'être homme/femme,
- Comment je me sens dans mon orientation sexuelle

- **Debrief et bilan - 10 min**

Temps de partage pour clôturer avec des questions mises en commun (comment on a vécu l'atelier, avec quoi on repart, dans quel état émotionnel on est...)

**Outil :** dixit, carte émotion, arbre avec des petits papiers...

## Atelier d'écriture Genre et sexualité

### matériel pour l'atelier :

- feutres noirs
- trousse stylos
- scotch, colle
- feuilles de brouillon
- feuilles blanches
  
- rapport du diagnostic A4 recto-verso en 10 exemplaires
- rapport A3 en 1 exemplaire
  
- papier et colle
  
- (- machine à écrire)

### Déroulé de l'atelier

Le but est d'avoir à la fin de l'atelier de la matière sous différentes formes (différentes formes d'écritures, dessins) pour les associer dans le fanzine.

Ne pas mettre la pression sur le rendu visuel, sur les fautes ... le but est d'avoir plein de matière qui peut être retravaillée ensuite dans l'assemblage et que chaque compétence soit valorisée.

1- Temps de lecture du rapport et répartition du texte par affinité avec les sujets traités.  
Chacun.e prend le temps de lire le rapport et sélectionne une partie qui parle (3-4 pages).

2- temps de déclenchement : collage avec des phrases du rapport.  
Déchirer les phrases marquantes du rapport dans la partie choisie, collage en pliant une partie de la phrase et écriture avant et après ces phrases.  
Le but est de se réapproprier les phrases formelles du rapport pour écrire à sa manière et faire un jeu visuel avec le collage.

3- ateliers au choix ou tournant : plusieurs méthodes proposées, les participant.e.s choisissent.  
- réécriture de témoignages : jeu avec les pronoms, réappropriation des témoignages si certains parlent aux jeunes présents qui n'ont pas témoigné

(- machines à écrire en accès libre : il s'agit de découvrir l'écriture à la machine, possibilité de réutiliser ces textes à la machine pour faire un jeu manuscrit, machine et numérique sur le fanzine)

- illustrations : réinterprétation des graphiques en dessins abstraits ou figuratif, illustrations à partir de textes si certains le sentent.

4- bilan restitution  
Tout étaler ce qui a été fait pendant l'atelier sur une table pour que tout le monde puisse voir.  
Échanger sur les réalisations, ce qui a plus dans l'atelier, moins plus ... :  
possibilité de faire un bilan où chacun dit 1 chose qui lui a plus, 1 chose à améliorer et 1 chose qu'on retient de la journée

5- Goûter

6- Rangement

pendant le goûter et après faire un temps de tri des productions pour sélectionner ce qui sera dans le fanzine. L'idée est de faire la sélection à chaud et de dire ce qui nous paraît important pour pouvoir faire la mise en page ensuite.

## Trame IMS genre et sexualité / discriminations

1- Présentation intervenant.e.s, cadre des échanges

2- définitions collaboratives (selon les sujets que souhaitent abordé en particulier les enseignant)

- discriminations
- harcèlement
- genre / sexe
- stéréotypes
- préjugés
- consentement
- contraception
- vocabulaire LGBT

3 – timeline des droits des femmes et des lois anti-discriminations

carte avec les avancées sur les droits des femmes et les lois contre les discriminations. Demander aux élèves de les replacer dans l'ordre. Dévoiler ensuite le dos des cartes avec les dates.

4- pas en avant

Distribuer à chacun.e un personnage. Laisser du temps aux participant.e.s de s'imaginer ce que son personnage vie, son quotidien.

Le groupe se met en ligne. Lire les énoncés. A chaque situation, demander au groupe d'avancer d'un pas s'il.elle.s pensent que leur personnage est concerné par la situation ou de rester sur place le cas contraire.

A la fin, demander aux participants de prendre un temps pour regarder où il.elle.s sont. Ensuite débriefer en demandant de dévoiler son personnage, comment il.elle.s se sont senti pendant l'exercice, qu'est ce que cela leur a fait prendre conscience.

5 – selon le temps et les sujets prioritaires définis avec les profs :

\* débat mouvant consentement

A l'aide des cartes de l'outil « les 3 OUI du consentement » :

[https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/jeules3oui\\_0.pdf](https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/jeules3oui_0.pdf)

Lire l'énoncé d'une carte et demander aux participant.e.s de se placer à droite s'il.elle.s pense que dans la situation le consentement des personnes a été respecté et à gauche s'il.elle.s pensent que non. Inviter les participant.e.s à expliquer pourquoi il.elle.s pensent cela et à changer de côté si leur avis change au fil de la discussion.

A la fin reprendre les différents arguments et expliquer à l'aide l'outil de « la roue des trois oui du consentement » : [https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/rouedes3oui\\_0.pdf](https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/rouedes3oui_0.pdf)

Passer à une carte suivante.

\* débat autour de vidéos pédagogiques / prévention

- Martin sexe faible (France TV Slash), vidéo sur le slutshaming : <https://www.youtube.com/watch?v=V3bU1dVQj08>

- vidéo « le consentement expliqué avec une tasse de thé » : [https://www.youtube.com/watch?v=Wzkb5N\\_h0kY](https://www.youtube.com/watch?v=Wzkb5N_h0kY)

- harcèlement scolaire / discrimination LGBT : <https://www.youtube.com/watch?v=cz1oBrEvpKI>

6 – bilan et debrief avec les élèves

7 – présentation du MRJC

### Trame restitution diagnostic de territoire

1 – présentation des résultats de la démarche et des résultats = 20 min

2- temps d'échange, questions/réponses avec le public = 20 min

3- trois ateliers proposés, deux au choix

\* carte sensible

Proposer un plan avec les différents lieux de la ville / du territoire et demander aux participant.e.s d'écrire (sur des post-it de différentes couleur) :

- les lieux existants sur ce sujet et les personnes ressources (fréquentés ou connus)
- les améliorations et lieux qu'il faudrait avoir en +

\* débat mouvant consentement

A l'aide des cartes de l'outil « les 3 OUI du consentement » :

[https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/jeules3oui\\_0.pdf](https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/jeules3oui_0.pdf)

Lire l'énoncé d'une carte et demander aux participant.e.s de se placer à droite s'il.elle.s pense que dans la situation le consentement des personnes a été respecté et à gauche s'il.elle.s pensent que non. Inviter les participant.e.s à expliquer pourquoi il.elle.s pensent cela et à changer de côté si leur avis change au fil de la discussion.

A la fin reprendre les différents arguments et expliquer à l'aide l'outil de « la roue des trois oui du consentement » : [https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/rouedes3oui\\_0.pdf](https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/rouedes3oui_0.pdf)

Passer à une carte suivante.

\* atelier d'expression poétique

Déchirer / découper les phrases marquantes du rapport du diagnostic dans la partie choisie, collage en pliant une partie de la phrase et écriture avant et après ces phrases.

Le but est de se réapproprier les phrases formelles du rapport pour écrire à sa manière et faire un jeu visuel avec le collage.

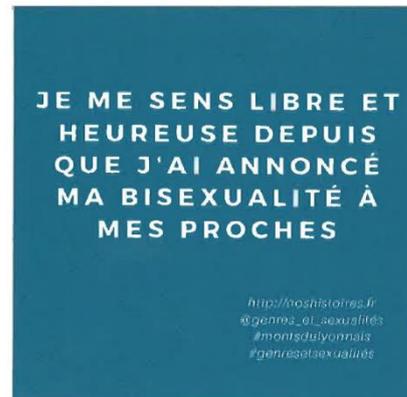
4 – le pas en avant

Distribuer à chacun.e un personnage. Laisser du temps aux participant.e.s de s'imaginer ce que son personnage vit, son quotidien.

Le groupe se met en ligne. Lire les énoncés. A chaque situation, demander au groupe d'avancer d'un pas s'il.elle.s pensent que leur personnage est concerné par la situation ou de rester sur place le cas contraire.

A la fin, demander aux participants de prendre un temps pour regarder où il.elle.s sont. Ensuite débriefer en demandant de dévoiler son personnage, comment il.elle.s se sont senti pendant l'exercice, qu'est ce que cela leur a fait prendre conscience.

Annexe 16 - Stickers servant de supports de communication



## Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse  
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative  
Mission Expérimentation et Évaluation des Politiques Publiques  
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13  
Téléphone : 01 40 45 93 22  
[www.experimentation.jeunes.gouv.fr](http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr)

